

2025

GROUPE
crit.

Document d'enregistrement universel

et rapport financier annuel





Document d'enregistrement universel 2025
incluant le rapport financier annuel



Le document d'enregistrement universel a été déposé le 30 avril 2026 auprès de l'AMF, en sa qualité d'autorité compétente au titre du règlement (UE) 2017/1129, sans approbation préalable conformément à l'article 9 dudit règlement.

Le document d'enregistrement universel peut être utilisé aux fins d'une offre au public de titres financiers ou de l'admission de titres financiers à la négociation sur un marché réglementé s'il est complété par une note d'opération et le cas échéant, un résumé et tous les amendements apportés au document d'enregistrement universel. L'ensemble alors formé est approuvé par l'AMF conformément au règlement (UE) 2017/1129.

En application de l'article 19 du règlement (UE) n°2017/1129, les éléments suivants sont inclus par référence dans le présent document d'enregistrement universel :

Les comptes consolidés et sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2024 présentés respectivement aux pages 56 à 99 et 104 à 121 du document d'enregistrement universel déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 29 avril 2025 sous le numéro D.25-0327, ont fait l'objet de rapports des contrôleurs légaux, figurant respectivement aux pages 100 à 103 et 122 à 125 dudit document d'enregistrement universel.

Les comptes consolidés et sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2023 présentés respectivement aux pages 50 à 86 et 91 à 106 du document d'enregistrement universel déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 29 avril 2024 sous le numéro D.24-0353, ont fait l'objet de rapports des contrôleurs légaux, figurant respectivement aux pages 87 à 90 et 107 à 109 dudit document d'enregistrement universel.

SOMMAIRE

1.	PRÉSENTATION DU GROUPE ET DE SES ACTIVITÉS	13
1.1.	Un groupe familial aux valeurs centrées sur l'humain	14
1.2.	Le modèle d'entreprise	16
1.3.	Les pôles d'activité	18
1.4.	Rapport d'activité	35
1.5.	La stratégie, la politique d'investissement et les perspectives	42
1.6.	La structure organisationnelle	45
1.7.	Données boursières	47
2.	FACTEURS DE RISQUES ET CONTRÔLE INTERNE	49
2.1.	Facteurs de risques	50
2.2.	Procédures de gestion des risques et de contrôle interne	54
3.	COMPTES ANNUELS ET RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	59
3.1.	Comptes consolidés	60
3.2.	Comptes sociaux au 31 décembre 2025	106
4.	ETAT DE DURABILITÉ	133
4.1.	Informations générales -ESRS 2	134
4.2.	ENVIRONNEMENT – Informations relatives au changement climatique (ESRS E1)	158
4.3.	SOCIAL – Personnel de l'entreprise et communautés affectées (S1 et S3)	170
4.4.	GOUVERNANCE - Informations relatives à la gouvernance d'entreprise – ESRS G1	190
4.5.	Plan de vigilance	193
4.6.	Annexe	196
5.	GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE	205
5.1.	Organes d'administration et de direction	206
5.2.	Rémunérations des organes d'administration et de direction	216
5.3.	Conventions réglementées - Conventions courantes	222
5.4.	Éléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique (Article L.22-10-11 du Code de commerce)	223
5.5.	Modalités particulières relatives à la participation des actionnaires à l'Assemblée Générale	223
6.	INFORMATIONS SUR LA SOCIÉTÉ ET SON CAPITAL	225
6.1.	Renseignements généraux concernant la société	226
6.2.	Renseignements généraux concernant le capital social	228
6.3.	Actionnariat	231
6.4.	Nantissements, garanties et sûretés	239
7.	INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES	241
7.1.	Responsable du présent document	242
7.2.	Contrôleurs légaux des comptes	242
7.3.	Documents disponibles	242
7.4.	Assemblée Générale Mixte du 5 Juin 2026	243
7.5.	Tables de concordance	250



Etre suffisamment solide
pour résister aux cycles
et suffisamment agile
pour capter la reprise !



Message de la Présidente Directrice Générale

L'année 2025 s'inscrit dans un environnement économique et géopolitique toujours incertain, marqué par des dynamiques de marché contrastées selon les zones géographiques. Dans ce contexte exigeant, notre Groupe a démontré la solidité de son modèle, son agilité opérationnelle et la rigueur de son pilotage.

Sur l'exercice, le Groupe a réalisé un chiffre d'affaires de 3,4 milliards d'euros, en croissance d'environ 8%, portant à près de 66% la progression de notre activité depuis 2021. Cette trajectoire illustre notre capacité à combiner développement organique, investissements ciblés et intégration réussie d'acquisitions stratégiques.

Dans le travail temporaire, notre principal pôle d'activité, le chiffre d'affaires atteint près de 3 milliards d'euros, en progression de 8,6%. Cette performance témoigne de la résilience de nos positions en France et du renforcement significatif de notre présence à l'international.

En France, la diversité de nos offres, la densité de notre réseau d'agences et la qualité de l'engagement de nos équipes nous ont permis de préserver nos positions et de mieux résister que le marché.

L'international a occupé une place structurante dans la trajectoire du Groupe. L'intégration réussie de notre acquisition en Italie nous a permis de franchir une étape décisive dans la diversification géographique de nos activités. Aujourd'hui, près de la moitié de notre activité travail temporaire est réalisée à l'international. Dans le marché Nord-américain, nous avons fait le choix d'une gestion responsable et prudente, en adaptant notre organisation et en sécurisant notre situation financière tout en restant convaincus du potentiel de rebond à moyen terme.

Notre pôle aéroportuaire a quant à lui, confirmé en 2025 la robustesse de son modèle, avec une activité soutenue en France comme à l'international. En 2025, ce pôle a généré plus de 460 millions d'euros de chiffre d'affaires, en hausse de 4% sur une base de comparaison pourtant élevée.

Sur l'année, nous avons poursuivi nos investissements dans la transformation digitale. L'intelligence artificielle constitue un levier majeur pour améliorer nos processus, renforcer la qualité de service apportée à nos clients et fluidifier l'expérience de nos candidats et collaborateurs. Au sein du Groupe, nous abordons ces évolutions avec pragmatisme : l'IA doit être au service de l'humain, de la performance et de la création de valeur.

Par ailleurs, la montée en puissance des exigences extra-financières représente une opportunité de progrès et de différenciation. Dans le cadre de la CSRD, nous approfondissons la structuration de notre démarche RSE autour de priorités claires : développement des compétences, inclusion, santé et sécurité, réduction de notre empreinte environnementale, éthique des affaires et qualité du dialogue avec l'ensemble de nos parties prenantes. Nous considérons ces engagements comme indissociables de la performance durable du Groupe.

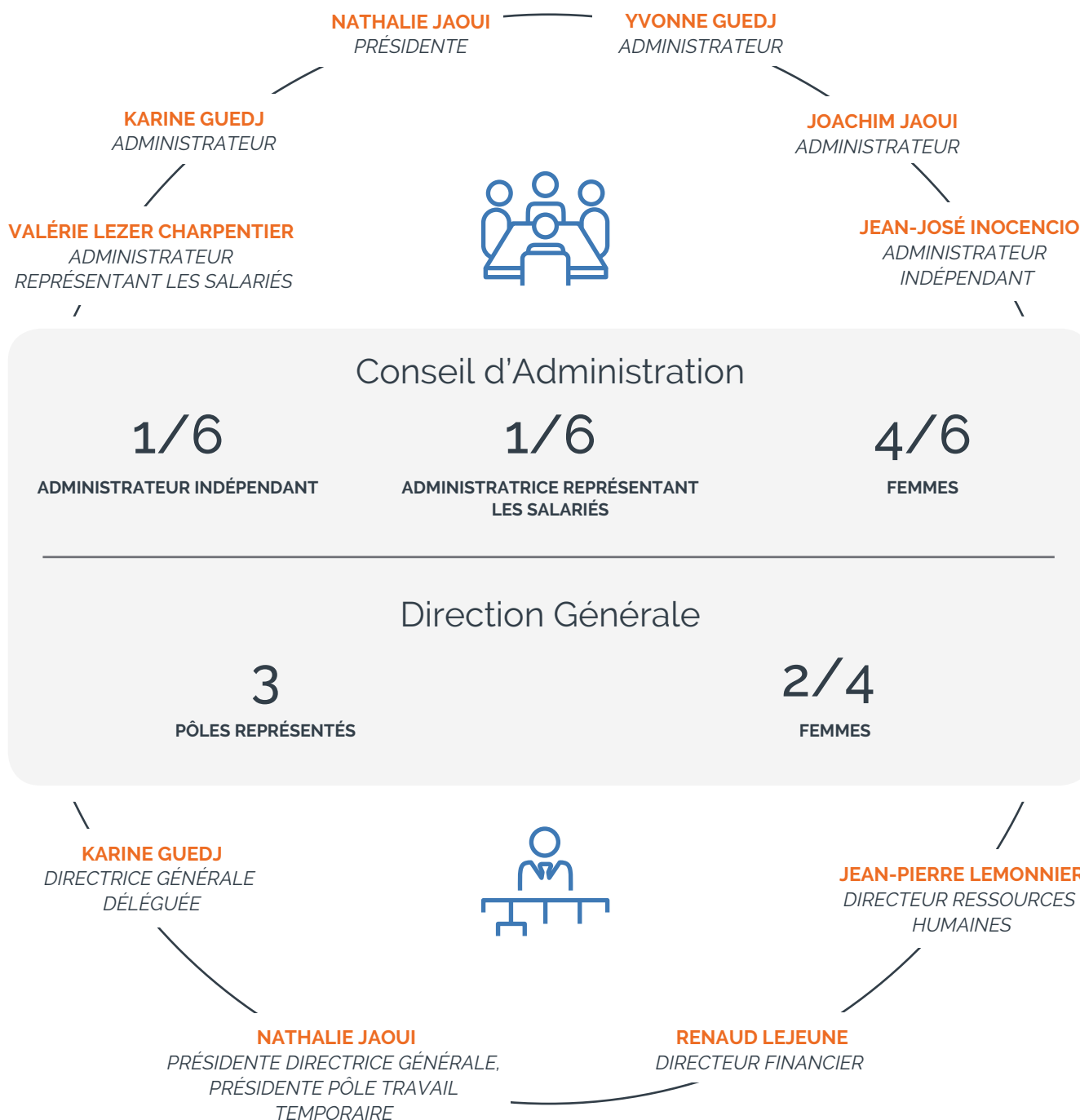
Fort d'une situation financière solide et d'une trésorerie disponible significative, le Groupe aborde l'avenir avec vigilance mais confiance. Les premiers mois de 2026 montrent des signes encourageants, mais le contexte géopolitique oblige à rester prudent quant aux perspectives. Nous sommes déterminés à poursuivre notre développement tant par croissance organique que par acquisitions ciblées, créatrices de valeur et intégrables à notre modèle.

Afin de remercier nos actionnaires de leur fidélité, nous proposerons lors de notre prochaine Assemblée Générale, le 5 juin 2026, le versement d'un dividende de 1,50€ par action.

Nathalie JAOUI

Présidente Directrice Générale

Organes de gestion et de contrôle



Commissaires aux comptes titulaires



PRICEWATERHOUSECOOPERS AUDIT



REPRÉSENTÉ PAR JÉRÔME MOUZAN



MEMBRE DE LA COMPAGNIE RÉGIONALE
DES COMMISSAIRES AUX COMPTES DE VERSAILLES



63, RUE DE VILLIERS 92200 NEUILLY SUR SEINE



EXCO PARIS ACE



REPRÉSENTÉ PAR EMMANUEL CHARRIER



MEMBRE DE LA COMPAGNIE RÉGIONALE
DES COMMISSAIRES AUX COMPTES DE PARIS



76-78 RUE DE REUILLY 75012 PARIS



Chiffres clés

RÉPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES 2025 PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE AVANT ÉLIMINATION INTERSECTEURS

ÉTATS-UNIS

215 M€

6,4 % du CA total

FRANCE

1 855 M€

55 % du CA total

EUROPE

1 230 M€

36,5 % du CA total

AFRIQUE

73 M€

2,2 % du CA total

RÉPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES 2025 PAR ACTIVITÉ AVANT ÉLIMINATION INTERSECTEURS

en milliers d'euros

	2025	2024
CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDÉ	3 372 048	3 124 015
dont : Secteur Travail Temporaire	2 924 282	2 692 022
Secteur Aéroportuaire	462 729	444 875
Eliminations intersecteurs	(14 962)	(12 882)
EBITDA ⁽¹⁾	145 254	149 062
Résultat opérationnel courant	89 190	98 627
Résultat opérationnel	63 062	96 634
Résultat net	34 400	75 420
Résultat net part du Groupe	31 161	73 011
Capitaux propres part du Groupe	701 815	742 409
Endettement financier net avant déduction des autres comptes à terme	(103 505)	(111 359)
Endettement financier net ⁽²⁾	(135 082)	(150 996)
Résultat par action (en euros)	2,96	6,90
Effectifs permanents moyens ⁽³⁾	11 755	11 444
Nombre d'agences	800	809

(1) Résultat opérationnel courant avant prise en compte des dotations nettes aux amortissements

(2) Telle que défini en note 4.4.1 des comptes consolidés

(3) Contrats à durée indéterminée et déterminée



TRAVAIL TEMPORAIRE

87%

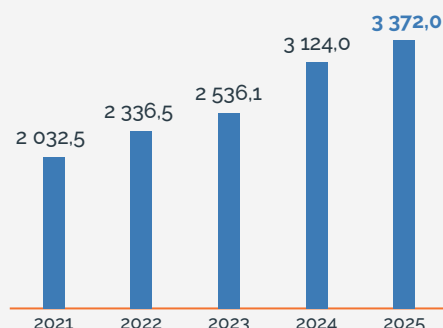


AÉROPORTUAIRE

13%

CHIFFRE D'AFFAIRES

en millions d'euros



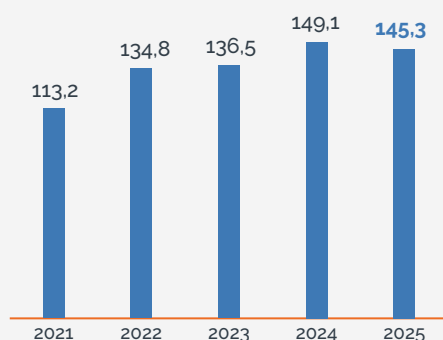
2025

3 372,0

▲ 8 %

EBITDA

en millions d'euros



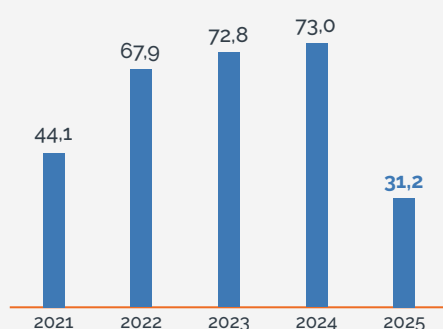
2025

145,3

▼ 2.55%

RESULTAT NET PART DU GROUPE

en millions d'euros



2025

31,2

Profil

CRIT, un acteur majeur en ressources humaines et services aux entreprises

23^{ème} Groupe mondial⁽¹⁾ et 5^{ème} acteur majeur en France en ressources humaines, n°1 de l'assistance aéroportuaire⁽²⁾ en France et un des leaders mondial, le Groupe CRIT apporte à ses clients, des grands donneurs d'ordres aux PME PMI, les ressources humaines et les compétences professionnelles dont elles ont besoin.



TRAVAIL TEMPORAIRE : 23^{ÈME} GROUPE MONDIAL

Avec un réseau international de plus de 800 agences d'emploi et insides en Europe, aux États-Unis et en Afrique, le Groupe est le partenaire en ressources humaines et solutions RH de plus de 34 000 entreprises pour leur recrutement permanent et temporaire et accompagne près de 260 000 salariés dans leur parcours professionnel.



ASSISTANCE AÉROPORTUAIRE : UN DES LEADERS MONDIAL

Le Groupe CRIT bénéficie de la confiance de 111 compagnies aériennes internationales qu'il assiste en France, au Royaume-Uni, en Irlande, et en Afrique.

3 372 Mds€

DE CHIFFRE D'AFFAIRES EN 2025

64 413

COLLABORATEURS INTÉRIMAIRES (EN ETP)

11 755⁽³⁾

COLLABORATEURS PERMANENTS

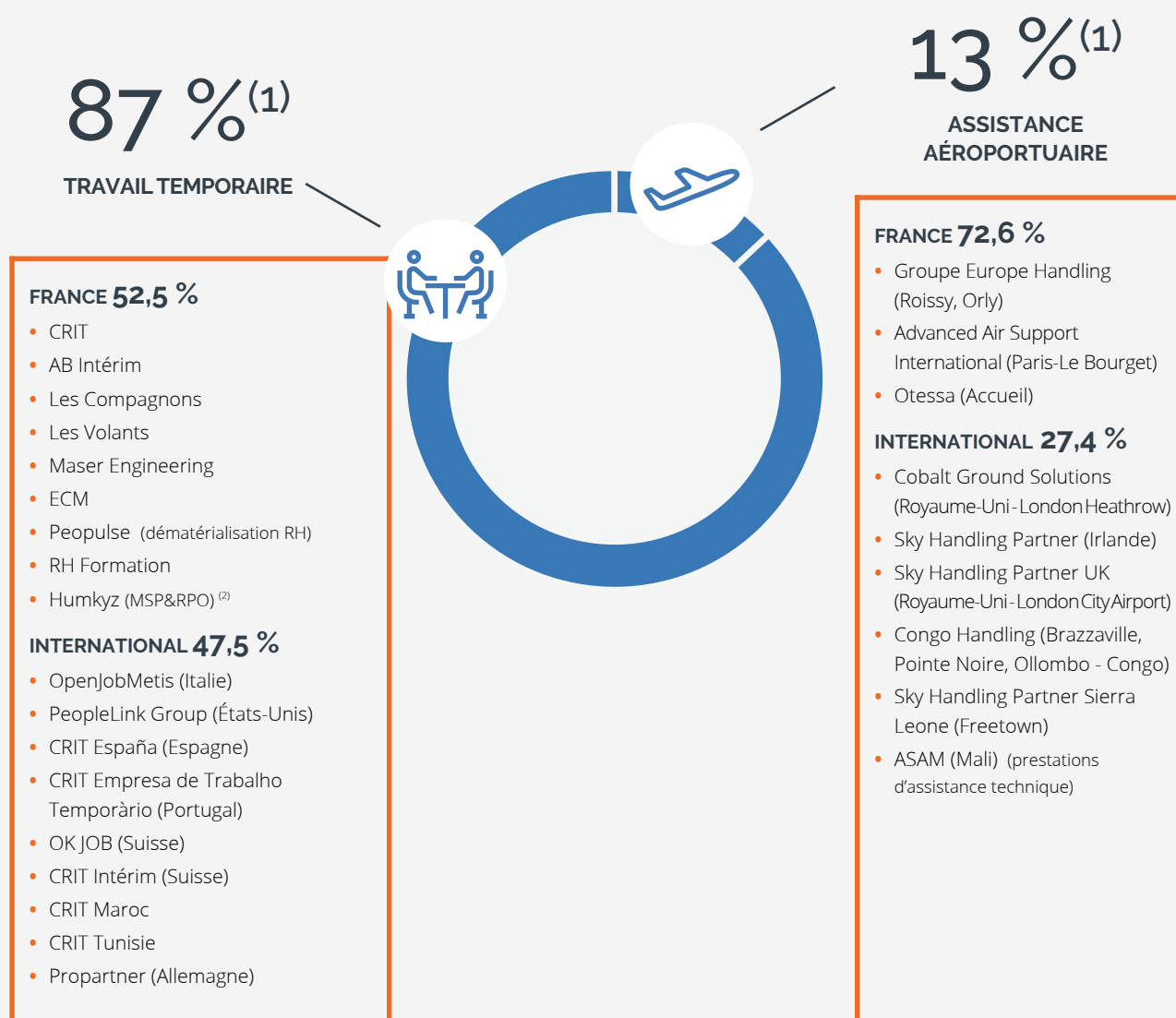
13 pays

PRÉSENCE INTERNATIONALE

(1) Source Staffing Industry Analysts

(2) Source société

(3) Effectifs moyens



La liste exhaustive des filiales et participations du Groupe est détaillée en note 6.4 des comptes consolidés chapitre 3 (périmètre de consolidation).

(1) Élimination intersecteurs (0,4%)

(2) MSP : Managed Service Provider / RPO : Recruitment Process Outsourcing



Chapitre 1

Présentation du Groupe et de ses activités

1.1	Un groupe familial aux valeurs centrées sur l'humain	14	1.5	La stratégie, la politique d'investissement et les perspectives	42
1.1.1	63 ans d'existence en 2025	14	1.5.1	La stratégie du Groupe CRIT	42
1.1.2	Les valeurs	15	1.5.2	La politique d'investissement	44
1.2	Le modèle d'entreprise	16	1.5.3	Les perspectives	44
1.3	Les pôles d'activité	18	1.6	La structure organisationnelle	45
1.3.1	Le Travail Temporaire	18	1.6.1	La holding : une société mère au service des filiales	45
1.3.2	L'Assistance Aéroportuaire	31	1.6.2	Les filiales organisées selon les lignes de métier	46
1.4	Rapport d'activité	35	1.7	Données boursières	47

1.1. Un groupe familial aux valeurs centrées sur l'humain

1.1.1. 63 ans d'existence en 2025

1962 : naissance du Groupe CRIT

- Création par Claude Guedj du Centre de Recherches Industrielles et Techniques (CRIT), bureau d'études et de calculs au service des industries mécanique, électrique et informatique.

1999 : introduction en Bourse

- Entrée du Groupe CRIT sur le Second Marché d'Euronext Paris.

2000 : création de l'activité aéroportuaire

- Acquisition du Groupe Europe Handling et de la société Cityjet Handling spécialisés en assistance aéroportuaire.

2003 : première entreprise française de travail temporaire certifiée QSE

- Création d'une filiale de travail temporaire au Maroc et de Congo Handling, filiale d'assistance aéroportuaire au Congo.

2005 : extension de l'offre aux services de recrutement en CDI et CDD

2011 - 2012 : développement sur le premier marché mondial du travail temporaire

- Déploiement aux États-Unis, acquisition de Peoplelink.
- Implantation du pôle aéroportuaire à London City Airport.

2014-2018 : extension du périmètre de ses activités aéroportuaires en France

- Roissy CDG 3 et Nice Côte d'Azur.
- Aviation d'affaires sur Paris Le-Bourget.

2020- 2021 : épidémie de Covid-19

- Agilité et résistance dans un contexte sans précédent.
- Renouvellement des licences d'assistance aéroportuaire sur les aéroports de Roissy CDG et d'Orly.

2023 : record du chiffre d'affaires, plus haut historique

- Acquisition du 6^{ème} acteur de travail temporaire sur le marché italien
- Diversification de l'activité aéroportuaire sur le cargo.

2025 : croissance et positions renforcées

- Toujours résistant en France
- Plus fort à l'international.

1972 - 1998 : création de CRIT Intérim

- Développement du réseau de travail temporaire par croissance interne et externe.
- Création du centre de formation des ressources humaines.
- Obtention de la qualification ISO et de la certification en milieu nucléaire CEFRI.

2001 : n°4 du travail temporaire en France

- Citée comme l'une des 200 meilleures small caps au monde par le magazine américain *Forbes*.
- Europe Handling nommé prestataire aéroportuaire sur l'aéroport Roissy CDG2.
- Extension du réseau d'intérim en Suisse.
- Acquisition du Groupe Euristt qui permet au Groupe de devenir le n°4 du travail temporaire en France.
- Implantation en Allemagne et en Espagne.

2006 - 2010 : extension de l'activité en Espagne

- Acquisition de deux réseaux en Espagne.
- Développement des positions en France sur les aéroports de Roissy CDG et d'Orly.

2013 : développement à l'international

- Acquisitions de deux entreprises aux États Unis.

2016-2017 : poursuite du développement à l'international

- Nouvelle acquisition aux États-Unis.
- Cobalt Ground Solutions, n°3 de l'assistance aéroportuaire à London Heathrow.

2022 : une année de performances

- Croissance soutenue, rentabilité améliorée et trésorerie renforcée
- Acquisition d'un réseau de travail temporaire en Suisse.

2024 : objectif des 3 milliards de chiffre d'affaires dépassé

- Forte croissance du travail temporaire à l'international
- L'activité aéroportuaire à des niveaux élevés.

1.1.2. Les valeurs

Cinq valeurs guident le Groupe CRIT dans ses relations avec ses parties prenantes : clients, intérimaires et collaborateurs.

PROXIMITÉ

Entretenir une relation personnalisée avec chaque client et chaque collaborateur.

RESPONSABILITÉ

Prendre des décisions et les assumer au service du client et dans l'intérêt général de CRIT.

HUMILITÉ

Se remettre en question et trouver la solution la plus simple pour nos clients et pour nos collaborateurs.

AUDACE

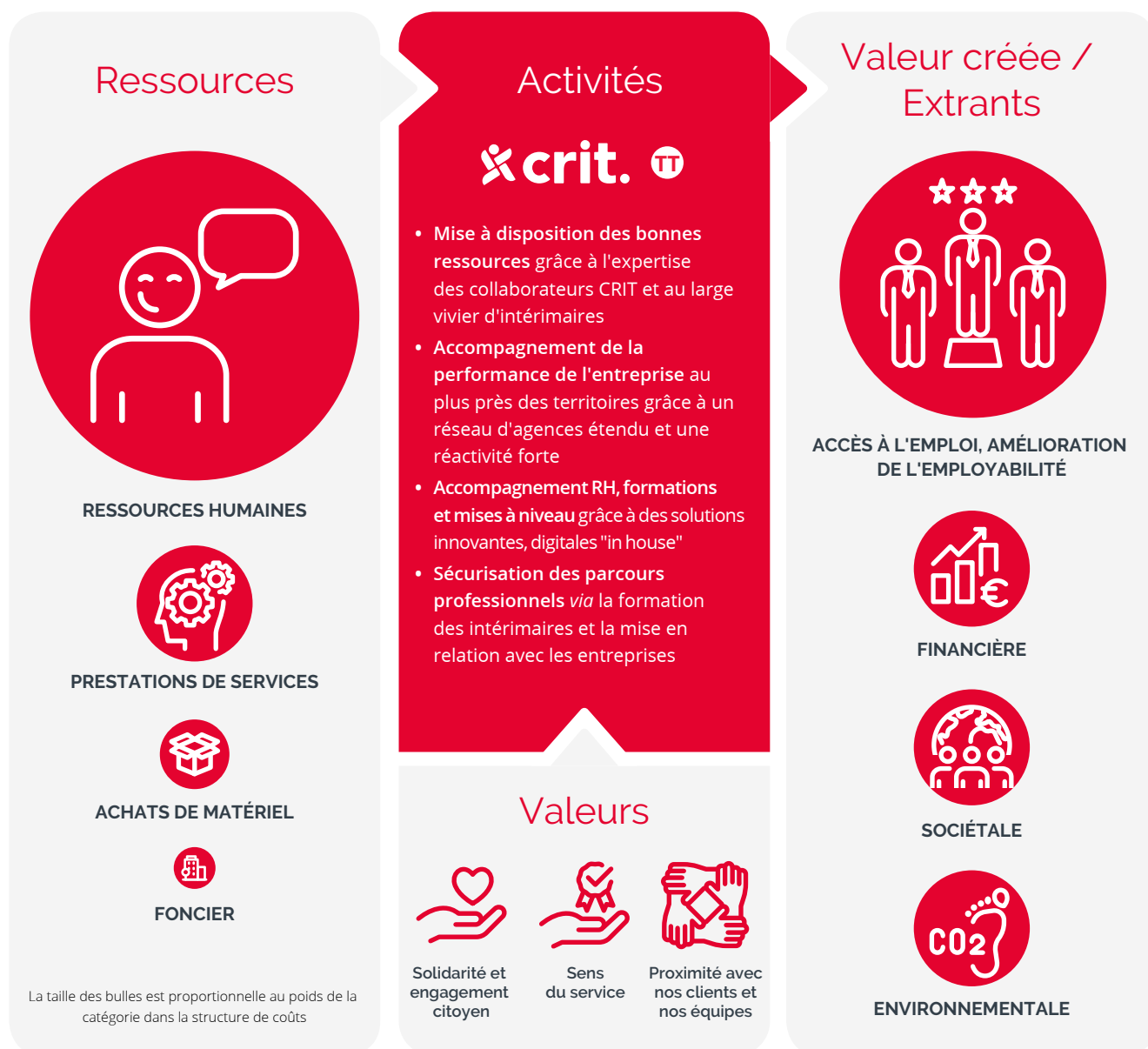
Sortir de son cadre de référence pour proposer la solution la plus adaptée aux enjeux du client et la plus pérenne pour CRIT.

SOLIDARITÉ

Mobiliser toutes les énergies pour apporter son aide lorsqu'un client ou un collaborateur rencontre des difficultés.



1.2. Le modèle d'entreprise



Ressources



RESSOURCES HUMAINES



PRESTATIONS DE SERVICES



ACHATS DE MATÉRIEL



FONCIER

La taille des bulles est proportionnelle au poids de la catégorie dans la structure de coûts

Activités



- Accompagnement et conseil aux clients et usagers des aéroports en proposant des solutions innovantes, durables et de qualité tant sur les activités de passage, de traitement bagages que de piste
- Maintien et développement du haut niveau de qualification des collaborateurs et de tiers externes grâce à une politique RH ambitieuse et à des moyens importants alloués à la formation et à un institut interne
- Sécurisation des opérations aériennes
- Maîtrise de l'impact environnemental grâce à des objectifs ambitieux et à un pilotage de la performance
- Consolidation des partenariats globaux et locaux avec les parties intéressées

Valeurs



Solidarité et engagement citoyen



Sens du service



Proximité avec nos clients et nos équipes

Valeur créée / Extrants



AMÉLIORATION DE L'EMPLOYABILITÉ, ACCÈS À L'EMPLOI



CONTRIBUTION À LA PERFORMANCE DES AÉROPORTS



FINANCIÈRE



SOCIÉTALE



ENVIRONNEMENTALE

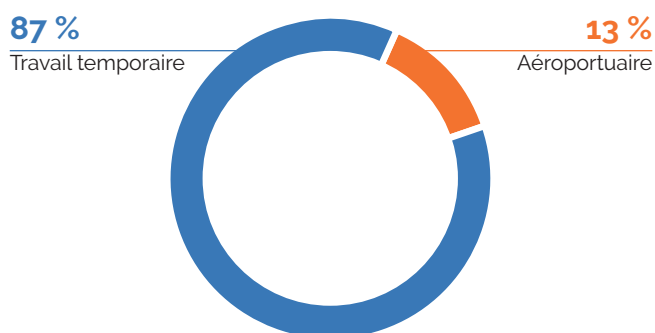
1.3. Les pôles d'activité

Dans le but de faciliter la lecture de l'information sectorielle et simplifier la présentation des comptes, le management du Groupe a souhaité faire évoluer l'organisation de son reporting pour le structurer autour de ses deux pôles d'activité : Travail Temporaire et Aéroportuaire. De ce fait, le pôle Travail Temporaire inclut désormais les activités de conseil en ingénierie, maintenance industrielle et formation, auparavant regroupées dans le pôle Multiservices, et les activités d'accueil en aéroport ont été regroupées dans le pôle Aéroportuaire qui inclut l'ensemble des prestations effectuées dans un environnement aéroportuaire, relatives aux passagers, aux avions et au fret. L'impact sur le chiffre d'affaires des deux pôles est peu significatif.

Pionnier dans le domaine des services en ressources humaines aux entreprises, le Groupe CRIT comprend deux activités qui se déploient en France et à l'international :

- le Travail Temporaire ;
- l'Assistance Aéroportuaire auprès de compagnies aériennes ;

Répartition du Chiffre d'Affaires 2025 par Secteur d'Activité



1.3.1. Le Travail Temporaire

UN RÔLE MAJEUR DANS LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES ET DE L'EMPLOI

Pendant longtemps, le travail temporaire apportait une réponse ponctuelle à un ajustement d'effectifs en cas de surcroît d'activité et de remplacement de salariés absents. Il est aujourd'hui un instrument structurel de la gestion des ressources humaines et de l'emploi.

POUR LES ENTREPRISES, DISPOSER DE LA BONNE COMPÉTENCE AU BON MOMENT

Face aux conjonctures économiques instables et au manque de visibilité, le travail temporaire apporte aux entreprises souplesse et flexibilité dans la gestion de leurs besoins et des contraintes sociales. Par sa connaissance des bassins d'emplois, ses expertises en gestion des ressources humaines, ses efforts d'investissement

en formation des intérimaires, il permet de répondre aux exigences de productivité, de compétitivité et de réactivité indispensables dans une concurrence mondialisée. Grâce à cette externalisation, les entreprises disposent ainsi « au bon moment, de la bonne compétence » et flexibilisent leurs coûts.

POUR LES SALARIÉS, FAVORISER L'ACCÈS ET L'INTÉGRATION AU TRAVAIL

Parallèlement, le travail temporaire est devenu un puissant vecteur d'accès et d'intégration au travail. Autrefois synonyme d'emplois subalternes, le travail temporaire, grâce aux efforts continus pour améliorer l'employabilité des intérimaires et pour sécuriser leur parcours professionnel (avec le CDI intérimaire en vigueur en France depuis 2013), est devenu le vecteur privilégié pour intégrer ou réintégrer le monde du travail. Les agences de travail temporaire jouent depuis plusieurs années un rôle majeur dans le domaine du recrutement en France, elles sont devenues les premiers opérateurs privés du recrutement.

- 687 000 emplois en 2025 en équivalent temps plein
- -4,6% d'intérimaires au niveau national par rapport à 2024 avec la plus forte baisse du secteur transports-entrepôts à -11,7% suivi du « commerce » à -7,7%
- 48 909 emplois temps plein sous forme de CDI Intérimaire en 2025, soit 7% des effectifs des agences d'emploi

Source : Prism'emploi

FRANCE : LES GRANDES ÉTAPES DE L'ÉVOLUTION LÉGISLATIVE ET CONVENTIONNELLE DE CES VINGT DERNIÈRES ANNÉES.

Elles sont d'abord marquées par un élargissement du champ d'action des entreprises de travail temporaire (ETT). Alors que la loi obligeait les ETT à exercer exclusivement l'activité de travail temporaire, le législateur leur a ouvert en 2005 la possibilité de délivrer des prestations de recrutement et de placement. Quelques années plus tard tout le secteur public (État, collectivités territoriales et hôpitaux) est autorisé à recourir au travail temporaire. Enfin en 2012, il devient possible d'embaucher des apprentis sous contrat de travail temporaire, permettant à la profession d'accompagner les clients et les jeunes dans le développement de l'apprentissage.

Le second axe marquant est le renforcement de l'engagement du travail temporaire en faveur de la sécurisation des parcours professionnels par la création d'un nouveau contrat de travail, le Contrat à durée indéterminée Intérimaire. Créé en 2013 par accord collectif, il a été intégré dans le code du travail en 2018 par la loi « Avenir Professionnel ». Il s'est fortement développé à partir de 2015, la profession s'engageant en 2019 sur des objectifs quantitatifs largement atteints depuis. Tirant les enseignements des six années antérieures, les partenaires sociaux de la branche ont signé un nouvel accord sur le CDI Intérimaire le 11 mars 2022. Il doit permettre de poursuivre le développement de ce contrat qui conjugue souplesse pour l'entreprise cliente et stabilité du contrat pour le salarié. En instaurant la taxation des contrats courts, l'État renforce l'attractivité du CDI Intérimaire.

La formation professionnelle est un autre engagement fort en matière d'emploi. À la suite de la loi « Avenir Professionnel » la profession s'est investie dans la création d'AKTO, nouvel opérateur de compétences (OPCO) réunissant les branches professionnelles à forte intensité de main-d'œuvre et mobilisant un budget de plus d'un milliard d'euros en faveur de l'alternance. Dans la foulée, la branche signe un nouvel accord sur la formation professionnelle tout au long de la vie, confirmant son engagement à investir en formation 2,65 % de sa masse salariale (hors apprentissage).

Le troisième axe concerne le statut social des intérimaires dont la profession poursuit la construction en instaurant à compter du 1^{er} janvier 2016 un régime collectif complémentaire santé pour les salariés intérimaires (obligatoire au-delà de 414 heures travaillées sur une année). Elle renforce son action en faveur de l'emploi et de l'insertion des personnes handicapées en partenariat avec le Gouvernement : une convention cadre est signée avec l'État et un nouveau motif de recours est créé en faveur des personnes handicapées.

Enfin différentes dispositions modifient à la marge l'exercice du travail temporaire dans le sens d'un assouplissement : le contrat de mission peut être renouvelé deux fois au lieu d'une, et à la suite des ordonnances travail les branches professionnelles utilisatrices ont la possibilité de négocier la durée maximale des contrats intérimaires, le nombre de leurs renouvellements et le délai de carence.

C

1

2

3

4

5

6

7

LE MARCHÉ DU TRAVAIL TEMPORAIRE DANS LE MONDE

Le travail temporaire est devenu une industrie mature. Cependant, son développement s'est fait sur des bases et des principes relativement différents en fonction de chaque pays. Ainsi, l'environnement juridique de l'industrie est libéral dans les pays anglo-saxons et réglementé dans les pays latins. Une évolution majeure concerne l'ensemble des marchés : l'apparition d'acteurs digitaux qui ont bénéficié de la pandémie pour instaurer une nouvelle approche du travail temporaire.

ÉTATS-UNIS : UNE FORTE FRAGMENTATION

Les États-Unis sont le premier marché du travail temporaire dans le monde avec 33% du chiffre d'affaires mondial avec 187 Md€ en 2024 * et représentent près de cinq fois le marché français. Au-delà de l'effet de taille, le marché du travail temporaire aux États-Unis diffère du marché français par sa forte fragmentation : plus de 10 000 sociétés de staffing

EUROPE : UN MARCHÉ SIGNIFICATIF

Cinq des 10 plus grands marchés du recrutement dans le monde se trouvent en Europe. Selon le Staffing Industry Analysts, le marché européen du staffing atteignait environ 220 Md€ en 2024. Il est dominé par le Royaume-Uni avec 50,2 Md€ de chiffres d'affaires en 2023, suivi par l'Allemagne avec 36,7 Md€ en 2023, la France avec 35,7 Md€ en 2023, les Pays-Bas avec 25,1 Md€ en 2023 et l'Italie, en 5^{ème} position avec 16,3 Md€ en 2023.

Au Royaume-Uni, les entreprises, face à une inflation, des taux d'intérêt élevés et des budgets serrés sont frileuses quant à l'embauche de nouveaux collaborateurs. Le marché se caractérise par un délai d'embauche plus long, une pénurie de candidats et les entreprises s'organisent pour conserver leurs meilleurs talents. Le Royaume-Uni connaît cependant une croissance modérée, avec un PIB en hausse de 1,1 % en 2024 et 1,3 % en 2025. Cette progression reste faible, s'accompagne

En 2024, le secteur du travail temporaire a généré 573 Md€* de chiffres d'affaires affichant une baisse de 5% par rapport à l'année précédente. Les seize plus grands marchés représentent 87% du chiffre d'affaires mondial du secteur du recrutement. L'EMEA (Europe, Moyen-Orient, Afrique) totalise 41% de ce chiffre d'affaires, l'Amérique du Nord et du Sud 33% et l'Asie Pacifique 26%. Le travail temporaire constitue 85% des revenus générés et le placement 15%. De nombreux marchés ont connu des difficultés en raison d'une croissance économique modérée et d'une pénurie de talents.

sont présentes sur le territoire. Les trois premières entreprises du secteur représentant 11,1% de parts de marché. Cette configuration offre donc aux acteurs implantés aux États-Unis de grandes opportunités de développement.

d'une quasi-stagnation trimestrielle et d'un recul du PIB par habitant traduisant une économie peu dynamique et incertaine.

En Allemagne, la baisse de la demande mondiale, associée à des coûts énergétiques élevés et à une inflation persistante, a particulièrement touché l'industrie manufacturière et le bâtiment. Les petites et moyennes entreprises (PME), souvent moins résilientes que les grands groupes, font face à des défis considérables, allant des retards dans la chaîne d'approvisionnement à une concurrence accrue sur les marchés internationaux. Le marché du travail temporaire en Allemagne traverse une période de contraction dans plusieurs secteurs traditionnels, mais les réformes visant à attirer des travailleurs qualifiés de l'étranger pourraient offrir de nouvelles perspectives pour l'avenir. Les opportunités sont particulièrement marquées dans les domaines des soins de santé, de l'éducation, et des technologies vertes, qui bénéficient de dynamiques spécifiques et de besoins structurels croissants. En 2025, l'économie allemande a quasi stagné après une contraction en 2024.

* Source : SIA, Staffing Industry Analysts/Americas Staffing Market Estimates & Forecasts november 2025

En Italie, le marché du travail temporaire a connu une évolution notable au cours des dernières décennies. En 2018, le gouvernement italien a introduit le « Decreto Dignità », visant à limiter le recours aux contrats de travail temporaire. Cette législation a réduit la durée maximale des contrats temporaires de trois à deux ans et a restreint le nombre de renouvellements autorisés, afin de favoriser la stabilité de l'emploi. Malgré ces restrictions, le travail temporaire reste un secteur dynamique en Italie offrant flexibilité et opportunités dans divers secteurs économiques. En 2025, le marché affiche un volume d'activité de 14,3 Md€* à travers les 2700 agences d'intérim réparties sur tout le territoire italien qui est le 4ème pays du marché européen. Grâce à l'acquisition d'Openjobmetis en 2024, le Groupe change de dimension à l'international et figure au 8ème rang des acteurs du travail temporaire en Italie. Le potentiel de ce marché est important au regard du taux de pénétration du travail temporaire dans la population active qui est un des plus faibles d'Europe.

Avec un volume d'activité d'environ 35,7 Md€ en 2023, le marché français, principal marché du Groupe CRIT, est le 5ème marché mondial du travail temporaire et le 3ème marché en Europe. L'évolution du travail temporaire est synchronisée avec l'activité économique mesurée par le PIB et 2025 marque la troisième année de baisse depuis 2020.

FRANCE : UN MARCHÉ CONCENTRÉ

Le marché français est fortement concentré : sur environ 2 000 entreprises de travail temporaire regroupant un total de 12 000 agences en 2025 (Source : Prism'emploi et OIR), trois groupes internationaux dominent le marché du travail temporaire. Avec 5% de parts de marché, le Groupe CRIT se place dans le Top 5 du travail temporaire en France. Le Groupe a mieux résisté ces deux dernières années que les majors du secteur (Source : société).

VERS UNE HARMONISATION EUROPÉENNE

En termes législatifs, les importantes disparités tendent à converger vers un modèle européen harmonisé. Une directive européenne sur le travail temporaire a été adoptée en 2008 applicable par les États membres depuis décembre 2011 et mise en place progressivement par les pays membres de l'UE : elle établit un cadre protecteur dont les principales dispositions portent sur le principe de l'égalité de traitement et sur les levées des restrictions injustifiées qui existent dans certains pays. La nouvelle directive 2018/957/UE entrée en vigueur le 30 juillet 2020 sur les travailleurs détachés consacrant le principe du « travail égal, salaire égal ». Ainsi que l'accord spécifique conclu en janvier 2019 dans le secteur du transport routier européen visant à harmoniser les règles et les droits sociaux des salariés dans le but d'éviter le dumping social, figurent parmi les avancées vers une plus grande harmonisation du droit européen du travail.

- 573 Md€ en 2024 de chiffre d'affaires générés par le marché mondial du travail (Source : SIA Global Staffing Industry Market estimates and Forecast November 2025).
- Les trois plus grands marchés – les États-Unis, le Japon et le Royaume-Uni – contribuent à 50% du total (en 2024). L'industrie américaine du travail intérimaire étant de loin le plus grand marché, représentant près d'un tiers du chiffre mondial.
- L'Europe, avec 5 des 15 plus grands marchés du travail intérimaire qui y sont situés, contribue à hauteur de 38 % aux revenus mondiaux du secteur.
- États-Unis : marché estimé 187 Md€ en 2024 et qui représente 32,7% du marché mondial (Source : Staffing Industry Analysts November 2025 forecast)
- France : avec un volume d'activité estimé aux alentours de 35 Md€ en 2024, le marché français, principal marché du Groupe CRIT, est le 5^e marché mondial du travail temporaire et le 3^e marché en Europe.
- Italie : le marché est estimé à 14,3 Md€ en 2025. Grâce à l'acquisition d'Openjobmetis, le 8^{ème} acteur de travail temporaire en Italie, le Groupe Crit réalise près de la moitié de son activité à l'international.

* données société

L'ÉVOLUTION DU SECTEUR EN 2025

EN FRANCE

Dans un contexte de marché demeurant contrasté, malgré des signaux d'amélioration perceptibles en fin d'année 2025, le secteur du travail temporaire s'impose plus que jamais comme un véritable indicateur des tensions qui traversent les différents secteurs de l'économie. Il joue également un rôle clé en tant que levier d'adaptation, permettant aux entreprises de faire face plus efficacement aux pénuries de compétences et aux besoins de flexibilité.

L'année 2025, ainsi que les premiers mois de 2026, s'est inscrite dans un contexte particulièrement chahuté. A l'international, la multiplication des tensions géopolitiques, le retour de logiques protectionnistes et l'instabilité persistante des prix de l'énergie ont fortement accru l'incertitude. En France, cette situation a été amplifiée par un climat politique instable, notamment autour des débats et de l'adoption du budget. Dans ce contexte d'incertitude, les entreprises ont adopté une posture plus prudente, différant une partie de leurs projets d'investissement et de recrutement. Cette retenue s'explique d'autant plus que l'environnement économique demeurerait déjà fragile, marqué par une croissance atone et la réapparition de

tensions inflationnistes, venant complexifier davantage les perspectives à court terme. Fin mars 2026, la Banque de France a dévoilé ses prévisions de croissance pour 2026, dégradée compte tenu du contexte. Elle prévoit une croissance du PIB de 0,9% dans son scénario le plus favorable, abaissé à 0% en cas de prolongation du conflit au Moyen-Orient.

Fin 2025 a connu un recul de l'emploi : au quatrième trimestre 2025, l'emploi salarié a enregistré une légère baisse de -0,1%. Dans le même temps, le climat de l'emploi s'est dégradé et se situe désormais nettement sous sa moyenne de long terme selon l'INSEE, notamment en raison d'un recul des intentions d'embauche dans certains secteurs. Cette tendance pourrait se prolonger dans les prochains mois, en particulier dans l'industrie et la construction. Après trois années de baisse, le travail temporaire se stabilise en fin d'année 2025 pour retrouver son niveau d'avant-covid malgré le contexte politique instable. Après -3,7% en 2023, -7,3% en 2024, l'intérim recule de nouveau en 2025 avec -4,6%. En trois ans, près de 100 000 emplois en équivalent temps plein (ETP) ont été supprimés.

Tous les secteurs ont évolué à la baisse exceptée l'industrie :

- le BTP connaît des évolutions contrastées : marché du logement neuf en berne, conditions de financement tendues et reports de projets.
- les services ont marqué une baisse de -7,1% sur l'année avec des évolutions contrastées. Bonne tenue de certains services aux entreprises (conseil informatique) et net repli dans le médico-social, l'événementiel ou services aux particuliers.
- le secteur industriel renoue à mi-année avec une tendance positive (+5,1% en décembre, après +4,1% en novembre et 3% en moyenne sur le second semestre) : climat plus favorable porté par l'agroalimentaire, la pharmacie et l'aéronautique.
- le commerce, également corrélé à la consommation des ménages, s'inscrit en baisse de -7,7% sur l'ensemble de l'année.



À L'INTERNATIONAL

La conjoncture économique mondiale à l'aube de 2026 témoigne d'une dynamique modérée mais en voie de stabilisation. La croissance du PIB dans les principales régions reste modeste : l'Europe affiche toujours des résultats en berne, mais montre des premiers signes d'une reprise, tandis que l'Amérique du Nord et l'Asie continuent d'enregistrer des performances comparativement plus solides. Le resserrement monétaire continue de peser sur l'activité, mais l'inflation s'atténue à l'échelle mondiale, les coûts d'emprunt élevés continuant de freiner la demande et la confiance des entreprises. Les taux de postes vacants continuent de baisser, indiquant un ralentissement de la demande de main-d'œuvre dans la plupart

des économies avancées, même si les inadéquations structurelles maintiennent le nombre de postes vacants à un niveau élevé. Le marché des agences d'emploi privées a commencé à montrer des signes précoces mais inégaux de reprise. L'activité des agences en Europe s'est stabilisée vers la fin 2025, bien que la croissance reste faible et varie considérablement d'un pays à l'autre, le Royaume-Uni et l'Espagne affichant de meilleurs résultats que les autres. Les données sur le chiffre d'affaires indiquent une phase de reprise lente en 2025, avec une plus grande résilience aux Pays-Bas, en Belgique, en Italie et en Espagne, tandis que l'Allemagne, la Finlande et la Norvège sont à la traîne.

LE PÔLE TRAVAIL TEMPORAIRE ET RECRUTEMENT DU GROUPE CRIT

Pionnier du travail temporaire, CRIT est aujourd'hui un acteur majeur dans le domaine des ressources humaines avec une gamme étendue de services : offres de gestion RH sur mesure implantées chez les clients, prestations en recrutement en CDD et CDI, en placement, en conseil, en gestion dématérialisée RH ou encore en insertion.

Il répond chaque année aux besoins de plus de 34 000 entreprises clientes et accompagne plus de 260 000 salariés dans leurs parcours professionnels grâce à ses 800 agences et insides en Europe, en Afrique et aux États-Unis et plus de 5 811⁽¹⁾ collaborateurs permanents dédiés à la division Travail Temporaire.

UN ACTEUR MAJEUR EN FRANCE STRATÉGIQUEMENT BIEN IMPLANTÉ

Son positionnement clé tant au niveau géographique, sectoriel qu'en termes de clientèle, ses valeurs fondamentales d'entrepreneuriat, de proximité, d'agilité, de réactivité et son souci permanent de la satisfaction de ses clients permettent à CRIT d'être un partenaire privilégié à la fois des grands donneurs d'ordres et des petites et moyennes entreprises, sur tous les secteurs d'activité et sur tout le territoire.

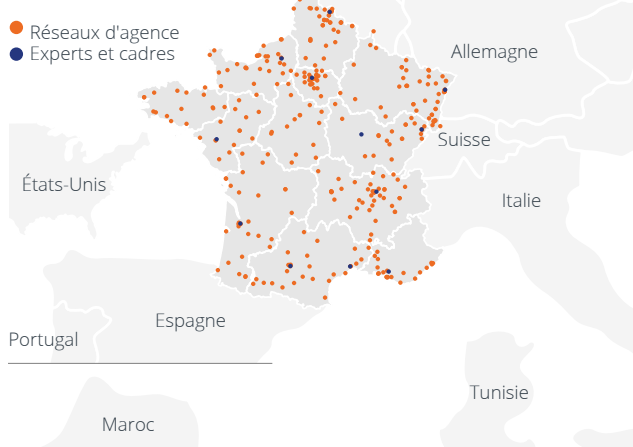
Une répartition géographique équilibrée

Le réseau CRIT dispose d'une configuration géographique équilibrée grâce à une présence dans les plus grandes villes et les grands bassins d'emploi. Une attention particulière est portée à l'optimisation et l'adaptation permanente de ses réseaux d'agences aux besoins des marchés locaux.

Dans les Hauts-de-France, le Grand Est et la Normandie, le Groupe détient des leaderships régionaux, et il est également bien implanté en Île-de-France et occupe des positions fortes dans le Sud-Est et le Sud-Ouest.

Un réseau d'agences en France et à l'international

>> 475 agences et insides en France
>> 325 à l'international



Une couverture de l'ensemble des secteurs d'activité

Le réseau CRIT bénéficie d'une base de clientèle diversifiée tant en termes sectoriel que de typologie.

Depuis de nombreuses années, le Groupe développe sa croissance sur deux axes :

- sa connaissance et implication dans le milieu industriel et des services (automobile, agro-alimentaire, distribution, transports/logistique, chimie, pharmacie, relation client),
- le développement de pôles d'expertise à forte valeur ajoutée (aéronautique, événementiel/restauration, graphisme/Web design, nucléaire...).

Un mix clientèle stratégique

Lors de la crise en 2020, la part des grands comptes (chiffre d'affaires supérieur à 2 M€) s'était renforcée à 67% du chiffre d'affaires contre 44% en 2019. En 2025, elle est passée à 63% pour 37 % de chiffre d'affaires via les PME. La diversification de sa base de clientèle se fait également au niveau sectoriel, ce qui limite ainsi tout risque d'exposition à un secteur donné et de dépendance clients. Le premier client de son pôle travail temporaire ne représente ainsi que 5,5 % du chiffre d'affaires total. Le Groupe apporte également son expertise auprès d'entreprises publiques, ce qui lui permet d'élargir son mix clientèle.

- 475 agences et insides en France à fin 2025 sous les enseignes CRIT, AB Intérim, Les Compagnons, Les Volants
- En 2025, 24 ouvertures et transferts d'agence ont été réalisés en France afin d'être au plus près des clients et des bassins d'emploi les plus dynamiques.
- 18 000 clients sur l'Hexagone
- Répartition du chiffre d'affaires par secteur : industrie 43 %, services 42 % et BTP 15 %

325 agences dans le monde à fin 2025

- aux États-Unis sous l'enseigne PeopleLink Group
- en Italie sous l'enseigne OpenJobMetis
- en Espagne sous l'enseigne CRIT España
- au Maroc sous l'enseigne CRIT Maroc
- en Allemagne sous l'enseigne Propartner
- en Suisse sous l'enseigne CRIT Intérim et OK JOB
- en Tunisie sous l'enseigne CRIT RH
- au Portugal sous l'enseigne CRIT Empresa de Trabalho Temporário

(1) Effectif moyen note 3.4 de l'annexe conso

LA FORCE DE LA PROXIMITÉ

Chère au Groupe CRIT et à ses collaborateurs, la proximité humaine et géographique est au cœur de l'organisation du pôle travail temporaire. Elle est un gage d'efficacité et permet d'assurer un service plus personnalisé, plus pointu, plus humain, donc plus performant. À la fois autonomes et solidaires, les agences CRIT sont managées par des directions opérationnelles régionales, véritables centres d'expertises en ressources humaines. Les responsables d'agence sont des

hommes et des femmes de terrain, spécialisés dans leur secteur d'activité. Recrutés localement et choisis pour leur implication dans la vie sociale, économique et associative de leur cité, les collaborateurs CRIT connaissent parfaitement le tissu économique et les entreprises de leur région. Ce mode de recrutement est l'un des atouts majeurs du Groupe : il est source de compétences plus pointues et plus stables s'illustrant par un faible turnover.

UN DÉVELOPPEMENT SIGNIFICATIF À L'INTERNATIONAL

Le Groupe a développé significativement son réseau à l'international et compte des implantations en Europe, en Afrique du Nord et aux États-Unis.

Acteur de staffing aux États-Unis

Être présent aux États-Unis sur le premier marché mondial du travail temporaire répond à une volonté de diversification de ses positions géographiques afin de développer de nouveaux relais de croissance. Depuis l'acquisition du Groupe PeopleLink en 2011 qui figurait parmi les leaders du marché, le Groupe CRIT a réalisé plusieurs opérations de croissance externe lui permettant aujourd'hui de figurer parmi les acteurs importants sur le marché du staffing américain. Il dispose d'une offre généraliste de commercial staffing sur laquelle s'adosent quatre verticaux dans les secteurs du Professionnal staffing, de l'IT, de la construction et du contrôle Qualité.

Acteur majeur en Italie

L'année 2025 aura été une année importante pour le Groupe marquée par le renforcement des positions internationales et en particulier en Europe. L'intégration en année pleine (contre 8 mois en 2024) de la société Openjobmetis permet au Groupe de figurer dans le top dix des acteurs du travail temporaire sur le marché italien. Cette société présente sur le 4ème marché européen, avec un réseau de plus de 175 agences et près de 800 collaborateurs, constitue une étape clé dans le renforcement des positions internationales du Groupe et l'accompagnement de ses clients au-delà des frontières. Openjobmetis bénéficie de positions fortes sur des marchés diversifiés tels que l'agroalimentaire, l'industrie, les transports, la santé, l'information et communication.

LE PÔLE TRAVAIL TEMPORAIRE EN 2025

Le Pôle Travail Temporaire, qui représente 87% de l'activité totale du Groupe CRIT, enregistre en 2025 une croissance de 8,6%, à près de 3 Md€. Cette hausse est portée par l'intégration d'Openjobmetis sur l'ensemble de l'année contre huit mois en 2024. À périmètre et change constants l'activité reste stable grâce à une activité mieux orientée sur la fin d'année avec un quatrième trimestre en croissance organique de 2%. L'international concentre près de la moitié de l'activité du pôle illustrant la diversification géographique croissante du Groupe.

EN FRANCE : RESILIENCE CONFIRMÉE

Sur la France, le chiffre d'affaires atteint plus de 1,5 milliards € en repli de 2,8% en 2025. Malgré des conditions de marché toujours dégradées, l'activité s'est stabilisée au quatrième trimestre avec des premiers signes de reprises sur plusieurs secteurs. Le Groupe a mieux résisté que ses principaux comparables sur les deux dernières années ceci illustrant la capacité du Groupe à s'adapter et à défendre ses positions. L'activité est toujours soutenue par la diversité de positions sectorielles. L'analyse sectorielle 2025 fait apparaître des dynamiques contrastées. L'industrie, qui concentre 47% du chiffre d'affaires a tiré l'activité de l'année avec une croissance de plus de 3% jusqu'à atteindre une croissance de 7% sur le dernier trimestre. L'automobile et l'aéronautique se sont bien comportés avec respectivement des croissances de 13% et 7%. Les services restent en repli en raison du ralentissement de la demande des secteurs du transport, de la logistique et du commerce. L'agilité du réseau et la capacité du

Groupe à proposer des solutions RH au plus près des besoins de sa clientèle participent à la performance du Groupe. L'expertise historique dans le travail temporaire a été élargie avec le développement continu d'une gamme étendue d'offres qui répondent aux transformations du marché du travail et notamment en déployant des agences directement implantées sur les sites des clients, des agences actives et dédiées à l'offre Experts et Cadres, des agences qui répondent aux besoins de recrutement des entreprises en CDI et en CDD et en développant l'offre CDI pour accompagner les parcours professionnels des intérimaires et répondre aux problématiques de pénurie sur les métiers en tension.

L'engagement porté par le Groupe dans la digitalisation croissante des outils à sa disposition constitue un axe majeur de développement pour accompagner l'évolution des métiers et les performances du réseau.

À L'INTERNATIONAL : +25%

À l'international (48% de l'activité du pôle), le chiffre d'affaires de l'année 2025 ressort à 1 390,3 M€ en croissance de 25%. Cette progression a été portée par l'intégration de la société italienne Openjobmetis sur l'ensemble de l'exercice contre huit mois en 2024. Openjobmetis est le 8ème acteur italien avec un réseau de plus de 175 agences et près de 800 collaborateurs permanents. Avec cette opération, le Groupe double quasiment son chiffre d'affaires à l'international. A périmètre et change constants, l'activité internationale est en hausse de +1,8%. Comme en France, l'activité a profité d'une amélioration au quatrième trimestre avec une progression de 4,4% du chiffre d'affaires.

En Italie, qui concentre près de 60% de l'activité internationale, le chiffre d'affaires est stable sur une base annuelle et atteint 826,5 M€. La fin d'année a été plus favorable avec une croissance de 2,7% sur le dernier trimestre. Compte tenu du contexte marché, c'est une évolution satisfaisante et elle illustre l'intégration réussie de cette dernière acquisition.

Aux Etats-Unis (15,4% de l'activité internationale), en revanche, les performances ont encore été décevantes malgré une stabilisation de la situation en fin d'année. Sur l'ensemble de

l'exercice, le chiffre d'affaires, à 241,4 M\$, ressort en repli de 3,7% à périmètre et change constants. Dans ce contexte de résultats en dessous des attentes sur les trois dernières années, le Groupe a pris la décision d'opérer une dépréciation d'actifs à hauteur de 26,1 M€. Malgré cette décision, le Groupe reste confiant quant au potentiel de rebond du marché américain.

En Espagne, (10,8% de l'activité internationale), les solides performances réalisées depuis maintenant plusieurs mois se confirment. Sur l'année, le chiffre d'affaires progresse de plus de 9% et dépasse les 150 M€. Le secteur agro-alimentaire a particulièrement porté la croissance.

La Suisse (10% de l'activité internationale), réalise également une belle performance avec une croissance de plus de 6% à périmètre et change constants sur un marché en repli d'environ 4%. Les secteurs du médical, de l'hôtellerie et de la restauration sont dans une bonne dynamique alors que l'industrie horlogère reste contrastée. Le chiffre d'affaires ressort à 131,4 MCHF en 2025. Cette performance illustre le travail d'intégration réussi réalisé avec les équipes locales.

C

1

2

3

4

5

6

7



ZOOM DURABILITE

L'activité de Travail Temporaire a pour caractéristique d'être un acteur majeur de l'emploi dans les territoires où le Groupe est implanté. Dans ce contexte, et conscient de l'apport des politiques de Développement Durable dans l'amélioration de sa performance, de celle de ses clients et le bien-être de ses salariés, le Groupe CRIT a développé sa politique ESG autour de 3 piliers : sa responsabilité environnementale, sa responsabilité sociale et sa responsabilité en matière de gouvernance. Cette démarche est reconnue par les plus grandes instances : en 2025, le Groupe a obtenu sur son activité du Travail Temporaire en France, la

certification Silver de la part d'Ecovadis, organisme d'évaluation de la responsabilité sociétale des entreprises pour le compte des clients et fournisseurs. Et depuis 2005, cette activité est certifiée ISO 9001, ISO 14001, ISO 45001, CEFRI et MASE. Le Groupe a également obtenu en 2025 la médaille d'Or de la part d'EthiFinance ESG Ratings, l'agence de notation du groupe EthiFinance spécialisée dans la notation des performances ESG des petites et moyennes entreprises cotées sur les marchés européens. Le détail des Politiques et Actions du Groupe CRIT fait l'objet d'un développement détaillé dans l'Etat de Durabilité, chapitre 4 de ce rapport.

1.3.1.1. Les autres activités

Les autres activités sont essentiellement constituées des activités d'ingénierie et de maintenance industrielle (2,5% des revenus du Groupe en 2025). Celles-ci incluent également des activités diverses telles que la formation, gestion dématérialisée RH qui ne sont pas abordées dans ce chapitre en raison de leur poids relatif non significatif pour le Groupe.

LE MARCHÉ DE L'INGÉNIERIE ET DE LA MAINTENANCE INDUSTRIELLE

Le monde est en plein bouleversement. Parce qu'elle intervient dès l'origine des projets industriels et de construction, l'ingénierie a un rôle fondamental à jouer. Elle a même une responsabilité toute particulière pour accompagner territoires, entreprises et autorités publiques à concevoir un monde plus durable et résilient. Ce marché est en pleine dynamique et les acteurs sont des accélérateurs des grandes transitions : énergétique, écologique, digitale et industrielle.

Le secteur de « l'ingénierie professionnelle et de la maintenance industrielle » est dominé par de grands acteurs généralistes qui sont au cœur d'un mouvement de concentration important. Les regroupements continuent de s'opérer vers de très grandes sociétés et les achats de prestation standardisés des grands industriels trouvent ainsi un bénéfice à la concentration de ces dernières et amène à la rationalisation des panels.

L'ÉVOLUTION DU SECTEUR INGENIERIE EN 2025

En France, l'ingénierie représente 31 500 entreprises, réparties sur l'ensemble du territoire, qui emploient 362 000 personnes et génèrent un chiffre d'affaires de 62 milliards d'euros. Si la profession reste peu identifiée, elle joue un rôle déterminant à l'heure des grandes transformations. Décarbonation de l'industrie, accueil de nouvelles filières industrielles dans les territoires, écoconception des bâtiments et des infrastructures,

réalisation de plans climat, restauration écologique, déploiement d'énergies décarbonées, gestion et prévention des risques naturels, adaptation au changement climatique.... sont autant de sujets que maîtrisent les entreprises d'ingénierie et pour lesquels elles conçoivent, pilotent et mettent en œuvre pour leurs clients public et privés des solutions opérationnelles et innovantes.

LE PÔLE ACTIVITÉS DE SERVICE À L'INDUSTRIE DU GROUPE CRIT

L'ingénierie et la maintenance dédiées aux industries, sont portées par deux filiales du Groupe, ECM (ENGINEERING CONCEPTION MAINTENANCE), filiale d'ingénierie et de conseil en technologies avancées, et MASER ENGINEERING, structurée en quatre pôles d'expertise métiers : Conseil et Formation, Projets et Maintenance Industrielle.

ECM, FILIALE D'INGÉNIERIE ET DE CONSEIL EN TECHNOLOGIES DU GROUPE CRIT.

Depuis 50 ans, ECM accompagne les majors des industries aéronautique, spatiale, automobile, défense, navale, ferroviaire et énergie.

ECM s'engage dans chaque étape de réalisation des projets, depuis les phases avancées et le développement jusqu'à l'industrialisation et le maintien en condition opérationnelle.

Expertises métiers :

- **La mécanique**

ECM est une société impliquée historiquement dans le domaine de la conception et du calcul pour tout type de structures innovantes composites et métalliques pour l'aérospatial, le ferroviaire, les transports terrestres ou marines, la défense voire de nouvelles solutions pour l'énergie, alliant efficacité énergétique, durabilité, performance, fiabilité et sécurité.

- **Les Systèmes**

Grâce à la pluralité de ses expertises métiers, ECM conçoit et développe des systèmes complexes reposant sur ses compétences dans le domaine des systèmes embarqués (électronique et logiciel),

Entreprise à taille humaine, véritable partenaire, ECM met son expérience et son expertise au service de ses clients.

ECM valorise ses équipes en leur proposant un parcours de carrière s'appuyant sur des projets stimulants et porteurs d'innovation.

Les collaborateurs sont les ambassadeurs de la raison d'être de l'entreprise : l'expertise et l'humain au service des défis de demain.

de la communication et la signalisation, omniprésents dans les systèmes autonomes comme la conduite automatique

ECM fournit les solutions innovantes, performantes et sécuritaires recherchées par ses clients.

- **L'industrialisation**

Le positionnement sur l'ensemble du cycle en V et l'expertise approfondie des secteurs d'activité de ses clients permettent à ECM d'être un partenaire de choix dans l'accompagnement des solutions sur mesure d'industrialisation pour l'aéronautique, la défense, le ferroviaire ou l'automobile répondant aux grands enjeux actuels de montée en cadence, de réduction des coûts et d'améliorer la compétitivité.

• L'aménagement intérieur

ECM confirme sa progression sur le marché de l'aménagement et des modifications d'intérieurs d'avions, de trains ou de véhicules roulants.

ECM maîtrise parfaitement la création ou l'évolution d'espaces intérieurs, alliant confort, esthétique, innovation et fonctionnalité.

Avec son expertise en design d'intérieur et sa certification EASA-DOA part 21J, ECM transforme et modernise les flottes avion existantes et accompagne ses clients à chaque étape du processus en préservant la certification de son aéronef.

• Maintenance et Qualité

Avec une équipe d'experts qualifiés et une connaissance de l'industrie, ECM offre des solutions pour garantir l'excellence et la conformité des produits de ses clients. Grâce à une approche méthodique et à l'utilisation des dernières technologies, ECM parvient à réduire les non-conformités, à augmenter l'efficacité opérationnelle et à optimiser la satisfaction de ses clients.

• Spécifiques

Que ce soit pour les équipements de maintenance, les systèmes de chargement, les aménagements spéciaux, ECM propose des solutions adaptées aux exigences les plus complexes des normes et de ses clients.

• Outils et Moyens d'essais

ECM intervient dans la conception d'outillage et de moyens d'essai pour l'industrie grâce à des solutions personnalisées permettant de garantir la performance, la sécurité et la fiabilité des produits ou de leurs sous-ensembles avec une expertise technique forte. ECM conçoit des moyens d'essai de haute qualité, intégrant les dernières technologies et pouvant fournir des résultats temps réels à distance.



ZOOM DURABILITE ECM

A travers sa politique RSE, ECM s'engage à assurer l'égalité de traitement et à lutter contre les discriminations, à développer l'employabilité de ses salariés, à assurer la santé et la sécurité au travail, à garantir l'éthique dans la conduite des affaires, à construire des partenariats pour l'insertion et à exercer l'activité dans le respect de l'environnement.

ECM place la conservation de ses talents et le développement des compétences au cœur de sa stratégie. ECM garantit à ses collaborateurs un suivi personnalisé, un parcours de carrière professionnel et le développement de leurs compétences par le biais de formations régulières et d'implication sur des projets d'intérêt technique élevé. Son investissement dans la recherche

permet à ECM de s'engager sur des sujets environnementaux comme la décarbonisation et l'amélioration de la sécurité dans la construction navale et pour l'automobile.

ECM s'engage à améliorer ses pratiques de recrutement inclusives et à contribuer à la féminisation des métiers :

- En sensibilisant ses équipes aux enjeux de recrutement inclusif : personnes issues de l'insertion par l'activité économique, travailleurs en situation de handicap
- En élaborant un plan d'action ambitieux incluant chacun des publics visés (femmes, jeunes, personnes en situation de handicap, personnes en difficultés sociales et professionnelles)

ECM s'engage à mobiliser ses salariés en faveur d'un dynamisme économique, social et environnemental.

- Chiffre d'affaires de 27 M€
- ECM a réalisé en 2025, 55% de son chiffre dans l'aéronautique et le spatial, 23% dans le naval et la défense, 10% dans l'automobile, 7% dans l'énergie et 5% dans le ferroviaire
- ECM poursuit le développement de son activité d'industrialisation d'avions en Inde pour le compte de DASSAULT AVIATION
- 7 implantations en France et 1 en Inde
- 380 collaborateurs

OPTIMISER LA PRODUCTION DE SES CLIENTS.

Les équipes d'ingénieurs et de techniciens d'ECM interviennent sur les unités de production de Dassault Aviation dans le but d'optimiser les flux de production et les moyens associés par la définition de leviers d'améliorations, la redistribution des postes et îlots de production, la révision de process, la conduite du changement et la réalisation d'outils spécifiques toujours plus intelligents. ECM réalise ces prestations avec un engagement de résultat et avec un ROI quantifié : amélioration de 30% des temps de cycle, réduction de 50% du volume de rebuts.



L'augmentation de cadence par l'automatisation de lignes de production

TRANSFORMER, DONNER UNE SECONDE VIE AUX AVIONS.

Grace à son expertise en aménagement d'intérieur et son agrément EASA-DOA part 21J, ECM transforme un avion sur demande et certifie les évolutions. C'est le cas par exemple du projet FOKKER pour lequel les équipes d'ECM ont complètement revisité la section centrale d'un A330 pour en faire un avion haut de gamme intégrant avec esthétisme et innovation des salles de réunion, des salles de conférence et des salons VIP.



L'intérieur d'un A330 transformé en salon VIP

SYSTEMES CRITIQUES : ALLIER EXIGENCES ET NORMES.

Les équipes ECM accompagnent leurs clients dans le développement et la mise en conformité de systèmes critiques en environnement contraint, en garantissant sécurité, performance et respect des exigences réglementaires. Dans le cadre du projet Ferromobile de SICEF, ECM a repris un système d'essieux mobiles présentant des risques sécuritaires et réglementaires, en menant un rétro-engineering complet et une reconception des architectures mécanique, hydraulique et de contrôle-commande. L'intégration d'un référentiel safety, la structuration des analyses de risques et la mise en place d'un processus de validation robuste ont permis de démontrer la tenue au rail et d'atteindre les conditions de certification pour circulation sur voie ouverte.



Le véhicule rail-route Ferromobile validé pour essais sur voie ouverte

MASER ENGINEERING : SPÉCIALISTE EN CONSEIL ET FORMATION, PROJETS ET MAINTENANCE INDUSTRIELLE.

Fondée en 1973, MASER ENGINEERING accompagne les plus grands groupes de l'industrie dans la conception, l'intégration et la maintenance des process industriels. À ce titre, elle bénéficie d'une base active de plus de 350 clients.

Une diversification sectorielle

Historiquement positionnée dans l'automobile et l'aéronautique, MASER ENGINEERING a élargi depuis plusieurs années ses prestations aux secteurs de l'énergie et de l'environnement, des services, des transports et de la défense. Les implantations régionales et la notoriété de MASER ENGINEERING dans différents domaines (maintenance de passerelles d'embarquement aéroportuaire, maintenance d'éoliennes, gestion des fluides industriels, intégration de lignes robotisées dans le secteur automobile, montage de cabines sur paquebots, digitalisation et animation de parcours de formation professionnelle, études ergonomiques des postes de travail etc ...) témoignent d'une forte technicité opérationnelle et illustrent la diversification sectorielle de l'entreprise.



Contexte économique - Des compétences en adéquation avec les enjeux industriels

Malgré un environnement économique et géopolitique incertain, l'économie française s'en est sortie avec une mention passable et une croissance annuelle qui s'est élevée à +0,9%. Cette croissance a essentiellement été tirée par la demande intérieure privée dans un cadre d'effort marqué sur les finances publiques en profitant de l'accélération de la consommation des ménages, grâce au reflux confirmé de l'inflation et aux gains de pouvoir d'achat, du léger redressement de l'investissement permis par l'assouplissement monétaire et d'une demande mondiale mieux orientée. Alors que la situation internationale a été extrêmement tendue, de l'élection du Président des Etats-Unis et sa guerre commerciale, à l'extension du conflit Israël-palestinien sans omettre le front ukrainien, de multiples sources de disruption potentielles sont apparues et ont dessiné un scénario économique et financier assez tendu.

Dans ce contexte, MASER ENGINEERING a été directement impacté et a réalisé un chiffre d'affaires de 56,7 M€ en 2025, soit une baisse limitée de 0,6% par rapport à 2024.

4 Pôles d'expertises Métiers

Pôle Conseil :

Spécialisée dans l'ingénierie de conseil en ergonomie, méthodes industrielles et ingénierie de maintenance depuis plus de 20 ans, MASER ENGINEERING, dans une démarche d'amélioration continue, contribue pleinement à l'optimisation et à la performance des process industriels en accompagnant ses clients dès la définition des moyens de production jusqu'à leur totale exploitation opérationnelle.

Pôle Formation :

Fort d'une expérience « terrain » avérée dans tous types d'environnements industriels, MASER ENGINEERING a déposé la marque MASER ACADEMY afin d'accompagner ses clients dans la conception et le déploiement de solutions pédagogiques et graphiques, qu'elles soient interactives, pour renforcer l'engagement des apprenants, ou fixes pour garantir homogénéité et identification.

Au sein de ses 6 centres de formation, en présentiel, distanciel ou digitalisés, MASER ACADEMY met en œuvre des parcours de formation structurés et sur-mesure au moyen de prototypes de maquettes, d'applications en réalité augmentée et de modules en réalité virtuelle innovants.

Pôle Projets :

MASER ENGINEERING bénéficie de compétences reconnues dans l'intégration et l'optimisation des process industriels automatisés et accompagne ses clients dans leurs projets d'implantation, de transfert ou de modernisation de leurs outils et unités de production ou d'exploitation.

Pôle Maintenance Industrielle :

MASER ENGINEERING déploie une offre de maintenance industrielle globalisée et adaptée aux enjeux de ses clients. La combinaison des méthodes de maintenance et de la maintenance prédictive avec une couverture nationale d'experts et un réseau de proximité structuré, lui permet de proposer des contrats associant, plans d'amélioration, innovation, collaboration active à la performance des process industriels et réalisation de gains de productivité tout en veillant à la sécurité des hommes et des machines et à la protection de l'environnement.

MASER ENGINEERING, PARTENAIRE DE RENAULT ET D'ALSTOM

MASER ENGINEERING poursuit et élargit son partenariat historique avec Renault, marqué par l'obtention d'un nouveau marché en Ile-de-France dans le cadre de l'activité hydraulique. Cette collaboration renforcée témoigne de la confiance mutuelle entre les deux partenaires et de leur volonté commune de s'inscrire dans une dynamique de performance durable.

Dans ce contexte, MASER ENGINEERING met en œuvre l'ensemble de son expertise en maintenance industrielle, en assurant aussi bien la maintenance préventive que la maintenance corrective et la maintenance réglementaire.

Ce partenariat, fondé sur des valeurs de rigueur, d'innovation et de performance, s'inscrit pleinement dans la durée et ouvre la voie à de nouvelles perspectives de développement commun.

Dans le cadre de l'accélération de la production des motrices AVELIA (TGV M), dont la cadence sera multipliée par deux à trois, MASER ENGINEERING a été retenue par ALSTOM pour accompagner cette montée en puissance stratégique. Cette collaboration illustre la capacité de MASER ENGINEERING à mobiliser ses expertises au service de projets industriels d'envergure.

À ce titre, les équipes interviendront sur le transfert complet de la ligne de production de chaudronnerie acier, en assurant

l'ensemble des opérations de démontage, de transfert et de remontage sur le site de Belfort (90). Parallèlement, MASER ENGINEERING réalisera des prestations de génie mécanique et électrique, garantissant une parfaite maîtrise des installations et une remise en service optimale.

Ce projet s'inscrit dans une logique de performance industrielle et de partenariat durable, en accompagnant ALSTOM dans ses objectifs de croissance et d'excellence opérationnelle.

ZOOM DURABILITE MASER ENGINEERING

MASER ENGINEERING place le capital humain au cœur de sa politique RSE avec un engagement en faveur du développement des compétences, de la mobilité, de l'intégration des jeunes, de la qualité de vie au travail, de l'égalité professionnelle, du dialogue social et de la féminisation des métiers. Elle veille également à lutter contre le travail dissimulé et mène une politique rigoureuse de gestion de la sous-traitance et des travailleurs détachés.

La sécurité (prévention des risques) figure aussi dans ses priorités tout comme son impact sur l'environnement (gestion des déchets et maîtrise des énergies).

MASER ENGINEERING a obtenu la médaille de bronze EcoVadis en mai 2025. Une belle fierté pour MASER ENGINEERING et toutes ses équipes engagées au quotidien pour la mise en oeuvre de solutions toujours plus audacieuses, écologiques et innovantes.

Le détail des Politiques et Actions est décrit dans l'état de durabilité du Groupe Crit, disponible au chapitre 4.

- 18 implantations en France dont 6 centres de formation,
- 602 collaborateurs dont 152 intérimaires en ETP,
- 56,7 M€ de chiffre d'affaires en 2025,
- Maser Academy : organisme de Formation Professionnelle certifié Qualiopi. Une marque déposée MASER ENGINEERING,
- Renouvellement de la certification Mase en février 2026,
- La cellule R&D propose des solutions innovantes éligibles au CIR.



1.3.2. L'Assistance Aéroportuaire

En parallèle de son métier principal qu'est le travail temporaire, le Groupe CRIT a développé progressivement au fil des ans une activité complémentaire : l'assistance aéroportuaire. Depuis la crise sanitaire, le Groupe a su s'adapter et a rattrapé son niveau historique de 2019.

LE MARCHÉ DE L'ASSISTANCE AÉROPORTUAIRE DANS LE MONDE

La croissance du marché de l'assistance aéroportuaire est non seulement corrélée directement à celle du trafic aérien mais également soutenue par la tendance à l'externalisation des compagnies aériennes et de l'ouverture à la concurrence des services d'assistance aéroportuaire.

Le marché français de l'assistance aéroportuaire présente la particularité d'un accès restreint aux activités piste sur certains aéroports. En effet, seules certaines sociétés ayant obtenu les licences pour les activités en piste ont un accès direct aux compagnies aériennes (CF directive européenne 96/67) sur les aéroports

parisiens. Ces licences sont octroyées par Aéroports de Paris (ADP) après consultation des compagnies utilisatrices des aéroports. Les autres intervenants du marché ne pouvant agir qu'en qualité de sous-traitants des prestataires. Ainsi, en France le nombre de prestataires est limité à trois sur Paris-CDG, à quatre sur Paris-Orly.

Au Royaume-Uni, le marché est ouvert. Tous les ans ou tous les cinq ans (selon les aéroports), l'aéroport fixe des critères concernant les compétences et le savoir-faire. En Afrique, il s'agit de concessions exclusives de 25 ans pour la Sierra Leone et 5 ans renouvelables pour le Congo.

L'ÉVOLUTION DU SECTEUR EN 2025

2025 est présentée comme une très bonne année pour le transport aérien mondial qui a transporté près de 5 milliards de passagers. Avec 183 millions de passagers, le ciel français aura mis six ans à effacer les effets de la pandémie de Covid 19. Le nombre de passagers, a, pour la première fois, dépassé l'an dernier le record de 2019, malgré le déclin continu des liaisons intérieures. Le trafic international, qui a représenté 85% du volume de passagers l'année dernière, a été 7,3% plus élevé que six ans plus tôt. En revanche, le nombre de voyageurs sur les lignes intérieures s'est encore contracté, de 1,5% entre 2024 et 2025, et a été inférieur de près de 21% à son niveau de 2019 selon la Direction Générale de l'Aviation Civile (DGAC). Les destinations les plus prisées ne sont pas les plus lointaines : les lignes vers l'Espagne, l'Italie et le Royaume-Uni ont cumulé respectivement 17 millions, 14,4 millions et 12,8 millions de voyageurs selon la DGAC. Quelques 9,8 millions de personnes ont emprunté les lignes entre la France et le Maroc l'année dernière soit autant qu'entre la France et les Etats-Unis. Le

classement des principaux aéroports français est resté inchangé en 2025. L'aéroport de Paris-Charles-de-Gaulle arrive largement en tête avec 72 millions de passagers, suivi de Paris-Orly qui en a accueilli 34,9 millions, puis de Nice avec 15,2 millions de voyageurs. De son côté, l'aéroport de Beauvais, fortement orienté vers les vols low cost, s'est hissé à la dixième place avec 6,7 millions de passagers, soit près des deux tiers de plus qu'en 2019, d'après les données de la DGAC.

Cette dynamique positive contraste toutefois avec la situation plus difficile de certains aéroports régionaux, notamment Toulouse (-20,8% en six ans) et Bordeaux (-23,7%), pénalisés à la fois par la concurrence du train et par le retrait de bases de certaines compagnies aériennes à bas coût.

Le marché de l'assistance aéroportuaire en 2025 bénéficie d'une croissance robuste soutenue par la reprise du trafic, l'innovation technologique et des investissements records avec une attention particulière portée par l'efficacité opérationnelle et la durabilité.

LE PÔLE ASSISTANCE AÉROPORTUAIRE DU GROUPE CRIT

La palette des prestations proposée par l'activité d'assistance aéroportuaire du Groupe CRIT inclut tous les services indispensables aux compagnies aériennes pour le traitement de leurs opérations au sol :

- l'assistance aux passagers (enregistrement, embarquement, billetterie),
- l'assistance aux avions (tractage, placement au parking, calage, branchement des groupes électriques, chargement/déchargement des bagages et du fret, contrôle des pleins, repoussage avions, nettoyage),
- le trafic (suivi des plans de vol, établissement des devis de masse et centrage, météo, etc.)
- et l'assistance au fret.

Groupe Europe Handling a créé une nouvelle activité avec sa filiale Europe Handling Cargo depuis le 28 octobre 2022 (prestation d'assistance cargo pour les compagnies aériennes). En 2025 l'activité Cargo a accueilli plusieurs nouvelles compagnies aériennes clientes et plusieurs transitaires en adéquation avec la stratégie d'Aéroports de Paris qui compte consolider la place de Roissy CDG comme première plateforme du fret en Europe.



Leader de l'assistance aéroportuaire en France

Le Groupe CRIT opère sur l'ensemble des plateformes aéroportuaires parisiennes. Le Groupe Europe Handling, sa filiale d'assistance aéroportuaire, intervient sur les deux plus grands aéroports français, Roissy-Charles-de-Gaulle et Orly. En 2018, le Groupe s'est également implanté sur l'aéroport Paris-Le Bourget, étendant ainsi ses activités dans l'aviation d'affaires sur le premier aéroport d'Europe.

Depuis la fin de l'année 2025, le Groupe est présent sur la plateforme aéroportuaire de Toulouse à travers sa filiale AMA Toulouse, spécialisée dans l'assistance en matériel avion et anciennement connue sous le nom de Sodaic. Par ailleurs, deux nouvelles filiales que sont EHT (Europe Handling Technics) et Aero Laundry Services exercent également leurs activités sur la plateforme de Roissy CDG depuis la fin de l'année. EHT est spécialisée dans la réhabilitation des casques destinés aux passagers haute contribution, tandis qu'Aero Laundry Services assure des prestations de blanchisserie pour le matériel cabine des compagnies aériennes (notamment les couvertures et taies d'oreillers).

En 2025, GEH a été pour la deuxième fois consécutive sélectionné pour être l'assistant officiel du 55^{ème} Salon International de l'Aéronautique et de l'Espace (SIAE) sur la plateforme du Bourget. Le SIAE a renouvelé sa confiance pour les prochaines éditions.

Une présence sur les deux plus grands aéroports français

Après avoir été nommé en 2001 prestataire aéroportuaire sur le terminal CDG2 de l'Aéroport Roissy-Charles-de-Gaulle, puis en 2009 prestataire aéroportuaire sur les terminaux CDG1 et CDG2 et sur l'aéroport d'Orly, le Groupe a été de nouveau nommé en

2014, prestataire aéroportuaire sur les deux plus grands aéroports français avec une extension de son périmètre d'intervention au terminal 3 de l'aéroport Charles-de-Gaulle. En mars 2017, le ministre chargé de l'aviation civile a de nouveau désigné et de fait confirmé le Groupe Europe Handling en qualité de prestataire d'assistance aéroportuaire sur les aéroports de Paris-CDG et Paris-Orly. Les licences aéroportuaires ont été renouvelées le 1^{er} mars 2022 pour une période de validité de quatre ans à Roissy Charles-de-Gaulle et sept ans à Orly.

Fin 2025, Aéroports de Paris a lancé un appel d'offres relatif aux licences d'exploitation sur la plateforme de Paris-Charles de Gaulle. Début 2026, le Groupe Europe Handling a déposé sa candidature dans le cadre de cette procédure. Les résultats de l'appel d'offres devraient être communiqués au cours du premier trimestre 2027, pour une entrée en vigueur des nouvelles licences prévue en octobre de la même année.



Une extension à l'aviation d'affaires

Le Groupe a étendu le périmètre de ses activités françaises en s'implantant en 2018 sur l'aéroport Paris-Le Bourget et dans le secteur de l'aviation d'affaires. Cette filiale aéroportuaire du Groupe prend en charge les prestations piste et opérations, services aux passagers et aux équipages, gardiennage ponctuel et de longue durée de tous types d'avions, du jet au gros porteur, opérant sur l'aéroport du Bourget.

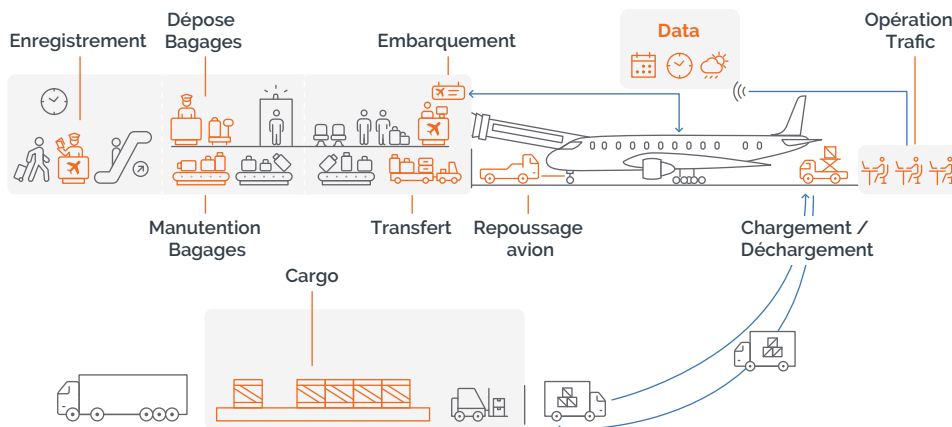
Fort de son positionnement, le Groupe conjugue à la fois les qualités de sous-traitant et de prestataire direct et travaille ainsi avec plus de 50 compagnies aériennes régulières sur ses plateformes françaises (Air France, ITA, Air Baltic, Air Caraïbes, Air Canada, Air Tahiti Nui, Cathay Pacific, Emirates, Easyjet, IAG, Finnair, Fedex, Lufthansa, Qatar Airways, etc.).

Paris-CDG et Paris-Orly

- 58,47% du trafic aérien réalisé par les deux aéroports français sur lesquels le Groupe opère.
- 227 600 mouvements d'avions et près de 58 millions de passagers en 2024 accompagnés par le Groupe Europe Handling in France.
- Avec environ 40 % de parts de marché sur les deux plus grands aéroports nationaux, le Groupe Europe Handling est n°1 de l'assistance aéroportuaire en France.

Paris-Le Bourget

- 800 destinations desservies.
- 9 270 vols privés et officiels assistés en 2025, portant à 16,2 % sa part de marché sur l'aéroport de Paris-Le Bourget.



Assistance aux passagers : enregistrement, embarquement, billetterie,

Assistance aux avions : tractage, placement au parking, calage, branchement des groupes électriques, chargement/déchargement des bagages et du fret, contrôle des pleins, repoussage avions, nettoyage cabine, avitaillement en eau potable, vidange toilettes,

Trafic : suivi des plans de vol, établissement des devis de masse et centrage, météo, etc.

Assistance au fret : transfert piste fret et poste, entreposage (fret en magasin) en France et en Afrique.

UNE PRÉSENCE À L'INTERNATIONAL

Le Groupe occupe également des positions clés à l'international avec des filiales en Irlande, au Royaume-Uni, en Afrique.

Royaume-Uni : deux positions capitales

Le Groupe CRIT est présent au Royaume-Uni sur les aéroports de London City (LCY) et Heathrow (LHR).

Irlande : un des leaders sur Dublin

En Irlande, sa filiale Sky Handling Partner opère sur l'aéroport de Dublin, le Groupe est l'un des leaders de l'assistance aéroportuaire sur cet aéroport. Sky Handling Partner opère également sur l'aéroport de Shannon.

Afrique

Grâce à ses concessions d'assistance pluriannuelles, le Groupe est présent en République du Congo (Brazzaville, Pointe Noire et Ollombo) ainsi qu'en Sierra Leone (Freetown).

L'activité du pôle international a atteint son pic historique en 2025.

Europe : Irlande (Dublin, Shannon), Royaume-Uni (London Heathrow, London City Airport)

Afrique : République du Congo (Brazzaville, Pointe-Noire, Ollombo), Sierra Leone (Freetown)

En 2025, les activités du Groupe à l'international ont ainsi assuré l'assistance aéroportuaire de 62 compagnies aériennes régulières représentant un trafic de 112 000 mouvements d'avions sur l'année soit 56 000 touchées et près de 16 millions de passagers et ont traité plus de 206 000 tonnes de fret.

LE PÔLE ASSISTANCE AÉROPORTUAIRE EN 2025

L'activité aéroportuaire, qui concentre 13% du chiffre d'affaires total, réalise une belle performance. Le chiffre d'affaires ressort à 462,7 M€ en croissance de 4% (+4,2% à périmètre et change constants). Cette évolution constitue une très belle performance compte tenu d'une base de comparaison élevée en 2024.

Parmi ces gains, GEH assiste notamment Ethiopian Airlines à Paris, Finnair à Dublin. Cette dynamique dans l'aéroportuaire a logiquement été portée par la France et l'international. En France, qui concentre 72,5% de l'activité aéroportuaire, le chiffre d'affaires de l'année ressort à 335,7 millions d'euros en hausse de 3,4% profitant d'un trafic aérien bien orienté. Au-delà de l'activité historique de handling du pôle, le Groupe a fortement investi en 2024 dans les activités cargo et a déménagé ses activités en 2025 dans un nouvel entrepôt de 14000 m2 équipé des dernières technologies. L'activité cargo a représenté 45 M€ de chiffre d'affaires en 2025. A l'international, l'activité a également été solide avec un chiffre d'affaires en hausse de 5,7%. Si l'activité en Irlande a souffert d'une pression concurrentielle plus forte, l'Angleterre a réalisé une très belle année sur le terminal d'Heathrow et les concessions en Afrique ont également été au rendez-vous de la croissance, avec sa filiale Congo Handling qui affiche 7,5% de croissance et sa filiale en Sierra Leone qui a fortement développé son activité avec une croissance de 16%.

UNE QUALITÉ DE PRESTATION RECONNUE

Le Groupe CRIT travaille en permanence sur l'amélioration de la qualité de ses prestations. Pour garantir la réactivité et la rapidité d'exécution des équipes – ce qui assure la ponctualité des vols et permet également dans certains cas de rattraper des retards –, une grande importance est apportée à la sélection, à la formation du personnel ainsi qu'à son adhésion au projet collectif d'entreprise. Afin de disposer de ressources humaines aux compétences reconnues, le Groupe Europe Handling a ainsi créé une école interne, l'Institut de Formation aux Métiers de l'Aérien (IFMA) qui dispense une formation générale complétée en fonction du poste (agent de trafic, piste, passage, etc.) par une formation « terrain ». Cette formation aboutit à l'attribution d'une qualification reconnue et agréée aussi bien par IATA que par les compagnies aériennes. Enfin, la qualité de gestion de ses ressources humaines et le climat social favorable sont autant de facteurs qui contribuent à faire du Groupe CRIT un prestataire de choix.

ISAGO :

Le Groupe a fait le choix de la certification ISAGO (IATA Safety Audit for Ground Operations), référentiel IATA sur l'assistance en escale des compagnies aériennes.

Ce référentiel vise à garantir la sécurité des opérations, des biens et des personnes.

Groupe Europe Handling est certifié ISAGO sur l'ensemble de ses activités depuis 2009 sur ses escales parisiennes et internationales.

RA3 :

Pour ses escales africaines, c'est la désignation en tant qu'« agent habilité de pays tiers » (RA3 Third Country EU Aviation Security validated Regulated Agent). Un RA3 est une entité assurant la manutention de fret située dans un pays tiers qui est validée et approuvée en tant que telle sur la base d'une validation de sûreté aérienne de l'Union européenne. Un RA3 doit s'assurer que des contrôles de sûreté ont été appliqués aux envois à destination de l'Union Européenne. Déjà actif en Sierra Leone, en cours pour les escales du Congo.



ZOOM DURABILITE

Pour l'activité d'assistance aéroportuaire, Groupe Europe Handling centre sa politique RSE sur la formation des collaborateurs, la santé, la sécurité et la qualité de vie au travail, la maîtrise et la réduction des impacts environnementaux, ainsi qu'une politique d'achats responsables. GEH a une volonté et un engagement fort de réduction de son empreinte carbone et accélère la transition énergétique de sa flotte d'engins de piste. 49,6% de sa flotte n'utilise pas d'énergie fossile. L'objectif est d'avoir une flotte verte à hauteur de 90% d'ici 2030. Certifié depuis 2009 ISO 9001 ISO 45001 et ISO 14001, le pôle est régulièrement évalué par l'organisme Ecovadis sur les volets RSE. Le détail des Politiques et Actions est décrit dans le rapport CSRD du Groupe Crit qui est disponible au chapitre 4 de ce document.

1.4. Rapport d'activité

Le Groupe CRIT, acteur majeur du travail temporaire implanté dans neuf pays, accompagne chaque jour plus de 34 000 clients en France, Allemagne, Espagne, Italie, Portugal, Maroc, Tunisie, Suisse et aux Etats-Unis.

Leader de l'assistance aéroportuaire en France, le Groupe opère également au Royaume-Uni, en Irlande et en Afrique.

LES COMPTES CONSOLIDÉS DU GROUPE

En M€	2025	2024
Chiffre d'affaires	3 372,0	3 124,0
France	1 854,7	1 890,7
International	1 517,3	1 233,3
EBITDA ^(*)	145,3	149,1
Tx EBITDA/CA	4,3%	4,8%
Résultat opérationnel courant	89,2	98,6
Autres charges opérationnelles	(26,1)	(2,0)
Résultat opérationnel	63,1	96,6
Résultat financier	(2,4)	11,6
Résultat avant impôt	64,5	109,0
Charge d'impôt sur le résultat	(30,1)	(33,5)
RESULTAT NET	34,4	75,4
Résultat net part du groupe	31,2	73,0

(*) L'EBITDA correspond au résultat opérationnel courant avant prise en compte des dotations aux amortissements.

A. ACTIVITE DU GROUPE

En 2025, le Groupe aura encore démontré son agilité et sa capacité d'adaptation grâce à la diversité de son offre, la force de son réseau d'agences et ses positions internationales renforcées.

Le chiffre d'affaires, qui dépassait pour la première fois en 2024 le cap des 3 milliards, affiche une croissance de 7,9% et s'élève à près de 3,4 milliards d'euros ; à périmètre et change constants, l'activité demeure stable (-0,2%).

45% de l'activité du Groupe est désormais réalisé à l'international, contre près de 40% en 2024.

Les deux pôles d'activités ont participé à cette croissance :

- Le Travail Temporaire affiche un chiffre d'affaires de 2,9 Mds€, en croissance de 8,6%. Si cette progression est portée par l'intégration en Italie de la société Openjobmetis, consolidée depuis mai 2024, le chiffre d'affaires est stable en organique CJO (-0,6%). Sur un marché toujours contrasté malgré des signes d'amélioration en fin d'année, cette évolution confirme la capacité de résistance du Groupe.

- L'aéroportuaire, porté par des niveaux d'activité toujours élevés, reste solide dans la croissance. Le chiffre d'affaires ressort à 462,7M€ en hausse de 4,0% (+4,2% à périmètre et change constants).

Comme précédemment rappelé dans le rapport semestriel 2025, dans le but de faciliter la lecture de l'information sectorielle et simplifier la présentation de ses comptes, le Groupe a opéré un retraitement des affectations d'activités entre ses deux pôles, le Travail temporaire et l'Aéroportuaire ; le pôle Travail temporaire inclut désormais les autres activités telles que le conseil en ingénierie, la maintenance industrielle et la formation, auparavant regroupées dans le pôle Multiservices et les activités d'accueil en aéroport ont été regroupées dans le pôle Aéroportuaire qui inclut les prestations effectuées dans un environnement aéroportuaire, relatives aux passagers, aux avions et au fret. L'impact sur le chiffre d'affaires annuel des pôles est peu significatif : il représente 92 M€ sur le pôle travail temporaire, soit environ 3% du chiffre d'affaires du pôle et 23 M€ sur le pôle aéroportuaire.

En M€	Chiffre d'affaires				Variation 2025/2024	Variation organique	Impact change ⁽²⁾	Impact périmètre ⁽³⁾
	2025		2024					
	M€	% CA	M€	% CA				
Travail temporaire ⁽¹⁾	2 924,3	86,7%	2 692,0	86,2%	8,6%	(0,9%)	(0,2%)	9,7%
Assistance aéroportuaire ⁽¹⁾	462,7	13,7%	444,9	14,2%	4,0%	4,2%	(0,2%)	0,0%
Eliminations interactivités	(15,0)	(0,4%)	(12,9)	(0,4%)	16,1%	16,1%	0,0%	0,0%
TOTAL GROUPE	3 372,0	100,0%	3 124,0	100,0%	7,9%	(0,2%)	(0,2%)	8,4%

(1) Les chiffres d'affaires communiqués par secteurs opérationnels s'entendent avant élimination inter-activités.

(2) Impact de change calculé en appliquant aux chiffres d'affaires en devises de l'année courante les taux de conversion de l'année antérieure.

(3) Les impacts de périmètre sont calculés en retraçant le chiffre d'affaires d'une part de la contribution des entités acquises dans l'année et de celles des entités acquises l'exercice précédent jusqu'à la date anniversaire de l'acquisition et d'autre part, pour les entités cédées dans l'année, de la contribution de chiffre d'affaires des mois de l'exercice antérieur pour lesquels les entités ne sont plus consolidées en N et pour les entités cédées en N-1 de la contribution de chiffre d'affaires de l'exercice antérieur jusqu'à la date de cession.

LA DIVISION TRAVAIL TEMPORAIRE (86,7% DU CHIFFRE D'AFFAIRES TOTAL)

L'année 2025 aura été marquée par une bonne résistance de l'activité du pôle en France et par un renforcement significatif des positions à l'international.

L'activité Travail Temporaire affiche une progression de 8,6% avec un chiffre d'affaires de 2 924,3 M€, portée par l'intégration de Openjobmetis en année pleine, contre huit mois en 2024.

A périmètre et change constants, l'activité reste stable (-0.9%) et mieux orientée sur la fin de l'exercice, avec un quatrième trimestre en croissance organique de 2%. Cette évolution témoigne de la résilience de l'activité face à des conditions de marché toujours contrastées.

En France (52% de la division) :

Sur l'ensemble de l'année, l'activité résiste bien. Le chiffre d'affaires atteint 1 533,9 M€ en repli de 2,8%. En croissance organique CJO, la baisse ressort à -2,5%.

Si le 3^{ème} trimestre a souffert d'une base de comparaison défavorable par rapport à 2024, en raison de « l'effet JO », le 4^{ème} trimestre montre une stabilisation de l'activité avec des premiers signes de reprise sur plusieurs secteurs.

Ces évolutions confirment la solidité des fondamentaux sur lesquels s'appuie le Groupe pour s'adapter et défendre ses parts de marché :

• La diversité des positions sectorielles :

	% CA 2024	% CA 2025	Variation 2025/2024
Industrie	44,3%	47,1%	3,2%
Dont Automobile	8,8%	10,3%	13,3%
Dont Aéronautique	3,9%	4,3%	7,2%
Services	43,4%	40,3%	-9,8%
BTP	12,3%	12,6%	-0,4%

L'analyse en 2025 fait apparaître des dynamiques contrastées.

- L'Industrie, qui concentre 47,1% du chiffre d'affaires, a tiré l'activité de l'année avec une croissance de plus de 3% et une progression de plus de 7% uniquement sur le quatrième trimestre. Les secteurs Automobile et Aéronautique se sont bien comportés avec respectivement des croissances de 13,3% et 7,2%.
- En revanche, les Services, qui concentrent 40,3% du chiffre d'affaires, sont restés en repli en raison du ralentissement de la demande dans les secteurs du transport/logistique et du commerce.
- Dans le secteur du BTP, l'activité est restée pénalisée par la faiblesse de la demande. Le plan "Relance Logement" annoncé et visant à construire 2 millions de logements d'ici à 2030 devrait progressivement soutenir la reprise de la demande sur ce secteur.
- La typologie de clients montre que les grands comptes représentent 63% du chiffre d'affaires et les PME 37%.

• Un réseau préservé et des solutions emploi toujours plus adaptées :

Avec un réseau d'agences dans lequel le Groupe continue à investir malgré les difficultés de la conjoncture, le Groupe se positionne au cœur des nouveaux enjeux RH sur un marché du travail en mutation permanente, avec le souci d'être au plus près des besoins de sa clientèle.

L'expertise historique dans le travail temporaire a été élargie avec le développement continu de solutions diversifiées et notamment :

- le déploiement d'agences implantées directement sur les sites clients pour répondre à leurs besoins de ressources.
- un réseau d'agences actives sur les prestations de placements, pour aider les entreprises dans leurs recrutements en CDD ou CDI.
- le développement d'une offre Experts et Cadres, via un réseau d'agences spécialisées dans le recrutement de personnels cadre.
- la signature de plus de 3 580 CDI intérimaires pour accompagner les parcours professionnels des collaborateurs intérimaires et répondre aux problématiques de pénurie sur les métiers en tension.

• La poursuite de la digitalisation :

L'engagement porté par le Groupe dans la digitalisation des outils à sa disposition constitue un axe majeur de développement et d'amélioration de sa productivité. Dans cette perspective, le Groupe a déployé plusieurs solutions au service de la simplification administrative, de la sécurisation des process et de la recherche de productivité pour ses entreprises clientes, de la fidélisation des collaborateurs intérimaires et de l'optimisation du sourcing candidats.

A l'international (48% de la division) :

L'année 2025 aura été un exercice de croissance, marqué par un renforcement des positions internationales, en particulier en Europe.

Le chiffre d'affaires atteint 1 390,3 M€, en croissance de 24,9%.

Cette progression est portée par l'intégration en année pleine (contre 8 mois en 2024) de la société Openjobmetis, acquisition grâce à laquelle le Groupe est directement entré dans le top 10 des acteurs du marché italien, 4^{me} marché européen du travail temporaire.

A périmètre et change constants, l'activité internationale progresse de 1,8%. Comme en France, le 4^{me} trimestre montre une amélioration de l'activité avec une progression de 4,4% du chiffre d'affaires à périmètre et change constants. Ces évolutions constituent une excellente performance dans le contexte de marché.

Par pays, les évolutions sont contrastées :

- **En Italie**, qui concentre près de 60% de l'activité internationale, le chiffre d'affaires est stable sur une base comparable. Il s'établit à 826,5 M€ (+0,6% en organique CJO), avec un second semestre en nette amélioration et un quatrième trimestre en progression organique de 2,7%.

Cette évolution, satisfaisante compte tenu du contexte de marché local, illustre l'intégration réussie de cette acquisition.

LA DIVISION AÉROPORTUAIRE (13,7% DU CHIFFRE D'AFFAIRES TOTAL)

L'aéroportuaire a réalisé une belle année 2025, porté par des niveaux d'activité élevés. Le chiffre d'affaires ressort à 462,7 M€ en croissance de 4% (+4,2% à périmètre et change constants). Cette évolution constitue une très belle performance compte tenu d'une base de comparaison élevée en 2024.

La France comme l'international ont contribué à cette croissance.

En France, qui concentre 72,5% de l'activité aéroportuaire, le Groupe conforte sa position de n°1 de l'assistance aéroportuaire.

- **Aux Etats-Unis** (15,4% de l'activité internationale), en revanche, les performances ont encore été décevantes malgré une stabilisation de la situation en fin d'année. Sur l'ensemble de l'exercice, le chiffre d'affaires, à 241,4 M\$, ressort en repli de 3,7% à périmètre et change constants. Dans ce contexte de résultats en dessous des attentes sur les trois dernières années, le Groupe a pris la décision d'opérer une dépréciation d'actifs à hauteur de 26,1 M€ (détaillé ci-après).
- **En Espagne** (10,8% de l'activité internationale), les solides performances depuis plusieurs mois se confirment, avec un chiffre d'affaires en progression de 9,8% à 150,4 M€.
- **En Suisse** (10% de l'activité internationale), l'activité reste bien orientée dans les secteurs du médical, de l'hôtellerie et de la restauration. La demande dans l'industrie horlogère reste en revanche contrastée mais a été largement compensé par la dynamique commerciale dans le BTP. Au global, le chiffre d'affaires ressort à 131,4 MCHF en progression de 6,2% à périmètre et change constants dans un marché en repli.

Les autres implantations géographiques du Groupe (Allemagne, Maroc, Portugal et Tunisie) représentent 4,4% de l'activité internationale avec un chiffre d'affaires de 58,4 M€ en croissance de 5,5 % par rapport à 2024.

Le chiffre d'affaires de l'année ressort à 335,7 M€ en hausse de 3,4%, profitant d'un trafic aérien bien orienté.

A l'international, l'activité a également été solide avec un chiffre d'affaires en hausse de 5,7%. Si l'activité en Irlande a souffert d'une pression concurrentielle plus forte, l'Angleterre a réalisé une très belle année sur le terminal d'Heathrow et les concessions en Afrique ont également été au rendez-vous de la croissance.

C

1

2

3

4

5

6

7

B. RESULTATS DU GROUPE

EBITDA

	2025		2024	
	M€	% du CA	M€	% du CA
Travail temporaire	105,5	3,6%	107,6	4,0%
dont France	59,1	3,9%	67,8	4,3%
dont international	46,4	3,3%	39,8	3,6%
Aéroportuaire	39,7	8,6%	41,4	9,3%
dont France	25,4	7,6%	25,5	7,8%
dont International	14,3	11,3%	16,0	13,3%
Total Groupe	145,3	4,3%	149,1	4,8%

Sur l'exercice, l'EBITDA du Groupe s'élève à 145,3 M€ contre 149,1 M€ en 2024 et la marge s'inscrit en recul, à 4,3% contre 4,8% en 2024.

Sur la division Travail Temporaire

En France, avec un chiffre d'affaires en léger repli de 2,5% en organique CJO, le Groupe affiche un EBITDA de 59,1 M€. La marge, à 3,9% s'inscrit en baisse de 40 points de base, essentiellement en raison des effets mix et prix défavorables et de la poursuite d'une politique d'investissement volontariste dans le réseau d'agences.

A l'international, l'évolution de l'EBITDA s'explique principalement par :

- L'intégration de Openjobmetis qui contribue à hauteur de 34,9 M€ à l'EBITDA du Groupe, avec une marge de 4,2%,
- Un marché américain toujours sous pression et des coûts d'assurance santé significativement augmentés qui pèsent sur les marges,
- Une bonne performance en Espagne, qui affiche une marge en progression de 40 points de base.

Sur la division Aéroportuaire

Avec une activité dont la croissance se réduit mais qui se maintient à des niveaux élevés, l'EBITDA du pôle aéroportuaire s'établit à 39,7 M€ et la marge ressort à 8,6% en baisse de 70 points de base.

En France, l'EBITDA s'élève à 25,4 M€ avec une marge à 7,6% marquée par la poursuite des investissements dans le cargo.

A l'international, l'EBITDA s'élève à 14,3 M€ avec une marge de 11,3% qui reste sur des niveaux élevés et ce malgré les difficultés rencontrées en Irlande.

AUTRES ELEMENTS DE RESULTAT

Résultat opérationnel courant

Après prise en compte des amortissements, le résultat opérationnel courant s'établit à 89,2 M€ contre 98,6 M€ en 2024.

- Les autres charges opérationnelles d'un montant de 26,1 M€ correspondent à la dépréciation exceptionnelle du goodwill Travail temporaire aux Etats-Unis.

Avec une population active en hausse régulière depuis la fin du Covid, le recours au travail temporaire aux Etats-Unis, après une période de forte hausse, a connu un repli assez significatif : le taux de recours (défini comme le ratio ETP TT/Population active) qui s'établissait à 1,95% au 4^{ème} trimestre 2019 est passé à 2,05% au 2^{ème} semestre 2022 pour revenir au 4^{ème} trimestre 2025 à un niveau de 1,55% soit une baisse d'un quart.

Les activités américaines du Groupe ont logiquement souffert de cette tendance tout en limitant la baisse de leur chiffre d'affaires à 14% depuis 2022 dans un marché en baisse de 26% (données Staffing Industry Analysis).

Dans un tel contexte, après trois années de performance décevante et tout en restant confiant dans le potentiel de rebond du marché américain, le Groupe a pris la décision d'appliquer une politique de prudence sur ses hypothèses de croissance et de rentabilité, et a ainsi comptabilisé une dépréciation de 26,1 M€.

Pour rappel, en 2024, les autres charges non récurrentes de 2 M€ correspondaient aux coûts du projet de prise de contrôle de Openjobmetis

- Les amortissements s'élèvent à 56,1 M€ en hausse de 5,6 M€ par rapport à 2024. Cette variation est liée à l'intégration en année pleine de Openjobmetis, aux amortissements IFRS et aux incorporels acquis qui contribuent respectivement à hauteur de 3 M€ et 2 M€ à cette baisse. Le total des amortissements est constitué :

Pour près de 60% (32,4 M€), des amortissements des droits d'usage au titre du retraitement d'IFRS 16,

Pour près de 25% (13,1 M€), des amortissements des immobilisations corporelles,

Pour le solde, des amortissements des immobilisations incorporelles, essentiellement relatives aux incorporels acquis.

- La quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence, pour 3,9 M€ provient de la participation détenue par le Groupe dans le capital de la société AERCO, gestionnaire des aéroports du Congo.

Résultat financier

Le résultat financier qui est une charge de 2,4 M€ se décompose en :

- Un résultat de change négatif de 6,6 M€ relatif aux actifs libellés en dollar et détenus par le Groupe dans le cadre du financement de ses activités américaines
- Un coût de l'endettement financier net qui est un profit de 4,2 M€, qui correspond à 10,9 M€ de revenus des placements et à 6,7 M€ de frais financiers.

Au total, le résultat financier décroît de 14,0 M€ qui s'explique :

- Pour les deux tiers par les effets de change
- Et pour le tiers restant, par la baisse des taux et de la trésorerie en raison de son utilisation pour le financement de l'acquisition de Openjobmetis et du dividende distribué en 2025.

Charge d'impôt

La charge d'impôt s'élève à 30,1 M€ soit un taux apparent de 34,7%.

Ce taux se décompose en :

- 26,0% d'impôt au taux normal pour un taux théorique à 25,8%
- 3,2% de contribution exceptionnelle d'IS 2025, soit 2,8 M€
- et 5,4% de CVAE soit 4,7 M€.

Résultat net

Au total, après prise en compte de la charge d'impôt, le résultat net s'élève à 34,4 M€ contre 75,4 M€ en 2024.

C

1

2

3

4

5

6

7

C. FLUX DE TRESORERIE DU GROUPE

En M€	2025	2024
Résultat net consolidé y compris les minoritaires	34,4	75,4
Retraitements des éléments non cash	76,5	50,1
Coût de l'endettement financier	(4,2)	(9,6)
Charge d'impôt	30,1	33,5
CAF avant coût de l'endettement net et impôts	136,9	149,4
Variation de BFR	(6,0)	3,6
Impôts payés	(33,6)	(34,4)
Flux de trésorerie générés par l'activité	97,2	118,7
Flux liés aux opérations d'investissements	(14,0)	(162,6)
Flux liés aux opérations financières	(109,0)	(127,6)
Variation de la trésorerie	(25,8)	(171,5)

L'activité dégage une capacité d'autofinancement de 136,9 M€ contre 149,4 M€ en 2024.

Nets de la variation de besoin en fonds de roulement de 6,0 M€ et de 33,6 M€ d'impôts décaissés, les flux de trésorerie d'exploitation s'établissent à 97,2 M€.

Sur la période, l'impact des opérations d'investissements représente un décaissement de 14 M€ et correspond :

- Aux Capex pour 24,7 M€
- A la variation des dépôts à terme comptabilisés en investissements qui représentent un encaissement de 8,4 M€.

L'impact des opérations financières est un décaissement net de 109 M€ qui correspond pour :

- (64) M€ à la distribution de dividendes (hors dividendes sur actions propres)
- (32,5) M€ aux loyers des crédit-baux et baux retraits au titre de IFRS 16
- (18,2) M€ au remboursement des emprunts étrangers
- + 4,2 M€ au produit du résultat financier net encaissé.

D. BILAN

Actifs non courants	Déc 2024	Dividendes	Nouveaux contrats IFRS 16	Dépréciation goodwill	Activité hors dépréciation goodwill	OCI	Rachat d'actions propres	Déc 2025	Var 2025/ 2024
Actifs non courants	607,5		31,9	(26,1)	(34,6)	(9,7)		569,0	(38,5)
Actifs courants - BFR (1)	711,7	(0,1)			12,7	(5,4)		719,0	7,2
Actifs d'impôts exigibles	3,8				0,5			4,3	0,5
Trésorerie et équivalents de trésorerie (2)	335,1	(64,1)			23,9	1,6	(0,3)	296,5	(38,6)
TOTAL ACTIFS	1 658,2	(64,2)	31,9	(26,1)	2,5	(13,6)	(0,3)	1 588,7	(69,4)
Capitaux propres	751,9	(64,2)		(26,1)	60,2	(8,3)	(0,3)	713,6	(38,4)
Emprunts partie non courante (3)	95,0		31,9		(38,5)	(0,2)		88,3	(6,7)
Passifs non courants - Autres	31,2				(0,1)	(1,3)		29,9	(1,4)
Emprunts partie courante (4)	88,4				(10,0)	(1,3)		77,1	(11,3)
Découverts bancaires (5)	40,4				(12,8)	(0,0)		27,6	(12,8)
Provisions pour autres passifs	23,3				(3,4)			19,9	(3,4)
Passifs courants BFR (6)	624,5				6,7	(2,5)		628,7	4,2
Passifs d'impôts exigibles	3,4				0,3			3,7	0,3
TOTAL PASSIFS	1 658,2	(64,2)	31,9	(26,1)	2,5	(13,6)	(0,3)	1 588,7	(69,4)
Endettement financier brut (3+4)	183,4	0,0	31,9	0,0	(48,4)	(1,5)	0,0	165,4	(18,0)
Trésorerie nette (5-2)	(294,7)	64,1	0,0	0,0	(36,7)	(1,6)	0,3	(268,9)	25,8
Endettement financier net avant déduction comptes à terme (3+4+5-2)	(111,4)	64,1	31,9	0,0	(85,1)	(3,1)	0,3	(103,5)	7,9
BFR (1-6)	87,2	(0,1)	0,0	0,0	6,0	(2,9)	0,0	90,2	3,0

Sur l'exercice, le total du bilan baisse de 69,5 M€ principalement sous les effets suivants :

A la hausse du bilan :

- Les nouveaux contrats IFRS 16 pour 31,9 M€
- L'impact de l'évolution de l'activité pour 2,5 M€ qui s'explique par :
 - le résultat de l'exercice hors dépréciation du goodwill pour 60,2 M€
 - la baisse des provisions pour autres passifs pour 3,4 M€
 - l'augmentation du BFR pour 6 M€
 - la baisse des actifs non courants pour 34,6 M€ principalement liée aux acquisitions des immobilisations nettes des dotations aux amortissements pour -31,9 M€, à l'augmentation des participations dans les entreprises associées pour 3,8 M€ et à la baisse des dépôts à termes pour 8 M€
 - et la baisse de la dette nette en résultant à hauteur de 85,1 M€.

A la baisse du bilan :

- la distribution de dividendes pour 64,2 M€
- la dépréciation du goodwill Travail temporaire Etats-Unis pour 26,1 M€
- des gains et des pertes impactant la situation nette (OCI) pour -8,3 M€.

Fort d'un bilan toujours aussi solide, marqué par des capitaux propres de 713,6 M€, avec une trésorerie nette toujours significativement positive, le Groupe reste confiant dans sa capacité à aborder l'avenir.

LES COMPTES SOCIAUX DE GROUPE CRIT

La société Groupe CRIT est la société holding du Groupe qu'elle forme avec l'ensemble de ses filiales. Elle exerce son activité de holding animatrice au service du Groupe et ses résultats sociaux ne peuvent être dissociés des résultats consolidés.

Son chiffre d'affaires est constitué des facturations des prestations de services qu'elle fournit à ses filiales dans le cadre du développement de leurs activités et des refacturations de charges et dépenses communes. De ce fait, l'évolution de son chiffre d'affaires est directement liée à l'évolution de l'activité de ses filiales.

Il s'établit en 2025 à 7,4 M€ contre 10,5 M€ en 2024 tandis que les charges d'exploitation s'élèvent à 8,2 M€ contre 10,6 M€ en 2024.

Le résultat d'exploitation ressort ainsi à (0,8) M€ contre (0,1) M€ en 2024.

Le résultat financier ressort à 39 M€ contre 39,3 M€ en 2024. Il est constitué principalement :

- Des dividendes perçus en provenance des filiales à hauteur de 38,7 M€ contre 31,1 M€ en 2024,
- Des intérêts sur les comptes courants pour 1,6 M€ contre 1,8 M€ en 2024,
- Du résultat de change négatif de 1 M€ contre un résultat de change positif de 0,4 M€ en 2024,

Après prise en compte de l'impôt sur les bénéfices de 0,8 M€, l'exercice clos le 31 décembre 2025 fait apparaître un résultat net de 37,3 M€ contre 37,4 M€ en 2024.

1.5. La stratégie, la politique d'investissement et les perspectives

1.5.1. La stratégie du Groupe CRIT

UN MODÈLE DE CROISSANCE RENTABLE

Que ce soit en termes de croissance organique ou de croissance externe, qu'il s'agisse de ses activités de staffing ou d'assistance aéroportuaire le Groupe a toujours fait le choix d'un développement ambitieux et sécurisé centré sur la valeur. Cet engagement se fonde au quotidien sur une politique commerciale sélective afin de préserver la valeur de ses contrats et sur une stratégie d'acquisitions privilégiant les entreprises à forte valeur ajoutée. Sur ces vingt dernières années, le Groupe affiche des performances solides. Ce rythme de croissance soutenu a été réalisé en préservant la rentabilité du Groupe avec un EBITDA (hors impact IFRS 16) qui affiche la même performance de croissance sur la période.

La France, historique et principal marché du Groupe, reste au cœur du développement de ses activités et conforte chaque année ses positions d'acteur majeur dans le travail temporaire et l'assistance aéroportuaire sur le territoire.

À l'international, le Groupe dispose de fortes positions dans le staffing et l'assistance aéroportuaire, fruit d'une politique de croissance externe qui s'est intensifiée ces dix dernières années. Depuis une quinzaine d'années, le Groupe a ainsi procédé à de nombreuses acquisitions permettant de conquérir de nouveaux territoires et de renforcer ses positions sur ses principaux marchés. La dernière acquisition, Openjobmetis, 6ème acteur italien avec un réseau de plus de 175 agences et près de 800 collaborateurs, aura permis au Groupe en 2025 de réaliser près de la moitié de son activité Travail temporaire à l'international illustrant ainsi sa diversification géographique croissante.

LES SIX AXES STRATÉGIQUES POUR LE TRAVAIL TEMPORAIRE EN FRANCE

La stratégie du Groupe CRIT s'appuie sur différents axes : la qualité du maillage territorial et de proximité, la montée en gamme des prestations, la diversification des positions sectorielles, la sécurisation des parcours des intérimaires, le renforcement des engagements de durabilité et la transformation digitale.

QUALITÉ DU MAILLAGE TERRITORIAL

Avec un réseau de 475 agences et insides en France à fin 2025, le Groupe dispose d'un maillage territorial permettant d'adresser les bassins d'emplois les plus dynamiques. L'objectif du Groupe CRIT est

de renforcer d'ici deux à trois ans, ce maillage en ouvrant 40 à 50 nouvelles agences sur le territoire national français.

MONTÉE EN GAMME DES PRESTATIONS

Groupe CRIT répond aux demandes de ses clients en apportant des solutions sur mesure en fonction des besoins et des compétences requises. La montée en gamme de ses prestations s'illustre notamment par le développement soutenu de son offre de gestion RH sur mesure, CRIT Inside, implantée au cœur des sites de ses clients. CRIT souhaite renforcer ce réseau d'agences et conforter sa croissance en 2026. Crit développe également une

offre Experts & Cadres, avec 12 agences spécialisées dans le recrutement de personnels cadre. CRIT fait également évoluer son modèle en apportant à ses experts en agences des solutions digitales qui leur permettent d'alléger la gestion administrative et ainsi de gagner en productivité. Groupe CRIT développe également d'autres formes de solutions emplois telles que le RPO, l'engineering de formation, ...

DIVERSIFICATION DES POSITIONS SECTORIELLES

Afin de tenir compte des environnements spécifiques de chaque secteur, Groupe CRIT propose de manière différenciée des offres adaptées à chaque domaine d'activité (exemple, retail, logistique,

BTP ou industrie automobile.) La volonté de Groupe CRIT est de développer les secteurs d'activité porteurs en s'appuyant sur toutes ses solutions d'emploi et solutions technologiques à sa disposition.

SÉCURISATION DES PARCOURS DES INTÉRIMAIRES

Dans un marché où la concurrence sur les profils qualifiés s'accroît et où la pénurie de main-d'œuvre s'intensifie, la fidélisation et la sécurisation du parcours de ses collaborateurs intérimaires s'inscrivent parmi les axes stratégiques du Groupe. À ce titre, le

CDI Intérimaire constitue un axe de développement important, tout comme la formation des collaborateurs intérimaires en périodes d'intermissions pour assurer leur montée en compétences et répondre à l'apparition des nouveaux métiers.

ENGAGEMENT EN TERME DE DURABILITE

Les activités de travail temporaire et d'assistance aéroportuaire du Groupe ont pour caractéristique commune d'être des acteurs majeurs de l'emploi dans les territoires où ils sont implantés. Dans ce contexte, et conscient de l'apport des politiques de Développement Durable dans l'amélioration de sa performance, de celle de ses clients et le bien-être de ses salariés, le Groupe CRIT a développé sa politique ESG autour de 3 piliers autour desquels sont déclinés divers engagements :

SA RESPONSABILITÉ ENVIRONNEMENTALE

Conscient des enjeux environnementaux actuels et de la nécessité de les prendre en compte dans ses activités, le Groupe s'engage dans une démarche respectueuse de maîtrise et de réduction de ses effets sur l'environnement en déployant un système de management environnemental certifié dans ces filiales principales.

TRANSFORMATION DIGITALE

Pour servir sa stratégie digitale, axe majeur de développement pour accompagner l'évolution de ses métiers et améliorer les performances opérationnelles, le Groupe a développé des solutions qui lui permettent de disposer aujourd'hui de tous les outils au service de la digitalisation de la relation clients, intérimaires, candidats : mycrit. (l'interface intérimaires), crit.one (pour la gestion des prestations), crit.online (pour la gestion administrative de la relation client), crit.job (pour la recherche d'emploi et de mission), et crit.academy (pour les formations à distance).

FOCUS SUR L'ASSISTANCE AÉROPORTUAIRE

L'assistance aéroportuaire a été touchée de plein fouet par la crise sanitaire. La reprise initiée en 2021 s'est confirmée au fil des mois, permettant au Groupe de retrouver en fin d'exercice 2023 un niveau d'activité pré-Covid. Le Groupe CRIT a su préserver sa performance grâce à une stratégie de conquête commerciale qui s'illustre notamment par de nombreux contrats pluriannuels signés chaque année sur ses plateformes aéroportuaires. Elle bénéficie aussi de la volonté du Groupe d'accompagner les besoins de ses compagnies aériennes clientes en ouvrant de nouvelles escales, d'élargir l'éventail de ses prestations sur ses escales, de conquérir de nouveaux marchés et aéroports par des acquisitions stratégiques notamment à l'international. Cette stratégie lui permet aujourd'hui de figurer parmi les leaders mondiaux d'assistance aéroportuaire. Si la France reste le principal marché du Groupe, l'international est depuis plusieurs années une priorité stratégique pour diversifier ses positions géographiques et développer de nouveaux relais de croissance.

LES TROIS AMBITIONS DU GROUPE CRIT

Une ambition humaine

Privilegier la proximité et valoriser la qualité des relations en s'appuyant sur les solutions digitales.

- Attirer et fidéliser les collaborateurs permanents en leur donnant les moyens de s'épanouir professionnellement et en facilitant leur bien-être au travail,
- Attirer, fidéliser et accompagner la montée en compétences des candidats vers les métiers plus qualifiés et les métiers en tension,
- Fidéliser et développer notre clientèle en privilégiant et renforçant la relation de proximité.

SA RESPONSABILITÉ SOCIALE

La politique des Ressources Humaines du Groupe, déployée par un vaste réseau d'acteurs, a pour objectifs le développement et l'accompagnement de ses collaborateurs, qu'ils soient permanents ou intérimaires. De par son activité, le Groupe CRIT génère des impacts sociétaux positifs, notamment grâce à l'accès à l'emploi qu'il offre à des profils éloignés du monde du travail. Parmi ses principaux enjeux sociaux figurent le développement de l'employabilité de ses collaborateurs et leur fidélisation.

SA RESPONSABILITÉ EN MATIÈRE DE GOUVERNANCE

En tant qu'acteur conscient de ses responsabilités, le Groupe place les enjeux de gouvernance (culture d'entreprise, prévention de la corruption, éthique des affaires...) au cœur de sa stratégie. Le détail des Politiques et Actions est décrit dans le rapport du Groupe CRIT qui est disponible au chapitre 4 de ce document.

- Plus de 3 550 CDI Intérimaires dans le Groupe en 2025
- Plus de 17 500 collaborateurs intérimaires CRIT ont bénéficié de formations en 2025
- Crit.academy : plus de 420 modules de formation sont disponibles en ligne

Une ambition sociétale

Partager notre engagement et notre fierté, « l'emploi, pour tous, c'est notre métier ».

- Être reconnu en tant que partenaire engagé et mobilisé dans la Responsabilité Sociale et Sociétale des Entreprises,
- Être engagé dans une démarche proactive et responsable de Santé et Sécurité au travail,
- Promouvoir l'emploi sur une logique de diversité et d'inclusion pour tout type de candidats.

Une ambition entrepreneuriale

Etre tous acteurs des évolutions de notre métier et de l'innovation sur la durée.

- Favoriser et promouvoir les idées et initiatives de nos collaborateurs au service de l'esprit entrepreneurial,
- Investir tous les territoires pour rester en proximité et mieux servir nos clients et candidats, par nos agences, Inside, bureaux de recrutement, ...
- Développer les secteurs d'activité porteurs en s'appuyant sur toutes nos solutions d'emploi et solutions technologiques.

1.5.2. La politique d'investissement

LES INVESTISSEMENTS OPÉRATIONNELS

Dans le Groupe, hors retraitements IFRS 16 et hors opérations de croissance externe, seule l'activité Aéroportuaire est susceptible d'avoir à faire face, en fonction des gains de nouveaux contrats et du rythme de renouvellement des matériels (notamment à raison des évolutions technologiques et des contraintes dictées par les aéroports notamment en terme de verdissement de la flotte d'engins), à des investissements significatifs, l'activité de Travail temporaire restant par nature peu capitalistique.

A l'issue de la pandémie de Covid, et comme le montre le tableau ci-dessous, les investissements du Groupe sont repartis progressivement. Il convient de noter que l'évolution dans le secteur aéroportuaire correspond d'une part à l'évolution de l'activité (en ce compris le développement de l'activité cargo) et d'autre part aux contraintes de verdissement dictées par les opérateurs des infrastructures aéroportuaires.

En milliers d'euros	31.12.2025	31.12.2024	31.12.2023
Travail temporaire	7 614	9 783	5 116
Assistance Aéroportuaire	17 098	13 280	12 454
TOTAL	24 712	23 063	17 570

En tenant compte des nouveaux contrats de location, soit 31,9 M€ au titre de 2025 contre 20,8 M€ en 2024 dont plus de 80% concernent l'immobilier comme détaillé dans la note 4.1.2 des comptes consolidés, les investissements se sont élevés en 2025 à 56,6 M€ contre 43,8 M€ en 2024.

En milliers d'euros	31.12.2025	31.12.2024	31.12.2023
Travail temporaire	24 192	25 982	20 627
Assistance Aéroportuaire	32 427	17 837	21 829
TOTAL	56 620	43 819	42 456

CROISSANCE EXTERNE

Le Groupe reste à l'écoute des opportunités de croissance externe, accélérateurs naturels de développement des opérations. Cette dynamique est poursuivie avec des objectifs de rentabilité mesurables et dans un souci de maîtrise des équilibres financiers du Groupe (cash-flow, dette, levier...).

1.5.3. Les perspectives

Le contexte géopolitique actuel et son impact potentiel sur la croissance mondiale, impose au Groupe CRIT la prudence. Le Groupe a su faire preuve de flexibilité et d'adaptabilité face à un environnement de marché moins favorable. Cette agilité, le Groupe entend bien la confirmer en 2026.

TRAVAIL TEMPORAIRE

Malgré une visibilité réduite, le Groupe reste confiant sur l'évolution de l'activité de ses deux pôles. Dans le prolongement du quatrième trimestre 2025, le début d'année affiche des signes encourageants. Cette situation est confirmée par l'activité sur les premiers mois de l'exercice. Le scénario d'une reprise progressive reste donc d'actualité même si la situation internationale peut modifier rapidement les perspectives. Toutes les équipes restent pleinement mobilisées pour poursuivre cette dynamique, en s'appuyant sur les points forts de l'entreprise : un réseau de proximité bien ancré dans les bassins d'emploi, une

offre diversifiée qui répond aux nouveaux défis des ressources humaines, et une capacité à développer l'activité dans les secteurs les plus porteurs. Le Groupe poursuit également le déploiement de ses outils digitaux au bénéfice du réseau pour la recherche de talents.

A l'international, le Groupe reste offensif malgré un environnement de marché toujours difficile. Aux Etats-Unis l'activité s'améliore sur ce début d'année et les autres pays sur lesquels le Groupe est présent affichent également une bonne tenue de l'activité.

ASSISTANCE AÉROPORTUAIRE

Le secteur aéroportuaire reste un moteur de croissance pour le Groupe, avec une solide dynamique observée en 2025. Le début de l'année 2026 est prometteur tant en France qu'à l'international. L'exposition du Groupe limitée aux vols circulant vers le Moyen-Orient et les prévisions de trafic pour les prochains mois confortent la confiance du Groupe. En 2026, le Groupe

commencera à profiter des investissements réalisés dans les activités cargo avec de nouvelles opportunités de croissance.

Le Groupe reste également actif dans la recherche d'opportunités de croissance externes. Les conditions de marché actuelles encouragent les rapprochements et le Groupe est prêt à saisir les opportunités qui répondront à ses critères d'intégration.

1.6. La structure organisationnelle

1.6.1. La holding : une société mère au service des filiales

La société Groupe CRIT est la holding animatrice du Groupe qu'elle a constitué avec l'ensemble de ses filiales.

Elle exerce son activité au service du Groupe et son rôle s'articule autour des principaux axes suivants :

- Elaborer et insuffler la stratégie de développement,
- Assurer le contrôle de ses filiales,
- Animer le Groupe,
- Faciliter la coordination des différentes unités et lignes de métier,
- Déterminer et coordonner les actions communes : actions commerciales, achats, qualité, gestion des ressources humaines,
- Développer les outils et méthodes communes aux sociétés du Groupe : système d'information et de gestion, management de projets...,

- Assurer la coordination des fonctions générales filialisées,
- Apporter conseils et assistance aux filiales dans des domaines nécessitant des compétences particulières ou ponctuelles,
- Gérer et centraliser la trésorerie de l'ensemble des sociétés du Groupe.

Les principaux flux financiers entre Groupe CRIT et ses filiales, outre les dividendes, concernent les redevances versées par les sociétés du pôle Travail temporaire en rémunération des prestations rendues, les refacturations de quote-part de charges supportées pour le compte des diverses entités juridiques (assurances, contrats flotte de véhicules...), les rémunérations des prêts de trésorerie.

C

1

2

3

4

5

6

7

1.6.2. Les filiales organisées selon les lignes de métier

Le suivi de l'activité des filiales du Groupe et le reporting interne sont organisés en deux secteurs d'activité distincts :

- **Le Travail Temporaire :**

Outre l'activité de conseil en ressources humaines, cœur de métier historique du Groupe, ce secteur inclut le recrutement et désormais toutes les autres activités de délégation de personnel qualifié (conseil en ingénierie, maintenance industrielle, formation ...) :

- 9 filiales opérationnelles exerçant en France
- 23 filiales opérationnelles exerçant à l'étranger (En Allemagne, en Espagne, en Italie, aux Etats-Unis, au Maroc, au Portugal, en Suisse et en Tunisie).
- **L'Assistance Aéroportuaire**, qui inclut toutes les prestations assurées dans un environnement aéroportuaire et relatives aux passagers, aux avions et au fret :
 - 21 sociétés opérationnelles exerçant en France
 - 8 sociétés opérant à l'étranger (Au Congo, en Irlande, au Maroc, au Royaume-Uni et en Sierra Leone).

L'organigramme simplifié du Groupe est présenté en page 11 du présent document d'enregistrement universel et la liste exhaustive des filiales et participations du Groupe est fournie en note 6.4 de l'annexe aux états financiers consolidés « périmètre de consolidation ».

Les évolutions significatives dans la structure du Groupe intervenues au cours des trois dernières années sont les suivantes :

En 2025, les activités du pôle Aéroportuaire ont continué à se diversifier en France avec la reprise au Tribunal de Commerce d'Evry, par Groupe Europe Handling, des activités de la société SODAIC, en redressement judiciaire. A l'occasion de ce plan de cession, le Groupe, via sa filiale Groupe Europe Handling, a pris une participation de 100% dans le capital des sociétés nouvellement créées pour exploiter les activités reprises :

- Aéro Laundry Services, spécialisée dans le secteur de la blanchisserie industrielle,
- Assistance Matériel Avion Toulouse, spécialisée dans le secteur des services auxiliaires des transports aériens, et plus particulièrement dans l'assistance, la maintenance, l'entretien et la réparation d'aéronefs, de moteurs d'aéronefs et de l'ensemble des équipements des cabines avions sur la plateforme aéroportuaire de Toulouse,
- et Europe Handling Technics, spécialisée dans le secteur des services auxiliaires des transports aériens, et plus particulièrement dans les prestations de maintenance, réparation, révision, remise en état, reconditionnement de composants mécaniques, électriques, électroniques, hydrauliques, pneumatiques ou structurels.

L'année 2024 aura été marquée par le renforcement significatif des positions du Groupe à l'international, et notamment en Europe :

- Avec l'acquisition de la société **Openjobmetis** en Italie :

Après la levée, le 19 avril 2024, de la dernière condition suspensive à laquelle restait soumise l'acquisition de la société Openjobmetis (à savoir l'approbation du gouvernement italien au titre de la réglementation dite du « golden power »), le Groupe (via sa filiale française CRIT) s'est porté acquéreur de la totalité des titres de la société Plavisgas S.r.l. (qui détenait 34,14% du capital de Openjobmetis) et des titres Openjobmetis détenus directement d'une part, par les sociétés M.T.I. Investimenti S.r.l., Omniafin S.p.a, Quaestio Capital SGR S.p.a (soit au total 30,51% du capital Openjobmetis) et d'autre part, par le management de Openjobmetis (à hauteur de 0,9% du capital Openjobmetis). Ainsi, le Groupe a pris le contrôle de Openjobmetis dès le 6 mai 2024 avec l'acquisition de 71,24% de son capital (en tenant compte de 1 062 771 actions propres).

Ces opérations ont été suivies d'acquisitions complémentaires de titres en juin 2024, d'une Offre Publique d'Achat obligatoire portée par la société Plavisgas et visant la totalité des titres Openjobmetis en circulation et d'une procédure de retrait obligatoire qui a permis au Groupe de détenir, dès juillet 2024, 100% du capital de la société Openjobmetis.

L'intégration de cette société, 6^{ème} acteur italien avec un réseau de plus de 170 agences et près de 800 collaborateurs, permet au Groupe d'étendre sa couverture géographique à l'Italie et de se positionner sur le 4^{ème} marché européen du travail temporaire estimé en 2022 à 15,7 Mds d'euros.

- Avec le rachat, le 21 mars 2024, du solde des actions (20%) de la société **OK JOB** en Suisse (dont 80% avait été acquis dès décembre 2022), présente sur les marchés spécialisés de l'industrie horlogère et du médical.
- Avec la prise de participation (via sa filiale Peoplelink) de 100% dans le capital de la société nouvellement créée aux Etats-Unis, la société **PeopleSimple**, gestionnaire de services externalisés spécialisée dans la fourniture de solutions complètes et intégrées de gestion RH.

En 2023, le Groupe, via sa filiale Groupe Europe Handling, a pris une participation de 100% dans le capital de la société nouvellement créée, **Airport Energy Distribution**. Cette création permet au Groupe d'élargir son offre de services à l'avitaillement en énergie, à destination des acteurs des plateformes aéroportuaires parisiennes.

1.7. Données boursières

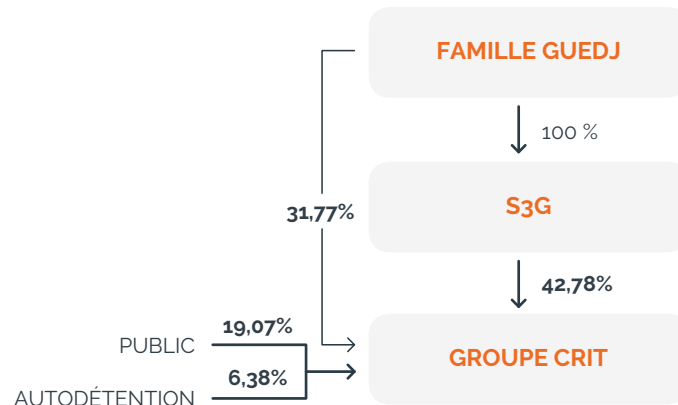
L'action GROUPE CRIT est cotée sur le marché Euronext Paris (compartiment B).

Elle fait partie des indices CAC All-shares et Euronext Family Business.

Le nombre d'actions composant le capital social s'élève à 11 250 000.

La capitalisation boursière au 27 février 2026 s'élève à 661,5 M€.

RÉPARTITION DE L'ACTIONNARIAT AU 31 DÉCEMBRE 2025



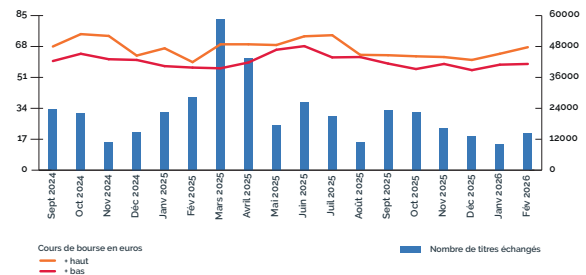
Pour plus de détails, se reporter au paragraphe 6.3 du présent document

VOLUMES TRAITES ET ÉVOLUTION DU COURS DE L'ACTION GROUPE CRIT AU COURS DES DIX-HUIT DERNIERS MOIS

(Source Euronext)

	Nombre de titres échangés	Cours de bourse en euros	
		+ haut	+ bas
Septembre 2024	23 514	68	60
Octobre 2024	22 175	74,8	64
Novembre 2024	10 879	73,8	61
Décembre 2024	14 800	63	60,6
Janvier 2025	22 318	67	57,2
Février 2025	28 100	59,4	56,4
Mars 2025	58 526	69,2	56
Avril 2025	43 483	69,2	59,2
Mai 2025	17 548	68,8	66,2
Juin 2025	26 416	73,6	68,2
Juillet 2025	20 957	74,2	62
Août 2025	10 661	63,4	62,2
Septembre 2025	23 113	63,2	58,6
Octobre 2025	22 570	62,6	55,6
Novembre 2025	16 337	62,2	58,4
Décembre 2025	13 182	60,6	55
Janvier 2026	10 153	64	58
Février 2026	14 271	67,6	58,4

Cours le plus haut et le plus bas au cours de la période





Chapitre 2

Facteurs de risques et contrôle interne

2.1 Facteurs de risques 50

2.2 Procédures de gestion des risques
et de contrôle interne 54

2.1. Facteurs de risques

Le Groupe a mis en œuvre une politique de gestion de ses risques axée autour des principes suivants :

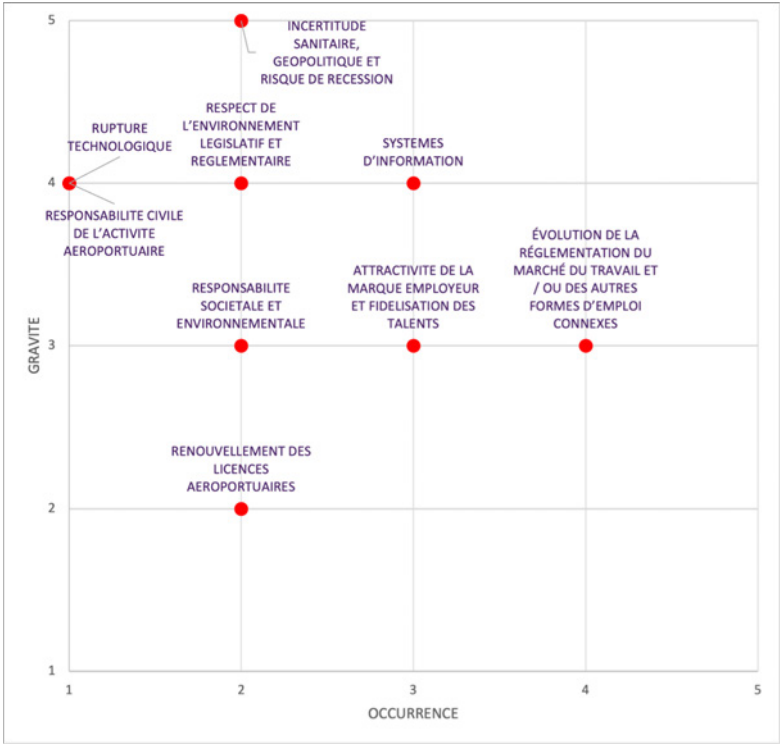
- Identification et revue périodique de son portefeuille de risques,
- Mise en place d'une politique de prévention de ces derniers,
- Couverture financière des éventuelles conséquences en cas d'occurrence.

Le Groupe procède régulièrement à l'actualisation de sa cartographie des risques. À cette occasion, les risques susceptibles d'avoir un effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière, ses résultats ou sa capacité à réaliser ses objectifs sont recensés. Cette revue se conclut par la matrice reproduite ci-dessous, qui synthétise les risques en fonction de leur gravité et de leur probabilité d'occurrence.

A l'occasion de la dernière revue des risques, le Groupe n'étant pas significativement exposé aux risques environnementaux directs, il n'a

pas identifié de risques financiers directs liés aux effets du changement climatique. En revanche, son activité d'assistance aéroportuaire pourrait être affectée indirectement à raison des effets du changement climatique ou des réglementations associées (taxation du carbone ...) si ceux-ci venaient à impacter les compagnies aériennes. Conscient de l'empreinte environnementale même faible qu'engendrent ses activités de services, le Groupe a pris les mesures décrites au chapitre 4 du présent document d'enregistrement universel pour maîtriser et réduire les effets de son activité sur l'environnement.

MATRICE DES RISQUES



Les développements qui suivent décrivent les principaux risques identifiés, présentés dans un nombre limité de catégories en fonction de leur nature.

HIERARCHISATION DES RISQUES

RISQUES JURIDIQUES ET RÉGLEMENTAIRES	Évolution de la réglementation du marché du travail et / ou des autres formes d'emploi connexes
	Respect de l'environnement législatif et réglementaire
	Renouvellement des licences aéroportuaires
RISQUES LIÉS À L'ACTIVITÉ	Systèmes d'information
	Incertitude sanitaire, géopolitique et risque de recession
	Attractivité de la marque employeur et fidélisation des talents
	Responsabilité sociétale et environnementale
	Responsabilité civile de l'activité aéroportuaire
	Rupture technologique

Dans chaque catégorie, les facteurs de risques sont hiérarchisés selon un ordre d'importance décroissant.

PRÉSENTATION DES RISQUES

1. RISQUES JURIDIQUES ET RÉGLEMENTAIRES

1.1. ÉVOLUTION DE LA RÉGLEMENTATION DU MARCHÉ DU TRAVAIL ET / OU DES AUTRES FORMES D'EMPLOI CONNEXES

Identification et description du risque

Le Groupe est soumis par son activité de Travail temporaire au risque d'évolution de la réglementation du marché du travail dans les pays où il opère.

Effets potentiels sur le Groupe

De telles évolutions sont susceptibles d'avoir un effet direct sur les salaires (législation sur le temps de travail notamment), les charges sociales (allègements, variations des taux de cotisations, ...) ou conditions d'emploi (durée du travail, motifs de recours aux contrats de travail temporaire, conditions de licenciement). De ce fait, elles peuvent modifier le niveau des charges de personnel non seulement en valeur absolue mais également en valeur relative entre les différentes formes d'emploi et ainsi modifier significativement la compétitivité de l'industrie.

Gestion du risque

Le Groupe, sur les marchés sur lesquels il opère, est membre des organisations professionnelles des entreprises du recrutement et de l'intérim.

Cela le conduit à participer activement :

- à la promotion du rôle économique et social des agences d'emploi, à la promotion des intérêts de la profession auprès de ses partenaires (Prism'Emploi, pouvoirs publics, parlement, administrations et collectivités territoriales),
- au débat national et européen à travers la représentation de la profession au sein d'organisations professionnelles tels que le MEDEF, la CPME ou la World Employment Confederation.

Cette représentation permet au Groupe d'être au plus près de tous les sujets susceptibles d'avoir un impact sur la profession et de participer au dialogue avec les décideurs politiques pour adapter au mieux la législation du marché du travail et le cadre réglementaire dans lequel la profession intervient.

1.2. RESPECT DE L'ENVIRONNEMENT LEGISLATIF ET RÉGLEMENTAIRE

Identification et description du risque

Le Groupe entend exercer ses activités dans le respect de l'éthique et des réglementations applicables tant en ce qui concerne la réglementation du travail, de la concurrence ou des affaires en général que celle applicable aux dispositifs visant à lutter contre la fraude et corruption.

L'implantation du Groupe dans différents pays, son organisation décentralisée en pôles d'activités, et au sein du pôle principal Travail Temporaire et Recrutement en Directions Régionales, Secteurs et Agences, imposent une vigilance accrue sur la conformité de la conduite des affaires aux principes éthiques et à l'environnement législatif et réglementaire applicable.

Effets potentiels sur le Groupe

Le non-respect de ces principes et réglementations exposerait le Groupe à de lourdes sanctions et à un risque de réputation susceptible d'entacher sa crédibilité.

À titre d'exemple, dans l'activité de Travail temporaire, compte tenu de la volumétrie des contrats d'intérim traités et du caractère atomisé et fortement décentralisé du réseau d'agences au sein duquel ils sont traités, le Groupe pourrait, en cas d'agissements déviants de collaborateurs isolés et qui ne seraient pas détectés suffisamment tôt par le système de contrôle en place, être sujet à un événement médiatique significatif mettant en cause son image.

Gestion du risque

Afin de s'assurer du respect de l'environnement législatif et réglementaire en vigueur le Groupe dispose d'un ensemble de dispositifs de veille et de contrôle décrit au paragraphe 2.2 « procédures de contrôle interne mises en place » du présent chapitre.

1.3. RENOUVELLEMENT DES LICENCES AÉROPORTUAIRES

Identification et description du risque

L'activité d'assistance au sol des aéronefs est soumise à l'obtention d'une autorisation d'exercer sur l'aéroport concerné (« Licences »). Ces Licences sont octroyées pour des durées limitées et donc renouvelables périodiquement selon des processus qui varient selon la zone géographique de l'aéroport.

Effets potentiels sur le Groupe

Le non-renouvellement d'une Licence ou la décision d'une autorité de renouveler avec un nombre de Licences accru seraient donc susceptibles d'avoir un effet défavorable sur l'activité aéroportuaire du Groupe.

Gestion du risque

Le Groupe s'attache à maintenir une politique de qualité élevée de ses prestations d'assistance aéroportuaire destinée à satisfaire ses clients et à contribuer à l'image des plateformes où il opère. Cette politique participe à la pérennisation des Licences accordées au Groupe.

D'autre part, et dans le cas où une Licence ne serait pas renouvelée, dans la majorité des cas, les personnels font l'objet de transfert dans le cadre notamment de l'article L 1224 du Code du travail en France ou équivalent à l'étranger (« TUPE » Transfer of undertakings (protection of employment) regulations 2006 au Royaume Uni et Regulations 2003 en Irlande).

2. RISQUES LIÉS À L'ACTIVITÉ

2.1. SYSTÈMES D'INFORMATION

Identification et description du risque

À l'heure de la transformation digitale opérée par le Groupe, les systèmes d'information sont un support essentiel à la gestion et au développement de ses activités dans un contexte de réseau. Les deux principaux risques liés aux systèmes d'information, sont, d'une part la cyber sécurité (qui inclut la sécurité des données) et d'autre part la disponibilité des systèmes

Effets potentiels sur le Groupe

Toute atteinte à la sécurité, à la confidentialité ou à l'intégrité des données, qu'elle soit malveillante ou accidentelle, serait susceptible d'avoir un impact significatif sur la réputation et les résultats du Groupe. Le renforcement de la réglementation en matière de protection des données personnelles issue notamment du Règlement Général sur la Protection des Données, et des sanctions en cas de non-conformité a accru ce risque.

2.2. INCERTITUDE SANITAIRE, GEOPOLITIQUE ET RISQUE DE RECESSION

Identification et description du risque

Les activités du Groupe sont intimement liées à l'évolution du PIB de sa zone d'activité :

- Dans l'activité de Travail temporaire, la corrélation est plus que proportionnelle dès lors que la croissance du PIB évolue au-delà d'une fourchette de +/- 1 %,
- Tandis que dans l'assistance aéroportuaire la croissance du trafic aérien est un multiple de celle du PIB de la zone d'implantation.

Dans ce contexte, la matérialisation de risques sanitaires, géopolitiques et/ou économiques peut être susceptible, dans des circonstances exceptionnelles, de retourner rapidement le marché avec une amplitude forte.

2.3. ATTRACTIVITE DE LA MARQUE EMPLOYEUR ET FIDELISATION DES TALENTS

Identification et description du risque

Les ressources humaines constituent le principal capital du Groupe ; attirer et fidéliser les talents est essentiel pour la poursuite de son développement. Sur les deux pôles d'activité du Groupe, l'attractivité et la fidélisation constituent des enjeux majeurs pour assurer les besoins importants en ressources humaines.

Effets potentiels sur le Groupe

Dans la mesure où les ressources humaines sont les ressources les plus importantes utilisées par le Groupe (et ce dans ses deux activités), l'absence de fidélisation et/ou de rétention a un impact direct sur le développement de ses activités.

Sur le pôle Travail Temporaire, un taux de rotation important des collaborateurs permanents en agence pourrait engendrer une

L'indisponibilité des systèmes d'information et/ou des réseaux indispensables dans l'exécution quotidienne des opérations du Groupe, aurait un impact négatif immédiat sur ses activités et l'obligerait à déployer une solution de backup manuel coûteuse en ressources.

Gestion du risque

Afin d'assurer la continuité de service de ses systèmes, le Groupe exerce une surveillance permanente de ses infrastructures informatiques, dispose des outils usuels en la matière (pare feu, antivirus...) ainsi que des sauvegardes et moyens techniques nécessaires à un redémarrage rapide des systèmes.

Effets potentiels sur le Groupe

Comme cela a été le cas dans le cadre de la pandémie Covid, un retournement rapide et de forte amplitude du marché aurait pour conséquence un repli significatif des volumes d'activité. L'impact sur la marge opérationnelle du Groupe d'une telle situation serait très significatif mais son amplitude dépendrait d'une part du temps nécessaire à l'adaptation de la base de coûts au niveau d'activité et d'autre part de l'amplitude des mesures d'accompagnement mises en œuvre par les gouvernements des pays où la législation sociale est la plus encadrante.

Gestion du risque

Face à ce risque de forte décroissance du marché, le Groupe est protégé par la forte résilience de son activité de travail temporaire (les contrats des intérimaires et des clients venant à échéance de façon concomitante) et s'efforce de conserver une part de charges variables dans ses coûts de structure afin d'amortir de tels chocs. En complément, le Groupe dispose de lignes de crédit lui permettant de se financer dans de telles circonstances.

perte de compétences amenant une baisse de motivation des équipes et ainsi affecter les capacités des agences à être pleinement opérationnelles. Le défaut d'attractivité et de fidélisation des collaborateurs intérimaires affecterait directement la capacité des agences à apporter une réponse réactive, efficace et satisfaisante aux exigences des entreprises clientes et aurait un impact négatif sur l'activité et les résultats du pôle.

Gestion du risque

Pour pallier ce risque, le Groupe s'attache à renforcer sa marque employeur, ses engagements en matière d'accompagnement, de formation et d'évolution des collaborateurs tout au long de leur carrière et à déployer une politique de développement des compétences permettant d'assurer la bonne intégration et le bien-être des collaborateurs.

2.4. RESPONSABILITE SOCIETALE ET ENVIRONNEMENTALE

Identification et description du risque

Les responsabilités sociétales et environnementales sont progressivement passées au statut de responsabilité majeure des organisations à l'égard de la société au sein de laquelle elles s'inscrivent. C'est dans ce contexte que depuis plusieurs années, la responsabilité sociétale et environnementale des entreprises fait l'objet tant d'une réglementation croissante, que d'exigences grandissantes des parties prenantes issues des sphères économiques et sociales.

Effets potentiels sur le Groupe

Une prise en compte insuffisante des enjeux de durabilité ou la non-conformité aux réglementations en la matière exposerait le Groupe à un risque de réputation susceptible d'entacher sa crédibilité auprès de ses parties prenantes.

Gestion du risque

Le Groupe a pour objectif d'assurer pleinement sa responsabilité sociétale et environnementale et c'est dans ce contexte que le Comité RSE du Conseil est en charge de la conception, de la revue périodique et de la mise en œuvre des politiques sociales et environnementales du Groupe.

2.5. RESPONSABILITÉ CIVILE DE L'ACTIVITÉ AÉROPORTUAIRE

Identification et description du risque

Dans l'activité d'assistance aéroportuaire, le Groupe est amené à intervenir sur les aéronefs au sol. En cas de sinistre sur un aéronef sur lequel il serait intervenu, la responsabilité du Groupe pourrait être recherchée avec une intensité significative.

Effets potentiels sur le Groupe

Compte tenu des montants de dommages en jeu dès lors qu'un sinistre frappe un avion, une telle situation serait susceptible d'avoir un impact largement supérieur à la marge opérationnelle annuelle de l'activité d'assistance aéroportuaire.

Gestion du risque

Dans ce contexte, le Groupe a mis en place et maintient un programme d'assurance de sa responsabilité civile aéronautique destiné à couvrir ce risque d'intensité (plafond de 130 M€).

2.6. RUPTURE TECHNOLOGIQUE

Identification et description du risque

Sur le marché du Travail temporaire, la capacité à déployer des solutions technologiques innovantes devient de plus en plus critique tant en termes de productivité que de capacité à répondre aux demandes des clients.

Dans le monde de l'assistance aéroportuaire, la digitalisation des opérations aura en priorité un impact sur les opérations de passage.

Effets potentiels sur le Groupe

Dans un environnement concurrentiel et innovant, l'absence de réponse adéquate aux besoins d'évolution technologique entraînerait à la fois une baisse de l'activité du Groupe et une moindre attractivité de la marque employeur ayant pour conséquence un impact significatif sur ses résultats.

Gestion du risque

Dans ce contexte, le Groupe a constitué un pôle en charge tant de développer des solutions digitales innovantes que d'assurer une veille technologique et concurrentielle continue.

2.2. Procédures de gestion des risques et de contrôle interne

POLITIQUE DE PREVENTION ET DE COUVERTURE DES RISQUES

Même si les risques du Groupe se caractérisent par une forte dispersion et donc une très faible probabilité qu'un seul sinistre ait un impact significatif sur le Groupe, ce dernier a mis en œuvre une politique de gestion combinant assurance et gestion interne.

En matière d'assurance, le Groupe couvre :

- Le risque de contrepartie au moyen d'assurance-crédit souscrites auprès de diverses compagnies (activité travail temporaire essentiellement en France et en Espagne). De ce fait, dans la plupart des cas, toute relation commerciale est préalablement couverte par une garantie donnée au cas par cas par la compagnie. Les évolutions de ces garanties sont suivies quotidiennement et amènent dans certains cas à réévaluer la relation commerciale ;
- Le risque de responsabilité civile aéroportuaire par une police Responsabilité Civile aéronautique couvrant ce risque ;
- Les autres risques par des polices adaptées dont principalement : Dommages et pertes d'exploitation, Responsabilité civile exploitation, Responsabilité civile des dirigeants, Flotte automobile : valeur vénale.

Le coût global de ces polices pour l'ensemble des sociétés du Groupe s'élève pour l'exercice 2025 à 6,8M€ correspondant aux primes d'assurances versées.

En matière de prévention, le Groupe :

- Opte pour une politique de gestion stricte de façon à optimiser son cash-flow et réduire sa dette tout en maintenant une diversification de ses sources de financement,
- Développe une politique de prévention destinée à sensibiliser et former son personnel permanent, ses clients et ses intérimaires à la santé et sécurité sur les lieux de travail.

PROCÉDURES DE CONTRÔLE INTERNE MISES EN PLACE

Objectifs du contrôle interne

Le contrôle interne est défini dans le Groupe comme un dispositif mis en œuvre par la Direction et le personnel tendant à la réalisation des objectifs suivants :

- la fiabilité des informations comptables et financières communiquées ;
- la conformité des actes de gestion et de décision aux instructions et aux orientations définies par la Direction Générale ; leur conformité aux lois et réglementations en vigueur ;
- la protection des actifs et de la réputation du Groupe ;
- l'optimisation des activités opérationnelles.

En particulier, les procédures de contrôle interne mises en place par la société visent à assurer le contrôle des sociétés du Groupe et notamment la fiabilité des comptes consolidés de sorte que ceux-ci reflètent avec sincérité l'activité et la situation de la société et du Groupe.

Comme tout système de contrôle, le contrôle interne doit donner une assurance raisonnable quant à la réalisation de ces objectifs. Il ne peut cependant fournir une garantie absolue qu'ils seront atteints.

Organisation générale des procédures de contrôle interne - Environnement de contrôle

A - ORGANISATION

La Direction Générale définit les orientations du contrôle interne et supervise la mise en place de l'ensemble des éléments le composant. Elle s'assure de l'existence de mesures effectives de contrôle au sein des filiales du Groupe.

La direction financière est plus spécialement chargée de superviser les mesures propres à l'information comptable et financière.

Le contrôle interne du Groupe s'articule en fonction du choix de l'organisation du Groupe :

- Une organisation décentralisée en pôles d'activité, et, au sein du principal pôle d'activité français, en directions régionales, secteurs et agences, ce qui apporte au Groupe réactivité et proximité avec les clients et permet un meilleur développement sur ses marchés ;
- Une décentralisation qui est néanmoins encadrée par des règles de fonctionnement communes, par la mutualisation des services communs tels que la comptabilité, la trésorerie, le

juridique, le contentieux, la formation, les achats, l'informatique et la communication et par la mise en place de centres de gestion opérationnelle, distincts des agences et chargés de la gestion de la paie des intérimaires et de la facturation.

Cet encadrement, allié à la centralisation au siège social des principales décisions, notamment les investissements immobiliers, les prises à bail des nouveaux établissements, permet un contrôle plus efficace sur les postes significatifs ou à risque du Groupe.

Le personnel d'encadrement (Directeurs Généraux, Directeurs Régionaux, Responsables de Secteurs, Chefs d'agences) est garant de la bonne application des procédures de contrôle interne du Groupe au sein de leurs entités.

Leurs obligations sont clairement stipulées dans les délégations de pouvoirs qui sont définies par la Direction Générale et déclinées dans chaque filiale par le Directeur en charge du pôle d'activité correspondant.

B - POLITIQUES ET PROCÉDURES

Le contrôle interne est également réalisé au travers de la définition et de la mise en œuvre d'un ensemble de politiques et de procédures.

Les politiques sont proposées et définies par la Direction Générale et par les Directeurs présents dans l'équipe de direction du Groupe.

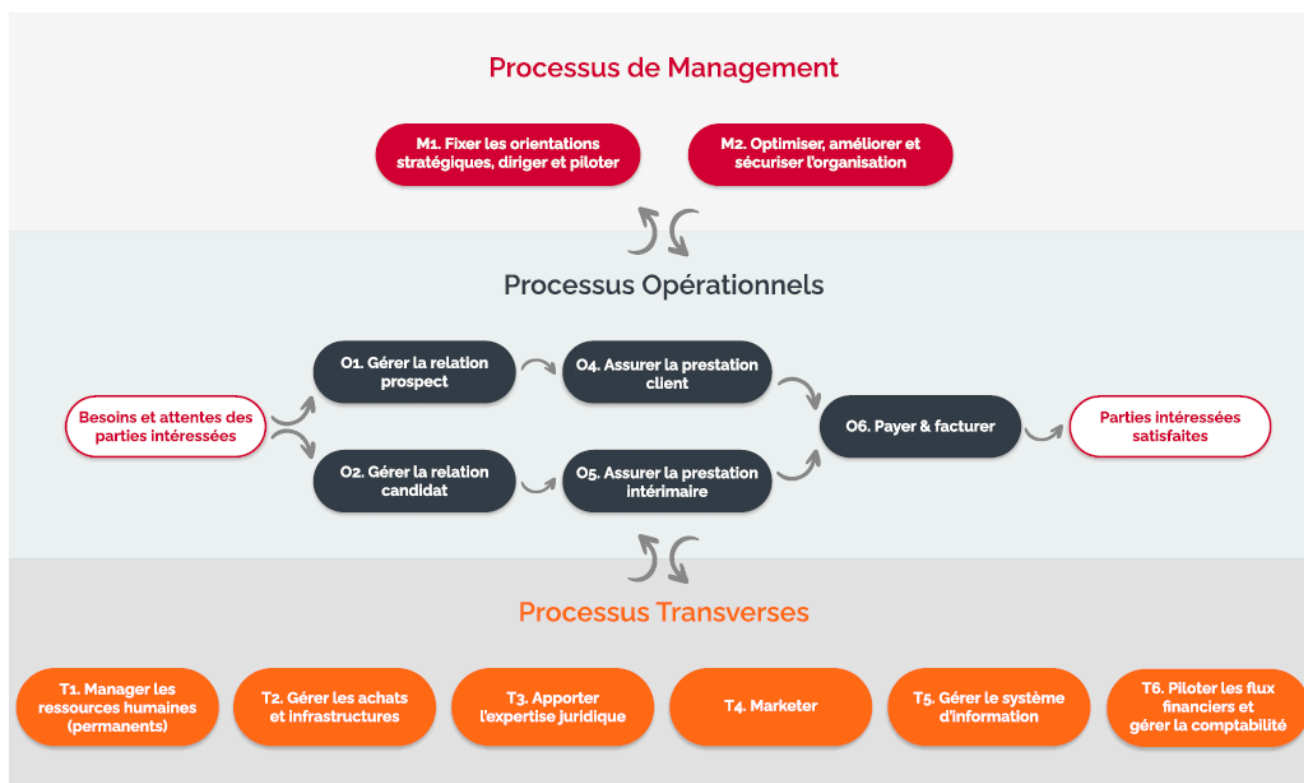
Elles sont validées par la Présidente Directrice Générale qui autorise par ailleurs les moyens liés à leur mise en œuvre.

Les directions opérationnelles sont responsables de leur diffusion (réunions d'information, notes internes, transcription dans les objectifs), de leur mise en application et du suivi des réalisations associées.

À titre d'exemple, le pôle travail temporaire et recrutement, a organisé ses processus selon la cartographie ci-dessous :



CARTOGRAPHIE DES PROCESSUS



Les processus et les procédures qui en découlent sont l'architecture de la démarche qualité du Groupe qui permet d'atteindre les objectifs du contrôle interne tels que décrits ci-dessus.

La mise en œuvre de cette démarche de contrôle interne, en conformité avec les procédures définies, fait l'objet d'audits périodiques par le service « performance et conformité ». Ces audits font l'objet d'une planification annuelle visant à permettre la revue de l'activité des agences en moyenne tous les deux ans.

Les procédures relatives aux processus opérationnels sont proposées par les Directeurs Généraux et par les Directeurs présents dans les équipes de direction opérationnelles du Groupe et des filiales. Ces procédures, propre à chaque activité du Groupe, sont décrites dans l'Intranet et les bases partagées des services concernés. Elles couvrent l'ensemble des processus et méthodes stratégiques ou à risque des métiers du Groupe et stipulent notamment les limites d'autorisation en matière d'engagements (concernant par exemple les achats, investissements, frais de déplacement).

Les résultats des audits qui font l'objet de rapports partagés avec les responsables opérationnels mentionnent des observations (faibles risques induits), des points de non-conformité éventuels (risques importants ou procédure non respectée) et des recommandations d'amélioration. Le responsable de l'entité ou du département audité s'engage à procéder aux corrections requises dans un délai donné. Le Responsable Régional « performance et conformité » vérifie leur mise en place effective. Le résultat des audits fait également l'objet d'un suivi au niveau national qui est d'autant plus important qu'il garantit la certification ISO 9001.

C – VEILLE TECHNIQUE ET LÉGALE

Le dispositif de contrôle interne est complété par une veille opérationnelle et juridique.

Le Groupe est doté de services fonctionnels centraux chargés de veiller au respect des législations en vigueur, d'identifier les risques auxquels le Groupe peut être confronté, d'apporter conseil et assistance aux services opérationnels notamment dans les domaines suivants :

- Juridique, législation sociale,
- Hygiène, sécurité et environnement,
- Comptable et fiscal,
- Assurance, Recouvrement.

S'agissant plus spécialement du travail temporaire et recrutement, des interlocuteurs régionaux complètent ce dispositif de support et de contrôle.

Procédures d'élaboration et traitement de l'information comptable et financière

Le contrôle interne relatif à l'information comptable et financière du Groupe s'organise autour des éléments suivants :

- L'organisation comptable du Groupe
- Le reporting comptable et de gestion
- Le référentiel et les méthodes comptables communs au sein du Groupe

A – ORGANISATION COMPTABLE DU GROUPE

L'information comptable et financière et son contrôle sont structurés de manière cohérente avec l'organisation opérationnelle du Groupe. L'information comptable et financière de chacune des sociétés du Groupe est produite par une équipe dédiée, décentralisée ou basée au siège du Groupe.

S'agissant du pôle Travail temporaire et recrutement en France, un département comptable est responsable de la production des comptes des sociétés du pôle, la préparation et le traitement des informations et transactions comptables de base étant effectués dans les centres administratifs régionaux.

Pour tous les pôles d'activité, les agences ou sites d'exploitation sont dotés des logiciels de gestion nécessaires à l'exploitation et à la production des services qu'ils assurent.

Quels que soient les logiciels, toutes les interfaces permettant l'intégration automatique des données générées et saisies par les opérationnels vers les logiciels comptables ont été développées afin d'optimiser et de fiabiliser le transfert en comptabilité.

Ainsi, au sein du pôle Travail temporaire et recrutement, les informations relatives aux factures clients et aux paies des collaborateurs intérimaires sont saisies en agence et traitées dans les centres de gestion opérationnels avant d'être interfacées vers le logiciel de gestion comptable hébergé sur un serveur unique, ces transferts étant assortis des procédures de contrôle nécessaires.

Le personnel a en outre accès à toutes informations relatives à l'organisation, aux procédures internes, aux dispositions légales et réglementaires applicables, disponibles sur le réseau intranet du Groupe, permettant ainsi la diffusion immédiate des informations à l'ensemble des départements et agences.

Des formations spécialement adaptées aux besoins des sociétés du Groupe sont dispensées par deux filiales, RHF (Ressources Humaines Formation) et l'IFMA (Institut de Formation aux Métiers de l'Aérien), organismes de formation agréés par la Direction Régionale de la Formation Professionnelle.

La veille fiscale ainsi que le suivi de l'évolution de la réglementation comptable sont assurés par la direction financière du Groupe en lien avec ses conseils spécialisés.

Le contrôle des données à l'origine de l'information comptable est assuré par l'application des règles décrites dans les procédures opérationnelles mentionnées au §B ci-dessus et par le contrôle exercé par la direction comptable au moyen de verrous informatiques sur les paramètres clés de l'activité et de contrôles mensuels effectués sur la base d'états de contrôle portant sur les risques clés de l'activité. Sous l'autorité de la direction financière, les directions comptables des pôles d'activités et le service de consolidation du Groupe assument les missions essentielles de mise en cohérence des données financières, notamment :

- Le contrôle transactionnel par :
 - La conception, la mise en place des méthodes, procédures et référentiels comptables et de gestion du Groupe, en accord avec la Direction Générale,
 - Le contrôle des différentes entités du Groupe, la vérification de l'application des principes comptables communs au Groupe,
 - L'identification et la réalisation des évolutions nécessaires des systèmes d'informations comptables et de gestion du Groupe.
- La production et la revue d'états de synthèse pertinents pour chaque niveau opérationnel :
- Pour la Direction Générale : production des reportings mensuels, des comptes consolidés et de leur détail par secteur d'activité et société ainsi que des documents de communication financière.
- Pour la direction des opérations : production du reporting mensuel de gestion détaillé jusqu'au niveau de chaque centre de profit

B – REPORTING COMPTABLE ET DE GESTION

Le reporting mensuel est une composante majeure du dispositif de contrôle et d'information financière. Il constitue l'outil privilégié de suivi, contrôle et pilotage de la Direction Générale du Groupe.

Le reporting du Groupe est produit mensuellement sous forme d'états financiers consolidés qui sont analysés par pôle d'activité et par branche à l'intérieur des pôles. Au sein des branches, les états financiers sont déclinés par centre de profits et centres de coûts de façon à ce que chaque responsable opérationnel dispose, à son niveau de responsabilité, des indicateurs clés de son activité.

C - RÉFÉRENTIEL ET MÉTHODES COMPTABLES

Le processus d'élaboration des comptes consolidés s'appuie sur :

- Un référentiel et des méthodes comptables
- La normalisation des formats de restitution
- L'utilisation d'un outil de reporting commun des liasses fiscales
- L'utilisation d'un logiciel de consolidation.

L'établissement des liasses fiscales est placé sous la responsabilité des équipes comptables de chaque filiale. Le service de comptabilité de la holding en assure un contrôle individuel et exhaustif avant de procéder à la consolidation des données.

Le rapprochement des informations comptables et des données prévisionnelles, associé à leur analyse mensuelle à chaque niveau de l'organisation (Direction Générale, Direction financière, Direction des pôles, Directions régionales, secteurs, agences), contribue à la qualité et à la fiabilité des informations produites. Il permet par ailleurs de prendre les mesures correctives nécessaires à la poursuite des objectifs du Groupe.

Les agences de travail temporaire analysent également leurs performances grâce aux statistiques et indicateurs disponibles à partir du logiciel de gestion d'agence.

Consciente des enjeux liés au contrôle interne et de son importance pour le bon développement du Groupe, la Direction Générale apporte tout son soutien aux démarches d'amélioration du contrôle interne et à son adaptation aux exigences imposées par l'évolution des législations et de l'environnement économique. Dans ce cadre, soucieuse de l'efficacité du dispositif mis en place au sein du Groupe, la Direction Générale s'attache à renforcer de façon permanente les contrôles en vigueur et ce, notamment par le biais de son système d'information agences, opérationnel sur l'ensemble du réseau travail temporaire français depuis 2006 et régulièrement mis à jour. Ce système d'information fait l'objet d'un processus d'amélioration continue, notamment en termes de contrôles.

C

1

2

3

4

5

6

7



Chapitre 3

Comptes annuels et rapports des commissaires aux comptes

3.1	Comptes consolidés	60	3.2	Comptes sociaux au 31 décembre 2025	106
3.1.1	Compte de résultat consolidé	60			
3.1.2	Etat du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	60			
3.1.3	Bilan consolidé	61			
3.1.4	Tableau de variation des capitaux propres consolidés	62			
3.1.5	Tableau des flux de trésorerie consolidés	63			
3.1.6	Sommaire	64			

3.1. Comptes consolidés

3.1.1. Compte de résultat consolidé

En milliers d'euros	Notes	31.12.2025	31.12.2024
CHIFFRE D'AFFAIRES	3.1 & 3.3	3 372 048	3 124 015
Achats consommés		(37 374)	(37 869)
Charges de personnel et assimilées	3.4	(2 961 003)	(2 726 577)
Autres achats et charges externes	3.5	(228 775)	(204 106)
Dotations nettes aux amortissements	4.1.2	(56 064)	(50 435)
Dotations nettes aux provisions		(3 451)	(5 276)
Autres produits d'exploitation		4 906	1 159
Autres charges d'exploitation		(1 098)	(2 284)
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT	3.2 & 3.3.2	89 190	98 627
Autres charges opérationnelles	3.7	(26 128)	(1 993)
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL		63 062	96 634
Quote-part de résultat net de sociétés MEE prolongeant l'activité du groupe	4.1.4	3 920	737
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL APRÈS QUOTE-PART DE RÉSULTAT NET DES SOCIÉTÉS MEE		66 982	97 370
Produits de trésorerie & équivalents de trésorerie		10 893	16 567
Coût de l'endettement financier brut		(6 693)	(6 994)
COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET		4 200	9 573
Autres produits & charges financières		(6 644)	2 015
RÉSULTAT FINANCIER	3.8	(2 444)	11 588
RÉSULTAT AVANT IMPÔT		64 538	108 958
Charge d'impôt sur le résultat	3.9	(30 138)	(33 538)
RÉSULTAT NET		34 400	75 420
- attribuable aux propriétaires de la société mère		31 161	73 011
- attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		3 239	2 408
Résultat par action des propriétaires de la société (en euros)			
De base et dilué	4.3.2	2,96	6,90

3.1.2. Etat du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

En milliers d'euros	31.12.2025	31.12.2024
RÉSULTAT NET	34 400	75 420
Autres éléments recyclables en résultat	(9 182)	7 115
Ecart de conversion	(9 119)	4 731
Juste valeur des instruments financiers	(74)	2 344
Impôt différé sur juste valeur des instruments financiers	12	40
Autres éléments non recyclables en résultat	918	(1 312)
Ecart actuariel sur engagements de retraites	1 224	(1 751)
Impôt différé sur écarts actuariels	(306)	439
TOTAL DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	(8 264)	5 803
RÉSULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	26 136	81 223
- attribuable aux propriétaires de la société mère	22 957	78 842
- attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	3 179	2 381

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

3.1.3. Bilan consolidé

ACTI (en milliers d'euros)	Notes	31.12.2025	31.12.2024
Goodwill		235 285	268 052
Autres immobilisations incorporelles		102 607	109 641
Total des immobilisations incorporelles	4.1.1	337 892	377 693
Immobilisations corporelles	4.1.2	181 819	177 274
Actifs financiers	4.1.3	37 272	45 241
Participations dans les entreprises associées	4.1.4	9 612	6 215
Impôts différés actif	3.9.3	2 438	1 107
ACTIFS NON COURANTS		569 033	607 530
Stocks		3 319	3 377
Créances clients	4.2.1 & 4.5.1	640 847	645 179
Autres créances	4.2.2 & 4.5.1	74 788	63 192
Actifs d'impôts exigibles	4.5.1	4 250	3 773
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4.4.3 & 4.5.1	296 496	335 101
ACTIFS COURANTS		1 019 701	1 050 621
TOTAL ACTIF		1 588 734	1 658 151
PASSIF (en milliers d'euros)	Notes	31.12.2025	31.12.2024
Capital	4.3.1	4 050	4 050
Primes & réserves		697 765	738 359
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère		701 815	742 409
Capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	4.3.4	11 764	9 538
CAPITAUX PROPRES		713 579	751 947
Engagements de retraites	3.4.2	26 925	26 576
Emprunts partie non courante	4.4 & 4.5.2	88 298	95 017
Impôts différés passif	3.9.3	2 957	4 673
PASSIFS NON COURANTS		118 181	126 266
Emprunts partie courante	4.4 & 4.5.2	77 100	88 370
Découverts bancaires et assimilés	4.4 & 4.5.2	27 593	40 355
Provisions pour autres passifs	4.6	19 859	23 255
Dettes fournisseurs	4.5.2	61 761	62 597
Dettes fiscales et sociales	4.2.3 & 4.5.2	517 954	510 269
Dettes d'impôts exigibles	4.5.2	3 712	3 416
Autres dettes	4.2.4 & 4.5.2	48 994	51 676
PASSIFS COURANTS		756 974	779 938
TOTAL PASSIF		1 588 734	1 658 151

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés

3.1.4. Tableau de variation des capitaux propres consolidés

<i>En milliers d'euros</i>	Capital	Titres auto-détenus	Autres réserves et résultats consolidés	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère	Capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres
2024							
Capitaux propres au 01.01.2024	4 050	(2 109)	752 650	(818)	753 773	7 736	761 509
Résultat net de l'exercice	0	0	73 011	0	73 011	2 408	75 420
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	(0)	0	0	5 831	5 831	(28)	5 803
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	(0)	0	73 011	5 831	78 842	2 381	81 223
Dividendes distribués	0	0	(10 538)	0	(10 538)	(289)	(10 827)
Opérations sur titres auto-détenus	0	(39 589)	0	0	(39 589)	0	(39 589)
Autres mouvements	(0)	0	(40 079)	0	(40 079)	(290)	(40 369)
Transactions avec les actionnaires	(0)	(39 589)	(50 617)	0	(90 206)	(578)	(90 785)
CAPITAUX PROPRES AU 31.12.2024	4 050	(41 699)	775 044	5 013	742 409	9 538	751 947
2025							
Capitaux propres au 01.01.2025	4 050	(41 699)	775 044	5 013	742 409	9 538	751 947
Résultat net de l'exercice	0	0	31 161	0	31 161	3 239	34 400
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	(0)	0	(0)	(8 204)	(8 204)	(60)	(8 264)
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	(0)	0	31 161	(8 204)	22 957	3 179	26 136
Dividendes distribués	0	0	(63 222)	0	(63 222)	(949)	(64 172)
Opérations sur titres auto-détenus	0	(333)	0	0	(333)	0	(333)
Autres mouvements	0	0	5	0	5	(4)	1
Transactions avec les actionnaires	0	(333)	(63 218)	0	(63 550)	(953)	(64 504)
CAPITAUX PROPRES AU 31.12.2025	4 050	(42 031)	742 988	(3 191)	701 815	11 764	713 579

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

3.1.5. Tableau des flux de trésorerie consolidés

En milliers d'euros

	Notes	31.12.2025	31.12.2024
Résultat net de l'exercice		34 400	75 420
Elimination des charges sans effet de trésorerie			
Quote-part dans le résultat des entreprises associées		(3 920)	(737)
Amortissements et dépréciation des immobilisations incorporelles et corporelles ⁽¹⁾	4.1.2	82 272	50 435
Variation des provisions		(1 765)	640
Autres éléments sans incidence sur la trésorerie		2 026	(187)
Elimination des résultats de cession d'actifs		(2 098)	(90)
Coût de l'endettement financier net	3.8	(4 200)	(9 573)
Charge d'impôt (y compris impôts différés)	3.9	30 138	33 538
CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT AVANT COÛT DE L'ENDETTEMENT NET ET IMPÔT (A)		136 855	149 447
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité (B)	4.2	(6 020)	3 641
Impôts versés (C)		(33 635)	(34 383)
FLUX DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉS PAR L'ACTIVITÉ (A+B+C)		97 200	118 705
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	4.1.1	(4 944)	(5 763)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	4.1.2	(19 766)	(17 300)
Regroupement d'entreprise net de la trésorerie acquise		0	(163 703)
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles		2 375	342
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations incorporelles		28	0
Autres flux liés aux opérations d'investissements ⁽²⁾	4.1.3	8 357	23 839
FLUX LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENTS		(13 951)	(162 585)
Dividendes versés		(64 112)	(10 605)
Achat - revente d'actions propres		(333)	(39 589)
Incidence des acquisitions d'intérêts minoritaires (sans prise/perte de contrôle)		0	(60 169)
Remboursement d'emprunts	4.4.1	(55 242)	(52 276)
Emission d'emprunts	4.4.1	6 826	25 324
Intérêts financiers versés		4 195	9 559
FLUX LIÉS AUX OPÉRATIONS FINANCIÈRES		(108 665)	(127 757)
Incidence de la variation des taux de change		(428)	108
VARIATION DE TRÉSORERIE		(25 845)	(171 528)
Trésorerie, équivalents de trésorerie et découverts bancaires à l'ouverture		294 746	466 275
Variation de trésorerie		(25 845)	(171 528)
TRÉSORERIE, ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET DÉCOUVERTS BANCAIRES À LA CLÔTURE		268 903	294 746
Au bilan			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		296 496	335 101
Découverts bancaires		(27 593)	(40 355)
TRÉSORERIE NETTE		268 903	294 746
Variation des éléments financiers non courant avec impact trésorerie hors impact périmètre		7 943	23 839
Dividendes versés des sociétés MEE		414	
Total		8 357	23 839

(1) y compris dépréciation du goodwill Travail temporaire États-Unis 26,1 M€ (cf. note 2.2)

(2) concerne principalement les cessions nettes de comptes à terme (note 4.1.3)

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

3.1.6. Sommaire

1 Principes et méthodes comptables	65	4 Bilan	75
1.1 Principes généraux et déclaration de conformité	65	4.1 Actifs non courants	75
1.2 Changements de normes et d'interprétations	65	4.1.1 Immobilisations incorporelles	75
1.2.1 Normes IFRS, amendements ou interprétations applicables en 2025	65	4.1.2 Immobilisations corporelles	79
1.2.2 Normes IFRS, amendements ou interprétations applicables après 2025 et non anticipés par le Groupe	65	4.1.3 Actifs financiers non courants	81
1.3 Base de préparation des comptes consolidés	65	4.1.4 Participations dans les entreprises associées	82
2 Faits marquants de l'exercice	66	4.2 Besoin en fonds de roulement	83
2.1 Changements des secteurs opérationnels	66	4.2.1 Créances clients	83
2.2 Dépréciation du goodwill de l'UGT Travail Temporaire Etats-Unis	66	4.2.2 Autres créances	85
2.3 Incertitudes géopolitiques	66	4.2.3 Dettes fiscales et sociales	85
3 Résultat	67	4.2.4 Autres dettes	85
3.1 Chiffre d'affaires	67	4.3 Capitaux propres et périmètre de consolidation	86
3.1.1 Reconnaissance du chiffre d'affaires	67	4.3.1 Capital et auto-détention	86
3.1.2 Informations sur les obligations de prestations restant à fournir	67	4.3.2 Résultat par action	86
3.2 Indicateurs alternatifs de performance	67	4.3.3 Dividende par action	86
3.3 Information sectorielle et géographique	68	4.3.4 Informations sur les intérêts des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	86
3.3.1 Définition des secteurs opérationnels	68	4.4 Endettement financier	87
3.3.2 Information par secteurs opérationnels	68	4.4.1 Endettement financier net	87
3.3.3 Information par zones géographiques	68	4.4.2 Endettement financier brut	89
3.4 Charges de personnel	69	4.4.3 Trésorerie et équivalents de trésorerie	92
3.4.1 Effectifs moyens	69	4.5 Information complémentaire sur les instruments financiers	93
3.4.2 Avantages liés au personnel	69	4.5.1 Catégories d'actifs financiers	93
3.4.3 Autres avantages au personnel	70	4.5.2 Catégories de passifs financiers	93
3.5 Autres achats et charges externes	71	4.6 Provisions pour autres passifs	94
3.6 Impacts de l'application d'IFRS 16 sur le résultat et les flux de trésorerie	71	5 Engagements hors bilan	95
3.7 Autres produits et charges opérationnelles	72	5.1 Engagements hors bilan liés au financement de la société	95
3.8 Résultat financier	72	5.1.1 Engagements donnés	95
3.9 Impôt sur le résultat	72	5.1.2 Engagements reçus	95
3.9.1 Charge d'impôt nette	72	5.2 Engagements hors bilan liés aux activités opérationnelles de la société	95
3.9.2 Preuve d'impôt	73	5.2.1 Engagements donnés	95
3.9.3 Impôts différés par nature	74	5.2.2 Engagements reçus	96
3.9.4 Charge d'impôt Pilier 2	74	6 Autres informations	97
		6.1 Informations sur les parties liées	97
		6.1.1 Rémunérations des mandataires sociaux	97
		6.1.2 Autres parties liées	97
		6.2 Honoraires des commissaires aux comptes	98
		6.3 Événements post-clôture	98
		6.4 Périmètre de consolidation	99

Groupe CRIT (« La Société ») est une société anonyme de droit français cotée au compartiment C Euronext à Paris. Son siège social est situé à Paris 17ème, 6 Rue Toulouse Lautrec.

Le Groupe exerce deux activités distinctes :

- Le Travail temporaire, activité de conseil en ressources humaines et cœur de métier historique du Groupe,
- L'Aéroportuaire, prestations effectuées dans un environnement aéroportuaire relatives aux passagers, aux avions et au fret.

Le Groupe CRIT n'est détenu par aucune société mère publiant des comptes IFRS disponibles pour le public.

Les états financiers consolidés au 31 décembre 2025 ont été arrêtés par le Conseil d'Administration en sa séance du 24 mars 2026. Ces comptes ne seront définitifs qu'après leur approbation par l'Assemblée générale des actionnaires.

1. Principes et méthodes comptables

1.1. Principes généraux et déclaration de conformité

En application du règlement délégué (UE) n° 2019/980 de la Commission européenne du 14 mars 2019, les informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats du Groupe sont fournies pour les deux derniers exercices 2024 et 2025 et sont établies conformément au règlement (CE) n°1606/2002 du 19 juillet 2002 sur l'application des normes comptables internationales IFRS. Au 31 décembre 2025, les états financiers consolidés annuels du Groupe sont conformes aux IFRS publiées par l'IASB et adoptées par l'Union européenne ⁽¹⁾.

Les principes comptables retenus pour l'élaboration des états financiers au 31 décembre 2025 sont conformes à ceux retenus pour les états financiers au 31 décembre 2024 à l'exception des évolutions normatives reprises ci-dessous.

1.2. Changements de normes et d'interprétations

1.2.1. Normes IFRS, amendements ou interprétations applicables en 2025

- IAS 21 Absence de convertibilité

Cet amendement n'a pas d'impact significatif sur les états financiers consolidés du Groupe.

1.2.2. Normes IFRS, amendements ou interprétations applicables après 2025 et non anticipés par le Groupe

Amendement à IAS 21 : Effets des variations des taux de change : Conversion en monnaie de présentation en contexte d'hyperinflation

- Amendements IFRS 9 et IFRS 7 : Contrats d'achat d'électricité renouvelable
- Amendements IFRS 9 et IFRS 7 : Modifications apportées au classement et à l'évaluation des instruments financiers
- Améliorations annuelles des normes comptables IFRS – Volume 11
- IFRS 18 Présentation et informations à fournir dans les états financiers.

La norme IFRS 18 sera applicable à tous les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2027 avec une application rétrospective. L'analyse des impacts de cette nouvelle norme sur les indicateurs de performance, la présentation des états financiers consolidés et les systèmes d'information comptable du Groupe est en cours.

Les analyses des incidences de l'application des autres normes et amendements sont en cours mais le Groupe ne s'attend pas à des impacts significatifs et n'appliquera pas ces amendements par anticipation.

1.3. Base de préparation des comptes consolidés

Les états financiers consolidés du Groupe sont présentés en euros et préparés selon la convention du coût historique, à l'exception des instruments financiers qui sont comptabilisés conformément au traitement des différentes catégories d'actifs et de passifs financiers définis par la norme IFRS 9.

L'établissement des comptes consolidés conformément au référentiel IFRS nécessite la prise en compte par la Direction, d'un certain nombre d'estimations et d'hypothèses qui peuvent avoir un impact sur la valeur de certains éléments du bilan ou du compte de résultat ainsi que sur les informations données dans les notes annexes.

Ces estimations, hypothèses et appréciations sont établies sur la base des conditions existantes à la date d'arrêt des comptes et peuvent se révéler postérieurement différentes de la réalité.

Les estimations comptables et les jugements les plus significatifs concernent les domaines suivants :

- la valorisation des engagements sociaux (note 3.4.2),

- la valorisation des actifs incorporels et la dépréciation d'actifs non financiers (note 4.1.1),
- l'évaluation des droits d'utilisation selon IFRS 16 (note 4.1.2),
- l'évaluation des provisions pour autres passifs consistant à estimer les dépenses nécessaires à l'extinction de l'obligation (note 4.6),
- la détermination des impôts différés et en particulier l'appréciation du caractère recouvrable des impôts différés actifs.

L'analyse des facteurs de risques ne révèle pas de risques climatiques significatifs pour le Groupe. Dans l'activité de Travail temporaire (86,7% de l'activité du Groupe), avec un réseau maillant un territoire et une base de clients représentative de l'économie de ce territoire dans son ensemble, l'impact du changement climatique sur le Groupe n'intervient que de façon indirecte à travers l'impact qu'il a sur ses clients. De ce fait, la diversification territoriale et géographique de ses activités lui permet de diluer l'impact du changement climatique.

(1) Référentiel disponible sur le site internet de la Commission européenne <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX:02002R1606-20080410>

2. Faits marquants de l'exercice

2.1. Changements des secteurs opérationnels

À la suite de l'acquisition d'OPENJOBMETIS, le management du Groupe a souhaité faire évoluer l'organisation de son reporting et faciliter la lecture de son information sectorielle. Le suivi de l'activité et le reporting interne sont désormais structurés autour de deux secteurs d'activité distincts :

- L'activité « Travail temporaire », activité de conseil en ressources humaines et cœur de métier historique du Groupe, inclut le recrutement ainsi que désormais les autres activités de délégation de personnel qualifié (conseil en ingénierie, maintenance industrielle, formation...).
- L'activité « Aéroportuaire » inclut les prestations effectuées dans un environnement aéroportuaire relatives aux passagers, aux avions, et au fret.

Ces deux secteurs correspondent aux secteurs revus par le principal décideur opérationnel. Aucun regroupement n'a été effectué.

La répartition des goodwill par secteurs n'est pas affectée par ce changement.

Les indicateurs de performance n'ont pas été modifiés (chiffre d'affaires, EBITDA, endettement financier net...).

2.2. Dépréciation du goodwill de l'UGT Travail Temporaire Etats-Unis

Aux Etats-Unis, avec une population active en hausse régulière depuis la fin du Covid, le recours au travail temporaire aux Etats-Unis, après une période de forte hausse, a connu un repli assez significatif : le taux de recours (défini comme le ratio ETP TT/ Population active) qui s'établissait à 1,95% au 4^{ème} trimestre 2019 est passé à 2,05% au 2^{ème} semestre 2022 pour revenir au 4^{ème} trimestre 2025 à un niveau de 1,55% soit une baisse d'un quart.

Les activités américaines du Groupe ont logiquement souffert de cette tendance tout en limitant la baisse de leur chiffre d'affaires à 14% depuis 2022 dans un marché en baisse de 26% (données SIA – Staffing Industry Analysis).

Dans un tel contexte, après trois années de performance décevante et tout en restant confiant dans le potentiel de rebond du marché US, le Groupe a pris la décision d'appliquer une politique de prudence sur ses hypothèses de croissance et de rentabilité, et a ainsi comptabilisé une dépréciation de 26,1 M€ du goodwill Travail temporaire Etats-Unis.

2.3. Incertitudes géopolitiques

Si les développements géopolitiques en Europe de l'Est et au Proche-Orient n'ont pas d'impact direct sur les activités du Groupe, celui-ci n'y étant pas implanté, les répercussions de ces conflits sont importantes au travers de l'évolution de l'inflation, des taux d'intérêt et du coût des matières premières et de l'énergie.

Sur l'activité de Travail temporaire, celle-ci étant représentative de l'économie française dans son ensemble et lui étant intimement corrélée, l'impact des événements géopolitiques est comparable à son impact sur l'ensemble de l'économie française modulo le risque propre à l'activité.

Sur l'activité aéroportuaire, l'impact est principalement lié à l'élasticité prix de la demande sur les longs courriers dont le coût est fortement impacté par le déroutement des avions et le renchérissement du kérosène.

Le Groupe reste vigilant sur l'évolution du contexte géopolitique, macroéconomique ainsi que sur les discussions en cours relatives aux évolutions potentielles des droits de douane sans toutefois être en mesure d'évaluer précisément les conséquences à moyen terme de ces instabilités régionales et de ces incertitudes politiques sur ses activités.

3. Résultat

3.1. Chiffre d'affaires

3.1.1. Reconnaissance du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est reconnu en continu lorsque le Groupe remplit son obligation de performance, ce qui correspond au moment où le service est rendu au client, pour un montant qui reflète la contrepartie attendue en échange du service rendu. Le chiffre d'affaires est reconnu net de taxes.

Le Travail temporaire représente la majorité de l'activité du Groupe CRIT. Concernant cette activité, les contrats conclus avec les clients sont peu complexes et ne comprennent qu'une seule obligation de performance qui est le service de mise à disposition temporaire d'un salarié.

Il en va de même pour l'activité Aéroportuaire dont les contrats comprennent une seule obligation de performance qui consiste à délivrer un service d'assistance aux passagers et/ou d'assistance aux aéronefs au sol.

3.1.2. Informations sur les obligations de prestations restant à fournir

Le Groupe CRIT ne fournit pas cette information car il applique la mesure de simplification prévue par la norme. En effet, les deux activités principales du Groupe (mise à disposition de personnel intérimaire et services aéroportuaires) remplissent l'une des deux conditions prévues, à savoir :

- l'obligation de prestation est relative à un contrat dont la durée initiale attendue ne dépasse pas un an,
- le chiffre d'affaires est comptabilisé à hauteur des prestations rendues.

Pour les autres activités du Groupe notamment d'ingénierie, les montants sont non significatifs.

3.2. Indicateurs alternatifs de performance

Dans le cadre de son reporting interne et de sa communication financière, le Groupe utilise comme indicateurs financiers non définis par les normes IFRS :

- l'EBITDA qui correspond au résultat opérationnel courant avant prise en compte des dotations nettes aux amortissements,
- la croissance organique du chiffre d'affaires qui représente la croissance à taux de change et périmètre constants.

L'impact de change est calculé en appliquant aux chiffres d'affaires en devises de l'année courante les taux de conversion de l'année antérieure.

Les impacts de périmètre sont calculés en retraçant le chiffre d'affaires :

- d'une part de la contribution des entités acquises dans l'année et de celle des entités acquises l'exercice précédent jusqu'à la date anniversaire de l'acquisition,
- d'autre part, pour les entités cédées dans l'année, de la contribution de chiffre d'affaires des mois de l'exercice antérieur pour lesquels les entités ne sont plus consolidées en N et pour les entités cédées en N-1 de la contribution de chiffre d'affaires de l'exercice antérieur jusqu'à la date de cession,
- la croissance organique CJO (corrigée des jours ouvrés) du chiffre d'affaires qui correspond à la croissance organique à nombre de jours ouvrés constants,
- l'endettement financier net dont la définition est donnée en note 4.4.1.

A côté du résultat opérationnel, qui représente l'ensemble des produits et des charges ne résultant pas des activités de financement, des entreprises associées et de l'impôt sur le résultat, le Groupe présente :

- un résultat opérationnel courant qui correspond au résultat opérationnel avant prise en compte des éléments non récurrents,
- après le résultat opérationnel, la quote-part de résultat net des sociétés mises en équivalence (MEE) qui ont une nature opérationnelle dans le prolongement de l'activité du Groupe,
- et un résultat opérationnel après quote-part de résultat net des entreprises MEE.

3.3. Information sectorielle et géographique

3.3.1. Définition des secteurs opérationnels

Le Groupe CRIT intervient dans deux métiers :

- Le Travail temporaire, activité de conseil en ressources humaines et cœur de métier historique du Groupe, qui inclut le recrutement et les autres activités de délégation de personnel qualifié (conseil en ingénierie, maintenance industrielle, formation...),
- L'Assistance « Aéroportuaire » inclut les prestations effectuées dans un environnement aéroportuaire relatives aux passagers, aux avions et au fret.

Ces différents types de prestations de services aux entreprises ont chacun leur marché et type de clientèle, leur méthode de distribution et leur environnement règlementaire. Ils constituent la base de l'organisation du reporting interne.

Le principal décideur opérationnel est la Présidente Directrice Générale de Groupe Crit assistée d'une part des directeurs des fonctions centrales du Groupe et d'autre part des directeurs des secteurs concernés. Elle évalue la performance des secteurs opérationnels et leur alloue les ressources nécessaires en fonction des besoins et des indicateurs de performance (chiffre d'affaires, EBITDA...).

Sur ces bases, les secteurs opérationnels suivis par le management sont les suivants :

- Le Travail Temporaire
- L' Aéroportuaire.

3.3.2. Information par secteurs opérationnels

L'analyse sectorielle du chiffre d'affaires, de l'EBITDA, des dotations aux amortissements et du résultat opérationnel courant est présentée telle qu'elle est suivie par le principal décideur opérationnel.

Les actifs et passifs non affectés correspondent aux actifs et passifs relatifs au financement et à l'impôt sur le résultat.

En milliers d'euros	Travail temporaire	Assistance aéroportuaire	Inter-secteurs	Non affecté	Total
Chiffre d'affaires					
31.12.2025	2 924 282	462 729	(14 962)		3 372 048
31.12.2024	2 692 022	444 875	(12 882)		3 124 015
EBITDA					
31.12.2025	105 521	39 733	0		145 254
31.12.2024	107 648	41 414	0		149 062
Dotations aux amortissements					
31.12.2025	(35 460)	(20 605)	0		(56 064)
31.12.2024	(30 971)	(19 464)	0		(50 435)
Résultat opérationnel courant					
31.12.2025	70 062	19 128	0		89 190
31.12.2024	76 677	21 950	0		98 627
Quote-part de résultat net de sociétés MEE prolongeant l'activité du Groupe					
31.12.2025	78	3 842	0		3 920
31.12.2024	181	555	0		737
Données bilancielles					
Actifs au 31.12.2025	1 088 617	196 932		303 544	1 589 093
dont Créances clients nettes	569 978	70 869			640 847
Passifs au 31.12.2025	557 885	117 625		200 004	875 514
Actifs au 31.12.2024	1 137 067	181 103		339 981	1 658 151
dont Créances clients nettes	578 883	66 295			645 179
Passifs au 31.12.2024	560 789	113 584		231 831	906 204

3.3.3. Information par zones géographiques

En milliers d'euros	France	Italie	Etats-Unis	Royaume-Uni	Espagne/ Portugal	Suisse	Afrique	Autres	Total
Chiffre d'affaires									
31.12.2025	1 854 778	826 466	214 727	77 702	154 541	140 271	72 989	30 574	3 372 048
31.12.2024	1 890 716	559 167	231 442	73 666	141 377	130 134	67 665	29 848	3 124 015
Actifs non courants									
31.12.2025	267 680	206 681	48 487	7 009	2 662	12 919	14 866	8 729	569 033
31.12.2024	265 916	208 689	84 168	6 894	2 480	19 203	10 839	9 341	607 530

3.4. Charges de personnel

Les charges de personnel sont constituées des éléments suivants :

En milliers d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Salaires et traitements	(2 269 678)	(2 113 211)
Charges sociales et fiscales	(691 325)	(613 367)
TOTAL	(2 961 003)	(2 726 577)

3.4.1. Effectifs moyens

La répartition par métier de l'effectif moyen du Groupe pour les sociétés intégrées globalement à la clôture est la suivante :

Effectif moyen du Groupe	31.12.2025	31.12.2024
Salariés permanents		
Travail temporaire	5 811	5 582
Aéroportuaire	5 944	5 862
TOTAL	11 755	11 444
Salariés intérimaires détachés en mission par le Groupe	64 413	62 106
TOTAL GENERAL	76 168	73 550

La moyenne de l'effectif permanent (Contrats à durée indéterminée et déterminée) correspond à la moyenne arithmétique des effectifs à la fin de chaque mois de l'année civile.

Les effectifs intérimaires sont fournis en « Equivalents temps plein ».

3.4.2. Avantages liés au personnel

Différents régimes de retraites à cotisations définies et à prestations définies sont accordés aux salariés du Groupe.

RÉGIMES À COTISATIONS DÉFINIES

Les régimes à cotisations définies sont caractérisés par des versements libérant l'employeur de toute obligation ultérieure à des organismes indépendants. Ces derniers se chargent de verser au salarié les montants qui lui sont dus. Ils sont déterminés à partir des cotisations versées majorées du rendement de leur placement. Les paiements effectués par le Groupe sont constatés dans le compte de résultat en charge de la période à laquelle ils se rapportent. Aucune obligation supplémentaire n'existe et aucun passif ne figure dans les comptes du Groupe.

Le montant versé au titre des régimes à cotisations définies (part patronale) s'élève pour l'ensemble des salariés (permanents et intérimaires) sur l'exercice 2025 à 370,8 M€ (dont 182,6 M€ pour les filiales italiennes) contre 306,9 M€ (dont 116,9 M€ pour les filiales italiennes) en 2024.

RÉGIMES À PRESTATIONS DÉFINIES

Ces derniers concernent exclusivement les indemnités de départ à la retraite et des médailles du travail prévues par les conventions collectives et les accords d'entreprise en France et en Afrique dans l'Aéroportuaire, aucun autre avantage social à long terme ou postérieur à l'emploi n'ayant été octroyé aux salariés.

L'engagement lié à ces régimes fait l'objet d'une évaluation annuelle par un actuaire indépendant selon la méthode des unités de crédit projetées. Selon cette méthode, chaque période d'emploi confère une unité supplémentaire de droits à prestations, et chacune de ces unités est évaluée séparément pour obtenir l'obligation finale. Ces estimations tiennent compte notamment d'hypothèses d'espérance de vie, de rotation des effectifs, d'évolution des salaires et d'une actualisation des sommes à verser.

Les principales hypothèses actuarielles retenues en 2025 pour évaluer la valeur totale de l'engagement au titre des indemnités de fin de carrière sont les suivantes :

- départ volontaire à l'initiative du salarié dès l'atteinte du taux plein de la Sécurité Sociale

- âge de départ à la retraite fixé individu par individu, en fonction du nombre de trimestres requis pour une retraite à taux plein de la Sécurité Sociale, comptés à partir de la date de début d'activité professionnelle
- taux de turnover individualisé par secteur d'activité et âge
- table de mortalité INSEE 2022-2024 sexe masculin et sexe féminin pour les sociétés françaises et PM-PF 60-64 pour les filiales africaines
- actualisation à partir de 2025 par recours à une courbe de taux permettant d'affiner le calcul de l'engagement en appliquant un taux différent en fonction des conditions de marché. Jusqu'en 2024, utilisation d'un taux d'actualisation fixé par référence au taux iBoxx Corporate AA 10+ à la date de clôture, taux de rendement des obligations du secteur privé de grande qualité en euros de 10 ans et plus, cette maturité avoisinant la durée résiduelle d'activité des salariés du Groupe.
- taux de revalorisation des salaires détaillé ci-dessous

	2025	2024
Taux de revalorisation des salaires		
Travail temporaire	2,0%	2,0%
Aéroportuaire France	2,0%	2,0%
Aéroportuaire Congo	4,5%	4,5%
Aéroportuaire Afrique autres	3,0%	3,0%
TAUX D'ACTUALISATION ⁽¹⁾	3,85%	3,25%

(1) en 2025 taux moyen issu de la courbe de taux et 2024 taux iBoxx Corporate AA 10+

En l'absence d'actifs couvrant les engagements, la provision comptabilisée est égale à la valeur actuelle de l'engagement.

La provision au bilan a évolué de la manière suivante au cours des deux exercices présentés :

En milliers d'euros	31.12.2025	31.12.2024
OBLIGATION AU DÉBUT DE LA PÉRIODE	26 576	22 606
Coût des services rendus au cours de la période	1 921	2 072
Charge d'intérêts	785	735
Cotisations de l'employeur	(613)	(670)
Réductions / Cessations	(461)	(418)
Coût des services passés		(820)
IMPACT RÉSULTAT DE L'EXERCICE	1 631	897
Ecarts actuariels découlant de changements d'hypothèses démographiques	179	(104)
Ecarts actuariels découlant de changements d'hypothèses financières	(1 686)	1 627
Ecarts actuariels liés à l'expérience	226	227
GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	(1 281)	1 751
EFFETS DES REGROUPEMENTS ET DES CESSIIONS D'ENTREPRISE		1 322
OBLIGATION À LA FIN DE LA PÉRIODE	26 925	26 576
Dont France	23 836	23 432
Dont Italie	1 323	1 365
Dont Afrique	1 766	1 779

Les principales sensibilités du calcul de cet engagement social aux hypothèses fixées sont les suivantes :

- avec une baisse des taux d'actualisation de 0,5 %, l'engagement serait de 28,3 M€ contre 25,6 M€ avec une hausse des taux d'actualisation,
- une baisse du taux de turnover de 1% ferait passer l'engagement à 29,9 M€,
- tandis qu'avec une augmentation additionnelle du taux de revalorisation des salaires de 1%, il s'élèverait à 29,8 M€.

Les cotisations suivantes sont attendues au cours des prochains exercices :

En milliers d'euros	2025	2024
N+1	869	712
N+2 à N+5	3 409	2 771
N+6 à N+10	7 259	6 370
TOTAL COTISATIONS ATTENDUES DE N+1 À N+10	11 537	9 853

3.4.3. Autres avantages au personnel

Les autres avantages du personnel sont non significatifs. Aucun plan de rémunération fondé sur des actions n'est notamment mis en place par le Groupe.

3.5. Autres achats et charges externes

En milliers d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Sous-traitance générale	(86 229)	(75 938)
Rémun. d'intermédiaires & honoraires hors CAC	(24 399)	(20 733)
Locations et charges locatives	(28 337)	(25 817)
Entretien et réparations	(21 604)	(21 143)
Personnel extérieur à l'entreprise	(19 816)	(19 713)
Déplacements, missions et réceptions	(12 820)	(10 230)
Frais postaux et de télécom.	(7 771)	(7 347)
Primes d'assurance	(6 795)	(5 219)
Pub, publication, relations publiques	(6 366)	(5 042)
Divers documentation, séminaires	(1 650)	(1 825)
Honoraires com. aux comptes	(1 733)	(1 407)
Services bancaires et assimilés	(1 391)	(1 266)
Autres charges externes	(9 864)	(8 427)
TOTAL	(228 775)	(204 106)

Les locations et charges locatives correspondent principalement aux locations de courte durée et aux charges locatives.

3.6. Impacts de l'application d'IFRS 16 sur le résultat et les flux de trésorerie

En milliers d'euros	Année 2024				Année 2025			
	Constructions	Installations techniques, matériels & outillages	Autres	Total	Constructions	Installations techniques, matériels & outillages	Autres	Total
Compte de résultat								
Annulation des loyers (Impact sur EBITDA)	28 229	1 908	3 299	33 435	28 490	538	5 880	34 908
Dotations aux amortissements	(23 312)	(2 331)	(3 529)	(29 172)	(26 577)	(1 747)	(4 112)	(32 436)
Sortie anticipée des contrats (Impact sur EBITDA)	155	0	0	155	1 157	0	0	1 157
Impact sur résultat opérationnel courant	5 072	(423)	(230)	4 419	3 070	(1 209)	1 768	3 629
Charges d'intérêt sur les passifs locatifs	(2 451)	(21)	(198)	(2 670)	(2 298)	(1)	(343)	(2 642)
IMPACT SUR RÉSULTAT COURANT	2 621	(443)	(429)	1 749	772	(1 210)	1 425	987
(1) Impact EBITDA par secteurs opérationnels								
Travail Temporaire				22 058				25 278
Aéroportuaire				11 533				10 787
IMPACT EBITDA TOTAL				33 590				36 065
Flux de trésorerie								
Résultat net				1 337				732
Dotations aux amortissements				29 172				32 436
Elimination des résultats de cession d'actif				(155)				(1 157)
Coût de l'endettement financier net				2 670				2 642
Charge d'impôt				452				255
FLUX DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ				33 475				34 908
Encaissements liés aux opérations d'investissements				155				1 157
FLUX LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENTS				155				1 157
Remboursement des passifs locatifs				(30 960)				(33 423)
Intérêts financiers versés				(2 670)				(2 642)
FLUX LIÉS AUX OPÉRATIONS FINANCIÈRES				(33 630)				(36 065)

3.7. Autres produits et charges opérationnelles

Les autres produits et charges opérationnels correspondent aux produits ou charges en nombre très limité, inhabituels, anormaux et peu fréquents - de montant particulièrement significatif - que le Groupe présente de manière distincte dans son compte de résultat pour faciliter la compréhension de la performance opérationnelle courante.

Les autres charges opérationnelles correspondent en 2025 à la dépréciation du goodwill des Etats-Unis pour 26,1 M€ (cf. note 2.2) et en 2024 aux honoraires des intermédiaires liés à l'acquisition d'OPENJOBMETIS.

3.8. Résultat financier

En milliers d'euros

	31.12.2025	31.12.2024
PRODUITS DE TRÉSORERIE ET D'ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	10 893	16 567
Frais financiers sur emprunts et découverts bancaires	(2 242)	(2 644)
Autres charges financières	(4 451)	(4 350)
COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER BRUT	(6 693)	(6 994)
COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET	4 200	9 573
Résultat de change	(6 644)	2 015
RÉSULTAT FINANCIER	(2 444)	11 588

Le résultat financier 2025 est constitué du coût de l'endettement financier net de 4,2 M€ et du résultat de change de - 6,6 M€.

Le coût de l'endettement financier net regroupe :

- des revenus de placements de 10,9 M€
- nets du coût de l'endettement financier brut de 6,7 M€ dont le coût des lignes financières essentiellement italiennes (2,3 M€) et les charges d'intérêt sur les passifs locatifs (2,6 M€).

3.9. Impôt sur le résultat

Le Groupe estime que la CVAE calculée à partir de la valeur ajoutée, différence entre des produits et des charges, est un impôt sur le résultat au sens de la norme IAS 12. Cette position que le Groupe a adoptée permet de présenter des résultats cohérents avec ceux des principaux acteurs du marché de l'Intérim qui ont également opté pour ce traitement.

3.9.1. Charge d'impôt nette

En milliers d'euros

	31.12.2025	%	31.12.2024	%
Impôt courant	(33 419)		(33 030)	
Impôt différé	3 281		(508)	
CHARGE D'IMPÔT NETTE	(30 138)	100,0%	(33 538)	100,0%
France	(20 541)	68,2%	(25 276)	75,4%
Etranger	(9 597)	31,8%	(8 262)	24,6%

3.9.2. Preuve d'impôt

Le rapprochement entre l'impôt théorique ressortant du taux d'imposition moyen et le montant réel de l'impôt sur les résultats se présente comme suit :

En milliers d'euros	31.12.2025		31.12.2024	
	Montant	%	Montant	%
Résultat avant impôt	64 538		108 958	
Quote-part de résultat des SME et dépréciation goodwill	22 208		(737)	
Résultat avant impôt et quote-part de résultat des SME	86 746		108 221	
Taux d'impôt en France	25,8%	25,8%	25,8%	25,8%
Impôt théorique	22 402	25,8%	27 948	25,8%
Incidences :				
- CVAE nette d'impôt	3 507	4,0%	3 576	3,3%
- Utilisation des pertes fiscales non reconnues ou exonération	(598)	(0,7%)	(126)	(0,1%)
- Autres différences permanentes	1 244	1,4%	3 408	3,1%
- Crédits d'impôts	(459)	(0,5%)	(408)	(0,4%)
- Retenue à la source	230	0,3%	158	0,1%
- Pertes fiscales non reconnues	27	0,0%	94	0,1%
- Différentiel de taux des pays étrangers	872	1,0%	(956)	(0,9%)
- Contribution exceptionnelle	2 814	3,2%		0,0%
- Autres	98	0,1%	(156)	(0,1%)
Total des incidences	7 736	8,9%	5 590	5,2%
CHARGE D'IMPÔT DU GROUPE	30 138	34,7%	33 538	31,0%
<i>IS au taux normal</i>	22 596	26,0%	28 717	26,5%
<i>Contribution exceptionnelle</i>	2 814	3,2%		0,0%
<i>CVAE</i>	4 727	5,4%	4 821	4,5%

3.9.3. Impôts différés par nature

Les impôts différés sont déterminés à l'aide des taux d'impôts qui ont été adoptés ou quasi-adoptés à la date de clôture et dont il est prévu qu'ils s'appliqueront lorsque l'actif d'impôt différé concerné sera réalisé ou le passif d'impôt différé réglé.

Les impôts différés actifs ne sont comptabilisés que s'il est probable que l'entreprise pourra les récupérer grâce à l'existence d'un bénéfice imposable attendu au cours de la période durant laquelle les actifs deviennent ou restent récupérables.

La variation nette des impôts différés durant l'exercice, avant compensation par entité fiscale est détaillée ci-après :

En milliers d'euros	Impôts différés actifs sur engagements sociaux	Impôts différés passifs sur contrats de location	Impôts différés passifs sur swap	Impôts différés passif sur réévaluation des actifs incorporels OJM	Impôts différés actif sur économie fiscale future OJM	Impôts différés sur autres décalages temporaires	Total
Valeur brute au 1^{er} janvier 2024	5 480	(5 581)	(60)			551	390
Ecart de conversion						(72)	(72)
Entrée de périmètre				(24 570)	20 715		(3 854)
Impact sur le résultat	184	(363)		1 092	(442)	(978)	(508)
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	439		40				479
Valeur à la clôture de l'exercice 2024	6 103	(5 944)	(20)	(23 478)	20 273	(500)	(3 566)
Valeur brute au 1^{er} janvier 2025	6 103	(5 944)	(20)	(23 478)	20 273	(500)	(3 566)
Ecart de conversion						60	61
Impact sur le résultat	442	(260)		1 638	(55)	1 515	3 281
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	(306)		12				(295)
Valeur à la clôture de l'exercice 2025	6 238	(6 204)	(8)	(21 840)	20 219	1 075	(520)
Impôt différé actif après compensation							2 438
Impôt différé passif après compensation							(2 957)

Les impôts différés ont été compensés par juridiction fiscale conformément à IAS 12.

En 2024, l'entrée de périmètre est relative à l'intégration d'OPENJOBMETIS et correspond :

- aux impôts différés passifs constatés sur les relations clients et la marque acquise soit 24,6 M€
- net d'un impôt différé actif de 20,7 M€ constaté en social en 2020 dans le cadre de l'Article 110 du Décret-loi 104/2020 autorisant la réévaluation fiscale de certaines immobilisations et qui a pour conséquence de constater un actif représentatif de l'économie future d'impôt à dégager sur un total de 18 ans.

Le montant des reports déficitaires non activés s'élève à la clôture à 1,4 M€ contre 7,2 M€ au 31 décembre 2024.

3.9.4. Charge d'impôt Pilier 2

Les conséquences de la réglementation Pilier II ont été prises en compte dans le calcul de la charge d'impôt de l'année et n'ont pas d'incidence significative.

4. Bilan

4.1. Actifs non courants

4.1.1. Immobilisations incorporelles

A l'occasion de la première consolidation des filiales du Groupe, il est procédé dans un délai n'excédant pas un an à l'évaluation de la quote-part du Groupe dans l'ensemble des actifs et passifs acquis identifiables. L'écart entre cette quote-part acquise et le coût d'acquisition constitue le goodwill.

Les autres immobilisations incorporelles comprennent les éléments suivants :

- les relations clients, les marques, les accords de non-concurrence acquis dans le cadre des regroupements d'entreprise,
- les logiciels achetés ou développés en interne,
- les droits au bail.

Les relations clients, marques et accords de non-concurrence acquis dans le cadre des regroupements d'entreprise sont comptabilisées à leur juste valeur déterminée à la date d'acquisition. Ces éléments sont éventuellement ajustés dans les douze mois suivant l'acquisition.

L'amortissement est calculé suivant la méthode linéaire, fondée sur la durée estimée d'utilisation des différentes catégories d'immobilisations. Les principales durées d'utilisation estimées retenues sont les suivantes :

Nature	Durée d'utilisation estimée
Relations clients	5 à 15 ans
Marques à durée vie définie	8 à 15 ans
Accords de non-concurrence	3 à 5 ans
Logiciels	1 à 5 ans

En milliers d'euros	Ouverture	Entrée de périmètre	Acquisitions	Dotations	Impairment	Ecart de conversion	Autres	Clôture	Durée résiduelle d'amortissement
2024									
Goodwill	166 759	97 286	0	0	0	4 007	0	268 052	-
Marques à durée de vie indéfinie	9 683	0	0	0	0	616	0	10 299	-
Marques à durée de vie définie	264	15 444	0	(946)	0	6	0	14 768	14,3 ans
Relations clients	11 283	72 620	0	(7 016)	0	30	0	76 917	13,2 ans
Autres incorporels acquis	21 230	88 064	0	(7 962)	0	652	0	101 984	
Logiciels	1 834	245	3 313	(1 574)	0	114	893	4 823	
Autres	481	1 021	2 451	(143)	0	(27)	(948)	2 834	
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	190 303	186 615	5 763	(9 679)	0	4 746	(56)	377 693	
2025									
Goodwill	268 052	0	0	0	(26 128)	(6 635)	(4)	235 285	-
Marques à durée de vie indéfinie	10 299	0	0	0	0	(1 193)	0	9 106	-
Marques à durée de vie définie	14 768	0	0	(1 039)	0	(1)	0	13 728	13,3 ans
Relations clients	76 917	0	0	(7 386)	0	(5)	0	69 526	12,5 ans
Autres incorporels acquis	101 984	0	0	(8 425)	0	(1 198)	0	92 360	
Logiciels	4 823	0	237	(2 042)	0	(244)	905	3 680	
Autres	2 834	0	4 707	(92)	0	53	(935)	6 567	
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	377 693	0	4 944	(10 559)	(26 128)	(8 024)	(34)	337 892	

Les UGT du Groupe sont déterminées sur la base des secteurs opérationnels : Travail temporaire et Aéroportuaire. Compte tenu de l'internationalisation du secteur du Travail temporaire, le Groupe a identifié au sein de cette activité, cinq UGT distinctes par zones géographiques :

- UGT Travail temporaire France et autres pays,
- UGT Travail temporaire Italie,
- UGT Travail temporaire Etats-Unis,
- UGT Travail temporaire Espagne,
- UGT Travail temporaire Suisse.

La valeur des goodwill par UGT est la suivante :

En milliers d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Travail temporaire	231 490	264 258
France et autres	91 906	91 911
Italie	97 286	97 286
Etats-Unis	34 265	67 029
Suisse	8 032	8 032
Assistance Aéroportuaire	3 795	3 794
TOTAL	235 285	268 052

La baisse du goodwill par rapport au 31 décembre 2024 est due à :

- la dépréciation du goodwill des entités américaines pour 26,1 M€ (cf. note 2.2),
- et l'écart de conversion sur les goodwill des entités américaines (6,8 M€).

Selon la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs », la valeur comptable des immobilisations incorporelles et corporelles est testée dès l'apparition d'indices de pertes de valeur internes ou externes, passés en revue à chaque clôture. Ce test est effectué au minimum une fois par an pour les goodwill, les immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée et celles non encore mises en service.

Afin de tester leur valeur, les actifs auxquels il est impossible de rattacher directement des flux de trésorerie indépendants sont regroupés au sein de l'Unité Génératrice de Trésorerie, UGT, à laquelle ils appartiennent.

La valeur d'utilité de l'UGT est déterminée par la méthode des flux de trésorerie actualisés selon les principes suivants :

- les flux de trésorerie sont issus de plans d'affaires à 5 ans élaborés par le management de l'entité concernée,

- le taux d'actualisation est déterminé sur la base d'un coût moyen pondéré du capital utilisé prenant en compte un ratio d'endettement cible, un coût de la dette financière pour le Groupe, un taux sans risque, une prime de risque action et un bêta sur la base des données historiques,
- la valeur terminale est calculée par actualisation des flux de trésorerie futurs qui intègrent une rente perpétuelle calculée sur le flux de la dernière année et avec une croissance dont le montant diffère selon les UGT. Ce taux de croissance est en accord avec le potentiel de développement des marchés sur lesquels opère l'UGT concernée, ainsi qu'avec sa position concurrentielle sur ces marchés.

La valeur recouvrable ainsi déterminée à partir de la valeur d'utilité de l'UGT est ensuite comparée à la valeur comptable de l'UGT. Une dépréciation est comptabilisée, le cas échéant, si la valeur comptable s'avère supérieure à la valeur recouvrable de l'UGT, et est imputée en priorité aux goodwill.

Les pertes de valeur peuvent en cas de modification de ces estimations être reprises, à l'exception de celles concernant les goodwill qui sont irréversibles.

Les hypothèses retenues pour le taux d'actualisation et de croissance perpétuelle sont les suivantes :

	31.12.2025	31.12.2024
Taux d'actualisation		
Travail temporaire France et autres	8,7%	8,9%
Travail temporaire Italie	8,0%	8,1%
Travail temporaire Etats-Unis	8,8%	9,3%
Travail temporaire Suisse	5,6%	6,3%
Aéroportuaire	8,7%	8,9%
TAUX DE CROISSANCE PERPÉTUELLE HORS ETATS-UNIS	2,0%	2,0%
TAUX DE CROISSANCE PERPÉTUELLE ETATS-UNIS	2,4%	2,0%

Comme précisé dans la note 1.3, l'importance et la probabilité d'occurrence des risques liés au changement climatique n'ont pas conduit à identifier d'impact significatif susceptible de nécessiter une dépréciation des actifs des UGT du Groupe.

Les marques à durée de vie indéfinie concernent uniquement la marque PeopleLink (10,7 MUSD) rattachée à l'UGT Travail temporaire Etats-Unis. La valeur de cette marque ne générant

pas de cash-flow indépendant est testée pour dépréciation au niveau de l'UGT à laquelle elle se rapporte par intégration de sa valeur dans les actifs incorporels de l'UGT. Par ailleurs, aucune modification des conditions d'exploitation pouvant justifier que sa durée d'utilité devienne finie, n'existe à la clôture.

Les autres incorporels acquis sont amortis sur leur durée d'utilité.

GOODWILL TRAVAIL TEMPORAIRE FRANCE ET AUTRES (GOODWILL DE 91,9 M€ ; EBITDA DE 59,1 M€ EN 2025 ET 67,8 M€ EN 2024)

HYPOTHÈSES DE CALCUL

Pour l'UGT Travail temporaire France et autres, le plan d'affaires retenu par le management pour le test d'impairment repose sur les hypothèses d'activité (CA) et de rentabilité (EBITDA) adoptées dans le cadre du process budgétaire. Le taux de croissance perpétuelle retenu dans la rente est de 2%.

RÉSULTAT DU TEST

Ces travaux concluent à l'absence de nécessité de dépréciation du goodwill de l'UGT Travail temporaire France.

SENSIBILITÉ DU TEST

L'utilisation d'un taux d'actualisation majoré d'un point ou un taux de croissance perpétuelle ramené à 0% au lieu de 2% ne déclencherait pas de dépréciation.

Aucune variation raisonnablement envisageable simulée par le management des hypothèses opérationnelles ne déclencherait de dépréciation du goodwill du Travail temporaire France et autres.

GOODWILL TRAVAIL TEMPORAIRE ITALIE (GOODWILL DE 97,3 M€ ; EBITDA DE 34,9 M€ EN 2025 ET EBITDA DE 22,8 M€ EN 2024 POUR 8 MOIS)

HYPOTHÈSES DE CALCUL

Pour l'UGT Travail temporaire Italie, le plan d'affaires retenu par le management pour le test d'impairment repose sur les hypothèses d'activité (CA) et de rentabilité (EBITDA) adoptées dans le cadre du process budgétaire. Le taux de croissance perpétuelle retenu dans la rente est de 2%.

RÉSULTAT DU TEST

Ces travaux concluent à l'absence de nécessité de dépréciation du goodwill de l'UGT Travail temporaire Italie.

SENSIBILITÉ DU TEST

L'utilisation d'un taux d'actualisation majoré d'un point ou un taux de croissance perpétuelle ramené à 0% au lieu de 2% ne déclencherait pas de dépréciation.

Aucune variation raisonnablement envisageable simulée par le management des hypothèses opérationnelles ne déclencherait de dépréciation du goodwill du Travail temporaire Italie.

GOODWILL TRAVAIL TEMPORAIRE ETATS-UNIS (GOODWILL DE 34,3 M€ ; EBITDA DE 1,8 M€ EN 2025 ET 6,5 M€ EN 2024)

HYPOTHÈSES DE CALCUL

Pour l'UGT Travail temporaire Etats-Unis, le plan d'affaires retenu par le management pour le test d'impairment repose sur les hypothèses d'activité (CA) et de rentabilité (EBITDA) revues par rapport au process budgétaire (cf. note 2.2). Le taux de croissance perpétuelle retenu dans la rente est de 2,4%.

RÉSULTAT DU TEST

Comme indiqué en note 2.2, le Groupe a revu ses hypothèses de croissance et de rentabilité, ce qui a conduit à une dépréciation de 26,1 M€ du goodwill de l'UGT Travail temporaire Etats-Unis.

SENSIBILITÉ DU TEST

L'utilisation d'un taux d'actualisation majoré d'un point conduirait à une dépréciation supplémentaire du goodwill de 10,5 M€.

Une baisse du chiffre d'affaires de 1% par rapport aux hypothèses du plan conduirait à une dépréciation complémentaire du goodwill de 1,7 M€ tandis qu'une baisse de la marge d'EBITDA de 50 BP conduirait à une dépréciation complémentaire du goodwill de 11,1 M€.

GOODWILL TRAVAIL TEMPORAIRE SUISSE (GOODWILL DE 8 M€ ; EBITDA DE 1,4 M€ EN 2025 ET 3,3 M€ EN 2024)

HYPOTHÈSES DE CALCUL

Pour l'UGT Travail temporaire Suisse, le plan d'affaires retenu par le management pour le test d'impairment repose sur les hypothèses d'activité (CA) et de rentabilité (EBITDA) adoptées dans le cadre du process budgétaire. Le taux de croissance perpétuelle retenu dans la rente est de 2%.

RÉSULTAT DU TEST

Ces travaux concluent à l'absence de nécessité de dépréciation du goodwill de l'UGT Travail temporaire Suisse.

SENSIBILITÉ DU TEST

L'utilisation d'un taux d'actualisation majoré d'un point ou un taux de croissance perpétuelle ramené à 0% au lieu de 2% ne déclencherait pas de dépréciation.

Aucune variation raisonnablement envisageable simulée par le management des hypothèses opérationnelles ne déclencherait de dépréciation du goodwill du Travail temporaire Suisse.

GOODWILL UGT AÉROPORTUAIRE (GOODWILL DE 3,8 M€ ; EBITDA DE 39,7 M€ EN 2025 ET 41,4 M€ EN 2024)

HYPOTHÈSES DE CALCUL

Pour l'UGT Aéroportuaire, le plan d'affaires retenu par le management pour le test d'impairment repose sur les hypothèses d'activité (CA) et de rentabilité (EBITDA) adoptées dans le cadre du process budgétaire. Le taux de croissance perpétuelle retenu dans la rente est de 2%.

RÉSULTAT DU TEST

Ces travaux n'ont pas mis en évidence la nécessité de déprécier le goodwill de l'UGT Aéroportuaire.

SENSIBILITÉ DU TEST

L'utilisation d'un taux d'actualisation majoré d'un point ou un taux de croissance perpétuelle ramené à 0% au lieu de 2% ne déclencherait pas de dépréciation.

Aucune variation raisonnablement envisageable simulée par le management des hypothèses opérationnelles ne déclencherait de dépréciation du goodwill Aéroportuaire.

4.1.2. Immobilisations corporelles

Conformément à la norme IAS 16 « Immobilisations corporelles », le Groupe a choisi le principe de l'évaluation des immobilisations corporelles selon la méthode du coût historique amorti.

L'amortissement est calculé suivant la méthode linéaire, fondée sur la durée estimée d'utilisation des différentes catégories d'immobilisations. Les principales durées d'utilisation estimées retenues sont les suivantes :

Nature	Durée d'utilisation estimée
Constructions	40 ans
Agencements et aménagements	3 à 10 ans
Installations techniques, matériel et outillage	5 à 10 ans
Matériel informatique et de bureau	3 à 5 ans
Matériel de transport	4 à 5 ans

Les terrains ne sont pas amortis.

En milliers d'euros	Année 2024					Année 2025				
	Terrains	Constructions	Installations techniques, matériels & outillages	Autres	Total	Terrains	Constructions	Installations techniques, matériels & outillages	Autres	Total
AU 1^{ER} JANVIER										
Valeur brute comptable	1 044	205 182	128 925	70 883	406 034	1 044	248 332	140 684	87 209	477 269
Amortissements et dépréciations	0	(91 915)	(104 130)	(50 701)	(246 746)	0	(125 495)	(111 541)	(62 959)	(299 995)
VALEUR NETTE COMPTABLE AU 1^{ER} JANVIER	1 044	113 267	24 795	20 181	159 288	1 044	122 837	29 143	24 250	177 274
VARIATION DE L'ANNÉE	0	9 570	4 347	4 069	17 986	0	(254)	2 431	2 369	4 545
Variation de périmètre	0	16 939	227	2 964	20 130	0	0	0	0	0
Acquisitions	0	16 235	11 531	10 290	38 056	0	27 588	11 335	12 752	51 675
Cession	0	(10)	11	(172)	(171)	0	0	(204)	(257)	(461)
Différences de conversion	0	345	313	80	738	0	(603)	(415)	(146)	(1 164)
Reclassements	0	0	46	(58)	(12)	0	(30)	56	(26)	0
Dotations aux amortissements	0	(23 940)	(7 781)	(9 035)	(40 756)	0	(27 209)	(8 341)	(9 955)	(45 505)
Valeur brute comptable	1 044	248 332	140 684	87 209	477 269	1 044	268 305	146 423	96 432	512 204
Amortissements et dépréciations	0	(125 495)	(111 541)	(62 959)	(299 995)	0	(145 722)	(114 849)	(69 813)	(330 384)
VALEUR NETTE COMPTABLE À LA CLÔTURE	1 044	122 837	29 143	24 250	177 274	1 044	122 583	31 574	26 619	181 819
Répartition par secteur										
Travail Temporaire	637	85 834	917	17 625	105 013	637	80 675	768	16 755	98 835
Aéroportuaire	406	37 003	28 226	6 625	72 261	406	41 908	30 806	9 864	82 984
TOTAL	1 044	122 837	29 143	24 250	177 274	1 044	122 583	31 574	26 619	181 819
Droits d'utilisation	439	112 021	2 812	7 386	122 659	439	112 625	1 065	7 614	121 743
Autres	605	10 815	26 331	16 864	54 615	605	9 957	30 509	19 005	60 076
Biens hypothéqués	406	315			721	406	282			688

Le total des acquisitions de l'exercice s'élève à 51,7 M€ dont 31,9 M€ de droits d'utilisation (principalement relatifs aux actifs immobiliers pour 27,6 M€) ainsi que du matériel Aéroportuaire pour 11,1 M€.

DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS SUR IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

En milliers d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Dotations sur immobilisations incorporelles	(10 559)	(9 679)
Dotations sur immobilisations corporelles	(45 505)	(40 756)
TOTAL DES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS	(56 064)	(50 435)
Dotations relatives à l'application d'IFRS 16	(32 436)	(29 172)
Dotations sur incorporels acquis	(8 425)	(7 962)
Autres dotations	(15 203)	(13 301)
TOTAL DES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS	(56 064)	(50 435)

IMPACT DE L'APPLICATION D'IFRS 16 SUR LES IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Année 2024						Année 2025				
En milliers d'euros	Terrains	Constructions	Installations techniques, matériels & outillages	Autres	Total	Terrains	Constructions	Installations techniques, matériels & outillages	Autres	Total
Bilan										
Droits d'utilisation (Immobilisations corporelles)										
Au 1 ^{er} janvier										
Valeur brute comptable	439	190 020	54 816	17 453	262 728	439	231 589	53 553	22 169	307 750
Amortissements et dépréciations	0	(87 132)	(49 673)	(11 211)	(148 016)	0	(119 567)	(50 741)	(14 783)	(185 091)
VALEUR NETTE COMPTABLE AU 1^{ER} JANVIER	439	102 888	5 143	6 242	114 712	439	112 021	2 812	7 386	122 659
VARIATION DE L'ANNÉE	0	9 133	(2 331)	1 144	7 946	0	604	(1 747)	228	(916)
Variation de périmètre	0	16 129	0	0	16 129	0	0	0	0	0
Nouveaux contrats de location	0	16 089	0	4 668	20 756	0	27 568	0	4 340	31 908
Différences de conversion	0	227	0	5	233	0	(387)	0	(0)	(387)
Dotations aux amortissements	0	(23 312)	(2 331)	(3 529)	(29 172)	0	(26 577)	(1 747)	(4 112)	(32 436)
Valeur brute comptable	439	231 589	53 553	22 169	307 750	439	252 036	52 007	26 424	330 906
Amortissements et dépréciations	0	(119 567)	(50 741)	(14 783)	(185 091)	0	(139 411)	(50 942)	(18 811)	(209 164)
VALEUR NETTE COMPTABLE AU 31 DÉCEMBRE	439	112 021	2 812	7 386	122 659	439	112 625	1 065	7 614	121 743
Répartition par secteur										
Travail Temporaire	439	81 834	0	6 366	88 639	439	76 777	0	6 844	84 060
Aéroportuaire	0	30 187	2 812	1 020	34 019	0	35 849	1 065	770	37 683
TOTAL	439	112 021	2 812	7 386	122 659	439	112 625	1 065	7 614	121 743
Droits d'utilisation de l'immeuble siège	439	33 687	0	0	34 126	439	31 679	0	0	32 118
Droits d'utilisation des matériels Aéroportuaire			2 812		2 812			1 065		1 065
Autres droits d'utilisation	0	78 335	0	7 386	85 720	0	80 946	0	7 614	88 560
TOTAL	439	112 021	2 812	7 386	122 659	439	112 625	1 065	7 614	121 743

L'essentiel des droits d'utilisation concernent des actifs immobiliers représentatifs de l'immeuble du siège, des baux des agences de Travail Temporaire et des locaux sur les sites aéroportuaires.

Les actifs comptabilisés au titre du droit d'utilisation sont inclus dans les postes d'immobilisations corporelles où les actifs sous-jacents seraient présentés si le Groupe était propriétaire des biens. Les passifs locatifs sont présentés en dettes financières (Emprunts partie courante ou non courante) selon leur échéance.

Le Groupe utilise les expédients pratiques suivants autorisés par la norme :

- inclure les contrats de location dont le terme de la durée résiduelle se situe dans les 12 mois suivant la date de transition,
- appliquer un taux d'actualisation unique à un portefeuille de contrats de location présentant des caractéristiques raisonnablement similaires.

Ce taux est déterminé annuellement à partir du taux marginal d'emprunt du Groupe, ajusté conformément à la norme IFRS 16 en tenant compte (i) de l'environnement économique des filiales, et en particulier de leur risque de crédit, (ii) de la date de début du contrat, (iii) de la devise dans laquelle le contrat est conclu et (iv) de la durée du contrat. Le taux d'emprunt marginal moyen pondéré appliqué aux dettes de location des contrats conclus en 2025 s'établit à 3,0% pour la zone euro et 4,5% pour la zone USD.

Le Groupe a également choisi d'appliquer l'exemption de comptabilisation prévue par la norme et ainsi de ne pas reconnaître les droits d'utilisation et dettes de location des contrats de location dont l'actif sous-jacent est de faible valeur («actifs de faible valeur») principalement les photocopieurs. Les paiements associés à ces contrats sont comptabilisés linéairement en autres achats et charges externes dans le compte de résultat pour un montant non significatif.

L'appréciation de la durée du contrat, en ce compris l'appréciation du caractère raisonnable de l'exercice d'une option de renouvellement ou du non-exercice d'une option de résiliation, fait l'objet d'un réexamen si un événement ou un changement de circonstances important, sous le contrôle du preneur, se produit et est susceptible d'avoir une incidence sur cette évaluation.

4.1.3. Actifs financiers non courants

Les actifs financiers non courants sont essentiellement constitués par :

- des dépôts à terme ne remplissant pas l'ensemble des critères pour être classés en équivalents de trésorerie. Ils constituent néanmoins des créances liquides puisqu'ils disposent d'options de sortie à tout moment,
- et les prêts et créances à plus d'un an principalement des dépôts et cautionnements.

Compte tenu de leur caractère liquide, le Groupe présente les dépôts à terme concernés en minoration de l'endettement financier net dans sa communication financière.

<i>En milliers d'euros</i>	Dépôts à terme	Prêts et créances à plus d'un an	Autres	Total
Au 1^{er} janvier 2024				
Valeur brute	54 237	4 040	108	58 385
Dépréciations cumulées		(14)	0	(14)
VALEUR NETTE COMPTABLE AU 1^{ER} JANVIER 2024	54 237	4 025	108	58 370
Variations 2024	(14 600)	1 467	4	(13 130)
Eléments avec impact sur la trésorerie ⁽¹⁾	(14 600)	1 445	14	(13 141)
Acquisitions	20 466	1 741	14	22 222
Cessions	(45 484)	(577)	0	(46 061)
Impact périmètre	10 418	281	0	10 698
Eléments sans impact sur la trésorerie	0	21	(10)	11
Différences de conversion	0	21	(10)	11
Valeur brute	39 637	5 506	112	45 255
Dépréciations cumulées	0	(14)	0	(14)
VALEUR NETTE COMPTABLE AU 31 DÉCEMBRE 2024	39 637	5 492	112	45 241
Variation 2025	(8 060)	66	25	(7 969)
Eléments avec impact sur la trésorerie	(8 060)	112	5	(7 943)
Acquisitions	42 586	636	5	43 227
Cessions	(50 646)	(524)	0	(51 170)
Eléments sans impact sur la trésorerie	0	(46)	20	(26)
Dotations aux provisions	0	(32)	0	(32)
Différences de conversion	0	(14)	20	5
Valeur brute	31 577	5 604	137	37 318
Dépréciations cumulées		(46)	0	(46)
VALEUR NETTE COMPTABLE AU 31 DÉCEMBRE 2025	31 577	5 558	137	37 272
(1) Eléments avec impact trésorerie hors impact périmètre	(25 018)	1 165	14	(23 839)

4.1.4. Participations dans les entreprises associées

Les sociétés associées dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable sur les politiques financières et opérationnelles sans en avoir le contrôle, sont consolidées par mise en équivalence.

En milliers d'euros

	31.12.2025	31.12.2024
Participations au début de la période	6 215	5 411
Résultat de la période	3 920	737
Autres mouvements	(114)	67
PARTICIPATIONS À LA FIN DE LA PÉRIODE	9 612	6 215
Entreprises associées :		
AERCO	7 081	3 682
Global SQ	644	984
OVID	1 060	1 018
SHP RS DOO Serbie	830	530
Autres	(2)	(1)

Les comptes de ces sociétés mises en équivalence au 31 décembre 2025 sont présentés ci-dessous :

En milliers d'euros	Global SQ	AERCO	OVID	SHP RS DOO Serbie	SCCV Les Charmes	Total
Secteur opérationnel	TT	Aéro	Aéro	Aéro	TT	
Chiffre d'affaires	14 554	24 092	9 228	8 216	0	
EBITDA	184	17 654	343	917	(3)	
Résultat net	163	12 994	377	629	(3)	
Actifs non courants	23	24 775	30	956	0	
Actifs courants	3 173	20 258	4 966	3 005	140	
Capitaux propres (a)	1 334	28 324	3 087	1 624	(5)	
Passifs non courants		5 387	0	341	0	
Passifs courants	1 862	11 321	1 908	1 996	145	
Trésorerie/Dette nette	779	3 806	3 052	840	0	
Dividendes perçus par le Groupe au cours de la période	0	0	100	0	0	
Taux de participation (b)	49,00%	25,00%	33,28%	48,00%	50,00%	
Valeur comptable des intérêts détenus (a x b)	644	7 081	1 060	830	(2)	9 612

TT : Travail Temporaire

Aéro : Aéroportuaire

4.2. Besoin en fonds de roulement

Au 31 décembre 2025 :

En milliers d'euros	31.12.2025	31.12.2024	Variation brute	Variation de trésorerie	Ecart de conversion	Entrée de périmètre	Autres flux
Stocks et en-cours	3 319	3 377	(58)	(58)	0		
Créances clients	640 847	645 179	(4 332)	729	(5 059)	(2)	0
Autres créances	74 788	63 192	11 597	11 958	(539)		178
Dettes fournisseurs	(61 761)	(62 597)	835	(12)	359		489
Dettes fiscales et sociales	(517 954)	(510 269)	(7 685)	(8 530)	845		0
Autres dettes	(48 994)	(51 676)	2 682	1 875	1 384	2	(580)
Besoin en fonds de roulement	90 245	87 205	3 039	5 962	(3 009)		87
Dividendes et intérêts à payer	116	61	56	59	(1)		(2)
BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT NET DE DIVIDENDES À PAYER	90 361	87 266	3 095	6 020	(3 010)		85

Au 31 décembre 2024 :

En milliers d'euros	31.12.2024	31.12.2023	Variation brute	Variation de trésorerie	Ecart de conversion	Entrée de périmètre	Autres flux
Stocks et en-cours	3 377	2 817	560	561	(0)		
Créances clients	645 179	498 210	146 969	(17 300)	3 029	161 240	
Autres créances	63 192	43 051	20 140	6 151	305	13 619	65
Dettes fournisseurs	(62 597)	(49 450)	(13 147)	6 678	(258)	(19 567)	0
Dettes fiscales et sociales	(510 269)	(394 615)	(115 654)	1 359	(449)	(116 512)	(52)
Autres dettes	(51 676)	(45 382)	(6 294)	(1 311)	(1 409)	(4 839)	1 263
Besoin en fonds de roulement	87 205	54 631	32 574	(3 862)	1 219	33 941	1 276
Dividendes et intérêts à payer	61	(162)	223	221	2		
BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT NET DE DIVIDENDES À PAYER	87 266	54 469	32 797	(3 641)	1 221	33 941	1 276

4.2.1. Créances clients

En milliers d'euros	31.12.2025	31.12.2024	Variation
Clients et comptes rattachés ⁽¹⁾	662 124	666 254	(4 130)
Dépréciations	(21 277)	(21 076)	(202)
TOTAL	640 847	645 179	(4 332)

(1) dont :

• Effets remis à l'encaissement au 31 décembre mais relatifs à des échéances postérieures	1 011	826	185
• Créances cédées dans le cadre des contrats d'affacturage France ⁽²⁾	83 043	98 633	(15 590)
• Créances garantissant la ligne de crédit aux Etats-Unis	32 855	39 336	(6 481)

(2) cf. position nette de factoring note 4.2.1

Les créances clients sont évaluées selon la norme IFRS 9 qui requiert de reconnaître non plus uniquement les pertes avérées mais également les pertes attendues pour tenir compte d'éventuels défauts de paiements dès la reconnaissance initiale des créances commerciales.

A chaque clôture, les risques avérés sont reconnus sous forme de dépréciation individualisée et les pertes attendues sont estimées pour l'ensemble des créances sur la base des taux moyen historiques calculés par échéance.

Ce taux moyen est fondé sur les pertes de crédit historiques et peut être ajusté en cas de modification significative prospective du risque de crédit.

RISQUE DE CONCENTRATION ET DE CRÉDIT

Compte tenu de la diversification de ses activités et de sa présence géographique, le Groupe ne fait pas face à un risque de concentration significatif sur son portefeuille client. Le chiffre d'affaires réalisé avec le premier client représente 2,2% des revenus du Groupe, les 5 premiers clients totalisent quant à eux une part de 8,8% et les 10 clients suivants 8,6%. Il n'existe ainsi pas de dépendance vis-à-vis de clients spécifiques.

En outre, le risque de crédit est limité par le fait que près de 45% des créances clients du secteur Travail temporaire fait l'objet d'une assurance-crédit.

La balance âgée des créances clients échues est la suivante :

En milliers d'euros		Actifs non dépréciés non échus	Actifs non dépréciés échus à la date de clôture (valeur nette)				Total
			0-2 mois	2-4 mois	au-delà de 4 mois	Total	
31.12.2025	Clients et comptes rattachés	549 831	65 843	15 735	30 715	112 294	662 125
	Dépréciations	(720)	(555)	(619)	(19 383)	(20 557)	(21 277)
TOTAL		549 111	65 288	15 117	11 332	91 736	640 847
31.12.2024	Clients et comptes rattachés	481 372	123 621	24 422	36 838	184 882	666 254
	Dépréciations	(592)	(582)	(566)	(19 335)	(20 484)	(21 076)
TOTAL		480 781	123 039	23 856	17 503	164 398	645 179

Dans le secteur Travail temporaire France, le Groupe a recours à un contrat d'affacturage pour financer, le cas échéant, ses besoins de trésorerie. Le Groupe cède ainsi ses créances tout en continuant à les recouvrer sur des comptes bancaires dédiés et à supporter le risque de crédit. Ce contrat d'affacturage ne répond ainsi pas aux critères de décomptabilisation d'IFRS 9 et les créances clients continuent à être comptabilisées à l'actif du bilan. Le plafond de financement est de 80 M€ après constitution d'un fonds de réserves.

La position vis-à-vis des organismes d'affacturage est constituée de la mobilisation des créances minorée des encaissements à reverser à ces organismes. Elle est présentée en Emprunts partie courante (Note 4.4.) ou lorsque ponctuellement les encaissements à reverser excèdent le financement obtenu par la mobilisation des créances, en Trésorerie.

Le financement obtenu des organismes d'affacturage est d'une maturité de remboursement inférieure à douze mois.

Le montant de l'affacturage du Travail temporaire France correspond en l'absence de tirage, à la position active vis-à-vis du factor, qui est ainsi détaillée :

En milliers d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Solde des créances clients financées dans le cadre du contrat d'affacturage	(83 043)	(98 633)
Fonds de réserve constitués par les organismes d'affacturage	11 381	11 448
Montant non encore mobilisé à la clôture	79 001	97 572
Encaissements clients sur des comptes bancaires dédiés à reverser aux organismes d'affacturage	8 959	8 309
POSITION NETTE ACTIVE VIS-À-VIS DES ORGANISMES D'AFFACTURAGE	16 298	18 696

Le Groupe dispose d'autre part aux Etats-Unis d'une ligne de crédit adossée au portefeuille de créances clients d'une capacité de tirage de 25 M\$ pour le financement de ses activités (Note 4.4.2.2). Les créances clients des activités américaines viennent en garantie de cette ligne de crédit.

4.2.2. Autres créances

<i>En milliers d'euros</i>	31.12.2025	31.12.2024	Variation
TVA	18 774	14 079	4 695
Charges constatées d'avance	15 896	13 080	2 817
Créances sociales	7 298	5 934	1 363
Autres créances fiscales	1 785	1 710	74
Autres tiers actif	31 263	28 601	2 662
Valeur brute	75 016	63 404	11 611
Dépréciations	(227)	(213)	(15)
TOTAL NET	74 788	63 192	11 597

Les autres tiers actifs sont principalement des remboursements en attente des organismes de formation.

4.2.3. Dettes fiscales et sociales

<i>En milliers d'euros</i>	31.12.2025	31.12.2024	Variation
Personnel	228 155	227 744	411
Organismes sociaux	160 593	149 041	11 552
Taxe sur la valeur ajoutée	93 055	91 490	1 565
Etat, collectivités publiques et autres dettes	36 152	41 995	(5 843)
TOTAL	517 954	510 269	7 685

4.2.4. Autres dettes

<i>En milliers d'euros</i>	31.12.2025	31.12.2024	Variation
Dettes diverses	44 734	46 585	(1 851)
Produits constatés d'avance	4 261	5 091	(831)
TOTAL	48 994	51 676	(2 682)

Les dettes diverses représentent pour l'essentiel des charges à payer ainsi que des avoirs à établir. L'ensemble de ces dettes a une échéance inférieure à un an.

4.3. Capitaux propres et périmètre de consolidation

Les comptes consolidés incluent les états financiers de la Société et ceux des entités qu'elle contrôle ("les filiales") au sens d'IFRS 10.

La Société a le contrôle lorsqu'elle :

- détient le pouvoir sur l'entité émettrice,
- est exposée, ou a le droit, à des rendements variables, en raison de ses liens avec l'entité émettrice,
- a la capacité d'exercer son pouvoir de manière à influencer sur le montant des rendements qu'elle obtient.

La liste des sociétés consolidées est présentée en note 6.4. ci-après.

4.3.1. Capital et auto-détention

	31.12.2025	31.12.2024
Capital (en milliers d'euros)	4 050	4 050
Nominal (en euros)	0,36	0,36
Nombre total d'actions (en milliers)	11 250	11 250
Nombre d'actions autorisées, émises et en circulation (en milliers)	10 532	10 536
Titres d'auto-détention (en milliers)	718	714

Le nombre total d'actions est de 11 250 000 d'une valeur nominale de 0,36 € par action. Toutes les actions sont entièrement libérées. Aucune action ne dispose d'un droit préférentiel quant au versement de dividendes.

Le nombre d'actions en circulation est de 10 531 952 au 31 décembre 2025.

La société n'a pas de plan de stock-options, ni d'attribution d'actions gratuites.

4.3.2. Résultat par action

	31.12.2025	31.12.2024
Résultat revenant aux actionnaires de la société (milliers d'euros)	31 161	73 011
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	10 535	10 584
Résultat de base et dilué par action (€ par action)	2,96	6,90

En l'absence d'instruments dilutifs, le résultat par action de base est égal au résultat par action dilué.

4.3.3. Dividende par action

Un dividende de 1,50 € par action au titre de l'exercice 2025, représentant une distribution totale de 16,9 M€ sera proposé lors de l'Assemblée Générale des actionnaires du 5 juin 2026 avec un paiement le 6 juillet 2026.

4.3.4. Informations sur les intérêts des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle

Nom de la filiale ou entreprise associée	Pays	Secteur	% détention	% droits de vote	Intérêts minoritaires		Dividendes versés aux intérêts minoritaires pendant la période
					Résultat net de la période attribué aux minoritaires	Cumul des intérêts minoritaires à la fin de la période	
Les Compagnons	France	TT	5,00%	5,00%	196	2 872	100
Congo Handling	Congo	Aéro	50,00%	50,00%	1 585	2 857	0
CPTS	Congo	Aéro	39,00%	39,00%	207	560	0
SHP Sierra Leone	Sierra Leone	Aéro	20,00%	20,00%	98	618	0
Autres					324	2 630	189
TOTAL AU 31 DÉCEMBRE 2024					2 408	9 538	289
Les Compagnons	France	TT	5,00%	5,00%	168	2 840	200
Congo Handling	Congo	Aéro	50,00%	50,00%	1 579	3 989	457
CPTS	Congo	Aéro	39,00%	39,00%	1 191	1 751	0
SHP Sierra Leone	Sierra Leone	Aéro	20,00%	20,00%	79	537	92
Autres					222	2 646	200
TOTAL AU 31 DÉCEMBRE 2025					3 239	11 764	949

TT : Travail Temporaire

Aéro : Aéroportuaire

4.4. Endettement financier

4.4.1. Endettement financier net

Le Groupe utilise dans sa communication financière l'endettement financier net, indicateur non IFRS, qui est composé de l'endettement financier brut diminué des actifs financiers liquides.

L'endettement financier brut est constitué :

- des passifs financiers à long terme : emprunts auprès de banques ou d'établissements financiers (crédits à moyen ou long terme, crédits-bails, ...) et passifs locatifs,
- des passifs financiers à court terme de même nature que les précédents,
- de la participation des salariés,
- des dettes liées aux regroupements d'entreprises (compléments de prix et puts sur intérêts minoritaires),
- des intérêts courus sur les postes du bilan constitutifs de l'endettement financier brut.

L'endettement financier net est composé de l'endettement financier brut diminué :

- de la trésorerie nette, constituée elle-même par la trésorerie brute (disponibilités et dépôts à vue) minorée des découverts bancaires. Les intérêts courus non échus sur la trésorerie nette sont rattachés à cette dernière.
- des actifs financiers liquides comme certains dépôts à terme comptabilisés en actifs financiers non courants car ne remplissant pas l'ensemble des critères pour être classés en équivalents de trésorerie mais n'en constituant pas moins des actifs liquides puisque disposant d'options de sortie à tout moment.

La rubrique « Trésorerie et équivalents de trésorerie » présentée à l'actif du bilan est composée de la trésorerie, disponibilités constituant des prêts et créances envers les établissements bancaires et des équivalents de trésorerie qui comprennent :

- les fonds monétaires, placements à court terme très liquides, convertibles en un montant connu de trésorerie et soumis à un risque négligeable de changement de valeur. Ils sont évalués à leur juste valeur par le résultat en référence directe à des prix cotés sur un marché actif pour un instrument identique (Niveau 1 de la norme IFRS 13-76),
- les comptes de dépôt à court terme convertibles à tout moment en trésorerie sans risque de changement de valeur,
- les positions éventuellement débitrices vis-à-vis des organismes d'affactage.

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024	Variation
Emprunt partie non courante	88 298	95 017	(6 719)
<i>Emprunt partie non courante IFRS 16</i>	<i>73 349</i>	<i>73 278</i>	<i>71</i>
<i>Emprunt partie non courante autres</i>	<i>14 949</i>	<i>21 739</i>	<i>(6 791)</i>
Emprunt partie courante	77 100	88 370	(11 270)
<i>Emprunt partie courante IFRS 16</i>	<i>25 870</i>	<i>26 983</i>	<i>(1 113)</i>
<i>Emprunt partie courante autres</i>	<i>51 230</i>	<i>61 387</i>	<i>(10 158)</i>
A - ENDETTEMENT FINANCIER BRUT	165 398	183 387	(17 990)
<i>Endettement financier brut IFRS 16</i>	<i>99 218</i>	<i>100 261</i>	<i>(1 042)</i>
<i>Endettement financier brut autres</i>	<i>66 179</i>	<i>83 127</i>	<i>(16 947)</i>
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(296 496)	(335 101)	38 605
Découverts	27 593	40 355	(12 761)
B - TRÉSORERIE NETTE	(268 903)	(294 746)	25 844
C - ENDETTEMENT FINANCIER NET AVANT DÉDUCTION AUTRES COMPTES À TERME (A+B)	(103 505)	(111 359)	7 854
D - AUTRES DÉPÔTS À TERME (NOTE 4.1.3)	(31 577)	(39 637)	8 060
E - ENDETTEMENT FINANCIER NET (C+D)	(135 082)	(150 996)	15 914

VARIATION DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET

En millions d'euros

31.12.2025

31.12.2024

Endettement financier net ouverture	(150 996)	(382 244)
Variations de la période :		
ELÉMENTS AVEC IMPACT SUR LA TRÉSORERIE	(48 416)	(26 952)
Emissions	6 826	25 324
Remboursements	(55 242)	(52 276)
ELÉMENTS SANS IMPACT SUR LA TRÉSORERIE	30 424	72 071
Entrées de périmètre	0	50 490
Nouveaux contrats de location	31 908	20 756
Conversion sur endettement brut	(1 556)	598
Juste valeur du swap	72	228
A - VARIATION DE L'ENDETTEMENT FINANCIER BRUT	(17 992)	45 119
B - VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE	25 845	171 529
Dépôts à terme		
Variation des dépôts à terme	8 060	14 600
C - IMPACT DÉPÔTS À TERME	8 060	14 600
VARIATION DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET (A+B+C)	15 913	231 248
ENDETTEMENT FINANCIER NET CLÔTURE	(135 082)	(150 996)

Les remboursements d'emprunts nets de 48,4 M€ concernent :

- les passifs locatifs pour 32,5 M€,
- les lignes de financement de 18,2 M€ (Etats-Unis 14,0 M€ et Italie 4,2 M€),
- nets de l'augmentation de la participation de 2,3 M€.

IMPACT DE L'APPLICATION D'IFRS 16 SUR L'ENDETTEMENT FINANCIER

Année 2024

Année 2025

En milliers d'euros

	Passifs locatifs immeuble siège	Passifs locatifs matériel Aéroportuaire	Autres passifs locatifs	Total	Passifs locatifs immeuble siège	Passifs locatifs matériel Aéroportuaire	Autres passifs locatifs	Total
PASSIFS LOCATIFS AU 1^{ER} JANVIER	15 462	2 438	74 623	92 523	12 081	537	87 642	100 261
Nouveaux contrats de location	0	0	20 756	20 756	0	0	31 908	31 908
Remboursements	(3 537)	(1 900)	(23 885)	(29 322)	(3 745)	(537)	(28 307)	(32 589)
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	156	0	0	156	45	0	0	45
Différence de conversion	0	0	242	242	0	0	(406)	(406)
Variation de périmètre	0	0	15 905	15 905	0	0	0	0
PASSIFS LOCATIFS AU 31 DÉCEMBRE	12 081	537	87 642	100 261	8 381	0	90 838	99 218
Échéances des passifs locatifs								
A moins d'un an	3 746	537	22 700	26 983	3 746	0	22 124	25 870
De un à cinq ans	8 336	0	42 181	50 517	4 635	0	48 399	53 034
A plus de cinq ans	0	0	22 761	22 761	0	0	20 314	20 314
TOTAL AU 31 DÉCEMBRE	12 081	537	87 642	100 261	8 381	0	90 838	99 218

4.4.2. Endettement financier brut

4.4.2.1. Nature et échéances

En milliers d'euros	Lignes de financement	Dette IFRS 16	Participation des salariés aux résultats	Autres emprunts	Total flux contractuels non actualisés ⁽¹⁾	Actualisation des flux	Total net d'actualisation
Valeurs au 31.12.2024							
A moins d'un an	21 610	28 545	39 776	2	89 933	(1 563)	88 370
De un à cinq ans	21 285	53 680		233	75 198	(3 163)	72 035
A plus de cinq ans	0	24 796		218	25 014	(2 032)	22 982
TOTAL 31.12.2024	42 895	107 020	39 776	453	190 144	(6 757)	183 387
Valeurs au 31.12.2025							
A moins d'un an	8 099	27 693	42 104	1 028	78 923	(1 823)	77 100
De un à cinq ans	14 468	56 674		190	71 332	(3 640)	67 693
A plus de cinq ans	0	22 141		290	22 431	(1 826)	20 606
TOTAL 31.12.2025	22 567	106 507	42 104	1 508	172 687	(7 288)	165 398

(1) cf. IFRS 7.B.11D

4.4.2.2. Principales lignes de dettes

ENDETTEMENT FINANCIER BRUT

Principaux emprunts (en milliers d'euros)	Date début	Échéance	Total ligne	Dette / Montant tiré	Montant non tiré	Mode de remboursement	Covenants	Notes
Lignes de financement moyen terme								
Crédit moyen terme BPM Italie OJM	28.06.2023	30.09.2029	19 117	19 117	0	Amortissement	Oui	(1)
Revolving BPM Italie OJM	28.06.2023	30.09.2029	5 000		5 000	Revolving	Oui	(2)
Diverses lignes Italie JOB	2020 à 2022	2025 à 2027	3 450	3 450	0	Amortissement	Non	(3)
TOTAL LIGNES DE FINANCEMENT MOYEN TERME			27 567	22 567	5 000			
Lignes de financement court terme								
Affacturation France	NA	Annuelle	80 000		80 000	Revolving	Non	(4)
Affacturation OPENJOBMETIS	NA	Annuelle				Revolving	Non	(5)
Affacturation JUST ON BUSINESS	NA	Annuelle	2 500	1 007	1 493	Revolving	Non	(6)
Lignes de crédit court terme - Etats-Unis	15.06.2025	15.06.2026	21 277	0	21 277	Revolving	Non	(7)
TOTAL LIGNES DE FINANCEMENT COURT TERME			103 777	1 007	102 770			
Passifs locatifs (IFRS 16)								
Immeuble siège	10.03.2016	27.03.2028		8 381		Trimestriel	Non	(8)
Autres passifs locatifs				90 838				(9)
TOTAL PASSIFS LOCATIFS				99 218				
Participation des salariés aux résultats				42 104			Non	
Autres				501			Non	
ENDETTEMENT FINANCIER BRUT				165 398				

(1) Contrat de prêt amortissable OPENJOBMETIS

(2) Contrat de prêt revolving OPENJOBMETIS

(3) Divers contrats de prêts amortissables Just on Business

(4) Concerne un programme de cession de créances en France pour une capacité totale de 80 M€ gérés en financement confidentiel avec mandat de recouvrement

(5) Ligne d'affacturation déconsolidant d'un montant maximum de 15 M€ sur lequel au 31.12.2025 les cessions s'élevaient à 11 M€ non encaissés au 31.12.2025.

(6) Concerne un programme de cession de créances en Italie pour une capacité totale de 2,5 M€

(7) Ligne de crédit adossé au portefeuille de créances d'une capacité de tirage de 25 M\$ et d'une durée de 12 mois renouvelable

(8) Concerne le financement de l'immeuble de Paris 17e, la dette de location de 8,4 M€ est nette de l'avance preneur versée au bailleur

(9) Concerne principalement des actifs immobiliers (baux des agences de Travail temporaire et locaux sur les sites aéroportuaires)

LIGNES DE DÉCOUVERTS

Principaux découverts (en milliers d'euros)	Total ligne	Dette / Montant tiré	Montant non tiré
Découverts autorisés France	44 000	0	44 000
Découverts autorisés étrangers	124 501	23 040	101 461
<i>Italie</i>	<i>120 420</i>	<i>23 040</i>	<i>97 380</i>
<i>Autres</i>	<i>4 081</i>	<i>0</i>	<i>4 081</i>
TOTAL DÉCOUVERTS AUTORISÉS	168 501	23 040	145 461

En 2026, le Groupe CRIT met en place un nouveau programme d'affacturation paneuropéen d'un montant total de 160 M€, réparti à parts égales entre la France et l'Italie.

La ligne italienne de 80 M€ se substituera à l'ensemble des lignes d'affacturation et des facilités de découvert actuellement en place en Italie.

La ligne de crédit court terme Etats-Unis a été réduite à 6 M€ en janvier 2026.

RISQUE DE TAUX

Le taux moyen de rémunération « all-in » (i.e. inclus commissions et frais directement affectables) payé par le Groupe au cours de l'exercice au titre du financement s'élève à 3,7%.

OPÉRATIONS DE COUVERTURE

Le contrat de crédit-bail pour le financement de la construction de l'immeuble à usage de bureaux sis à Paris 17e, 6 Rue Toulouse Lautrec étant conclu à taux variable, la SCI l'Arche de Saint-Ouen a mis en place auprès de BNP Paribas et Société Générale, un swap de taux permettant d'échanger ce taux variable contre un taux fixe pour un montant notionnel de 6,7 M€ au 31 décembre 2025. Ces contrats de swap couvrent le taux variable du contrat de crédit-bail sous-jacent pour chaque échéance.

Le risque de taux n'est que peu significatif. Une évolution de 100 points de base aurait une incidence de 1,8 M€ sur le coût de l'endettement financier brut du Groupe qui s'élève à 6,7 M€.

Le taux moyen pondéré de ces swaps est de 1,6060%.

Le swap étant 100 % adossé aux échéances, la couverture est efficace. La valeur du swap au 31 décembre 2025 est nulle, la variation par rapport à sa valeur au 31 décembre 2024, 0,1 M€, a été comptabilisée par contrepartie des autres éléments du résultat global.

RÉPARTITION DE LA DETTE PAR TYPE DE TAUX ET PAR DEVICES

En milliers d'euros

	31.12.2025	31.12.2024
Taux fixe	139 651	137 348
Taux variable	25 748	46 039
ENDETTEMENT FINANCIER BRUT	165 398	183 387
EUR	159 786	161 174
USD	2 935	18 569
XAF	709	981
Autres devises	1 968	2 663
ENDETTEMENT FINANCIER BRUT	165 398	183 387

ENGAGEMENTS FINANCIERS À RESPECTER

Le prêt à moyen/long terme, contracté auprès de la BPM en Italie impose le respect du covenant financier Ratio de levier (Endettement financier net Italie/EBITDA Italie) inférieur à 2,25 au 31 décembre de chaque année.

Cet engagement était respecté au 31 décembre 2025

RISQUE DE LIQUIDITÉ

Dans le cadre de son activité, le Groupe doit financer, outre le dividende qu'il sert à ses actionnaires, un besoin en fonds de roulement significatif (Note 4.2) ainsi que ses opérations de croissance externe. De façon générale, le besoin en fonds de roulement est financé par des lignes à court terme (découvert, factoring ...) et les opérations de croissance externe par les fonds propres du Groupe ou des lignes de financement à moyen terme. Ainsi au 31 décembre 2025, la société dispose de 107,8 M€ de lignes de crédit non tirées et de 145,5 M€ de lignes de découverts non tirées.

Le risque de liquidité est directement lié à la capacité du Groupe à générer des cash-flows et / ou à lever des financements de façon à faire face aux échéances de ses dettes financières et de ses instruments dérivés.

Afin d'anticiper et gérer ce risque, le Groupe a mis en place les éléments suivants :

- Diversification de ses sources de financement auprès de divers établissements financiers,
- Centralisation de la gestion de la trésorerie,
- Maintien permanent de lignes de financement non tirées.

RISQUE DE CONTREPARTIE FINANCIÈRE

Le Groupe est exposé au risque de contrepartie financière lorsqu'il intervient sur les marchés financiers notamment pour la gestion de sa trésorerie. Il limite ce risque en s'engageant, sauf en l'absence de telles solutions, avec des banques commerciales bénéficiant de

notes de crédit élevées et en évitant une trop grande concentration des opérations de marché sur un nombre restreint d'établissements financiers. C'est ainsi que le montant de trésorerie nette de 268,9 M€ est réparti sur l'ensemble de ces établissements.

RISQUE DE CHANGE

Le Groupe est exposé par son activité internationale à un risque de fluctuation des cours des devises étrangères principalement celle du dollar américain.

Ce risque porte d'une part sur les transactions réalisées par des sociétés du Groupe dans des monnaies différentes de leur monnaie fonctionnelle (risque de change fonctionnel) et d'autre part sur les actifs et passifs libellés en devises étrangères (risque de conversion des comptes).

Les entités du Groupe opèrent en général dans leur devise locale qui est leur monnaie fonctionnelle, le produit des ventes est ainsi

réalisé dans la même devise que celles des charges d'exploitation, ce qui permet de créer une couverture naturelle. Le risque de change fonctionnel est ainsi limité aux opérations de financement intragroupe qui ne sont pas refinancées par une ligne dans la devise dans laquelle le financement intragroupe est fait.

Le risque lié à la conversion des comptes des entités étrangères dans les comptes et la monnaie de reporting du Groupe ne fait d'autre part l'objet d'aucune couverture.

PRINCIPAUX TAUX DE CHANGE PAR RAPPORT À L'EURO :

	2025		2024	
	Moyen	De clôture	Moyen	De clôture
Dollar US	1,1243	1,1750	1,0826	1,0389
Livre sterling	0,8546	0,8726	0,8469	0,8292
Franc suisse	0,9370	0,9314	0,9513	0,9412
Dhram marocain	10,5443	10,7213	10,7999	10,5660
Dinar tunisien	3,3668	3,4148	3,3736	3,3238

POSITIONS NETTES BILANCIELLES DANS LES PRINCIPALES DEVISES

L'ensemble des actifs et passifs, y compris non monétaires, est ci-dessous classé par monnaie fonctionnelle.

En milliers d'euros	Actifs courants et non courants	Passifs courants et non courants	Engagements en devises	Position nette avant couverture	Instruments financiers de couverture	Position nette après couverture
2025						
Euro	1 390 361	788 666		601 695		601 695
Dollar US	89 304	32 689		56 614		56 614
XAF	29 051	16 583		12 468		12 468
Autres devises	80 017	37 213		42 804		42 804
TOTAL	1 588 734	875 152	0	713 582	0	713 582
2024						
Euro	1 414 738	821 491		593 247		593 247
Dollar US	132 190	30 355		101 835		101 835
XAF	24 063	16 912		7 151		7 151
Autres devises	87 160	37 446		49 714		49 714
TOTAL	1 658 151	906 204	0	751 947	0	751 947

Tableau de sensibilité du résultat groupe et des capitaux propres au risque de change

En milliers d'euros	Impact sur le résultat avant impôts		Impact sur les capitaux propres avant impôts	
	Hausse de 5%	Baisse de 5%	Hausse de 5%	Baisse de 5%
2025				
Euro	0	0	0	0
Dollar US	(1 522)	1 522	789	(789)
XAF	0	0	0	0
Autres devises	360	(360)	(30)	30
TOTAL	(1 162)	1 162	759	(759)
2024				
Euro	0	0	0	0
Dollar US	(56)	56	2 587	(2 587)
XAF	0	0	0	0
Autres devises	410	(410)	118	(118)
TOTAL	354	(354)	2 705	(2 705)

4.4.3. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie nette, dont la variation est présentée dans le tableau des flux de trésorerie consolidés, est constituée de la Trésorerie et équivalents de trésorerie déduction faite des Découverts bancaires.

En milliers d'euros

	31.12.2025	31.12.2024
TRÉSORERIE	118 966	108 615
Equivalents de trésorerie		
Fonds monétaires	1 389	3 553
Comptes à terme	176 141	222 933
TOTAL ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	177 530	226 486
TOTAL TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	296 496	335 101

La variation de trésorerie nette de -25,8 M€ s'analyse par :

- 97,2 M€ de flux de trésorerie générés par l'activité,
- 14,0 M€ de flux liés aux opérations d'investissements dont 24,7 M€ d'investissements d'exploitation et -8,4 M€ de variation des autres dépôts à terme selon note 4.4.1
- 108,7 M€ liés aux opérations financières dont 48,4 M€ de remboursements nets d'emprunts et 64,1 M€ de dividendes.

4.5. Information complémentaire sur les instruments financiers

Les tableaux suivants présentent par catégories d'instruments financiers selon IFRS 9, les valeurs comptables, leur classification et leur juste valeur à la clôture de chaque exercice.

4.5.1. Catégories d'actifs financiers

En milliers d'euros	Valeur comptabilisée 31.12.2025			Juste valeur 31.12.2025	Valeur comptabilisée 31.12.2024	Juste valeur 31.12.2024
	Non courant	Courant	Total			
PRÊTS ET CRÉANCES AU COÛT AMORTI	37 272	838 852	876 123	876 123	865 998	865 998
Prêts et créances et autres immobilisations financières	37 272		37 272	37 272	45 241	45 241
Créances clients		640 847	640 847	640 847	645 179	645 179
Autres créances		74 788	74 788	74 788	63 192	63 192
Actif d'impôt exigible		4 250	4 250	4 250	3 773	3 773
Comptes courants bancaires		118 966	118 966	118 966	108 615	108 615
ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT	0	177 530	177 530	177 530	226 486	226 486
OPCVM monétaires		1 389	1 389	1 389	3 553	3 553
Compte à terme		176 141	176 141	176 141	222 933	222 933
TOTAL	37 272	1 016 382	1 053 653	1 053 653	1 092 485	1 092 485

Le coût amorti des prêts et créances est égal à la juste valeur.

4.5.2. Catégories de passifs financiers

En milliers d'euros	Valeur comptabilisée au 31.12.2025			Juste valeur 31.12.2025	Valeur comptabilisée 31.12.2024	Juste valeur 31.12.2024
	Non courant	Courant	Total			
AUTRES PASSIFS AU COÛT AMORTI	88 298	737 115	825 413	825 413	851 700	851 700
Emprunts	88 298	77 100	165 398	165 398	183 387	183 387
Découverts bancaires et assimilés		27 593	27 593	27 593	40 355	40 355
Dettes fournisseurs		61 761	61 761	61 761	62 597	62 597
Dettes fiscales et sociales		517 954	517 954	517 954	510 269	510 269
Dettes d'impôt exigible		3 712	3 712	3 712	3 416	3 416
Autres dettes		48 994	48 994	48 994	51 676	51 676
TOTAL	88 298	737 115	825 413	825 413	851 700	851 700

4.6. Provisions pour autres passifs

Une provision est comptabilisée lorsque le Groupe a une obligation actuelle, juridique ou implicite, à l'égard d'un tiers résultant d'un événement passé, qu'il est probable que le règlement de cette obligation générera une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

Les provisions sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation que le management du Groupe peut faire en date de clôture de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation.

Les provisions pour litiges concernent principalement les risques prud'homaux. Les autres provisions concernent divers risques commerciaux, juridiques, sociaux et fiscaux, résultant de litiges ou de procédures découlant de l'activité normale du Groupe (dont 7 M€ de provision relative à un litige de TVA en Italie au 1^{er} janvier 2025 reprise à hauteur de 4,9 M€ au 31 décembre 2025).

L'estimation de ces risques est effectuée en tenant compte de la nature du litige, de la connaissance de la résolution de litiges passés et de la jurisprudence en cours.

<i>En milliers d'euros</i>	31.12.2024	Dotations	Reprises (provisions utilisées)	Reprises (provisions non utilisées)	31.12.2025
Provisions pour litiges	7 845	2 146	(1 728)	(454)	7 808
Autres provisions	15 409	4 729	(1 255)	(6 833)	12 050
TOTAL	23 255	6 875	(2 983)	(7 288)	19 859

Il n'existe pas d'autre procédure administrative, judiciaire ou d'arbitrage, y compris toute procédure dont la société a connaissance, qui est en suspens ou dont elle est menacée, susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des 12 derniers mois des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la société et/ou du Groupe.

5. Engagements hors bilan

5.1. Engagements hors bilan liés au financement de la société

5.1.1. Engagements donnés

En milliers d'euros

	Principales caractéristiques	Echéance	31.12.2025	31.12.2024
Nantissement des titres d'AERCO par CPTS en garantie du prêt bancaire d'AERCO	Garantie financière du prêt bancaire d'une entreprise associée	illimitée	4 535	4 535

5.1.2. Engagements reçus

En milliers d'euros

	Principales caractéristiques	Echéance	31.12.2025	31.12.2024
Engagements liés au financement :				
Contrat d'affacturage Crédit Agricole	Partie non utilisée d'une ligne de 80 M€ d'engagement	Renouvellement annuel par tacite reconduction	80 000	80 000
Ligne de crédit court terme Etats-Unis	Partie non utilisée d'une ligne de 25 M\$	15.06.2026	21 277	8 927
Ligne de crédit court terme Italie	Partie non utilisée d'une ligne de 5 M€	30.09.2029	5 000	5 000
Contrats d'affacturage Italie	Partie non utilisée de lignes de 17,5 M€		5 468	4 365
Autorisation de découverts France	Partie non utilisée de plusieurs lignes d'un montant total de 44 M€		44 000	44 000
Autorisation de découverts Italie	Partie non utilisée de plusieurs lignes d'un montant total de 120,4 M€		97 380	98 462
Autorisation de découverts autres Pays	Partie non utilisée de plusieurs lignes d'un montant total de 4,1 M€		4 081	3 622

5.2. Engagements hors bilan liés aux activités opérationnelles de la société

5.2.1. Engagements donnés

En milliers d'euros

	Principales caractéristiques	Echéance	31.12.2025	31.12.2024
Garantie financière				
Contre-garantie donnée par Groupe Crit à BNP Paribas	Garantie des franchises des contrats d'assurance accidents du travail	15.09.2026	5 564	7 417
Garantie financière des sommes dues au titre du contrat de crédit-bail de l'immeuble de Paris 17 ^e de SCI Saint Ouen à Natiocredibail	Promesse de cession des loyers de sous location de l'immeuble	31.05.2026	1 024	3 169
Instruments financiers conclus en vue de la livraison d'un élément non financier				
Engagement d'achat de GEH vis-à-vis de divers fournisseurs	Engagement d'achat ferme d'uniformes	Illimitée	823	948

5.2.2. Engagements reçus

En milliers d'euros	Principales caractéristiques	Echéance	31.12.2025	31.12.2024
Garantie financière				
Garantie financière donnée par BNP Paribas	Garantie des franchises des contrats d'assurance accidents du travail	15.09.2026	5 564	7 417
Garanties à première demande				
Garantie à première demande de Crédit Lyonnais à Aéroport de Paris pour les filiales Aéroportuaire France	Garantie de baux civils		2 905	2 088
Autres cautions immobilières	Garantie de baux civils		655	2 439
Cautions reçues				
Caution bancaire en faveur de CRIT SAS ⁽¹⁾	Garantie financière des activités de travail temporaire en France (article L 1251-49 et R 1251-11 à R 1251-31 du Code du Travail)	30.06.2026	109 490	108 170
Caution bancaire en faveur de Les Compagnons, Les Volants, AB Intérim ⁽¹⁾	Garantie financière des activités de travail temporaire en France (article L 1251-49 et R 1251-11 à R 1251-31 du Code du Travail)	30.06.2026	9 140	9 750
Caution bancaire en faveur de Openjobmetis	Garantie financière des activités de travail temporaire en Italie Art 5, D.lgs. 276/2003	31.05.2026	33 222	35 056
Caution bancaire en faveur de Just On Business	Garantie financière des activités de travail temporaire en Italie Art 5, D.lgs. 276/2003	31.01.2026	5 750	5 750
Caution bancaire en faveur de Family Care	Garantie financière des activités de travail temporaire en Italie Art 5, D.lgs. 276/2003	30.11.2026	1 467	1 315
Caution bancaire en faveur de Crit Espana	Garantie financière des activités de travail temporaire en Espagne	Illimitée	7 375	5 286
Caution bancaire en faveur de Crit Suisse	Garantie financière des activités de travail temporaire en Suisse	Illimitée	268	425
Autres cautions	Cautions clients et fournisseurs		1 193	1 273

(1) Les garanties financières consenties par les banques en faveur des sociétés CRIT SAS, AB INTERIM, LES COMPAGNONS et LES VOLANTS dans le cadre de leurs activités de travail temporaire et en application des dispositions de l'article L 1251-49 et R 1251-11 à R 1251-31 du Code du Travail ont une durée limitée d'une année et sont renouvelables chaque année.

6. Autres informations

6.1. Informations sur les parties liées

Selon la norme IAS 24, une partie liée est une personne ou une entité qui est liée à l'entité présentant ses états financiers.

Toutes les opérations commerciales conclues avec les entités non consolidées sont effectuées dans des conditions normales d'activité du marché.

6.1.1. Rémunérations des mandataires sociaux

Les rémunérations attribuées au titre de l'exercice 2025 par Groupe Crit (avantages en nature compris) aux principaux dirigeants - Présidente-Directrice Générale et Directrice Générale Déléguée - s'élèvent à 922 milliers d'euros contre 1 065 milliers d'euros au titre de 2024 (cf. Chapitre 5 du Document d'Enregistrement Universel).

Aucun avantage postérieur à l'emploi ni de prêt aux dirigeants n'a été octroyé. De même, aucune attribution d'actions ou d'options n'est effectuée par le Groupe.

6.1.2. Autres parties liées

Les transactions avec les autres parties liées sont principalement :

- des locations consenties aux conditions de marché par des SCI, dont la gérance est assurée par Karine GUEDJ ou Nathalie JAOUJ, administrateurs,
- des ventes facturées par le Groupe aux sociétés consolidées par mise en équivalence.

En milliers d'euros	2025	2024
Locations facturées au Groupe par des SCI		
SCI LA PIERRE DE CLICHY		32
SCI LA PIERRE DE SENS	16	16
SCI LA PIERRE DE ROUEN	17	17
SCI LA PIERRE DE TOULON	14	14
SCI LA PIERRE CHATEAUROUX	11	11
SCI LA PIERRE D'AUXERRE	11	11
SCI LA PIERRE DE QUIMPER		7
	68	108
Ventes facturées par le Groupe		
Global SQ	6 516	8 051
Comptes clients et courants débiteurs		
Global SQ	1 116	848
SCCV LES CHARMES	88	86
SHP RS DOO Serbie	849	850
	2 052	1 784

Les informations financières résumées des sociétés mises en équivalence sont données en note 4.1.4.

6.2. Honoraires des commissaires aux comptes

En milliers d'euros	PwC				Exco Paris ACE			
	Montant HT		%		Montant HT		%	
	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024
Certification des comptes								
Emetteur	165	184	19%	16%	49	48	34%	33%
Filiales intégrées globalement ⁽¹⁾	536	519	63%	44%	94	95	66%	67%
Certification des informations en matière de durabilité								
Emetteur	130	130	15%	11%			0%	0%
Filiales intégrées globalement								
Services autres que la certification des comptes et certification des informations en matière de durabilité								
Emetteur	0	1	0%	0%			0%	0%
Filiales intégrées globalement ⁽²⁾	19	337	2%	29%	0		0%	0%
TOTAL	850	1 171	100%	100%	142	143	100%	100%

(1) Dont réalisés par les commissaires aux comptes de la société mère et des filiales françaises PricewaterhouseCoopers Audit 269 K€ en 2025 (265 K€ pour 2024) et Exco Paris ACE 94 K€ (95 K€ pour 2024)

(2) En 2025, travaux de conformité fiscale et consultations techniques réalisés par un membre du réseau PwC et en 2024, due diligences réalisées par un membre du réseau PwC dans le cadre de l'acquisition d'OPENJOBMETIS

6.3. Evénements post-clôture

Aucun autre événement post-clôture de nature à avoir une incidence significative sur les états financiers n'a été identifié entre la date de clôture et la date d'arrêt des comptes.

6.4. Périmètre de consolidation

Sociétés ⁽¹⁾	Siren	Intracommunautaire	TVA % d'intérêt		Méthode de consolidation
			31.12.2025	31.12.2024	
GROUPE CRIT (Paris)	622 045 383	FR12 622045383	Société mère		Intégration globale
Travail temporaire					
CRIT INTERIM (Paris)	303 409 247	FR26 303409247	99,10	99,10	Intégration globale
LES VOLANTS (Paris)	301 938 817	FR05 301938817	98,89	98,89	Intégration globale
LES COMPAGNONS (Paris)	309 979 631	FR02 309979631	95,00	95,00	Intégration globale
AB INTERIM (Paris)	642 009 583	FR59 642009583	95,00	95,00	Intégration globale
CRIT (Paris)	451 329 908	FR07 451329908	99,71	99,71	Intégration globale
PRESTINTER (Paris)	334 077 138	FR72 334077138	95,00	95,00	Intégration globale
E.C.M. (Paris)	732 050 034	FR80 732050034	99,00	99,00	Intégration globale
MASER (Paris)	732 050 026	FR56 732050026	99,94	99,94	Intégration globale
ECM CRIT INDIA PRIVATE LIMITED (Inde)	U74999DL2020FTC363715	NA	99,00	99,00	Intégration globale
CRIT IMMOBILIER (Paris)	572 181 097	FR69 572181097	95,00	95,00	Intégration globale
SCI L'ARCHE DE SAINT-OUEN (Paris)	799 904 487	FR15 799904487	100,00	100,00	Intégration globale
R.H.F. (Clichy)	343 168 399	FR74 343168399	99,99	99,99	Intégration globale
PEOPULSE (Colombes)	489 466 474	FR48 489466474	100,00	100,00	Intégration globale
HUMKYZ (Colombes)	879 871 515	FR20 879871515	100,00	100,00	Intégration globale
SCI SARRE COLOMBES (Paris)	381 038 496	FR85 381038496	99,72	99,72	Intégration globale
SCI RIGAUD PREMILHAT (Paris)	312 086 390	FR50 312086390	90,00	90,00	Intégration globale
SCI MARCHE A MEAUX (Paris)	384 360 962	FR54384360962	99,00	99,00	Intégration globale
SCI DE LA RUE DE CAMBRAI (Paris)	403 899 818	FR07 403899818	99,72	99,72	Intégration globale
SCI ALLEES MARINES (Paris) ⁽²⁾	381 161 595	FR06381161595	0,00	99,00	Intégration globale
SCCV LES CHARMES (Paris)	491 437 018	FR15 491437018	47,50	47,50	Mise en équivalence
PLAVISGAS (Italie)	MI-2731808	IT 04811960261	99,71	99,71	Intégration globale
OPENJOBMETIS (Italie)	MI-1641225	IT 13343690155	99,71	99,71	Intégration globale
SELTISHUB (Italie)	MI-1614276	IT 13074830152	99,71	99,71	Intégration globale
FAMILY CARE (Italie)	MI-2571173	IT 10993660967	99,71	99,71	Intégration globale
LYVE (Italie)	MI-2105322	IT 09663140961	51,91	51,91	Intégration globale
OPENJOB CONSULTING (Italie)	VA-276382	IT 02667720128	99,71	99,71	Intégration globale
JUST ON BUSINESS (Italie)	MI-1624633	IT 05815251003	99,71	99,71	Intégration globale
DEINE GROUP (Italie)	MI-258192	IT 02836180212	99,71	99,71	Intégration globale
CRIT CORP (Etats-Unis)	45-3062102	NA	100,00	100,00	Intégration globale
PEOPLELINK (Etats-Unis)	35-2154753	NA	100,00	100,00	Intégration globale
SUSTAINED QUALITY (Etats-Unis)	26-1555349	NA	100,00	100,00	Intégration globale
2AM GROUP ONTARIO (Etats-Unis)	36-4778757	NA	100,00	100,00	Intégration globale
PEOPLE SIMPLE	99-11011785	NA	100,00	100,00	Intégration globale
GLOBAL SQ (Etats-Unis)	27-0340224	NA	49,00	49,00	Mise en équivalence
CRIT ESPANA (Espagne)	B81171712	ES B81171712	100,00	100,00	Intégration globale
CRIT CARTERA (Espagne)	B84963198	ES B84963198	100,00	100,00	Intégration globale

Sociétés ⁽¹⁾	Siren	Intracommunautaire	TVA % d'intérêt		Méthode de consolidation
			31.12.2025	31.12.2024	
CRIT PROCESOS AUXILIARES SL (Espagne)	B85751576	ES B85751576	100,00	100,00	Intégration globale
CRIT CONSULTORIA (Espagne)	B61456380	ES B61456380	100,00	100,00	Intégration globale
CRIT EMPRESA DE TRABALHO TEMPORÁRIO (Portugal)	513 777 784	PT 513777784	100,00	100,00	Intégration globale
OK JOB (Suisse)	CHE-236.266.080	NA	100,00	100,00	Intégration globale
11i-Job (Suisse)	CHE-255.255.119	NA	100,00	100,00	Intégration globale
CRIT INTERIM (Suisse)	CHE-106.120.732	NA	100,00	99,71	Intégration globale
PROPARTNER (Allemagne)	HRB 412938	DE 161340132	100,00	100,00	Intégration globale
CRIT MAROC (Maroc)	122453	NA	98,67	98,67	Intégration globale
C-SERVICES (Maroc)	175245	NA	99,87	99,87	Intégration globale
CRIT RH (Tunisie)	1029015Q	NA	95,00	95,00	Intégration globale
CRIT TUNISIE (Tunisie)	1043956P	NA	95,00	95,00	Intégration globale
Assistance aéroportuaire					
PARIS CUSTOMERS ASSISTANCE (Tremblay en France)	502 637 960	FR04 502637960	100,00	100,00	Intégration globale
AERO HANDLING (Tremblay en France)	792 040 289	FR52 792040289	100,00	100,00	Intégration globale
CARGO GROUP (Tremblay en France)	789 719 887	FR51 789719887	100,00	100,00	Intégration globale
ORLY CUSTOMER ASSISTANCE (Tremblay en France)	515 212 801	FR63 515212801	100,00	100,00	Intégration globale
ORLY RAMP ASSISTANCE (Tremblay en France)	515 212 769	FR64 515212769	100,00	100,00	Intégration globale
GEH SERVICES (Tremblay en France)	515 212 785	FR15 515212785	100,00	100,00	Intégration globale
RAMP TERMINAL ONE (Tremblay en France)	515 192 763	FR89 515192763	100,00	100,00	Intégration globale
ORLY GROUND SERVICES (Tremblay en France) ⁽³⁾	827 803 339	FR24 827803339	0,00	100,00	Intégration globale
CARGO HANDLING (Tremblay en France)	814 167 599	FR32 814167599	100,00	100,00	Intégration globale
AIRPORT ENERGIE DISTRIBUTION (Tremblay en France)	953 653 219	FR56 953653219	100,00	100,00	Intégration globale
AIRLINES GROUND SERVICES (Tremblay en France)	411 545 080	FR46 411545080	100,00	100,00	Intégration globale
EUROPE HANDLING CARGO (Tremblay en France)	914 538 509	FR27 914538509	100,00	100,00	Intégration globale
ASSISTANCE MATERIEL AVION (Tremblay en France)	410 080 600	FR27 410080600	100,00	100,00	Intégration globale
EUROPE HANDLING MAINTENANCE (Tremblay en France)	404 398 281	FR44 404398281	100,00	100,00	Intégration globale
GROUPE EUROPE HANDLING (Tremblay en France)	401 144 274	FR06 401144274	100,00	100,00	Intégration globale
INSTITUT DE FORMATION AUX METIERS DE L'AERIEN (Tremblay en France)	409 514 791	FR03 409514791	100,00	100,00	Intégration globale
EUROPE HANDLING (Tremblay en France)	395 294 358	FR80 395294358	100,00	100,00	Intégration globale
ADVANCED AIR SUPPORT INTERNATIONAL (Le Bourget)	841 280 704	FR94 841280704	100,00	100,00	Intégration globale
ASSISTANCE MATERIEL AVION TOULOUSE (Tremblay en France) ⁽⁴⁾	992 578 245	FR35 992 578 245	100,00	0,00	Intégration globale
AWAC TECHNICS (Tremblay en France)	412 783 045	FR05 412783045	99,76	99,76	Intégration globale

Sociétés ⁽¹⁾	Siren	Intracommunautaire	TVA	% d'intérêt		Méthode de consolidation
				31.12.2025	31.12.2024	
EUROPE HANDLING TECHNICS (Tremblay en France) ⁽⁴⁾	992 576 702	FR62 992 576 702		100,00	0,00	Intégration globale
AIRPORT LAUNDRY SERVICES (Tremblay en France) ⁽⁴⁾	992 567 602	FR19 992 567 602		100,00	0,00	Intégration globale
OTESSA (Paris)	552 118 101	FR66 552118101		99,00	99,00	Intégration globale
OVID (Tremblay en France)	534 234 661	FR58 534234661		33,33	33,33	Mise en équivalence
CONGOLAISE DE PRESTATIONS DE SERVICES - CPTS (Congo)	CG-BZV-01-2011-B14-00065	NA		61,00	61,00	Intégration globale
AEROPORTS DE LA REPUBLIQUE DU CONGO - AERCO (Congo)	CG-BZV-01-2009-B14-00027	NA		15,25	15,25	Mise en équivalence
SKY PARTNER R.S. DOO. (Serbie)	20867019	RS107761497		48,00	48,00	Mise en équivalence
CONGO HANDLING (Congo)	CG-BZV-01-2023-M-07713	NA		50,00	50,00	Intégration globale
ADVANCED AIR SUPPORT MAROC (Maroc)	65679	NA		100,00	100,00	Intégration globale
SKY HANDLING PARTNER SIERRA LEONE (Sierra Leone)	143/2010	NA		80,00	80,00	Intégration globale
SKY HANDLING PARTNER (Irlande)	210922	IE82 10922O		100,00	100,00	Intégration globale
SKY HANDLING PARTNER UK (Royaume-Uni)	NI609088	NA		90,00	90,00	Intégration globale
COBALT GROUND SOLUTIONS (Royaume-Uni)	3039046	NA		100,00	100,00	Intégration globale

(1) Aucune entité n'est exclue du périmètre de consolidation

(2) Dissolution le 26 novembre 2025

(3) TUP avec GEH le 24 décembre 2025

(4) Date d'immatriculation 14 octobre 2025

Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

(Exercice clos le 31 décembre 2025)

PricewaterhouseCoopers Audit

63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

EXCO PARIS ACE

76-78 Rue de Reuilly
75012 Paris

À l'assemblée générale de la société

GROUPE CRIT

6 Rue Toulouse Lautrec
75017 PARIS

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société GROUPE CRIT relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions de comité d'audit.

FONDEMENT DE L'OPINION

RÉFÉRENTIEL D'AUDIT

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

INDÉPENDANCE

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS - POINTS CLÉS DE L'AUDIT

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

EVALUATION DES ACTIFS INCORPORELS

Voir la note 4.1.1 Immobilisations incorporelles

Risque identifié

Au 31 décembre 2025, la valeur des actifs incorporels s'élève à 338 millions d'euros, représentant 21 % de la valeur totale des actifs.

Les actifs incorporels sont principalement composés de goodwill, de marques et de relations clients, constatés lors des regroupements d'entreprise. Le groupe s'assure, lorsqu'il identifie un indice de perte de valeur et au moins une fois par an, que la valeur comptable de ces actifs n'est pas supérieure à leur valeur recouvrable, déterminée à partir de projections actualisées des flux de trésorerie futurs d'exploitation. Les principales hypothèses ainsi prises en compte

dans l'évaluation de la valeur recouvrable comprennent la progression du chiffre d'affaires et de la rentabilité, le taux de croissance perpétuelle et le taux d'actualisation.

Nous avons considéré que l'évaluation de la valeur recouvrable de ces actifs est un point clé de notre audit en raison de leur caractère significatif dans les comptes du groupe et parce que la détermination de cette valeur nécessite de recourir au jugement de la Direction.

Notre réponse

Nos travaux ont notamment consisté à :

- prendre connaissance du processus d'élaboration et d'approbation des budgets et des prévisions par la Direction ;
- apprécier le caractère raisonnable des principales estimations retenues, en particulier la cohérence des projections de chiffres d'affaires et de taux de marge par rapport aux performances passées du groupe et au contexte économique des pays dans lequel il opère, la cohérence des taux de croissance retenus avec les analyses de performance du marché, et avec l'appui de nos experts en évaluation, la cohérence des paramètres composant les taux d'actualisation appliqués aux flux de trésorerie projetés avec des références externes ;

- examiner les modèles de valorisation et les analyses de sensibilité de la valeur recouvrable de ces actifs par rapport aux principales hypothèses retenues ;
- vérifier que les notes aux états financiers donnent une information appropriée.

CHARGES DE PERSONNEL ET CONFORMITÉ RÉGLEMENTAIRE

Risque identifié

Les charges de personnel et assimilées représentent la majeure partie des charges opérationnelles du groupe ; elles s'élèvent à 2.961 millions d'euros en 2025, soit 90 % des charges opérationnelles consolidées.

Ces charges couvrent à la fois le personnel permanent et le personnel intérimaire qui fait l'objet de réglementations et d'obligations spécifiques. Ces réglementations diffèrent selon les pays et sont en constante évolution.

Le groupe s'assure du respect de ses obligations réglementaires relatives au personnel, notamment en matière de durée du travail, et veille en permanence au maintien à jour des données réglementaires de paie et à la juste valorisation des éléments de paie et autres charges de personnel.

Nous avons considéré que les charges de personnel et la conformité aux obligations réglementaires relatives au personnel sont un point clé de notre audit en raison de leur caractère significatif dans les comptes du groupe, de la complexité et du caractère changeant de ces réglementations et des conséquences, notamment financières, que le non-respect de ses obligations pourrait avoir pour le groupe.

Notre réponse

Nous avons pris connaissance des procédures de contrôle interne du groupe en matière de veille réglementaire et de mise à jour des systèmes calculant la paie des salariés intérimaires et des salariés permanents et vérifié la mise en œuvre effective des contrôles principaux.

Nous avons vérifié, avec le concours de nos experts en droit social et paie, et sur la base d'un échantillon de salariés, l'exactitude des données de paie et du calcul de la paie. Nous avons obtenu, le cas échéant, les chefs de redressement issus des derniers contrôles de paie diligentés par les organismes sociaux et leur traduction comptable éventuelle. Nous avons apprécié le caractère approprié des actions de remédiation éventuelles engagées.

VÉRIFICATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

AUTRES VÉRIFICATIONS OU INFORMATIONS PRÉVUES PAR LES TEXTES LÉGAUX ET RÉGLEMENTAIRES

FORMAT DE PRESENTATION DES COMPTES CONSOLIDES DESTINES A ETRE INCLUS DANS LE RAPPORT FINANCIER ANNUEL

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels et consolidés présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L.451-1-2 du code monétaire et financier, établis sous la responsabilité de la Présidente Directrice Générale. S'agissant de comptes consolidés,

nos diligences comprennent la vérification de la conformité du balisage de ces comptes au format défini par le règlement précité.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen.

Il ne nous appartient pas de vérifier que les comptes consolidés qui seront effectivement inclus par votre société dans le rapport financier annuel déposé auprès de l'AMF correspondent à ceux sur lesquels nous avons réalisé nos travaux.

DÉSIGNATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société GROUPE CRIT par votre assemblée générale du 14 avril 1997 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit et du 23 juin 2008 pour le cabinet Exco Paris Ace.

Au 31 décembre 2025, le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit était dans la 29ème année de sa mission sans interruption et le cabinet Exco Paris Ace dans la 18ème année, dont respectivement 27 et 18 années depuis que les titres de la société ont été admis aux négociations sur un marché réglementé.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au conseil d'administration remplissant les fonctions de comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

RESPONSABILITÉS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES CONSOLIDÉS OBJECTIF ET DÉMARCHE D'AUDIT

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

RAPPORT AU CONSEIL D'ADMINISTRATION REMPLISSANT LES FONCTIONS DE COMITÉ D'AUDIT

Nous remettons au conseil d'administration remplissant les fonctions de comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions de comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au conseil d'administration remplissant les fonctions de comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le conseil d'administration remplissant les fonctions de comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris, le 29 avril 2026

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

Jérôme Mouazan

EXCO PARIS ACE

Emmanuel Charrier

C

1

2

3

4

5

6

7

3.2. Comptes sociaux au 31 décembre 2025

A. Bilan

ACTIF <i>En milliers d'euros</i>	Notes	Exercice 31.12.2025		Exercice 31.12.2024	
		Brut	Amortissements et dépréciation	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)					
Frais d'établissement (II)					
Immobilisations incorporelles :					
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, solutions informatiques, droits et valeurs similaires	3.1 - 3.2	1 637	1 629	8	17
Fonds commercial	3.1				19 039
Autres immobilisations incorporelles	3.1 - 3.2	777	777		
Immobilisations corporelles :					
Terrains	3.1 - 3.2	97		97	97
Installations techniques, matériel et outillage industriels	3.1 - 3.2	4	4	1	1
Autres immobilisations corporelles	3.1 - 3.2	1 419	1 320	99	195
Immobilisations financières :					
Participations	3.1 - 3.3	163 751	3 207	160 544	161 388
Créances rattachées à des participations	3.1 - 3.3	39 113		39 113	50 801
Autres titres immobilisés	3.1 - 3.3	42 031	241	41 791	41 699
Prêts	3.1 - 3.3	63		63	63
Autres immobilisations financières	3.1 - 3.3	19 064	25	19 039	
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ ⁽¹⁾ (III)		267 957	7 203	260 754	273 300
Créances ⁽²⁾ :					
Clients et comptes rattachés	3.5	2 661		2 661	1 932
Autres créances	3.6	121 915		121 915	89 522
Charges constatées d'avance		55		55	23
Disponibilités	3.8	446 952		446 952	290 464
TOTAL (IV)		571 583		571 583	381 941
Frais d'émission des emprunts (V)					
Primes de remboursement des emprunts (VI)					
Écarts de conversion et différences d'évaluation - Actif (VII)		3 718		3 718	1
TOTAL GÉNÉRAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V+VI+VII)		843 258	7 203	836 055	655 242

(1) Dont à moins d'un an

(2) Dont à moins d'un an

PASSIF*En milliers d'euros*

	Notes	Exercice 31.12.2025	Exercice 31.12.2024
Capital [dont versé 4 050 000 €]		4 050	4 050
Réserves :			
Réserve légale		405	405
Autres réserves		239 401	268 324
Report à nouveau		4 278	1 220
Résultat de l'exercice		37 350	37 357
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES (I)	3.10	285 483	311 356
Provisions pour risques	3.11	3 795	32
Provisions pour charges			
TOTAL DES PROVISIONS (II)		3 795	32
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽²⁾	3.12	200 466	103 159
Emprunts et dettes financières diverses		1	1
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3.13	2 624	2 117
Dettes fiscales et sociales	3.14	1 936	1 209
Autres dettes	3.15	341 751	232 960
TOTAL DES DETTES ⁽¹⁾ (III)		546 777	339 446
Ecart de conversion - passif (IV)	3.16		4 408
TOTAL GÉNÉRAL DU PASSIF (I+II+III+IV)		836 055	655 242
(1) Dont à moins d'un an (hors avances et acomptes reçus sur commandes en cours)		458 262	263 930
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banque et CCP		200 466	103 159

B. Compte de résultat

En milliers d'euros	Notes	Exercice 31.12.2025	Exercice 31.12.2024
Produits d'exploitation			
Production vendue		7 171	10 482
Montant net du chiffre d'affaires	4.1	7 171	10 482
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions		215	17
Autres produits			
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)		7 386	10 499
Charges d'exploitation :			
Autres achats et charges externes ⁽¹⁾	4.2	(4 033)	(7 392)
Impôts, taxes et versements assimilés		(273)	(225)
Salaires		(2 640)	(2 111)
Cotisations sociales		(887)	(754)
Dotations aux amortissements et aux dépréciations :			
Sur immobilisations : dotations aux amortissements		(105)	(106)
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			
Dotations aux provisions		(61)	(31)
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées			
Autres charges		(214)	(16)
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II)		(8 213)	(10 635)
1. RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)		(828)	(136)
Quote-part de résultat sur opérations faites en commun :			
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)			
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)			
Produits financiers :			
De participation ⁽²⁾		38 694	31 103
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé ⁽²⁾		65	40
Reprises sur dépréciations et provisions		1	348
Différences positives de change		1 059	809
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		10 401	13 066
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (V)		50 219	45 366
Charges financières :			
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		(4 727)	(64)
Intérêts et charges assimilées ⁽³⁾		(4 198)	(5 473)
Différences négatives de change		(2 144)	(452)
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		(171)	(54)
TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES (VI)		(11 241)	(6 043)
2. RÉSULTAT FINANCIER (V-VI)	4.3	38 978	39 323

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	Exercice 31.12.2025	Exercice 31.12.2024
3. RÉSULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV + V - VI)		38 150	39 187
Produits exceptionnels (VII)			
Charges exceptionnelles (VIII)			(2)
4. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)			(2)
Participation des salariés aux résultats (IX)			
Impôts sur les bénéfices (X)	4.4	(801)	(1 828)
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V+VII)		57 604	55 865
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VIII+IX+X)		(20 255)	(18 508)
BÉNÉFICE OU PERTE		37 350	37 357

(1) Y compris :

- Redevances de crédit-bail mobilier
- Redevances de crédit-bail immobilier

(2) Dont produits concernant les entités liées

(3) Dont intérêts concernant les entités liées

44 429

38 281

4 120

5 416

C. Tableau de financement

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	Exercice 31.12.2025	Exercice 31.12.2024
Résultat net de l'exercice		37 350	37 357
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		4 877	201
Elimination des plus ou moins-values de cession		76	(348)
MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT		42 303	37 210
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	3.4	(11 680)	10 817
FLUX NETS DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE		30 624	48 027
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles		0	(6)
Acquisition d'immobilisation financières		0	(5 963)
FLUX LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		0	(5 969)
Dividendes versés aux actionnaires		(63 222)	(10 538)
Diminution des prêts et cautionnements	3.1	11 688	6 492
Augmentation des prêts et avance en comptes courants		(19 381)	(8 000)
Rachat d'actions propres		(333)	(39 589)
FLUX LIES AUX OPERATIONS FINANCIERES		(71 248)	(51 635)
VARIATION DE TRESORERIE	3.8	(40 625)	(9 577)
Trésorerie nette à l'ouverture ⁽¹⁾		47 358	56 935
Trésorerie nette à la clôture ⁽¹⁾		6 734	47 358

D. ANNEXE AUX COMPTES SOCIAUX

1	Faits marquants de l'exercice	112	4	Notes sur le compte de résultat	121
2	Principes et méthodes comptables	112	4.1	Chiffre d'affaires	121
2.1	Règlement comptable utilisé	112	4.2	Autres achats et charges externes	121
2.2	Changement de réglementation comptable	112	4.3	Résultat financier	121
2.3	Application des conventions comptables	112	4.4	Informations relatives à la fiscalité	121
2.4	Information sur l'entité qui établit les états financiers consolidé	113	5	Autres notes	122
2.5	Immobilisations incorporelles	113	5.1	Soldes et opérations avec les parties liées	122
2.6	Immobilisations corporelles	113	5.2	Effectif et rémunération des mandataires sociaux	122
2.7	Immobilisations financières	113	5.3	Engagements hors bilan	122
2.8	Créances	114	5.4	Evènements post-clôture	122
2.9	Valeurs mobilières de placement	114	5.5	Bilan et compte de résultat tels que publiés au 31.12.2024	123
2.10	Provisions pour risques et charges	114	5.6	Tableau des filiales et participations	125
2.11	Ecart de conversion	114			
2.12	Intégration fiscale	114			
3	Bilan	115			
3.1	Immobilisations	115			
3.2	Amortissements	116			
3.3	Dépréciations	116			
3.4	Besoin en fonds de roulement	117			
3.5	Clients et comptes rattachés	117			
3.6	Autres créances	117			
3.7	Etat des échéances des créances et des dettes	118			
3.8	Position de trésorerie nette	119			
3.9	Ecart de conversion - actif	119			
3.10	Capitaux propres	119			
3.11	Provisions pour risques et charges	120			
3.12	Emprunts et dettes financières	120			
3.13	Fournisseurs et comptes rattachés	120			
3.14	Dettes fiscales et sociales	120			
3.15	Autres dettes	120			
3.16	Ecart de conversion - passif	120			

Groupe CRIT (« La Société ») est une société anonyme de droit français cotée au compartiment C Euronext à Paris. Son siège social est situé à Paris 17ème, 6 Rue Toulouse Lautrec.

1. Faits marquants de l'exercice

Aucun fait significatif n'est intervenu au cours de l'exercice susceptible d'avoir une incidence notable sur la situation financière, le patrimoine ou le résultat de la société.

2. Principes et méthodes comptables

2.1. Règlement comptable utilisé

Les comptes annuels de la société Groupe CRIT sont établis en conformité avec les dispositions légales et réglementaires applicables en France selon le règlement 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables du 5 juin 2014 ainsi que les avis et recommandations ultérieurs de l'ANC.

Les règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels sont appliquées sans dérogation et la durée de l'exercice comptable est de 12 mois.

2.2. Changement de réglementation comptable

Les dispositions du règlement 2022-06 ont été appliquées à partir du 1er janvier 2025 sans conséquence sur les comptes des exercices antérieurs hormis les reclassements nécessaires pour se conformer au nouveau modèle de compte de résultat dans la colonne « Exercice N-1 ». Le bilan et le compte de résultat tels que publiés au 31/12/2024 sont annexés en fin d'annexe en note 5.5.

La nouvelle définition des événements exceptionnels, comme étant ceux majeurs et inhabituels, n'a pas eu d'impact significatif, notamment, la société n'a pas de provision ou dépréciation qui aurait été constituée via le résultat exceptionnel et qui seraient donc à reprendre par le résultat courant au moment du dénouement de cette provision.

Concernant les transferts de charges, la société n'y avait que rarement recours et donc leur suppression n'a pas eu d'impact significatif.

2.3. Application des conventions comptables

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

2.4. Information sur l'entité qui établit les états financiers consolidés

La Société est la société mère du Groupe et la société consolidante de celui-ci.

Le Groupe offre des services diversifiés dont le cœur de métier est le Travail Temporaire et propose également des services dans le domaine de l'Assistance Aéroportuaire.

Le siège social de Groupe CRIT (SIREN 622 045 383) est situé à Paris 17ème, 6 Rue Toulouse Lautrec, lieu où des copies des états financiers consolidés peuvent être obtenues.

2.5. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles comprennent des droits audiovisuels enregistrés à leur valeur d'acquisition, des licences et des fonds de commerce.

Une dotation pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur d'acquisition.

2.6. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations).

Les amortissements sont calculés suivant la durée de vie prévue exprimée en année.

Immobilisations corporelles	Durée	Mode
Constructions	40	L
Installations techniques, matériel outillage	10	D-L
Installations générales, agencements et aménagements	10	L
Matériel de transport	5	L
Matériel de bureau et informatique	3-5	D-L
Mobilier	5	L

L : Linéaire

D : Dégressif

2.7. Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont constituées de titres de participation, de créances rattachées à des participations et d'un mali de fusion.

La valeur brute des titres est constituée de leur coût d'acquisition. Les droits de mutation, honoraires, frais d'actes liés à l'acquisition des titres, frais de refinancement sont comptabilisés en charges.

La valeur d'inventaire est généralement appréciée d'après la valeur d'utilité retenue comme étant la valeur d'entreprise nette de l'endettement.

La valeur d'entreprise est déterminée selon les critères habituellement retenus en matière d'évaluation des titres de participation et notamment par la méthode des flux de trésorerie actualisés ou des multiples de l'EBITDA.

Une dotation pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Le poste « Créances rattachées à des participations » correspond aux prêts octroyés à des entités dans lesquelles Groupe CRIT détient une participation et sont comptabilisés à leur valeur nominale. En lien avec l'évaluation des titres de participation, une dépréciation est enregistrée le cas échéant lorsque la valeur d'inventaire de ces créances devient inférieure à leur valeur nominale.

Les immobilisations financières comprennent les actions propres qui figurent au bilan au plus bas de leur coût d'acquisition ou de leur valeur de marché. Au 31 décembre 2025, la société Groupe Crit détient 718 048 actions propres (soit 6,4% de son capital social).

Les immobilisations financières contiennent également un mali de fusion créé à la suite de la TUP de la société EURISTT. Ce mali de fusion est un mali technique affecté aux titres CRIT SAS. L'entreprise apprécie à chaque clôture s'il existe un indice de perte de valeur. Une dépréciation serait constituée si la valeur d'utilité s'avérait inférieure à la valeur comptable.

2.8. Créances

Les créances sont valorisées à la valeur nominale. Une dotation pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

2.9. Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement figurent au bilan au plus bas de leur coût d'acquisition ou de leur valeur de marché.

2.10. Provisions pour risques et charges

Des provisions pour risques et charges sont constituées conformément aux règles comptables.

Une provision ou un passif est comptabilisé lorsque la société a une obligation actuelle à l'égard d'un tiers résultant d'un événement passé et qu'il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressource au bénéfice de ce dernier sans contrepartie au moins équivalente.

Les indemnités pour départ à la retraite, non constatées dans les comptes, sont mentionnées parmi les engagements hors bilan.

2.11. Ecart de conversion

Les créances et les dettes en monnaies étrangères sont converties et comptabilisées en monnaie nationale sur la base du dernier cours de change. Pour les prêts pour lesquels l'option prévue à l'article 38-4 du CGI a été exercée, les écarts de change latents n'entrent pas dans la composition du résultat fiscal de l'exercice.

2.12. Intégration fiscale

Le Groupe a opté en faveur du régime d'intégration fiscale. Le groupe intégré comprend la société mère et ses principales filiales françaises.

En tant que société tête de groupe, Groupe CRIT est seule redevable de l'impôt sur les résultats en application des dispositions de l'article 223 A du CGI.

L'impôt sur les résultats est comptabilisé par chaque société, y compris la société tête de groupe.

3. Bilan

3.1. Immobilisations

En milliers d'euros	Montant brut à l'ouverture de l'exercice	Augmentations				Diminutions				Montant brut à la clôture de l'exercice
		Virements		Entrées		Virements		Sorties		
		De poste à poste	Provenant de l'actif circulant	Acquisitions	Apports / Créations	De poste à poste	A destination de l'actif circulant	Cessions / Scissions	Mises hors services	
Licences et logiciels informatiques	1 637									1 637
Fonds commercial	19 064					19 064				
Droits audiovisuels	777									777
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES :	21 478					19 064				2 414
Terrains	97									97
Installations techniques	4									4
Installations générales	643									643
Matériel de bureau et mobilier	776									776
IMMOBILISATIONS CORPORELLES :	1 520									1 520
Titres de participation (1)	163 827								76	163 751
Créances rattachées à des participations (2)	50 801						11 688			39 113
Actions propres (3)	41 699			333						42 032
Prêts et autres immobilisations financières (4)	63	19 064								19 127
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	256 390	19 064		333			11 688		76	264 023
TOTAL	279 389	19 064		333		19 064	11 688		76	267 957

(1) Les titres de participation et leurs dépréciations sont présentés en détail dans le tableau des filiales et participations (note 5.5).
La société SCI Allée Marine a été liquidée au 31 octobre 2025.

(2) La variation du poste "Créances rattachées à des participations" est ventilée par filiales ci-dessous :

Filiales concernées	31.12.2024	Augmentation	Diminution	Ecart conversion	31.12.2025
Prêt à CRIT Corp	42 801		4 588	4 625	33 588
Prêt à Maser	4 500		1 500		3 000
Prêt à Sky Handling Partner	3 500		975		2 525
TOTAL	50 801		7 063	4 625	39 113

(3) La valeur de marché des actions propres est de 41 790 K€, avec une valeur unitaire de marché de 58,2€, déterminée sur la moyenne des cotations des 30 derniers jours de l'exercice.

En milliers d'euros	Exercice 2025				Exercice 2024			
	NB Actions	Cours Marché	Valeur de marché	Valeur comptable brute	NB Actions	Cours Marché	Valeur de marché	Valeur comptable brute
Actions propres	718 048	58	41 790	42 031	711 883	61	43 567	41 699

(4) Les autres immobilisations financières correspondent pour un montant de 19 064 milliers d'euros à un mali de fusion créée à la suite de la TUP de la société Euristt en 2010 (activité de Travail Temporaire en France). Un test de valeur est réalisé chaque année.

3.2. Amortissements

En milliers d'euros	Amortissements cumulés à l'ouverture de l'exercice	Augmentations				Diminutions				Amortissements cumulés à la clôture de l'exercice
		Virements		Entrées		Virements		Sorties		
		Compléments liés à une réévaluation	Sur éléments amortis selon un mode linéaire	Sur éléments amortis selon un autre mode	Dotations exceptionnelles	De poste à poste	A destination de l'actif circulant	Cessions / Scissions	Mises hors services	
Amort. Licences et logiciels informatiques	1 629									1 629
AMORTISSEMENTS IMMOBILISATIONS INCORPORELLES :	1 629									1 629
Amort. Installations techniques	4									4
Amort. Installations générales	514		44							558
Amort. Matériel de bureau et mobilier	710		52							763
AMORTISSEMENTS IMMOBILISATIONS CORPORELLES :	1 229		96							1 325
TOTAL	2 857		96							2 953

3.3. Dépréciations

Situations et mouvements Rubriques	Dépréciations à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Dépréciations à la clôture de l'exercice
Droits audiovisuels	777			777
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	777			777
Dépréciation titres de participation ⁽¹⁾	2 439	768		3 207
Dépréciation actions propres		241		241
Dépréciation Autres immobilisations financières	25			25
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	2 464	1 009		3 473
Créances	200		(200)	
TOTAL	3 442	1 009	(200)	4 251

(1) Dépréciation sur titres de la société RHF.

3.4. Besoin en fonds de roulement

En milliers d'euros	31.12.2025	31.12.2024	Variation
Clients et comptes rattachés	2 661	2 132	(529)
Autres créances hors comptes-courants cash pooling	18 389	14 727	(3 662)
Ecart de conversion - actif	3 718	1	(3 717)
Dettes fournisseurs	(2 624)	(2 117)	507
Autres dettes hors comptes-courants cash pooling	(17 599)	(18 196)	(597)
Dettes fiscales et sociales	(1 936)	(1 209)	727
Ecart de conversion - passif		(4 408)	(4 408)
BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT NET DU FINANCEMENT INTRAGROUPE	2 610	(9 070)	(11 680)
Comptes-courants de cash pooling actif	84 400	74 818	(9 582)
Comptes-courants de cash pooling passif	(324 152)	(214 765)	109 387
VARIATION FINANCEMENT INTRAGROUPE	(239 753)	(139 947)	99 806

Au tableau de financement, la variation de BFR liée à l'activité est présentée dans les flux nets de trésorerie liés à l'activité.

3.5. Clients et comptes rattachés

En milliers d'euros	31.12.2025	31.12.2024	Variation
Clients et comptes rattachés	2 661	2 132	530
Dépréciation créances clients		(200)	200
TOTAL	2 661	1 932	730

3.6. Autres créances

En milliers d'euros	31.12.2025	31.12.2024	Variation
Comptes-courants groupe et associés	84 400	74 818	9 582
Comptes courants ⁽¹⁾	30 247	10 734	19 513
Comptes-courants Intégration fiscale	1 624	698	926
Impôt sur les bénéfices / Acompte d'IS	3 231	1 989	1 242
Autres ⁽²⁾	2 167	1 081	1 086
Créances fiscales - TVA	247	202	45
TOTAL	121 915	89 522	32 393

(1) dont avance comptes courants SCI Arche St Ouen (10 734 K€), Crit Corp (17 021 K€) et SHP Ireland (2 360 K€)

(2) dont dividendes à recevoir Crit Tunisie et CRIT RH pour 1 387 K€

3.7. Etat des échéances des créances et des dettes

L'échéancier des créances de l'actif circulant est présenté ci-dessous :

Créances (en milliers d'euros)	Montant brut fin exercice	Échéance à 1 an au plus	Échéance à plus d'un an
ACTIF IMMOBILISÉ			
Créances rattachées à des participations	39 113	10 886	28 227
Autres immobilisations financières	63		63
ACTIF CIRCULANT			
Créances clients ordinaires	2 661	2 661	
Compte courant groupe	116 270	116 270	
Etat, TVA & Impôt société	3 477	3 477	
Personnel et comptes rattachés	97	97	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	8	8	
Autres créances	2 167	2 167	
Charges constatées d'avance	55	55	
TOTAL	163 911	135 621	28 290

L'échéancier des dettes est présenté ci-dessous :

Dettes (en milliers d'euros)	Montant brut fin exercice	Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an et plus de cinq ans au plus	Échéance à plus de cinq ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	200 466	200 466		
Emprunts et dettes financières divers				
Emprunts et dettes financières diverses	1	1		
Fournisseurs et comptes rattachés	2 624	2 624		
Personnel et comptes rattachés	985	985		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	450	450		
Etat et autres collectivités publiques				
Taxe sur la valeur ajoutée	416	416		
Autres impôts, taxes et assimilés	85	85		
Groupe et associés	341 751	341 751		
TOTAL	546 777	546 777		

3.8. Position de trésorerie nette

En milliers d'euros	31.12.2025	31.12.2024	Variation
Cash pooling position active	229 048	142 864	86 184
Disponibilités comptes à terme	183 127	138 523	44 604
Disponibilités autres	34 777	9 077	25 700
TOTAL DISPONIBILITÉS ACTIF	446 952	290 464	156 488
Cash pooling position passive			
Découverts	(200 466)	(103 159)	(97 306)
TOTAL DISPONIBILITÉS PASSIF	(200 466)	(103 159)	(97 306)
POSITION DE TRÉSORERIE HORS CASH POOLING (1)	246 487	187 305	59 182
Compte-courants de cash pooling actif	84 400	74 818	9 582
Compte-courants de cash pooling passif	(324 152)	(214 765)	(109 387)
CASH POOLING (2)	(239 753)	(139 947)	(99 806)
POSITION NETTE DE TRÉSORERIE (1+2)	6 734	47 358	(40 624)

La gestion de la trésorerie du Groupe est assurée par le biais de différents contrats de cash-pooling dont les positions à la clôture figurent soit en Disponibilités à l'actif du bilan soit en Emprunts et dettes financières au passif.

3.9. Ecart de conversion - actif

En milliers d'euros	31.12.2025	31.12.2024	Variation
CAT SOCIETE GENERALE / LCL	221		221
CRIT CORP	3 492		3 492
CRIT TUNISIE/CRIT RH	5	1	4
TOTAL	3 718	1	3 717

3.10. Capitaux propres

3.10.1. Composition du capital

Le capital s'élève au 4 050 000€. Il est composé de 11 250 000 actions d'une valeur nominal de 0,36€. Toutes les actions sont entièrement libérées. Aucune action ne dispose d'un droit préférentiel quant au versement de dividendes.

Le nombre d'actions en circulation au 31 décembre 2025 est de 10 531 952. La société n'a pas de plan de stock-options, ni d'attribution d'actions gratuites.

3.10.2. Variation des capitaux propres

En milliers d'euros	Exercice 31.12.2024	Affectation résultat	Résultat de l'exercice	Exercice 31.12.2025
Capital	4 050			4 050
Réserve légale	405			405
Autres réserves	268 324	(28 923)		239 401
Report à nouveau	1 220	3 058		4 278
Résultat de l'exercice	37 357	(37 357)	37 350	37 350
Dividendes payés		63 222		
TOTAL CAPITAUX PROPRES	311 356	-	37 350	285 484

3.11. Provisions pour risques et charges

En milliers d'euros	Montant à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice		Montant à la clôture de l'exercice
			Utilisées	Non-utilisées	
Provision pour risques ⁽¹⁾	32	3 779		16	3 795
Provision pour charges					
TOTAL PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	32	3 779		16	3 795

(1) Dont provision pour perte de change de 3 718 K€

3.12. Emprunts et dettes financières

En milliers d'euros	Exercice 31.12.2025	Exercice 31.12.2024	Variation
Comptes bancaires créditeurs	200 466	103 159	97 307
TOTAL	200 466	103 159	97 307

Le Groupe CRIT dispose de 44 millions d'euros de lignes de découverts souscrites auprès des banques de son pool. Au 31 décembre 2025 aucun tirage n'est effectué sur les lignes de découvert.

3.13. Fournisseurs et comptes rattachés

En milliers d'euros	31.12.2025	31.12.2024	Variation
Fournisseurs et comptes rattachés	2 150	1 491	659
Fournisseurs factures non parvenues	474	626	(153)
TOTAL	2 624	2 117	506

3.14. Dettes fiscales et sociales

En milliers d'euros	31.12.2025	31.12.2024	Variation
Personnel	985	609	376
Organismes sociaux	450	312	138
TVA	416	258	159
Autres charges fiscales	85	30	55
TOTAL	1 936	1 209	727

3.15. Autres dettes

En milliers d'euros	31.12.2025	31.12.2024	Variation
Comptes courants de cash pooling	324 152	214 765	109 387
Comptes courants intégration fiscale	2 703	3 141	(437)
Autres compte courants groupe	14 896	15 075	(179)
TOTAL	341 751	232 980	108 771

3.16. Ecart de conversion – passif

En milliers d'euros	31.12.2025	31.12.2024	Variation
CRIT CORP		3 049	(3 049)
OK JOB			
CAT\$		1 358	(1 358)
CRIT TUNISIE/CRIT RH		1	(1)
TOTAL		4 408	(4 408)

4. Notes sur le compte de résultat

4.1. Chiffre d'affaires

L'essentiel du chiffre d'affaires est constitué par la refacturation aux filiales de frais de gestion et de frais externes encourus pour leur compte.

4.2. Autres achats et charges externes

La baisse des autres achats et charges externes est principalement due à la hausse significative des frais d'honoraires sur 2024 encourus pour le compte de Crit SAS. (Ces frais ont fait l'objet d'une refacturation sur 2024).

4.3. Résultat financier

En milliers d'euros	Exercice 31.12.2025	Exercice 31.12.2024
Dividendes	38 694	31 103
Intérêts sur comptes-courants (net)	1 615	1 762
Gains et pertes de change	(1 086)	357
Provision nette perte de change	1	347
Intérêts sur emprunts		
Dépréciation titres / comptes-courants	(4 486)	(63)
Produits sur placements	4 666	5 887
Autres	(109)	(71)
Sortie Titres	(76)	
Dépréciation Actions propres	(241)	
NET	38 978	39 322

4.4. Informations relatives à la fiscalité

GROUPE CRIT SA est la société tête du groupe d'intégration fiscale.

Chaque société intégrée fiscalement est replacée dans la situation qui aurait été la sienne si elle avait été imposée séparément.

La différence entre l'impôt dû par les sociétés intégrées et l'impôt groupe déterminé à partir du résultat d'ensemble aboutissant soit à une économie d'impôt soit à une charge d'impôt complémentaire est enregistrée chez GROUPE CRIT.

La charge d'impôt totale s'analyse comme suit :

En milliers d'euros	Exercice 31.12.2025			Exercice 31.12.2024		
	Montant brut	Impôt (économie)	Montant net	Montant brut	Impôt dû / (économie)	Montant net
Résultat courant	38 150	9 538	28 613	39 185	9 796	29 389
Produits non imposables	(45 735)	(11 434)	(34 301)	(35 369)	(8 842)	(26 527)
Charges non déductibles	7 007	1 752	5 255	2 574	644	1 931
RÉSULTAT FISCAL	(578)	(144)	(433)	6 390	1 598	4 793
Impôt de l'exercice lié aux filiales intégrées		963			259	
Crédits d'impôts		(18)			(28)	
IMPÔT PAYÉ		801			1 829	

Les éléments susceptibles d'être à l'origine d'allègements et d'accroissements de la dette future d'impôt sont repris dans le tableau ci-dessous :

En milliers d'euros	Exercice 31.12.2025		Exercice 31.12.2024	
	Base	Impôt correspondant	Base	Impôt correspondant
Déficits fiscaux reportables		(578)		(144)
Autres				
TOTAL		(578)		(144)

5. Autres notes

5.1. Soldes et opérations avec les parties liées

Toutes les transactions conclues avec les parties liées, ont été conclues à des conditions normales de marché.

5.2. Effectif et rémunération des mandataires sociaux

Catégorie des salariés	Effectif moyen employé pendant l'exercice
Ouvriers	
Employés, techniciens, agents de maîtrise	
Cadres et ingénieurs	7
TOTAL	7

Les rémunérations attribuées au titre de l'exercice 2025 par Groupe CRIT (avantages en nature compris) aux principaux dirigeants - Présidente-Directrice Générale et Directrice Générale

Déléguée - s'élèvent à 922 milliers d'euros contre 1 065 milliers d'euros au titre de 2024 (cf. Chapitre 5 du Document d'Enregistrement Universel).

5.3. Engagements hors bilan

En milliers d'euros	Exercice 31.12.2025	Exercice 31.12.2024
Engagements reçus des découverts bancaires	44 000	44 000
Engagements donnés sur crédit-bail ⁽¹⁾	11 856	17 269
Engagements donnés garanties financières ⁽²⁾	5 564	7 418
Engagements donnés de locations immobilières	131	395
Engagements des locations véhicules		0
Provision indemnités de départ à la retraite ⁽³⁾	18	18

(1) Dont 5 412 milliers d'EUR à moins d'un an et 6 444 milliers d'EUR de 1 an à 5 ans

(2) Dont cautions et garanties données par Groupe CRIT pour Crit Corp et Peoplelink

(3) Les principales hypothèses actuarielles retenues en 2025 pour évaluer la valeur totale de l'engagement au titre des indemnités de fin de carrière sont les suivantes :

- Départ volontaire à l'initiative du salarié dès l'atteinte du taux plein de la sécurité sociale
- Âge de départ à la retraite fixée individu par individu, en fonction du nombre de trimestres requis pour une retraite à taux plein de la Sécurité Sociale, comptés à partir de la date de début d'activité professionnelle
- Taux de turnover individualisé par secteur d'activité et âge
- Table de mortalité INSEE 2022-2024 sexe masculin et sexe féminin pour les sociétés françaises et PM-PF 60-64 pour les filiales africaines
- Taux d'actualisation : à partir de 2025 par recours à une courbe de taux permettant d'affiner le calcul de l'engagement en appliquant un taux différent en fonction des conditions de marché. Pour 2025, le taux d'actualisation moyen est de 3.85%. Pour rappel, jusqu'en 2024, la société utilisait un taux d'actualisation fixé par référence au taux iBoxx Corporate AA 10+ à la date de clôture ; taux de rendement des obligations du secteur privé de grande qualité en euros de 10 ans et plus, cette maturité avoisinant la durée résiduelle d'activité des salariés du Groupe.
- Taux de revalorisation des salaires (2%).

5.4. Evénements post-clôture

Néant

5.5. Bilan et compte de résultat tels que publiés au 31.12.2024

5.5.1. Bilan au 31.12.2024

ACTIF

En milliers d'euros	Notes	31.12.2024		
		Brut	Amortissements et dépréciations	Net
Immobilisations incorporelles	3.1	21 478	2 422	19 057
Immobilisations corporelles	3.2	1 520	1 228	292
Immobilisations financières	3.3	256 390		256 390
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ		279 389	6 089	273 300
Clients et comptes rattachés	3.5	2 132	200	1 932
Autres créances	3.6	89 545		89 545
Disponibilités	3.8	290 464		290 464
TOTAL ACTIF CIRCULANT		382 141	200	381 941
Écarts de conversion - Actif	3.9	1		1
TOTAL DE L'ACTIF		661 530	6 289	655 242

PASSIF

En milliers d'euros	Notes	31.12.2024
Capital		4 050
Réserves		268 729
Report à nouveau		1 220
Résultat de l'exercice		37 357
TOTAL CAPITAUX PROPRES	3.10	311 355
Provisions pour risques et charges		32
TOTAL DES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		32
Emprunts et dettes financières	3.8 & 3.12	103 159
Fournisseurs et comptes rattachés	3.13	2 117
Dettes fiscales et sociales	3.14	1 209
Autres dettes	3.15	232 961
TOTAL DETTES		339 446
Ecart de conversion - passif	3.16	4 408
TOTAL DU PASSIF		655 242

5.5.2. Compte de résultat au 31.12.2024

En milliers d'euros	Notes	31.12.2024
Chiffre d'affaires	4.1	10 482
Autres produits		17
Produits d'exploitation		10 499
Autres charges externes	4.2	(7 392)
Impôts, taxes		(225)
Salaires et traitements		(2 111)
Charges sociales		(754)
Dotations aux amortissements		(137)
Autres charges		(16)
Charges d'exploitation		(10 634)
Résultat d'exploitation		(136)
Résultat financier	4.3	39 322
Résultat exceptionnel	4.4	(2)
Bénéfice avant impôt		39 185
Impôts sur les bénéfices	4.5	(1 828)
RÉSULTAT NET		37 357

5.6. Tableau des filiales et participations

En milliers d'euros

	Capital (en milliers de devise)	Quote-part du capital détenue directement (en%)	Valeur comptab le des titres détenus (brute)	Valeur comptab le des titres détenus (nette)	Montant net des prêts et avances consentis par la société	Montant des engagem ents donnés par la société	Chiffres d'affaires H.T. du dernier exercice écoulé	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes comptabilisés par la société au cours de l'exercice
Renseignements concernant les filiales (+de 50% du capital détenu par la société)									
CRIT SAS	518 925 EUR	68	101 229	101 229			1 345 567	25 118	13 565
GROUPE EUROPE HANDLING	33 551 EUR	100	4 812	4 812			323 610	11 162	5 000
MASER	4 480 EUR	100	2 430	2 430	3 000		56 759	178	83
CRIT INTERIM	61 915 EUR	99	895	895			4 473	9 623	6 937
PEOPULSE	5 379 EUR	100	1 020	1 020			8 217	1 413	1 300
CRIT IMMOBILIER	(5) EUR	95	NS				0	(3)	
LES COMPAGNONS	56 907 EUR	95	43	43			87 810	3 383	3 800
R.H.F.	202 EUR	100	3 207	0			1 675	6	
HUMKYZ	305 EUR	100	30	30			1 891	(36)	
E.C.M.	4 977 EUR	99	30	30			26 665	(640)	99
SCI RIGAUT PREMILHAT	149 EUR	90	12	12			14	7	
SCI L'Arche de Saint-Ouen	(53 758) EUR	99	10	10		11 856	2 459	(5002)	
AB INTERIM	10 979 EUR	95					12 233	716	760
PRESTINTER	24 EUR	95	141	141			5 636	(524)	
SCI MARCHE A MEAUX	244 EUR	99	107	107			11	12	
SCI ALLEES MARINES	5 EUR	99					0	0	
OTESA	1 900 EUR	99	72	72			24 493	925	990
CRIT CORP	54 213 USD	100	7 000	7 000	33 588	5 564	0	(5 387)	
CRIT CARTERA	14 022 EUR	100	14 358	14 358			3 247	2 874	2 000
SKY HANDLING PARTNER	3 062 EUR	100	1 037	1 037	2 525		28 472	(1 538)	
CRIT MAROC (en MAD)	85 129 MAD	99	137	137			484 513	18 694	471
PROPARTNER	291 EUR	100	80	80			2 101	(347)	
Ok JOB (en CHF)	5 983 CHF	100	27 067	27 067			119 040	363	1 900
C-SERVICES (Maroc) (en MAD)	4 214 MAD	90	9	9			14 792	1 062	215
CRIT RH (Tunisie) (en TND)	642 TND	95	19	19			7 476	433	48
CRIT TUNISIE (en TND)	(156) TND	95	5	5			8 780	(168)	1 340
A-TOTAL DES FILIALES			163 751	160 544	39 113	17 421			38 507
Renseignements concernant les participations (10 à 50% du capital détenu par la société)									
B- TOTAL DES PARTICIPATIONS									
C-TOTAL DES FILIALES ET DES PARTICIPATIONS (A+B)			163 751	160 544	39 113	17 421	0	0	38 507

E. Informations supplémentaires concernant les comptes sociaux

A. RÉSULTATS FINANCIERS DE LA SOCIÉTÉ AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

Date d'arrêté	31/12/2025	31/12/2024	31/12/2023	31/12/2022	31/12/2021
Durée de l'exercice (mois)	12	12	12	12	12
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	4 050 000	4 050 000	4 050 000	4 050 000	4 050 000
Nombre d'actions					
• ordinaires	11 250 000	11 250 000	11 250 000	11 250 000	11 250 000
• à dividende prioritaire					
Nombre maximum d'actions à créer					
• par conversion d'obligations					
• par droit de souscription					
OPERATIONS ET RESULTATS					
Chiffre d'affaires hors taxes	7 170 643	10 481 762	7 558 953	6 962 925	5 816 976
Résultat avant impôt, participation, dot. amortissements et provisions	42 827 404	39 038 427	43 439 823	28 839 124	10 517 696
Impôts sur les bénéfices	800 501	1 828 171	1 702 740	2 504 786	2 062 240
Participation des salariés					
Dot. Amortissements et provisions	4 677 307	-146 424	1 804 371	-2 040 931	-3 196 316
Résultat net	37 349 596	37 356 680	39 932 712	28 375 269	11 651 772
Résultat distribué	67 500 000	11 250 000	39 375 000	11 250 000	11 250 000
RESULTAT PAR ACTION					
Résultat après impôt, participation, avant dot.amortissements, provisions	3,74	3,31	3,71	2,34	0,75
Résultat après impôt, participation dot. amortissements et provisions	3,32	3,32	3,55	2,52	1,04
Dividende attribué	6,00	1,00	3,50	1,00	0,50
PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés	6,00	6,62	7,00	7,12	6,58
Masse salariale	2 263 667	1 856 691	1 282 979	1 229 943	1 493 997
Sommes versées en avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales...)	897 489	753 838	548 636	482 226	522 915

B. DÉLAIS DE PAIEMENT DES FOURNISSEURS ET DES CLIENTS

	Article D.441-6 I.-1° : Factures reçues non réglées à la date de l'exercice dont le terme est échu					Article D.441-6 I.-2° : Factures émises non réglées à la date de l'exercice dont le terme est échu						
	0 jour	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jours et plus)	0 jour	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jours et plus)
(A) TRANCHES DE RETARD DE PAIEMENT												
Nombre de factures concernées						8	6					89
Montant total des factures concernées (TTC) - en K€	-	4	3		7	14	12		2	91	278	372
Pourcentage du montant total des achats de l'exercice (TTC)	-	0.04%	0.03%		0.05%	0.12%						
Pourcentage du chiffre d'affaires de l'exercice (TTC)							0.15%	-	0.03%	1.07%	3.24%	4.34%
(B) FACTURES EXCLUES DU (A) RELATIVES À DES DETTES ET CRÉANCES LITIGIEUSES OU NON COMPTABILISÉES												
Nombre de factures exclues					3	3						
Montant total des factures exclues (TTC) - en K€					2	2						
(C) DÉLAIS DE PAIEMENT DE RÉFÉRENCE UTILISÉS (CONTRACTUEL OU DÉLAI LÉGAL - ARTICLE L. 441-6 OU ARTICLE L. 443-1 DU CODE DE COMMERCE)												
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement	x Délais contractuels : Selon conditions négociées □ Délais légaux : (préciser)					x Délais contractuels : Selon conditions négociées □ Délais légaux : (préciser)						

F. Activité en matière de recherche et de développement

Au cours de l'exercice écoulé, la société Groupe CRIT n'a engagé aucune dépense en matière de recherche et de développement

Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels

(Exercice clos le 31 décembre 2025)

PricewaterhouseCoopers Audit

63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

EXCO PARIS ACE

76-78 Rue de Reuilly
75012 Paris

À l'assemblée générale de la société

GROUPE CRIT

6 Rue Toulouse Lautrec
75017 PARIS

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société GROUPE CRIT relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au Conseil d'administration remplissant les fonctions de comité d'audit.

FONDEMENT DE L'OPINION

RÉFÉRENTIEL D'AUDIT

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

OBSERVATION

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 2.2 "Changement de réglementation comptable" de l'annexe aux comptes annuels qui

INDÉPENDANCE

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

expose les incidences liées au changement de méthodes comptables relatif à la première application du règlement ANC n°2022-06.

JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS – POINTS CLÉS DE L'AUDIT

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

EVALUATION DES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

Risque identifié

Au 31 décembre 2025, la valeur nette des immobilisations financières s'élève à 261 millions d'euros et représente 31 % du total du bilan. Ces immobilisations comprennent principalement des titres de participation, des créances rattachées et des autres immobilisations financières pour respectivement 161 millions d'euros, 39 millions d'euros et 19 millions d'euros.

Comme indiqué en note 2.7 *Immobilisations financières* de l'annexe aux comptes annuels, lorsque la valeur d'inventaire de ces actifs est inférieure à leur valeur nette comptable, une provision pour dépréciation est comptabilisée. La valeur d'inventaire est généralement appréciée d'après la valeur d'utilité retenue comme étant la valeur d'entreprise nette de l'endettement. La valeur d'entreprise est déterminée notamment par la méthode des flux de trésorerie

actualisés ou des multiples de l'EBITDA.

En raison de leur montant significatif et du jugement exercé par la direction pour déterminer la valeur d'inventaire des titres de

Notre réponse

Nos travaux ont principalement consisté à :

- apprécier, sur la base des informations fournies par la direction, les méthodes de valorisation utilisées par la société ;
- apprécier les hypothèses utilisées pour déterminer la valeur d'inventaire des titres de participation, des créances rattachées et des autres immobilisations financières ;
- examiner les calculs et les résultats des tests effectués ;

participation, nous avons considéré l'évaluation des immobilisations financières comme un point clé de notre audit.

- vérifier le caractère approprié des informations présentées dans les notes *2.7 Immobilisations financières, 3.1. Immobilisations, 3.3 Dépréciations, 4.3 Résultat financier et 5.6 Tableau des filiales et participations, de l'annexe aux comptes annuels.*

VÉRIFICATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

INFORMATIONS DONNÉES DANS LE RAPPORT DE GESTION ET DANS LES AUTRES DOCUMENTS SUR LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES COMPTES ANNUELS ADRESSÉS AUX ACTIONNAIRES

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-4, L.22-10-10 et L.22-10-9 du code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.22-10-9 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés ou attribués aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des

entreprises contrôlées par elle qui sont comprises dans le périmètre de consolidation. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Concernant les informations relatives aux éléments que votre société a considéré susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique d'achat ou d'échange, fournies en application des dispositions de l'article L.22-10-11 du code de commerce, nous avons vérifié leur conformité avec les documents dont elles sont issues et qui nous ont été communiqués. Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur ces informations.

AUTRES INFORMATIONS

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

AUTRES VÉRIFICATIONS OU INFORMATIONS PRÉVUES PAR LES TEXTES LÉGAUX ET RÉGLEMENTAIRES FORMAT DE PRÉSENTATION DES COMPTES ANNUELS DESTINÉS À ÊTRE INCLUS DANS LE RAPPORT FINANCIER ANNUEL

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels et consolidés présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L.451-1-2 du code monétaire et financier, établis sous la responsabilité de la Présidente Directrice Générale.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen.

Il ne nous appartient pas de vérifier que les comptes annuels qui seront effectivement inclus par votre société dans le rapport financier annuel déposé auprès de l'AMF correspondent à ceux sur lesquels nous avons réalisé nos travaux.

DÉSIGNATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société GROUPE CRIT par votre assemblée générale du 14 avril 1997 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit et du 23 juin 2008 pour le cabinet Exco Paris Ace.

Au 31 décembre 2025, le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit était dans la 29^{ème} année de sa mission sans interruption et le cabinet Exco Paris Ace dans la 18^{ème} année, dont respectivement 27 et 18 années depuis que les titres de la société ont été admis aux négociations sur un marché réglementé.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au Conseil d'administration remplissant les fonctions de comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

RESPONSABILITÉS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur,

car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au Conseil d'administration remplissant les fonctions de comité d'audit

Nous remettons au Conseil d'administration remplissant les fonctions de comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au Conseil d'administration remplissant les fonctions de comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au Conseil d'administration remplissant les fonctions de comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le Conseil d'administration remplissant les fonctions de comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris, le 29 avril 2026

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

Jérôme Mouazan

EXCO PARIS ACE

Emmanuel Charrier

C

1

2

3

4

5

6

7



Chapitre 4

Etat de durabilité

4.1 Informations générales -ESRS 2 134

4.1.1	Base générale pour la préparation des états de durabilité – BP-1	134
4.1.2	Publication d'informations relatives à des circonstances particulières – BP-2	135
4.1.3	Rôles des organes d'administration, de direction et de surveillance - GOV-1	137
4.1.4	Informations transmises aux organes d'administration de direction et de surveillance de l'entreprise et enjeux de durabilité traités par ces organes – GOV-2	139
4.1.5	Intégration des performances en matière de durabilité dans les mécanismes d'incitation – GOV-3	140
4.1.6	Diligence raisonnable, contrôle interne et gestion des risques liés à l'information en matière de durabilité – GOV-4 et GOV-5	140
4.1.7	Stratégie, modèle d'affaires et chaîne de valeur du Groupe CRIT – SBM-1	142
4.1.8	Dialogue avec les parties prenantes – SBM-2	149
4.1.9	Impacts, risques et opportunités matériels et leur lien avec la stratégie et le modèle économique – SBM-3	151
4.1.10	Description des processus d'identification et d'évaluation des impacts, risques et opportunités matériels – IRO-1 et IRO-2	154
4.1.11	Exigences de publication au titre des ESRS couvertes par l'état de durabilité de l'entreprise – IRO-2	156
4.1.12	Synthèse des politiques et actions adoptées pour gérer les enjeux de durabilité matériels – MDR-P et MDR-A	156

ENVIRONNEMENT – Informations relatives au changement

4.2 climatique (ESRS E1) 158

4.2.1	Stratégie climatique et gestion des IRO associés – E1.GOV-3 et E1-1	158
4.2.2	Description des processus permettant d'identifier et d'évaluer les impacts, risques et opportunités matériels liés au climat – E1.IRO-1	159
4.2.3	Gestion des IRO liés au changement climatique – E1-2, E1-3 et E1-4	161
4.2.4	Consommation d'énergie et mix énergétique – E1-5	163
4.2.5	Emissions brutes de gaz à effet de serre des scopes 1, 2 et 3 et émissions totales – E1-6	163
4.2.6	Taxonomie verte	167

SOCIAL – Personnel de l'entreprise

4.3 et communautés affectées (S1 et S3) 170

4.3.1	Impacts, risques et opportunités matériels et leur interaction avec la stratégie et le modèle économique – S1.SBM-3	170
4.3.2	Politiques et actions du Groupe CRIT concernant les conditions de travail de ses salariés – S1-1 et S1-4, SA.MDR-P et S1.MDR-A	171
4.3.3	Description des caractéristiques des collaborateurs et collaboratrices du Groupe CRIT – S1-6	172

4.3.4	Informations relatives au dialogue social – S1-8, S1.MDR-P et S1.MDR-A	177
4.3.5	Informations relatives à la diversité, au handicap et à l'égalité de genre – S1-9, S1-10, S1-12, S1-16, S1.MDR-P, S1.MDR-A	179
4.3.6	Informations relatives à la formation et au développement des compétences – S1.MDR-P et S1.MDR-A	183
4.3.7	Informations relatives à la santé / sécurité – S1-14, S1.MDR-P et S1.MDR-A	185
4.3.8	Accompagnement des collaborateurs via des dispositifs sociaux – S1.MDR-A et S1.MDR-P	187
4.3.9	Cas, plaintes et impacts graves sur les droits de l'Homme – S1-17	188
4.3.10	Politiques et actions relatives à l'impact sociétal de CRIT	189

GOUVERNANCE – Informations relatives à la gouvernance

4.4 d'entreprise – ESRS G1 190

4.4.1	Politiques et actions en matière de conduite des affaires – G1.GOV-1 et G1-1	190
4.4.2	Prévention et détection des cas de corruption et des pots-de-vin – G1-3 et G1-4	190
4.4.3	Politiques et actions relatives à la gestion des IRO matériels – G1.MDR-P, G1.MDR-A	191

4.5 Plan de vigilance 193

4.5.1	Introduction	193
4.5.2	Cartographie des risques : identification et évaluation des risques générés par les activités du Groupe CRIT	193
4.5.3	Des procédures d'évaluation régulière de la situation des filiales, des sous-traitants ou fournisseurs avec lesquels est entretenue une relation commerciale	193
4.5.4	Actions adaptées d'atténuation des risques ou prévention des atteintes graves	194
4.5.5	Mécanisme d'alerte et de recueil des signalements	195
4.5.6	Suivi et évaluation du plan	195
4.5.7	Intégration au rapport de gestion et au reporting CSRD	195

4.6 Annexe 196

4.1. Informations générales -ESRS 2

4.1.1. Base générale pour la préparation des états de durabilité – BP-1

Le présent Etat de durabilité a été établi conformément aux exigences des normes ESRS et des dispositions légales et réglementaires transposant la CSRD en droit français, telles qu'applicables à sa date d'établissement. Il est arrêté par le Conseil d'Administration en date du 24 mars 2026.

Le présent Etat de durabilité est établi sur une base consolidée et couvre la période courant du 1er janvier au 31 décembre 2025. Le périmètre de consolidation est le même que celui des états financiers consolidés - l'ensemble des opérations propres du Groupe CRIT pour lesquelles le Groupe exerce un contrôle financier et opérationnel.

Pour des raisons de difficulté d'accès à la donnée, les entités suivantes sont toutefois exclues du périmètre de reporting :

Entités sans activité et sans salariés :

ADVANCED AIR SUPPORT (Maroc), ECM CRIT INDIA PRIVATE LTD (Inde), CRIT IMMOBILIER (France), SCI du Groupe CRIT (France).

Autres entités :

CRIT CORP (USA), 2AM GROUP ONTARIO (USA), CRIT EMPRESA DE TRABALHO TEMPORARIO (Portugal), PROPARTNER (Allemagne), CRIT RH (Tunisie), CRIT TUNISIE (Tunisie), SHP SIERRA LEONE (Sierra Leone), CPTS (Congo), CONGO HANDLING (Congo), CRIT Suisse, RHF, Peopulse, Humkyz, Prestinter, ECM, SHP UK, Awac Technics.

L'ensemble de ces entités représente moins de 3% du chiffre d'affaires et moins de 10% des effectifs permanents moyens. Compte-tenu du poids de ces filiales en termes de chiffre d'affaires et d'effectifs, l'impact de ces exclusions sur le reporting du Groupe est non-significatif.

De plus, sont exclues du périmètre du présent Etat de durabilité les sociétés sur lesquelles CRIT exerce soit un contrôle conjoint, soit directement ou indirectement une influence notable sur la gestion et la politique financière sans en avoir le contrôle opérationnel (i.e. sociétés intégrées dans les comptes consolidés de CRIT selon la méthode de la mise en équivalence).

Précisions sur les acquisitions:

Aucune acquisition n'a été réalisée en 2025. Les sociétés acquises en mai 2024 (Openjobmetis, Plavisgas, Lyve, Just on Business, Seltis Hub, Family Care Employment Agency, Deine Group, Open Job Consulting) sont intégrées au périmètre de reporting de durabilité pour les 12 mois de 2025 (8 mois en 2024).

Précisions sur la chaîne de valeur :

La chaîne de valeur amont comme aval a été couverte par l'analyse de double matérialité présentée dans l'Etat de durabilité du Groupe CRIT. L'intégration de l'amont et de l'aval dans les politiques et actions décrites dans le présent Etat de durabilité peut être spécifié dès lors qu'il s'agit de particularités propres à une activité donnée.

Le Groupe CRIT exerce deux activités :

- Travail temporaire – TT - (87% du chiffre d'affaires 2025)
- Assistance Aéroportuaire – AA - (13%)

L'activité présentée dans l'Etat de durabilité 2024 dans la catégorie « Autres » a été intégrée dans les catégories AA (Otessa) et TT (autres activités de la catégorie « Autres ») conformément à la présentation des états financiers consolidés dans le présent document (chapitre 3.3).

Le Groupe CRIT n'a pas fait usage de l'option prévue par les paragraphes 105 et suivants de la norme ESRS 1 lui permettant d'omettre une information particulière relative à la propriété intellectuelle, au savoir-faire ou aux résultats d'innovations.

Le Groupe CRIT n'a pas fait usage de l'exemption prévue par les dispositions de l'article L.233-28-4.II. du Code de commerce, transposant en droit français les dispositions du paragraphe 3 de l'article 29 bis de la directive (UE) 2013/34, lui permettant d'omettre des informations portant sur des évolutions imminentes ou des affaires en cours de négociation.

4.1.2. Publication d'informations relatives à des circonstances particulières – BP-2

S'agissant du deuxième exercice de reporting selon ces exigences, le retour d'expérience de la première année et l'acquisition de connaissances supplémentaires ont permis d'augmenter la fiabilité et la complétude des données présentées dans le présent Etat de Durabilité.

Dans le cadre de la CSRD, le Groupe a analysé la pertinence des indicateurs sociaux au regard du modèle d'affaires, en cohérence avec les pratiques du secteur (suivant le "POSITION PAPER ON EU CSRD AND ESRS" publié en février 2025 par World Employment Confederation (WEC-europe)) et les échanges menés avec ses pairs.

En effet, l'activité de Travail Temporaire a la spécificité d'employer deux types de salariés : "permanents" et "intérimaires".

En conséquence, le Groupe Crit a :

- inclus ses salariés intérimaires dans ESRS S1,
- Désagrégré les populations « salariés permanents » (travaillant directement pour une des Entreprises de Travail Temporaire (ETT) du Groupe) et « salariés intérimaires » (détachés chez les clients des ETT du Groupe) quand nécessaire pour rendre les informations plus pertinentes,
- Stipulé les indicateurs suivants comme « non pertinents » pour les salariés intérimaires :
 - Taux de rotation qui vise à apprécier la stabilité de l'emploi. Pour les salariés intérimaires, il est principalement lié à la nature temporaire des missions et aux besoins des entreprises utilisatrices. Il ne reflète donc pas une instabilité sociale ou organisationnelle,
 - Ecart de rémunération qui dépendent notamment de la durée des missions, des métiers exercés, des secteurs d'activité et des conventions applicables chez les entreprises utilisatrices. Cette hétérogénéité, combinée au caractère non continu de l'emploi, rend l'indicateur peu représentatif des pratiques de rémunération du Groupe,
 - S'agissant de la mesure de l'écart de rémunération hommes femmes, un indicateur agrégé ne permet pas de refléter les pratiques de rémunération du Groupe et n'a pas été jugé pertinent au regard de l'ESRS S1. Ces choix visent à assurer la cohérence et la pertinence des informations publiées au regard du modèle de travail temporaire du Groupe. Les indicateurs concernés sont reportés uniquement pour les populations pour lesquelles ils sont jugés représentatifs.

Horizons Temporels :

Le Groupe CRIT a respecté les horizons temporels définis par l'ESRS 1.

- Pour l'horizon temporel à court terme : la période retenue par le Groupe est la période de référence dans ses états financiers ;
- Pour l'horizon temporel à moyen terme : jusqu'à cinq ans à compter de la fin de la période de référence à court terme ;
- Pour l'horizon temporel à long terme : plus de cinq ans.

Périmètre de reporting :

Comme évoqué dans la partie 1.1 Base générale pour la préparation des états de durabilité – BP-1 et pour des raisons de difficulté d'accès à la donnée, des entités représentant moins de 3% du chiffre d'affaires Groupe et moins de 10% des effectifs sont exclues du périmètre de reporting.

Les dispositifs de contrôle interne du Groupe CRIT liés à l'élaboration de l'information en matière de durabilité ont été renforcés sur la base de l'expérience acquise au titre des premières périodes de reporting.

Changements dans la préparation ou la présentation des informations en matière de durabilité :

Dans le cadre de l'amélioration continue du reporting de durabilité, la méthodologie de calcul du bilan carbone a évolué :

- la baisse des émissions de GES observée en 2025 par rapport à 2024 résulte par ailleurs de plusieurs facteurs, notamment des évolutions méthodologiques, de l'actualisation de certains facteurs d'émission et d'une amélioration significative de la granularité des données disponibles.
- Les travaux menés en 2025 ont permis une analyse plus fine des postes d'émissions et une réduction des estimations. Toutefois, ces améliorations méthodologiques n'ont pas pu être appliquées rétroactivement à l'exercice 2024 et n'ont donc pas fait l'objet d'un retraitement des données comparatives.

Enfin, pour faciliter la lecture des informations communiquées dans le présent Etat de durabilité au regard des exigences normatives, le Groupe s'est efforcé d'intégrer les références aux exigences de publication et points de données des normes ESRS à côté des informations correspondantes (cf paragraphe 4.2.5).

Aucune information quantitative du présent Etat de Durabilité ne couvre la chaîne de valeur, à l'exception d'éléments collectés et publiés dans le cadre de l'ESRS E1.

Les méthodologies retenues dans le cadre d'estimation ou d'extrapolation en lien notamment avec les données relatives à la chaîne de valeur sont précisées dans les parties concernées du présent Etat de durabilité.

Les indicateurs sociaux reposent sur les données réelles, les méthodes de calcul sont précisées à proximité de chaque indicateur. Un travail d'harmonisation a été mené afin d'homogénéiser les définitions des indicateurs sociaux et ainsi permettre leur calcul et comparabilité (au niveau Groupe). Lorsque le périmètre de reporting d'un indicateur donné est partiel, cette information est mentionnée à proximité dudit indicateur.

Incertitudes :

Les émissions de GES présentées en E1-6 sont calculées selon la méthodologie du GHG Protocol sur la base de données physiques, monétaires ou d'une approche statistique et de facteurs d'émission revêtant par nature un caractère estimatif.

Des estimations ont également été réalisées afin d'estimer le bilan carbone des entités de l'ensemble du Groupe. Pour les réaliser, le Groupe a eu recours (i) aux données physiques lorsqu'elles étaient disponibles, à (ii) des extrapolations pour certaines catégories d'émissions et (iii) à un traitement monétaire pour les catégories non couvertes par les points i et ii.

Données non publiées ou partiellement publiées :

Le Groupe ne s'est pas encore doté de cibles en matière environnementale, sociale et de gouvernance, l'ensemble des points de données du MDR-T ne sont donc pas publiés dans le présent rapport.

Au titre de l'environnement, le Groupe CRIT ne dispose pas encore d'un plan de transition ni de cibles en matière de réduction de ses émissions de GES et s'en dotera à moyen terme. A ce titre, les points de données de l'ESRS E1-4 ne sont pas présentés.

Au vu de la difficulté pour une Entreprise de Travail Temporaire d'influer sur l'empreinte carbone des intérimaires et d'intégrer les déplacements domicile-travail des intérimaires (multiplicité des contrats, absence de données sur les modes de transport et les distances parcourues), le Groupe CRIT n'a pas considéré ce poste dans son bilan carbone dans la catégorie 3.7 Déplacements domicile-travail du scope 3. Toute estimation du poste en question aurait comporté une marge d'incertitude très significative, rendant son interprétation et son suivi peu pertinent. Cette décision a fait l'objet d'une prise de position partagée par l'organisation professionnelle représentant les Entreprises de Travail Temporaire.

Il en résulte un niveau d'incertitude relativement faible pour les données de scope 1 et 2, et plus important concernant le scope 3 au vu des méthodologies de calcul utilisées. Toutefois, l'amélioration de la qualité et de la précision des données, ainsi que l'internalisation de l'analyse des données, a permis de réduire l'incertitude sur l'ensemble des scopes.

Le périmètre et la méthodologie d'estimation sont détaillés dans la note méthodologique relative à la réalisation du bilan carbone (c.f. paragraphe 4.2.5 au titre de E1-6).

Au titre de la gouvernance, l'indicateur relatif aux formations anti-corruption (G1-3) n'a pas pu être consolidé au niveau Groupe pour l'année 2025 (paragraphe 4.4.2).

Pour l'ensemble des piliers Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance, les dépenses d'investissement et d'exploitation liées aux plans d'action mis en place par le Groupe CRIT et attendues dans le paragraphe MDR-A ne sont pas communiquées dans le présent document au motif que ces dernières ne sont pas disponibles de manière fiable et à un niveau consolidé.

Certaines entités du Groupe sont certifiées ISO 14001, 45001 ou 9001. La façon dont ces normes appuient la démarche de durabilité du Groupe est précisée dans les paragraphes relatifs aux ESRS correspondants.

Les ESRS E2,E3,E4 et E5 étant non matériels pour le Groupe et l'information disponible étant limitée, le Groupe ne publie pas les DP issus d'ESRS2, IRO-1 relatifs aux normes thématiques E2,E3,E4 et E5 ("surcouches IRO-1") et ne présente pas ces points de données dans le rapport de durabilité.

4.1.3. Rôles des organes d'administration, de direction et de surveillance - GOV-1

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'Administration se compose de la façon suivante :

- 3 membres exécutifs
- 3 membres non exécutifs

Nathalie JAOUI, Présidente-Directrice Générale du Groupe CRIT et Administratrice, a rejoint l'entreprise familiale en 1989 et y a occupé différents postes dont celui de Présidente du pôle Travail Temporaire en 2000. En 2002, elle est nommée Directrice Générale Déléguée du Groupe. En février 2022, Nathalie JAOUI est nommée Présidente Directrice Générale du Groupe. Elle est également depuis 2003 membre du Conseil d'administration de Prism' emploi, organisation professionnelle des entreprises du Travail Temporaire.

Monsieur Joachim JAOUI, Directeur de l'Innovation, a été nommé Administrateur lors de l'Assemblée Générale du 06 juin 2025. Diplômé de l'Ecole EMLYON Business School, il a intégré le Groupe Crit en 2019 après plusieurs expériences en start up.

Joachim JAOUI est un dirigeant engagé dans les transformations du monde du travail, avec un parcours à la croisée du conseil, du digital et des ressources humaines. Il exerce des fonctions en stratégie et développement en France et en lien avec toutes les filiales dans le monde. Son expérience s'est construite autour de la conviction que la performance durable passe par l'alignement entre innovation, excellence opérationnelle et sens collectif. Aujourd'hui, il met son expertise au service de projets à fort impact, alliant croissance, transformation et engagement humain.

Karine GUEDJ, Directrice Générale Déléguée du Groupe CRIT et Administratrice, a créé et dirigé une société de services jusqu'en 1984, date à laquelle elle intègre l'entreprise familiale. Elle y occupe jusqu'en 2023 les fonctions de Directrice Communication et Directrice des services généraux et des achats. Membre du Conseil d'Administration depuis 1984, elle est nommée Directrice Générale Déléguée en 2002, son mandat ayant été renouvelé en février 2022.

Madame Yvonne GUEDJ assume les fonctions d'administrateur du Groupe depuis 1969.

Monsieur Jean-José INOCENCIO, Administrateur indépendant, est titulaire d'un diplôme d'expertise comptable et d'un DESS de fiscalité appliquée (Paris V). Expert-comptable depuis 1994, Monsieur INOCENCIO a exercé des fonctions de commissaire aux comptes et, au sein de l'Ordre des experts comptables, les fonctions de contrôleur qualité, contrôleur de stage et formateur. Il a également enseigné la fiscalité à l'université Paris XIII. Monsieur INOCENCIO conseille et accompagne, depuis plus de trente ans, des entreprises françaises et internationales de toute taille et de divers secteurs.

Valérie LEZER-CHARPENTIER est l'administratrice élue représentant les salariés sur le fondement de l'article L.225-27 du Code de commerce depuis sa réélection en 2024. Le Conseil d'Administration a pris acte le 29 janvier 2025 de sa réélection aux fonctions d'administratrice représentant les salariés, et ce jusqu'au 28 janvier 2027. Elle est diplômée de l'ISG, école de commerce à Paris. Elle a débuté sa carrière au sein du Groupe Xerox en tant que chef de produits puis responsable marketing communication. En décembre 2001, elle intègre ADP Télécom, filiale d'ADP au poste de Directrice Communication jusqu'en 2008, date à laquelle elle rejoint le Groupe CRIT en tant que chargée de missions.

Les organes de gouvernance sont composés de femmes à 67% et respectent ainsi la règle légale de représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein du conseil. Ces éléments sont présentés dans le rapport sur le Gouvernement d'entreprise au chapitre 5.

Les travaux du conseil d'administration sont préparés et organisés conformément au code de gouvernement d'entreprise Middenext de décembre 2009 révisé en 2021, choisi par le Conseil d'Administration comme code de gouvernement d'entreprise. A ce titre et tel qu'entendu par le code Middenext, 17 % des administrateurs sont des administrateurs indépendants.

C

1

2

3

4

5

6

7

RESPONSABILITÉ DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION EN MATIÈRE D'IRO

La durée et la stabilité des fonctions exercées par la majorité des membres du Conseil, les fonctions de direction opérationnelle exercées par deux d'entre eux, sont garantes de leur parfaite connaissance des métiers de l'entreprise et de son environnement, de l'organisation de la société et de son Groupe, et leur garantissent une information permanente et approfondie des sujets traités. La gestion des impacts, risques et opportunités est assurée - au niveau Groupe - par le Conseil d'administration.

GESTION DES IRO

Le Conseil d'Administration détermine les orientations des activités du Groupe et veille à leur mise en œuvre conformément à son intérêt social, en prenant en considération les enjeux sociaux et environnementaux.

Les COMEX des BU assurent la mise en œuvre opérationnelle des orientations fixées par le Conseil d'Administration.

Conformément à ce code, le conseil d'administration a établi son règlement intérieur qui détermine le rôle du Conseil, les opérations soumises à son autorisation préalable, ses règles de composition et de fonctionnement.

Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, le Conseil d'Administration se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent. Il procède à tous contrôles et vérifications qu'il juge opportun.

RÔLE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Conscient de l'apport des politiques de Développement Durable dans l'amélioration de sa performance et le bien-être de ses salariés, le Groupe développe depuis plusieurs années une politique de Responsabilité Sociale, Sociétale et Environnementale. Les politiques associées, relatives notamment à la lutte contre toute discrimination, à la représentation de la diversité, sont décrites dans le présent document. Compte tenu de l'importance croissante de ces enjeux, en 2023, le Groupe a structuré sa gouvernance en la matière par la mise en place d'un comité Responsabilité Sociale et Environnementale (RSE). L'objectif de ce comité est principalement de s'assurer de la maîtrise des Impacts, Risques et Opportunités en matière de durabilité par le Groupe CRIT, de la mise en œuvre des politiques et actions adéquates. Il s'assure également :

1) En matière d'audit, de :

- L'indépendance de l'auditeur de durabilité.
- La réalisation de la mission de vérification par les auditeurs de durabilité émettant un rapport d'assurance limitée.

Le COMEX (ou équivalent) de chaque Business Unit « BU » est responsable de l'identification et de la gestion de ses propres impacts, risques et opportunités (mise en place de politiques et actions adéquates notamment).

Les Business Unit correspondent aux activités du Groupe CRIT (Travail Temporaire et Aéroportuaire) dans les différents pays où le Groupe est présent.

Le Conseil d'Administration a notamment pour mission de veiller à la qualité de l'information fournie aux actionnaires, aux parties prenantes du Groupe ainsi qu'au marché. Il détermine les grandes orientations stratégiques du Groupe et veille à la mise en œuvre de l'ensemble des décisions relatives à ces grandes orientations, il se prononce préalablement sur les opérations significatives de réorganisation juridique et les opérations de croissance externe.

Pour permettre aux membres du Conseil de préparer utilement les réunions et leur assurer une information de qualité dans le respect du règlement intérieur du Conseil d'Administration et du Code Middlednext, le Président s'assure que les membres du Conseil disposent, dans un délai suffisant, de toutes les informations relatives aux questions inscrites à l'ordre du jour et nécessaires à l'accomplissement de leur mission. Les membres du Conseil sont par ailleurs invités à solliciter du Président toutes informations complémentaires qu'ils jugeraient utiles.

2) En matière de contrôle du processus et de la qualité de l'information publiée :

- L'existence et l'efficacité du dispositif de contrôle interne mis en place pour la préparation de l'information de durabilité.
- La gestion des risques en matière de durabilité qui suppose de porter une attention particulière au processus de maîtrise des risques, à l'adéquation de la stratégie, des politiques, plans d'actions et ressources allouées et à la soutenabilité des plans et le suivi de leur réalisation.

Sous la supervision du Conseil d'Administration, les COMEX des BU ont la responsabilité des tâches suivantes : identification, évaluation, contrôle, gestion (politiques et actions) et surveillance des Impacts, Risques et Opportunités ainsi que la détermination des cibles qui leur sont propres et la collecte des informations quantitatives attendues dans l'état de durabilité.

CONTRÔLE INTERNE RELATIVE AUX INFORMATIONS DE DURABILITÉ

La Direction Générale définit les orientations du contrôle interne et supervise la mise en place de l'ensemble des éléments le composant. Elle s'assure de l'existence de mesures effectives de contrôle au sein des filiales du Groupe.

La direction Financière et la direction de la Performance et de la conformité sont plus spécialement chargées de superviser la production des données qualitatives et quantitatives présentées dans l'état de durabilité.

Le contrôle interne du Groupe s'articule en fonction du choix de l'organisation du Groupe :

- Une gestion opérationnelle déléguée aux Business Unit qui apporte au Groupe réactivité et proximité avec les clients et permet un meilleur développement sur ses marchés ;
- Une organisation encadrée par des règles de fonctionnement communes, par la mutualisation des services communs tels que la collecte des données sociales, le juridique, les achats et la communication.

Cet encadrement, allié à la centralisation au siège social des principales décisions permet un contrôle plus efficace des enjeux de durabilité et des Impacts, Risques et Opportunités afférents. Le personnel d'encadrement (Directeurs Généraux, Directeurs Régionaux, Responsables de Secteurs, Chefs d'agences) est garant de la bonne application des procédures de contrôle interne du Groupe au sein de leurs entités. Leurs obligations sont clairement stipulées dans les délégations de pouvoirs qui sont définies par la Direction Générale et déclinées dans chaque filiale par le Directeur en charge du pôle d'activité correspondant.

Les informations quantitatives présentées dans le présent rapport ont été traitées à un niveau Groupe, sur la base de données brutes transmises par les BU. Un travail d'harmonisation des sources de données (cohérence des définitions, prise en compte des contextes réglementaires et opérationnels locaux...) et d'amélioration de la qualité (contrôles de cohérence, vérification des périmètres de reporting...) ont permis d'obtenir des indicateurs considérés comme étant fiables.

En 2025, le Groupe a renforcé les contrôles internes sur le reporting de durabilité à la fois au niveau local et en central. Par exemple, des tests de cohérence ont été mis en place pour vérifier la qualité des données quantitatives.

EXPERTISE RSE DES MEMBRES DES ORGANES DE GOUVERNANCE

Au même titre que les Impacts, Risques et Opportunités sont gérés par les directions des BU, elles fixent les cibles et objectifs à atteindre pour minimiser les Impacts négatifs et les risques et augmenter les impacts positifs et les opportunités. Dans l'hypothèse où des cibles seraient fixées, elles feraient ensuite l'objet d'une revue plus globale par la Direction du Groupe et le Conseil d'Administration.

De manière structurelle, les membres des organes de gouvernance disposent d'une expertise avérée des enjeux RSE, en particulier des enjeux sociaux, étroitement liés au modèle d'une entreprise de travail temporaire.

L'entrée en vigueur des normes révisées en 2026 constituera une opportunité de renforcer et formaliser davantage ces expertises.

4.1.4. Informations transmises aux organes d'administration de direction et de surveillance de l'entreprise et enjeux de durabilité traités par ces organes – GOV-2

Courant 2023, Le Groupe CRIT a instauré un Comité RSE qui permet d'informer le Conseil d'Administration de la gestion des impacts, risques et opportunités, la stratégie à adopter ainsi que des politiques prises pour les adresser et leurs résultats.

Plusieurs membres du Comité RSE, sous la supervision de la Présidente du Groupe ont fait partie de l'équipe de pilotage ayant assurée la mise en place de l'état de durabilité et notamment de :

- la réalisation de l'analyse de double matérialité,
- la mise en place d'un processus de collecte des informations qualitatives et quantitatives au niveau Groupe et auprès des différentes BU du Groupe,
- la revue critique des informations consolidées,
- la détermination de la stratégie, des politiques et des actions qui sont déployées progressivement au regard des risques identifiés en matière de durabilité,
- la rédaction de l'état de durabilité conformément aux exigences des ESRS et du règlement Taxonomie.

La Direction du Groupe est impliquée dans le suivi des orientations ESG et des décisions structurantes associées. A titre d'illustration, les évolutions relatives à l'analyse de double matérialité (IRO) et au bilan carbone ont fait l'objet d'échanges et de présentations au niveau de la Direction, notamment auprès de la Présidente et du Directeur Administratif et Financier du Groupe.

Le Conseil d'Administration est informé au minimum sur une base annuelle des évolutions en lien avec les enjeux ESG, dans le cadre de la présentation de l'État de Durabilité.

Ces échanges permettent d'assurer une information des instances de gouvernance sur les principaux impacts, risques et opportunités matériels, ainsi que sur les travaux réalisés et les évolutions méthodologiques associées.

Le Groupe est en cours de mise en place d'un reporting destiné à piloter les principaux objectifs et indicateurs associés de manière régulière.

4.1.5. Intégration des performances en matière de durabilité dans les mécanismes d'incitation – GOV-3

Des modalités d'incitation et des politiques de rémunération liés aux questions de durabilité ont été fixées pour un membre du Conseil d'Administration.

En effet, la rémunération variable du Président-Directeur Général dépend de critères de performance financiers et extra-financiers dont la nature et la pondération sont définis en fonction des priorités stratégiques du Groupe. Les objectifs à atteindre sont fixés annuellement par le Conseil d'Administration. La politique de rémunération des mandataires sociaux a été arrêtée par le Conseil d'Administration en date du 29 avril 2026.

Une partie de la rémunération variable du Président Directeur Général repose sur le critère extra-financier qualitatif en matière de responsabilité sociale et environnementale, relatif à la mise en place du cadre de reporting de durabilité CSRD (voir chapitre 5 Gouvernement d'Entreprise). Le respect de ce critère de performance qualitatif est mesuré par le Conseil d'Administration au terme de l'exercice clos.

4.1.6. Diligence raisonnable, contrôle interne et gestion des risques liés à l'information en matière de durabilité – GOV-4 et GOV-5

ÉLÉMENTS ESSENTIELS DE LA VIGILANCE RAISONNABLE	PARAGRAPHES DANS L'ÉTAT DE DURABILITÉ
a) Intégrer la vigilance raisonnable dans la gouvernance, la stratégie et le modèle économique	GOV-1 – Rôle des organes d'administration, de direction et de surveillance
b) Dialoguer avec les parties prenantes affectées à toutes les étapes du processus de vigilance raisonnable	SBM-2_03, 04 et 05 – Dialogue avec les parties prenantes
c) Identifier et évaluer les impacts négatifs	IRO-1
d) Agir pour remédier à ces impacts négatifs	paragraphe 4.1.12/MDR-P, MDR-A
e) Suivre l'efficacité de ces efforts et communiquer	paragraphe 4.1.12/ MDR-P, MDR-A

Le contrôle interne est réalisé au travers de la définition et de la mise en œuvre d'un ensemble de politiques et de procédures. Les politiques sont proposées et définies par la Direction Générale et par les Directeurs présents dans l'équipe de direction du Groupe. Elles sont validées par la Présidente Directrice Générale qui autorise par ailleurs les moyens liés à leur mise en œuvre. Les directions opérationnelles sont responsables de leur diffusion (réunions d'information, notes internes, transcription dans les objectifs), de leur mise en application et du suivi des réalisations associées. Les procédures relatives aux processus opérationnels sont proposées par les Directeurs Généraux et par les Directeurs présents dans les équipes de direction opérationnelles du Groupe et des filiales.

Le Groupe aspire à renforcer progressivement les politiques et procédures évoquées ci-dessus.

Elles suivent l'architecture de la démarche qualité du Groupe qui permet d'atteindre les objectifs du contrôle interne.

L'approche retenue vise à se prémunir et diminuer les risques d'erreurs, d'omissions ou de fraude dans la gestion des Impacts, Risques et Opportunités matériels, la communication qui en est faite et les métriques et cibles publiées. Les principaux risques sont présentés et priorisés dans le chapitre 2 du présent document ainsi que les mesures de maîtrise associées. Les enjeux ESG identifiés comme risque (voir SBM-3) ont été pris en comptes dans cette approche.

En 2025, le Groupe a internalisé l'établissement de son reporting de durabilité. Cela a permis de mieux maîtriser la fiabilité des données. Notamment pour la collecte des données quantitatives, les définitions ont été revues et précisées et les formats de reporting ont été harmonisés à la source. Des contrôles supplémentaires ont été mis en place, au niveau local et en central.

Quant à l'établissement du bilan des émissions GES, l'équipe de durabilité a bénéficié d'une formation. Cela a permis d'améliorer la qualité des données récoltées et d'améliorer les méthodes d'analyse.

Les Comex des BU ont été fortement impliqués : d'une part, pour mettre à la disposition du Groupe l'ensemble des informations qualitatives disponibles ainsi que la documentation probante associée (actions déployées au titre de l'exercice...) ; d'autre part, pour permettre la collecte des données quantitatives attendues.

L'ensemble des informations qualitatives et quantitatives consolidées au niveau Groupe a fait l'objet d'une revue de cohérence par la Direction du Groupe en charge de l'établissement de cet Etat de durabilité et par les Comex des BU.

Au cours du dernier cycle, plusieurs actions structurantes ont été mises en oeuvre :

- Formalisation renforcée des procédures de collecte,
- Rôle/responsabilités : un grand travail de préparation en local a été effectué, afin d'harmoniser et industrialiser les exports des données sociales.
- Jalon intermédiaire : un test sur les données ESG du premier semestre 2025 a permis de s'assurer que les nouveaux templates de récolte d'information sont fonctionnels, que les définitions spécifiées sont bien comprises et que les calculs sont justes.

- Contrôle interne : plusieurs contrôles supplémentaires ont été mis en place, aussi bien en local, qu'en central, afin de s'assurer de la qualité des données.
- Approfondissement de l'Analyse de Double Matérialité en lien avec les orientations stratégiques du Groupe et des enjeux liés aux activités.
- Montée en compétence des équipes opérationnelles sur les exigences ESRS et les protocoles de reporting, et plus spécifiquement sur l'établissement du bilan carbone.
- Raffinement du bilan carbone : grâce à une analyse plus approfondie des données (par exemple les Achats) et de nouvelles méthodes de récolte d'information (par exemple enquête de déplacement domicile-travail), la précision des résultats a pu être améliorée.

C

1

2

3

4

5

6

7

4.1.7. Stratégie, modèle d'affaires et chaîne de valeur du Groupe CRIT – SBM-1

Pionnier dans le domaine des services en ressources humaines aux entreprises, le Groupe CRIT comprend deux activités qui se déploient en France et à l'international :

- le Travail Temporaire : 87% du chiffre d'affaires ;
- l'Assistance Aéroportuaire auprès de compagnies aériennes : 13% du chiffre d'affaires ;

A travers l'activité de travail temporaire, le Groupe CRIT est présent à l'international (Europe, Etats-Unis, Afrique).

Le Groupe - via ses activités dans le Travail Temporaire - assure une couverture de l'ensemble des secteurs d'activité grâce à une connaissance approfondie de l'industrie, des services et de la construction. Le Groupe contribue au développement de pôles d'expertise à forte valeur ajoutée sur des secteurs clés pour son activité (aéronautique, événementiel/restauration, nucléaire...). Le réseau CRIT bénéficie d'une base de clientèle diversifiée tant en termes sectoriel que de typologie (public / privé, PME / ETI / Grands groupes...). Son positionnement clé tant au niveau géographique, sectoriel, qu'en termes de clientèle, ses valeurs fondamentales d'entrepreneuriat, de proximité, d'agilité, de réactivité et son souci permanent de la satisfaction de ses clients permettent au Groupe CRIT d'être un partenaire privilégié à la fois des grands donneurs d'ordres et des petites et moyennes entreprises, sur tous les secteurs d'activité et sur tous les territoires sur lesquels il est présent. A travers ses filiales, le Groupe dispose également d'une expertise en ingénierie et en maintenance industrielle. MASER ENGINEERING accompagne notamment des groupes de l'industrie dans la conception, l'intégration et la maintenance des process industriels dans des secteurs tels que l'automobile, l'énergie, l'environnement, les services, les transports et la défense.

A travers l'Assistance Aéroportuaire, le Groupe CRIT propose une gamme de services indispensables aux compagnies aériennes, aux aéroports et aux logisticiens de fret / transitaires GSA pour leurs opérations au sol dans plusieurs pays : l'assistance aux passagers (accueil, enregistrement, embarquement, billetterie, transport des passagers et équipages), l'assistance aux avions (tractage, placement au point de parking, calage, branchement des groupes électriques et groupes auxiliaires, chargement/déchargement des bagages et du fret, contrôle des pleins, repoussage avions, nettoyage cabine, avitaillement en potable et vidange toilettes), le trafic (suivi des plans de vol, établissement des devis de masse et centrage, météo, etc.) et l'assistance au fret (acceptation, vérification de la documentation, sécurisation, manutention, préparation au transport, transport de fret en piste). Le Groupe CRIT est présent sur les aéroports de Paris (Charles de Gaulle, Orly et Le Bourget) pour ses activités d'assistance aéroportuaire mais aussi à Londres (London City, Heathrow), en Irlande (Dublin, Shannon), au Congo (Brazaville, Pointe Noire, Ollombo) et en Sierra Leone (Freetown). Avec sa filiale Otessa, le Groupe dispose également d'une expertise d'accueil, spécialisée dans le secteur aéroportuaire.

L'effectif du Groupe hors intérimaires s'élève à 11 755 collaborateurs, dont 6 635 sur le périmètre France. Le détail du nombre de collaborateurs par pays est présenté au chapitre 3.

Les services fournis par le Groupe CRIT ne sont interdits sur aucun de ses marchés.

De plus, le Groupe n'est pas actif dans les secteurs des combustibles fossiles, de la production de produits chimiques, d'armes controversées, culture et production de tabac.

Le chiffre d'affaires 2025 du Groupe s'élève à 3 372 millions d'euros. Le Groupe réalise 52% du chiffre d'affaires en France, le reste à l'étranger.

OBJECTIFS EN MATIÈRE DE DURABILITÉ DU GROUPE

Les activités de travail temporaire et d'assistance aéroportuaire du Groupe ont pour caractéristique commune d'être des acteurs majeurs de l'emploi dans les territoires où ils sont implantés. Dans ce contexte, et conscient de l'apport des politiques de

Développement Durable dans l'amélioration de sa performance, de celle de ses clients et le bien-être de ses salariés, le Groupe CRIT a développé sa politique ESG autour de 3 piliers autour desquels sont déclinés divers engagements :

SA RESPONSABILITÉ ENVIRONNEMENTALE

Conscient des enjeux environnementaux actuels et de la nécessité de les prendre en compte dans ses activités, le Groupe s'engage dans une démarche respectueuse de maîtrise et de réduction de ses impacts sur l'environnement en déployant un système de management environnemental certifié ISO 14001 dans les principales BU.

SA RESPONSABILITÉ SOCIALE

La politique des Ressources Humaines du Groupe, déployée par un vaste réseau d'acteurs, a pour objectifs le développement et l'accompagnement de ses collaborateurs, qu'ils soient permanents ou intérimaires. De par son activité, le Groupe CRIT génère des impacts sociétaux positifs, notamment grâce à l'accès à l'emploi qu'il offre à des profils éloignés du monde du travail. Parmi ses principaux enjeux sociaux figurent le développement de l'employabilité de ses collaborateurs et leur fidélisation. Le Groupe s'engage ainsi notamment dans une démarche d'amélioration continue sur les sujets relatifs à la diversité et la

non-discrimination, le handicap, le développement des compétences, la santé et la sécurité, ou encore l'insertion professionnelle des publics éloignés de l'emploi. Fort d'un réseau étendu au niveau international, le Groupe promeut une culture d'initiatives locales et tisse d'étroites relations avec l'ensemble des acteurs locaux dans une démarche volontaire et partenariale. Doté d'un système de management de la qualité certifié dans les principales filiales, le Groupe place la satisfaction de ses parties prenantes au cœur de son activité.

SA RESPONSABILITÉ EN MATIÈRE DE GOUVERNANCE

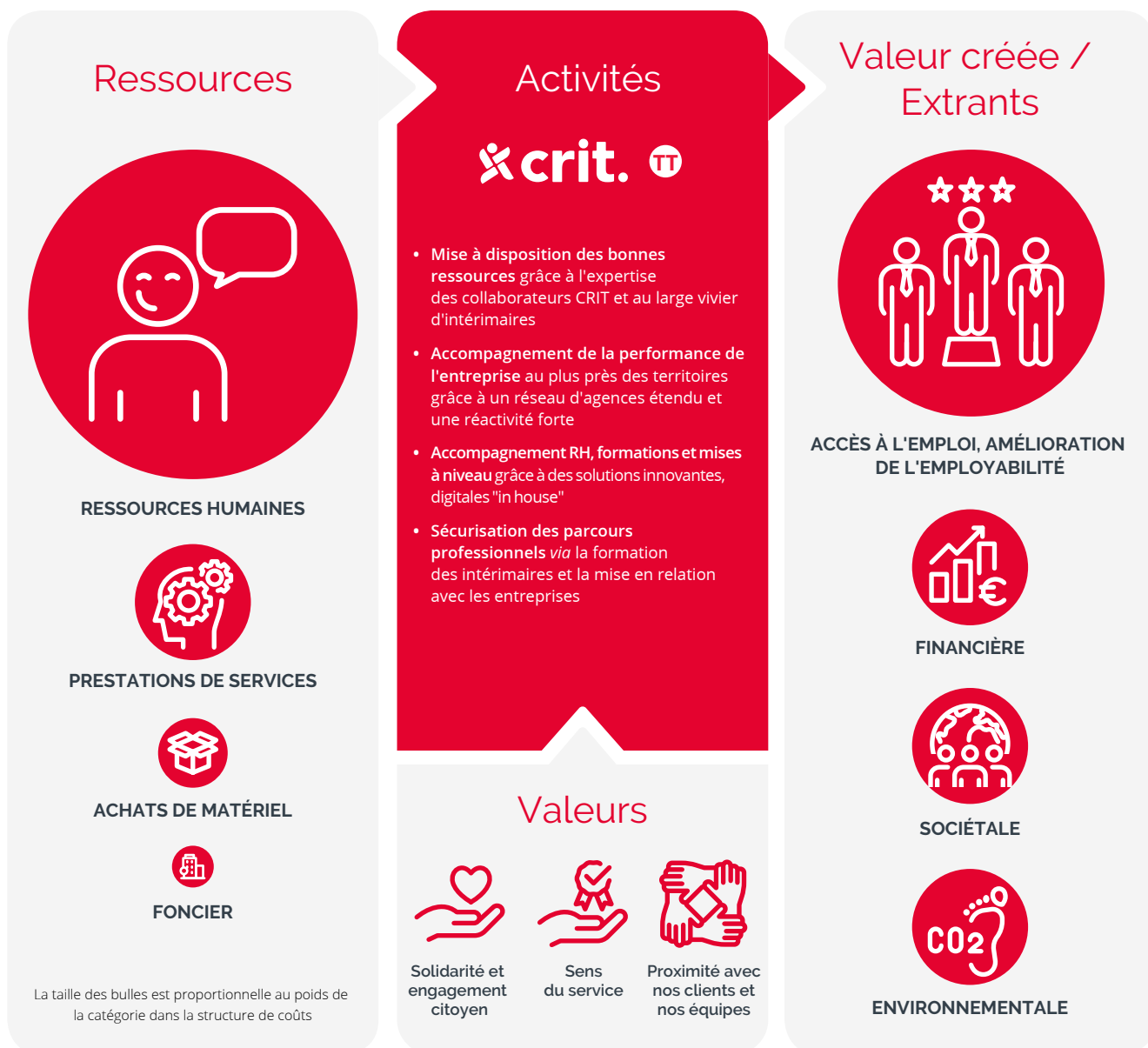
En tant qu'acteur conscient de ses responsabilités, le Groupe place les enjeux de gouvernance (prévention de la corruption, éthique des affaires...) au cœur de sa stratégie.

La démarche de durabilité du Groupe CRIT est reconnue par des certifications sur ses différentes activités. Depuis 2005, les principales filiales du Groupe CRIT sont certifiées ISO 9001, ISO 14001, ISO 45001. Plusieurs entités ont reçu un label Ecovadis, organisme d'évaluation de la responsabilité sociétale des entreprises pour le compte des clients et fournisseurs. L'activité travail temporaire France est également certifiée CEFRI et MASE.

L'engagement du Groupe sur les sujets Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance est présent à travers la stratégie de ses différentes activités via 3 piliers centraux à sa politique de durabilité : sa responsabilité sociale (le développement, et l'accompagnement de ses collaborateurs permanents comme intérimaires), son engagement sociétal (promotion d'une culture d'initiatives locales) et sa responsabilité environnementale (l'engagement dans une démarche respectueuse de la maîtrise de ses effets sur l'environnement).

MODÈLE ÉCONOMIQUE ET CHAÎNE DE VALEUR – ACTIVITÉ TRAVAIL TEMPORAIRE

Comme toute entreprise, l'activité Travail Temporaire fonctionne grâce à des ressources financières et matérielles (véhicules, informatique, foncier...). Les femmes et les hommes du Groupe constituent toutefois sa principale ressource.



Fort de ces ressources, le Groupe CRIT est parvenu à s'imposer comme un acteur majeur dans le domaine des ressources humaines. Le Groupe offre auprès de 34 000 entreprises qu'il accompagne chaque année dans ses pays de présence, diverses expertises et lignes de services :

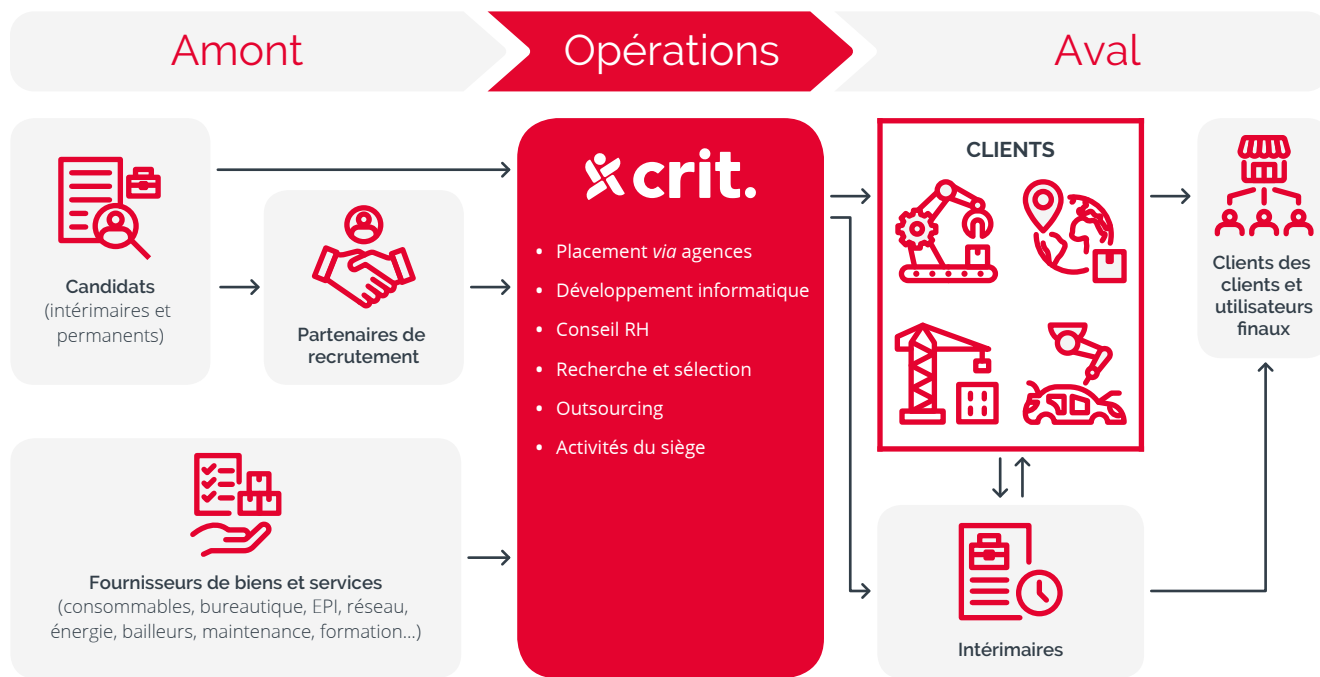
- Mise à disposition des bonnes ressources grâce à l'expertise des collaborateurs CRIT et au large vivier d'intérimaires,
- Accompagnement de la performance de l'entreprise au plus près des territoires grâce à un réseau d'agences étendu et une réactivité forte,
- Accompagnement RH, formations et mises à niveau grâce à des solutions innovantes, digitales, « Inside »,
- Sécurisation des parcours professionnels et accès à l'emploi via la formation des intérimaires et la mise en relation avec les entreprises.

Le Groupe CRIT accompagne l'ensemble des secteurs de l'économie tout en s'assurant de diversifier sa base de clientèle pour limiter tout risque d'exposition à un secteur donné et de dépendance clients. Grâce aux ressources sur lesquelles s'appuie le Groupe CRIT et à ses expertises, la division Travail Temporaire génère des externalités positives, notamment sur les femmes et les hommes à qui le Groupe permet d'accéder à l'emploi. En France, la branche indique que 80% des intérimaires considèrent en effet que l'intérim les a aidés à trouver un emploi en CDI ou en CDD long. Cette statistique témoigne de l'efficacité du travail temporaire pour permettre l'accès à un emploi pérenne.

Grâce à des efforts conséquents en matière de formation ou d'accès à l'emploi, le Groupe CRIT contribue très significativement à l'amélioration de l'employabilité des salariés permanents et intérimaires qu'il emploie. En tant qu'acteur clé de l'emploi dans

les territoires, le Groupe contribue par ailleurs à l'activité et à la performance économique de ses clients en leur fournissant les ressources humaines les plus adaptées à leurs besoins.

La chaîne de valeur de CRIT Travail Temporaire peut être résumée selon le schéma suivant :



Les ressources humaines et financières constituent les principaux intrants nécessaires à l'activité du Groupe CRIT. La politique RH ambitieuse du Groupe et les diverses actions menées par le Groupe CRIT en matière de recrutement permettent de s'assurer de la disponibilité des ressources humaines. Ces éléments sont présentés plus en détail, dans le paragraphe relatif à l'ESRS S1.

Les activités de CRIT Travail Temporaire génèrent des bénéfices directs et indirects pour les principales parties prenantes du Groupe sur des dimensions financières (valeur ajoutée, dividendes) et extra-financières (insertion sociale, hausse du niveau de qualification des salariés, amélioration de leur employabilité, contribution à l'activité des entreprises clientes).

Le Groupe CRIT, via son activité Travail Temporaire, permet de mettre en relation des demandeurs d'emploi (les intérimaires) et des offreurs (les entreprises). Ce faisant, le Groupe permet à des personnes éloignées du marché de l'emploi de s'intégrer par le travail. La politique de formation du Groupe permet notamment d'améliorer l'employabilité des intérimaires, et donc leur capacité à trouver un emploi. En France, les enquêtes publiées annuellement par la branche Travail temporaire témoignent de l'intérêt de cette forme de travail pour l'amélioration de l'employabilité des intérimaires. 80% des intérimaires considèrent ainsi que l'intérim leur a permis d'acquérir de nouvelles compétences, 90% considèrent même que l'intérim est utile ou très utile pour acquérir une expérience professionnelle.

Par ailleurs, les services proposés par le Groupe CRIT contribuent à l'activité des entreprises : la mise à disposition d'intérimaires permet de répondre à une demande spécifique et limitée dans le temps sur un territoire donné.

MODÈLE ÉCONOMIQUE ET CHAÎNE DE VALEUR – ACTIVITÉ ASSISTANCE AÉROPORTUAIRE

Le Groupe CRIT est l'un des leaders dans l'assistance aéroportuaire en France et à l'international, au travers de son entité Groupe Europe Handling (GEH) et ses différentes filiales. Depuis 2000, le pôle aéroportuaire met à disposition des compagnies aériennes et partenaires son expertise d'assistant en escale, et propose tous les services d'assistance au sol, autour de l'avion, des passagers et fret tels que :

- **L'assistance aux passagers** : accueil, enregistrement, embarquement/débarquement, billetterie, mise à disposition des D.C.S (Departure Control System), transport au sol des passagers et des équipages...
- **L'assistance aux avions** : traitement arrivées et départs avions, guidage et aide au stationnement, repoussage, chargement, déchargement et transferts des bagages, chargement, déchargement du fret, transfert des bagages en correspondance, nettoyage cabine, avitaillement en eau potable et vidange toilettes...
- **Le trafic** : préparation et transmission des documents de vols et de météo, élaboration des plans de chargement et devis de masse et centrage, organisation et coordination de l'ensemble des équipes intervenantes, ...
- **Le transport de fret en piste et activité magasin au fret** : prise en compte des marchandises à l'import, à l'export et en transit, contrôle, réception, acceptation, vérification des documents de transports, transport de fret et poste en piste, manutention, préparation au transport aérien, entreposage (fret en magasin)
- **La Formation** : Institut de Formation aux Métiers de l'Aérien (IFMA) agréé IATA.

En 2025, l'Assistance aéroportuaire a ainsi accompagné près de 340 000 mouvements d'avions et près de 86 278 047 passagers dans le monde.

L'activité d'Assistance aéroportuaire, comme toute activité de service, est fortement dépendante des femmes et des hommes travaillant pour le Groupe. Diverses ressources matérielles (engins de piste, foncier...) ou immatérielles (énergie, services, financières...) sont également nécessaires à la conduite de l'activité. L'activité Assistance Aéroportuaire dépend par ailleurs de l'octroi de licences d'exploitation ; les modalités d'attribution de ces licences dépendent des pays.

Grâce à la mise en œuvre de ces ressources, le Groupe contribue à l'amélioration de l'employabilité des collaboratrices et collaborateurs du Groupe CRIT mais également, grâce à son activité, à la performance et à la fiabilisation de l'activité aéroportuaire.

Ressources



RESSOURCES HUMAINES



PRESTATIONS DE SERVICES



ACHATS DE MATÉRIEL



FONCIER

La taille des bulles est proportionnelle au poids de la catégorie dans la structure de coûts

Activités



- Accompagnement et conseil aux clients et usagers des aéroports en proposant des solutions innovantes, durables et de qualité tant sur les activités de services aux passagers, de traitement des bagages que de traitement de l'avion en piste. • Maintien et développement du haut niveau de qualification des collaborateurs et de tiers externes grâce à une politique RH ambitieuse et à des moyens importants alloués à la formation et à un institut interne de formation de personnel. L'IFMA est certifié QUALIOP, CBTA provider IATA pour la délivrance des formation Marchandises Dangereuses et le contenu des formation IFMA est certifié ISAGO (IATA).
- Sécurisation des opérations aériennes. Groupe Europe Handling est certifié ISAGO (IATA) assurant ainsi à ses clients compagnies aériennes et ses partenaires l'existence d'un système de gestion de la sécurité basé sur l'identification des risques et dangers, une démarche de reporting proactif et d'analyse, une promotion active de la culture sécurité et une recherche constante d'amélioration continue.
- Maîtrise de l'impact environnemental grâce à des objectifs ambitieux et à un pilotage de la performance. Depuis 2019, GEH s'engage dans la réduction des scopes 1 et 2 de son bilan carbone. Depuis cette date, GEH n'achète plus d'engins de piste thermique, mais uniquement électriques. GEH s'est engagé auprès de ses partenaires à avoir d'ici 2030, 90% de son parc roulant avec des énergies propres (électrique). Depuis fin 2025, GEH est prestataire d'assistance pilot pour le Airport Partner Carbon Recognition Programme. Ce programme mondial de certification environnementale, géré par l'ACI (Airports Council International), évalue et reconnaît les efforts des aéroports pour gérer et réduire leurs émissions de carbone. Ce nouveau label est destiné aux assistants partenaires présents sur les aéroports certifiés.
- Consolidation des partenariats globaux et locaux avec les parties intéressées

Valeurs



Solidarité et engagement citoyen



Sens du service



Proximité avec nos clients et nos équipes

Valeur créée / Extrants



AMÉLIORATION DE L'EMPLOYABILITÉ, ACCÈS À L'EMPLOI



CONTRIBUTION À LA PERFORMANCE DES AÉROPORTS



FINANCIÈRE

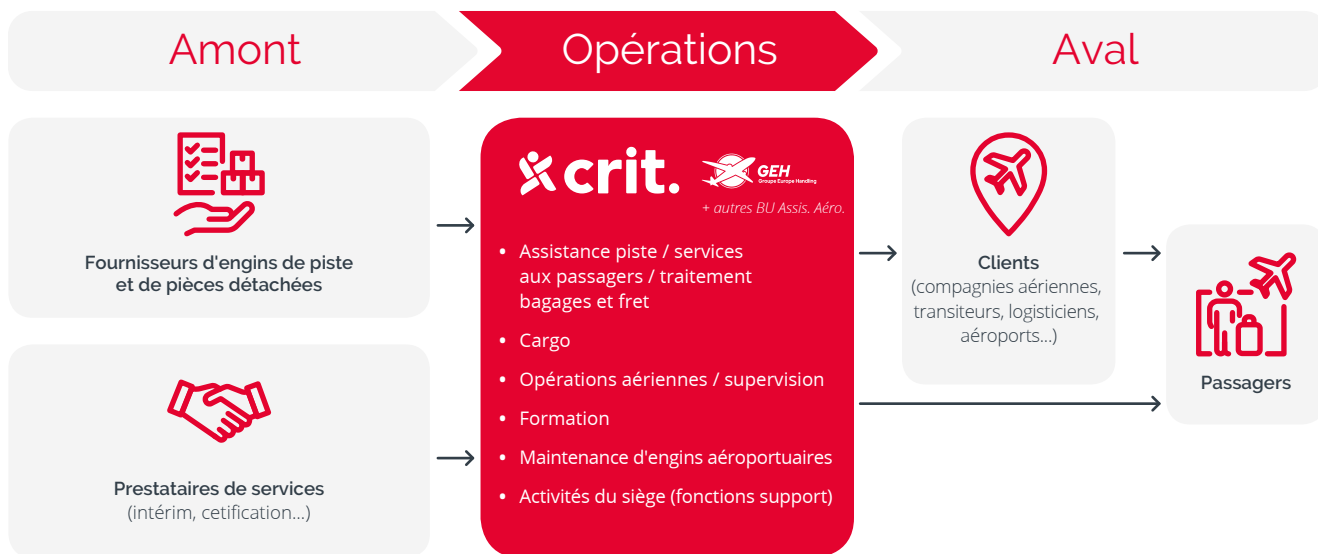


SOCIÉTALE



ENVIRONNEMENTALE

Les activités de CRIT Assistance Aéroportuaire sont insérées dans une chaîne de valeur pouvant être décrite de la façon suivante :



La politique sociale de CRIT Assistance Aéroportuaire constitue la clé de voute des démarches du Groupe visant à renforcer son attractivité, la sécurisation de l'emploi et l'employabilité des collaborateurs. Elle est décrite de façon extensive dans le paragraphe relatif à l'ESRS S1. La manière dont le Groupe CRIT sécurise les ressources financières nécessaires à son fonctionnement est décrite dans le rapport financier au chapitre 3 du présent document.

Au vu des risques potentiels liés à la perte des licences aéroportuaires, le Groupe met tout en place pour répondre aux attentes des autorités administratives et des compagnies aériennes auprès desquelles le Groupe opère et ainsi garantir le maintien de ses licences. Des éléments détaillés sont fournis dans le présent Etat de durabilité.

Enfin, la politique en matière d'achats du Groupe garantit un traitement équitable des fournisseurs (sous-traitants stratégiques, fournisseurs de GSE) et permet donc de sécuriser - autant que faire se peut - les ressources matérielles. Ces éléments sont précisés dans le paragraphe relatif à l'ESRS G1, thématique 'Gestion des relations avec les fournisseurs'.

L'activité d'assistance aéroportuaire vise à accompagner les acteurs de l'écosystème aéroportuaire pour permettre le bon fonctionnement des aéroports et aéronefs, l'accueil et la gestion des passagers dans des conditions optimales, le traitement des marchandises dans un contexte fortement contraint (réglementation, forte réactivité attendue au vu des business models des clients...). La qualité des prestations proposées par le Groupe CRIT est donc un enjeu majeur pour l'Assistance aéroportuaire. Le Groupe travaille ainsi en permanence sur l'amélioration de la qualité de ses prestations. Pour garantir la réactivité et la rapidité d'exécution des équipes tout en garantissant la sécurité des opérations - ce qui assure la ponctualité des vols et permet également dans certains cas de rattraper des retards -, une grande importance est apportée à la sélection, à la formation du personnel ainsi qu' à son adhésion au projet collectif d'entreprise. Afin de disposer de ressources humaines aux compétences reconnues, le Groupe Europe Handling a ainsi créé une école interne, l'Institut de Formation aux Métiers de l'Aérien (IFMA) qui dispense une formation générale complétée en fonction du poste (agent de trafic, piste, passage, etc.) par une formation « terrain ». Cette formation aboutit à l'attribution d'une qualification dont le contenu est reconnu par IATA (International Air Transport Association) et par les compagnies aériennes. Enfin, la qualité de gestion de ses ressources humaines et le climat social favorable sont autant de facteurs qui contribuent à faire du Groupe CRIT un prestataire de choix.

4.1.8. Dialogue avec les parties prenantes – SBM-2

Le Groupe interagit régulièrement avec ses parties prenantes clés à travers divers canaux et contribue lui-même aux échanges lorsqu'il est sollicité par ses propres parties prenantes.

Le Groupe CRIT a identifié une dizaine de parties prenantes clé pour son activité. Ces dernières ont une influence majeure sur l'activité du Groupe et le Groupe est lui-même susceptible d'impacter l'activité de ces dernières.

Plusieurs catégories de parties prenantes sont considérées comme étant particulièrement critiques :

- Salariés et intérimaires
- Clients
- Autorités de régulation et de contrôle (aviation civile, inspection du travail)
- Management
- Actionnaires
- Banques et assureurs
- Tiers certificateurs
- Gestionnaires aéroportuaires (pour l'activité d'assistance aéroportuaire uniquement)
- Prestataires et services et sous-traitants (pour l'activité d'assistance aéroportuaire uniquement)

Le Groupe CRIT dialogue autant que nécessaire avec ses parties prenantes et s'appuie sur divers modes de communication :

- Dialogue permanent ascendant et descendant avec les clients, sous-traitants stratégiques et gestionnaires aéroportuaires (enquêtes de satisfaction, comités de suivi des projets, participation à diverses commissions, attentes contenues dans les cahiers des charges des appels d'offres...) et les salariés et intérimaires (CSE, enquêtes de satisfaction, ligne d'alerte, '1 agence 1 projet'... Ces éléments sont présentés en détail dans les paragraphes relatifs à l'ESRS S1),
- Réponse aux questions en lien avec les obligations du Groupe / communication préalable pour anticiper d'éventuelles non-conformités (avec les autorités de contrôle et les tiers certificateurs notamment),
- Respect des jalons réglementaires (Assemblée Générale, Conseil d'administration...) permettant l'expression des attentes des actionnaires. Par ailleurs, une partie des actionnaires faisant partie du management du Groupe, un dialogue de fait est établi.
- Réunions régulières avec le management des différentes BU du Groupe CRIT pour faire remonter les attentes et les enjeux des entités juridiques du Groupe dans leurs pays respectifs.

La relation entre le Groupe CRIT et ses parties prenantes est guidée par les 5 valeurs portées par le Groupe la proximité, l'humilité, la solidarité, la responsabilité et l'audace. Pour le Groupe, la satisfaction de ses parties prenantes est clé, elle est donc au cœur de la stratégie du Groupe. Un dispositif d'alerte est mis à disposition des parties prenantes du Groupe CRIT pour signaler tout manquement aux lois, au code de conduite du Groupe ou à son règlement intérieur. Convaincu que la qualité d'un dialogue peut être source de résolution de problèmes, le Groupe CRIT n'a par ailleurs pas hésité à nommer un médiateur en son sein pour ses activités de travail temporaire en France. Elle est en effet la seule entreprise du travail temporaire en France à en disposer. Elle repose sur une éthique stricte dont le triptyque est indépendance, neutralité et absence de jugement préalable. L'entretien avec le médiateur est sous le sceau de la confidentialité. Autant de facteurs nécessaires pour favoriser et contribuer à créer un environnement respectueux et inclusif pour toutes les parties prenantes de l'entreprise concernées par la médiation, qu'elles soient internes ou externes. Chez CRIT, le rôle du médiateur ne se limite pas au niveau national. En effet, ce dernier participe également à des conférences internationales qui lui confèrent les connaissances juridiques et organisationnelles propres à différents pays. Le médiateur peut être saisi via le service RH, les élus du CSE ou en direct par les collaboratrices et collaborateurs.

Par ailleurs et à titre d'exemple sur les sujets environnementaux, le Groupe participe à plusieurs instances de dialogue avec ses parties prenantes externes dans le cadre de son activité d'assistance aéroportuaire en France :

- la commission développement durable et territoire de la FNAM (Fédération Nationale de l'Aviation et de ses Métiers) pour échanger avec les autres acteurs de profession,
- la commission environnement de la CSAE (Chambre Syndicale de l'Assistance en Escale) qui a pour but de travailler sur des scénarios de transition énergétique pour les acteurs de l'assistance aéroportuaire,
- la commission consultative environnementale des aéroports de Paris-Orly et Paris-Charles de Gaulle pour consulter les questions d'importance relative aux incidents de l'exploitation de l'aéroport sur les sujets ayant un impact sur l'environnement.

Le dialogue avec les parties prenantes dans lequel le Groupe CRIT est engagé vise à prévenir autant que possible les risques potentiels liés à l'environnement global du Groupe et de répondre avec diligence aux attentes de ses parties prenantes. Un dialogue nourri permet en effet une bonne compréhension et anticipation des enjeux des parties prenantes et permet ainsi au Groupe d'offrir des prestations et services de qualité, respectueux des attentes de son écosystème.

CRIT ne se contente pas d'écouter ses parties prenantes, le Groupe a à cœur d'intégrer les attentes de ces dernières dans sa stratégie et dans l'offre de services qui leur est proposée. CRIT étant dans un processus d'amélioration continue, les remarques formulées par les parties prenantes internes sont intégrées dès lors qu'elles sont jugées recevables par le management et alignées avec la stratégie du Groupe. Les commentaires et remarques formulés par les autorités régulatrices sont intégrés aussi rapidement que possible pour permettre au Groupe d'être conforme aux réglementations en vigueur. Au service de ses clients et en recherche permanente d'amélioration de la qualité de ses services, le Groupe CRIT intègre les attentes du marché dans sa stratégie et son offre. Le Groupe s'adapte aux besoins exprimés par ses clients tout en étant dans une démarche proactive de veille pour identifier au plus vite les enjeux de court, moyen et long terme. Certaines BU ont certifié cette démarche via la mise en place de la norme ISO 9001.

Le Groupe CRIT a intégré le point de vue de ses parties prenantes dans le cadre de l'analyse de double matérialité. Les attentes des intérimaires (en France), des clients et du Management de l'entreprise ont notamment été prises en compte.

Il apparaît de ces analyses un point d'attention particulier de la part des clients sur les thématiques liées au changement climatique. Les intérimaires et le Management accordent une importance plus spécifique aux enjeux sociaux.















Le Groupe CRIT fait régulièrement évoluer ses offres pour répondre aux attentes de ses parties prenantes. Le Groupe a notamment mis en place, en France en 2025, l'offre Assessment Center et l'outil Advertsdata. Par ailleurs, le Groupe CRIT consent à des investissements en formation importants pour permettre aux intérimaires d'acquérir des compétences dans des secteurs d'activité dans lesquels le Groupe est peu présent.

4.1.9. Impacts, risques et opportunités matériels et leur lien avec la stratégie et le modèle économique – SBM-3




















































En 2025, l'analyse de double matérialité du Groupe a fait l'objet d'un travail de simplification et de regroupement des impacts, risques et opportunités (IRO), conduisant à une réduction du nombre d'IRO de 26 à 14. Cette démarche visait à rationaliser le nombre d'IRO, à éviter les doublons et à améliorer la lisibilité du rapport de durabilité. Ce travail de regroupement a également permis de renforcer le lien entre les IRO, les politiques mises en oeuvre, les actions déployées et les indicateurs de suivi (KPI), contribuant à une présentation plus cohérente et structurée des enjeux de durabilité du Groupe.

Le Groupe a retenu 14 IRO matériels : 5 impacts négatifs, 4 impacts positifs, 4 risques et 1 opportunité :

ENVIRONNEMENT – ESRS E1

Enjeu de durabilité	Activité concernée	I, R, O	Description	Localisation dans la chaîne de valeur et parties prenantes affectées (pour les impacts)	Horizon temporel
Adaptation au changement climatique (E1)			Baisse d'activité potentielle en lien avec une mal-adaptation des secteurs clients du Groupe CRIT (transport aérien par exemple)	   <i>Collaborateurs, clients</i>	 
Atténuation du changement climatique, énergie (E1)			Contribution au changement climatique à travers la consommation d'énergies fossiles (en direct et indirect - via les achats)	  <i>Environnement, collaborateurs</i>	  

SOCIAL – ESRS S1 ET S3

Enjeu de durabilité	Activité concernée	I, R, O	Description	Localisation dans la chaîne de valeur et parties prenantes concernées (pour les impacts)	Horizon temporel
Santé et sécurité (S1)			Les collaborateurs et collaboratrices du Groupe CRIT peuvent être exposés à des risques d'accidents du travail et de maladies professionnelles, notamment dans certains secteurs clients particulièrement accidentogènes.	  <i>Collaborateurs</i>	  
Formation et développement des compétences (S1)			Amélioration de l'employabilité des salariés, hausse du niveau de qualification.	  <i>Collaborateurs</i>	  
Conditions de travail: sécurité de l'emploi, salaire décent et lutte contre le harcèlement (S1)		  	Les conditions de travail mises en place par CRIT sont une opportunité pour augmenter l'attractivité et réduire le turnover. Si les conditions de travail étaient inadaptées (horaires, contrats non-sécurisés...) cela constituerait un impact potentiellement négatif. Si la politique de lutte contre le harcèlement au travail était inadaptée, cela constituerait un impact potentiellement négatif sur le bien-être au travail des collaborateurs.	  <i>Collaborateurs</i>	  
Dialogue social, liberté d'association, négociation collective (S1)			S'il n'y avait pas de dialogue social pour entretenir de bonnes relations avec les collaborateurs pour anticiper et éviter d'éventuels mouvements sociaux, des conflits... cela constituerait un impact potentiellement négatif.	  <i>Collaborateurs</i>	  
Diversité (Emploi et inclusion des personnes en situation de handicap ; égalité de genre, de rémunération) (S1)			Impact positif sur l'emploi et l'employabilité des personnes à risque de discrimination (personnes en situation de handicap, femmes, personnes issues de la diversité) et sur la facilité à recruter (vivier de candidats et candidates au plus large).	  <i>Collaborateurs – notamment à risque de discrimination</i>	  
Accompagnement des collaborateurs via des dispositifs sociaux (S1)			Impact positif sur la vie des collaborateurs du Groupe CRIT à travers l'accompagnement fourni par l'entreprise (soutien psychologique, y compris pour des difficultés liées à la sphère privée).	  <i>Collaborateurs</i>	  
Impact sociétal (S3)			Impact positif sur l'activité économique des territoires où le Groupe CRIT est présent par la mise à disposition de travailleurs intérimaires.	  <i>Collaborateurs, Clients</i>	  

GOUVERNANCE – ESRS G1

Enjeu de durabilité	Activité concernée	I, R, O	Description	Localisation dans la chaîne de valeur et parties prenantes concernées (pour les impacts)	Horizon temporel
Protection des lanceurs d'alerte (G1)			Impact potentiellement négatif sur les salariés en cas d'absence d'un dispositif d'alerte.	 Collaborateurs	
Corruption et pots de vin (G1)			Risque de réputation pouvant induire des pertes de marché (perte des licences aéroportuaires par exemple) et d'amende en cas de condamnation pour corruption.	 Collaborateurs	
Sécurité des données (G1)			Risque d'amende et risques réputationnels en cas de fuite de données.	 Fournisseurs, collaborateurs, clients	

Légende :

Groupe

Impact positif

Amont

Court terme

Activité travail temp.

Impact négatif

Opérations

Moyen terme

Activité Aéroportuaire

Opportunité

Aval

Long terme

Risque

EFFETS FINANCIERS ATTENDUS RELATIFS AUX IRO

Dans le cadre de son analyse de double matérialité, les impacts, risques et opportunités matériels identifiés génèrent des effets actuels et attendus, notamment :

- Des évolutions déjà réalisées de la stratégie et du modèle d'affaires du Groupe, en lien avec nos objectifs en matière de durabilité, sont décrites dans la partie SBM-1 du présent rapport.
- Les évolutions de la gouvernance sont explicitées dans la partie GOV-1 du présent rapport.
- Les actions mises en œuvre par le Groupe en lien avec les impacts, risques et opportunités considérés comme matériels sont traitées en détail dans les paragraphes correspondants.
- Concernant les incidences financières escomptées, une évaluation quantitative n'a pas été menée.

Ces éléments montrent l'engagement du Groupe à intégrer les principes de durabilité dans ses pratiques et à adapter ses stratégies en fonction des évolutions et des meilleures pratiques du secteur.

4.1.10. Description des processus d'identification et d'évaluation des impacts, risques et opportunités matériels – IRO-1 et IRO-2

L'identification et la cotation des IRO a été conduite de la manière suivante :

- Sélection des enjeux de durabilité pertinents au vu des activités du Groupe en nous appuyant sur l'AR16 de l'ESRS 1. L'ensemble des enjeux cités ont été considérés dans la réflexion préalable.
- L'identification des enjeux de durabilité du Groupe CRIT pour les activités Travail Temporaire et Assistance Aéroportuaire a été complétée à partir d'entretiens internes et d'une analyse documentaire de l'existant (DPEF, politiques en place, cartographie des risques...), d'analyse des référentiels sectoriels pertinents (SASB, GRI, MSCI) et d'un benchmark des pratiques des pairs. Le point de vue des parties prenantes a également été pris en compte dans l'analyse. Cette étape a permis de sélectionner les enjeux de durabilité de l'AR16 pertinents pour le Groupe. Les enjeux n'ayant pas de lien avec l'activité du Groupe CRIT ont été exclus de l'étape d'identification des IRO.
- Identification des impacts, risques et opportunités associés aux enjeux retenus, sur la base des éléments collectés à l'étape 1. Il a été considéré que les impacts liés à l'activité des secteurs clients du Groupe CRIT représentent des risques / opportunités, principalement pour le travail temporaire.
- Validation des impacts, risques et opportunités par la Direction Générale et la Direction Financière du Groupe CRIT.
- Evaluation des IRO suivant la grille de notation établie et les critères édictés par les normes ESRS.

Pour les enjeux humains, la gravité de l'impact doit prévaloir sur la probabilité d'occurrence ; ainsi, les hypothèses de calcul retenues sont différentes entre les enjeux d'ordre humain et ceux d'ordre non humain.

Suite à cette analyse, il est ressorti que pour l'ensemble du Groupe, les impacts potentiels relatifs aux conditions de travail des salariés (notamment en lien avec le dialogue social et la santé sécurité), ceux liés à l'égalité de traitement (emploi et inclusion des personnes en situation de handicap, lutte contre la violence sur le lieu de travail, diversité) étaient susceptibles d'être porteurs des conséquences les plus importantes pour le Groupe CRIT et ses parties prenantes.

Par ailleurs, deux dimensions sont susceptibles de renforcer les impacts négatifs du Groupe à l'échelle régionale : la conduite des affaires et l'exposition / la vulnérabilité au changement climatique. L'analyse des risques ayant été menée en « brut » (et indépendamment des législations nationales), il est considéré que les impacts sociaux sont de même nature et importance dans tous les pays de présence du Groupe :

- **Impacts liés à la conduite des affaires** : les impacts négatifs du Groupe CRIT sur la conduite des affaires seraient susceptibles d'être renforcés dans les pays faisant l'objet d'une surveillance renforcée de la part du GAFI (Groupe d'action financière). Le Groupe n'est toutefois pas présent dans de telles zones.
- **Changement climatique** : les impacts négatifs du Groupe CRIT sur le changement climatique pourraient être renforcés dans les pays fortement exposés et / ou vulnérables. L'analyse du niveau d'exposition et de vulnérabilité s'appuie sur les travaux menés par l'Université de Notre Dame dans le cadre de l'indice ND-Gain, reconnu sur la place. Cet indice classe le niveau d'exposition et de vulnérabilité de l'ensemble des pays du monde selon différents facteurs, permettant d'obtenir un indice compris entre 0 et 1 (0 étant le niveau le plus faible d'exposition / de vulnérabilité, 1 le niveau maximal). L'écart entre le niveau d'exposition le plus faible (0,31 pour la Suisse) et le plus élevé (0,49 pour le Congo) est par ailleurs relativement limité. L'exposition des pays de présence de CRIT est considérée comme « faible » (indice ND-gain inférieur à 0,5). Seuls le Sierra Leone et le Congo sont considérés comme ayant une vulnérabilité forte face au changement climatique (indice ND-Gain compris entre 0,5 et 0,75).

Pays de présence du Groupe CRIT	% du CA CRIT	CONDUITE DES AFFAIRES	Pays faisant l'objet d'une surveillance renforcée de la part du GAFI	CHANGEMENT CLIMATIQUE			
				Exposition		Vulnérabilité	
				Niveau	Indice (de 0 à 1)	Niveau	Indice (de 0 à 1)
France	60,5%	Non		Faible	0,40	Faible	0,30
USA	7,4%	Non		Faible	0,48	Faible	0,30
Espagne	4,4%	Non		Faible	0,36	Faible	0,29
Italie	17,9%	Non		Faible	0,44	Faible	0,34
Suisse	4,2%	Non		Faible	0,31	Faible	0,25
Portugal	0,1%	Non		Faible	0,39	Faible	0,32
Maroc	1,2%	Non		Faible	0,34	Faible	0,37
Tunisie	0,3%	Non		Faible	0,33	Faible	0,38
Sierra Leone	0,2%	Non		Faible	0,48	Forte	0,60
Congo	0,5%	Non		Faible	0,49	Forte	0,52
Royaume-Uni	2,4%	Non		Faible	0,39	Faible	0,28
Irlande	0,9%	Non		Faible	0,41	Faible	0,31
Allemagne	0,1%	Non		Faible	0,35	Faible	0,30

Si l'ensemble de la chaîne de valeur a été considérée dans l'analyse, cette dernière s'est concentrée sur les opérations propres du Groupe CRIT. Il a en effet été considéré que les impacts du Groupe CRIT sur l'amont de sa chaîne de valeur étaient de manière générale négligeables au vu 1. de sa faible influence sur ses fournisseurs et 2. de sa dépendance limitée à des approvisionnements / services susceptibles de générer des impacts spécifiques et différents de ceux liés aux opérations propres de l'entreprise.

En tant qu'acteur B2B, le Groupe CRIT a par ailleurs une faible marge de manœuvre sur les impacts liés à son aval, et ce notamment sur l'activité Travail Temporaire. Le Groupe est par ailleurs peu exposé à un secteur ou à un client en particulier du fait d'une diversification de son activité, ce qui limite intrinsèquement sa capacité à impacter négativement, via l'aval de sa chaîne de valeur, l'environnement ou les Humains.

Afin de prendre en considération les attentes des parties prenantes, le mode de dialogue indirect a été privilégié. Le Groupe CRIT s'est appuyé sur les éléments existants (enquêtes internes ou externes, études de l'Observatoire de l'intérim, cahiers des charges d'appels d'offre...) pour identifier et intégrer les impacts qu'a le Groupe sur lesdites parties prenantes au processus d'identification des impacts matériels. Des experts internes à CRIT – notamment la Directrice des Ressources Humaines en charge des intérimaires, les COMEX locaux – ont également été consultés.

La gravité des impacts négatifs a été mesurée en réalisant le produit de l'ampleur, de l'étendue et de l'irrémediabilité dudit impact. Chaque composante a été évaluée sur une échelle de 1 à 5 (1 représentant la plus faible valeur ; 5 l'amplitude maximale). Le produit des trois composantes a été ramené à une note de gravité sur 5 pour en faciliter l'analyse. Pour les impacts potentiels, la probabilité d'occurrence a été évaluée sur une échelle de 1 à 5 (1 représentant une probabilité faible, 5 une probabilité quasi certaine). Pour les impacts potentiels, la gravité finale a été évaluée via le produit de la gravité et de la probabilité, ramené à une note sur 5. La même approche a été retenue pour les impacts positifs, à ceci près que la notion d'irrémediabilité n'a pas été prise en compte, conformément aux attentes de la norme.

Le seuil de matérialité a été fixé à 2,5 pour la matérialité d'impact.

La gravité des risques et opportunités a été mesurée en réalisant le produit de l'ampleur et de la probabilité des effets financiers. Chaque composante a été évaluée sur une échelle de 1 à 5 (1 représentant la plus faible valeur ; 5 l'amplitude maximale). L'ampleur des effets financiers a été évaluée en lien avec les agrégats de performance suivis habituellement par le Groupe (Chiffre d'affaires notamment). Le produit des deux composantes a été ramené à une note de gravité sur 5 pour en faciliter l'analyse. La direction financière du Groupe a plus particulièrement été sollicitée pour réaliser cette analyse.

Le lien qui peut exister entre les risques/dépendances et les impacts et les risques/opportunités en matière de durabilité fait l'objet d'une attention plus particulière de la part de la Direction du Groupe tant en ce qui concerne leur évaluation que la mise en place progressive de mesures visant à les maîtriser.

L'évaluation des risques et opportunités s'est appuyée sur des éléments déjà existants (cartographie des risques notamment).

Une analyse complémentaire a été conduite avec la Direction Financière pour affiner ce processus. L'ampleur des risques et opportunités a été évaluée sur une base qualitative.

Pour l'activité Travail Temporaire, il a été considéré que les impacts positifs (respectivement négatifs) des clients étaient susceptibles de constituer des opportunités (respectivement des risques) pour le Groupe CRIT. Au vu de la faible dépendance du Groupe CRIT à un secteur client donné, les risques et opportunités ont été minorés (réduction du poids du risque du secteur client pour refléter la faible dépendance du Groupe CRIT audit secteur).

Le seuil de matérialité pour la matérialité financière a été fixé à 2,5.

Les échelles utilisées pour l'évaluation des risques et opportunités sont détaillées dans ce chapitre.

Le Groupe réalise un rapprochement de sa matrice des risques avec sa matrice des risques de durabilité. Des politiques et actions spécifiques sont mises en place pour maîtriser ces risques.

Le processus d'analyse de double matérialité a été piloté par la Direction Financière, la Direction des Ressources Humaines et la Direction Conformité sous la supervision de la Direction Générale du Groupe. Le processus d'analyse de double matérialité a été centralisé au niveau Groupe pour en assurer la cohérence ; le point de vue et les enjeux des BU ont été intégrés suite à de multiples consultations. Les résultats de l'analyse ont été présentés au Conseil d'Administration qui les a validés.

Les entités du Groupe CRIT conduisent des analyses des risques environnementaux et sociaux dans le cadre des certifications ISO 14001, 45001 et 9001 détenues par certaines entités. Les résultats de ces cartographies des risques ont alimenté le processus d'analyse de double matérialité et nourrissent, tout au long de l'année, la veille du Groupe sur ses impacts et risques.

Des points réguliers sur les enjeux sociaux et environnementaux sont présentés en CSE ou en COMEX dans les différentes BU du Groupe pour permettre au management de suivre et gérer les impacts négatifs et risques RH.

Le Groupe CRIT s'est appuyé sur diverses ressources pour conduire son analyse de double matérialité dont notamment : sa DPEF, des référentiels internationaux (SASB, GRESB...), des politiques internes, les éléments de communication des BU du Groupe, un benchmark des pratiques des concurrents, une analyse du contexte réglementaire et des entretiens internes.

En 2025, l'analyse a été approfondie par la Direction et les experts Durabilité en lien direct avec le contexte actuel et la stratégie de l'entreprise à long terme. Cette analyse a permis de cibler particulièrement les enjeux les plus matériels pour le Groupe et d'accentuer la pertinence des actions menées.

Le Groupe procédera chaque année à une revue de l'évaluation de la matérialité. Dans ce cadre, il prévoit d'actualiser l'évaluation en cas de changements importants dans sa structure organisationnelle et opérationnelle (opération majeure d'acquisition ou de cession d'actifs, cessation d'une activité ou exercice d'une activité nouvelle pour le Groupe...) ou de changements significatifs dans les facteurs externes (pandémie, crise géopolitique...) pouvant générer de nouveaux IRO ou modifier des IRO existants, ou avoir un impact sur la pertinence d'une information. Le cas échéant, cette actualisation sera axée sur les conséquences des changements identifiés.

C

1

2

3

4

5

6

7

4.1.11. Exigences de publication au titre des ESRS couvertes par l'état de durabilité de l'entreprise – IRO-2

Afin de déterminer les informations matérielles à publier en lien avec les impacts, risques et opportunités considérés comme matériels au résultat de son analyse de double matérialité, le Groupe a appliqué les critères cumulatifs suivants à chaque point de donnée dont la publication est requise par une norme ESRS :

- le point de donnée concerné est lié à un impact, un risque ou une opportunité matériel(le) résultant de l'analyse de double matérialité et est applicable au contexte du Groupe ;
- le point de donnée apporte une information pertinente pour l'utilisateur de l'état de durabilité (importance de l'information au regard de la thématique concernée et/ou utilité de l'information pour l'utilisateur).

4.1.12. Synthèse des politiques et actions adoptées pour gérer les enjeux de durabilité matériels – MDR-P et MDR-A















La gestion déléguée du Groupe CRIT vise à maintenir le niveau de performance et de responsabilisation des Comex des BU tout en garantissant leur alignement avec la stratégie du Groupe. En revanche, la politique relative à la diversification des activités clients/périmètres est sous la supervision de la Direction du Groupe et du Conseil d'Administration. La politique relative à la sécurité des données est placée sous la supervision du DPO Groupe et des DPO locaux.

Les attentes des parties prenantes et plus particulièrement des collaborateurs et collaboratrices sont notamment prises en considération au travers du Dialogue social déployé et des politiques en ressources humaines existantes (recrutement, évaluations...).

Dans ce cadre, les politiques portées au niveau Groupe sont déclinées par chacune des BU suivant des modalités de communication et d'application adaptées à chacune d'elles, en fonction des contextes réglementaires et culturels locaux.

Aucun enjeu ayant un impact matériel réel et négatif sur des parties prenantes n'a été identifié en lien avec les enjeux matériels soumis à l'analyse de matérialité.

Le Groupe CRIT mettra progressivement en place le dispositif de suivi financier des actions déployées en matière de durabilité et définira ses plans d'investissements éventuels.

		Politiques (MDR-P)				Actions (MDR-A)	
		MDR-P_01	MDR-P_02	MDR-P_02/MDR-P_05	MDR-P_04	MDR-A_01	MDR-A_03
Enjeu de durabilité	IRO (Impacts, risques, opportunités)	Politiques	Périmètre de la politique	Chaîne de valeur et parties prenantes	Principaux référentiels	Actions clés	Horizon
E1 - Adaptation au changement climatique	 - Baisse d'activité potentielle en lien avec une mal-adaptation des secteurs clients du Groupe CRIT (transport aérien par exemple)	Politique de diversification géographique et sectorielle	Groupe	 <i>Collaborateurs, Clients</i>	n.a.	• Diversification métier, sectorielle et géographique de l'activité	 
E1 - Atténuation du changement climatique, énergie	 - Consommation d'énergies fossiles	Politique environnementale	FR*, ES, IT, CH, IRE	 <i>Fournisseurs, Collaborateurs</i>	ISO 14001	• Réduction de la consommation d'énergie et baisse des émissions de gaz à effet de serre	 
S1 - Conditions de travail	 - Opportunité d'augmenter l'attractivité et de réduire le turnover  - L'impact potentiellement négatif : précarisation des salariés et des intérimaires en cas de conditions de travail inadaptées (horaires inadaptés, contrats non-sécurisés...)  - Lutte contre le harcèlement au travail : impact potentiellement négatif sur le bien-être au travail des collaborateurs et collaboratrices en cas de politique inadaptée.	Politique Ressources Humaines	FR*, ES, IT, CH, UK, IRE	 <i>Collaborateurs</i>	Pacte Mondial, Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de l'ONU, Déclaration de l'OIT	• Sécurité de l'emploi • Lutte contre le harcèlement	 

		Politiques (MDR-P)				Actions (MDR-A)	
		MDR-P_01	MDR-P_02	MDR-P_02/MDR-P_05	MDR-P_04	MDR-A_01	MDR-A_03
Enjeu de durabilité	IRO (<i>Impacts, risques, opportunités</i>)	Politiques	Périmètre de la politique	Chaîne de valeur et parties prenantes	Principaux référentiels	Actions clés	Horizon
S1 – Dialogue social, liberté d'association, négociation collective	- Un dialogue social qualitatif permet d'entretenir de bonnes relations avec les salariés pour anticiper et éviter d'éventuels mouvements sociaux, des conflits...	Politique de dialogue social	FR*, ES, IT, CH, UK, IRE	Collaborateurs	Pacte Mondial, Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de l'ONU, Déclarations de l'OIT	<ul style="list-style-type: none">Promotion régulière du dialogue social	
S1 – Formation et développement des compétences	- Amélioration de l'employabilité des salariés, hausse du niveau de qualification	Politique formation	FR*, ES, IT, CH, UK, IRE	Collaborateurs	n.a	<ul style="list-style-type: none">Formation et montée en compétences des collaboratrices et collaborateurs, développement de l'employabilité	
S1 – Diversité (Emploi et inclusion des personnes en situation de handicap ; égalité de genre, de rémunération)	- Impact positif sur l'emploi et l'employabilité des personnes à risque de discrimination et sur la facilité à recruter (vivier de candidats et candidates au plus large).	Politique Ressources Humaines	FR*, ES, IT, CH, UK, IRE	Collaborateurs	Pacte Mondial, Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de l'ONU, Déclarations de l'OIT	<ul style="list-style-type: none">Sensibilisation à l'égalité professionnelle femmes hommesInclusion des personnes en situation de handicapPromotion de l'inclusion et de la diversité	
S1 – Santé et sécurité	- Les collaborateurs et collaboratrices peuvent être exposés à des risques d'accidents du travail et de maladies professionnelles, notamment dans certains secteurs clients particulièrement accidentogènes.	Politique de santé et sécurité	Groupe	Collaborateurs	ISO 45001, MASE, CEFRI, ISAGO	<ul style="list-style-type: none">Sensibilisation et accompagnement des collaborateurs et collaboratricesTravail et co-construction d'actions avec les parties prenantes	
S1 – Dispositifs sociaux	- Impact positif sur la vie des collaborateurs à travers l'accompagnement fourni par l'entreprise	Engagement auprès des collaborateurs CRIT	FR TT*, ES	Collaborateurs	n.a.	<ul style="list-style-type: none">Mise en place de divers dispositifs, par exemple soutien psychologique, y compris pour des difficultés liées à la sphère privée	
S3 – Impact sociétal	- Contribution à l'activité des entreprises sur les territoires	Politique de performance	FR TT*, CH, ES, IT	Collaborateurs, clients	n.a.	<ul style="list-style-type: none">Accompagnement d'entreprises dans les territoires	
G1 –Protection des lanceurs d'alerte	- Impact potentiellement négatif sur les salariés en cas d'absence d'un dispositif d'alerte	Charte Ethique/ Code de conduite	FR*, ES, US, IT, CH, UK, IRE	Collaborateurs	Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de l'ONU, Pacte Mondial	<ul style="list-style-type: none">Sensibilisation/formation des équipesCommunication	
G1 – Corruption et Pots de vin	- Risque de réputation pouvant induire des pertes de marché, risques d'amende	Charte Ethique	FR*, ES, US, IT, CH, UK, IRE	Fournisseurs, collaborateurs, clients	Loi Sapin II (FR)	<ul style="list-style-type: none">Mise en place de politiquesSensibilisation des équipes	
G1 – Sécurité des données	- Risque d'amende et risques réputationnels en cas de fuite de données	Politique de gestion des données personnelles	FR*, ES, IT, CH, UK, IRE	Fournisseurs, clients, collaborateurs	RGPD	<ul style="list-style-type: none">Formation des collaborateursAudit des risques	

* "FR" désigne en France - les activités Travail Temporaire et Assistance Aéroportuaire, « FR AA » désigne l'Assistance aéroportuaire uniquement, « FR TT » le Travail Temporaire uniquement

4.2. ENVIRONNEMENT – Informations relatives au changement climatique (ESRS E1)

4.2.1. Stratégie climatique et gestion des IRO associés – E1.GOV-3 et E1-1

Depuis 2005, le Groupe CRIT est engagé dans une démarche de maîtrise et de réduction des émissions de gaz à effet de serre de son activité. Pré-requis incontournable à une transition réussie, le Groupe sensibilise ses collaborateurs et collaboratrices dès leur embauche avec le parcours d'intégration et par des campagnes ponctuelles de sensibilisation au changement climatique.

La rémunération variable du Président Directeur Général repose sur le critère extra-financier qualitatif en matière de responsabilité sociale et environnementale, relatif à la mise en place du cadre de reporting de durabilité CSRD. Le respect de ce critère de performance qualitatif est mesuré par le Conseil d'Administration au terme de l'exercice clos.

En 2024, le Groupe CRIT a réalisé la première estimation de l'empreinte carbone de l'ensemble du Groupe afin d'obtenir une vision des principales sources d'émissions de GES et des dépendances de l'entreprise aux énergies fossiles. Ce bilan a permis de confirmer la faible intensité carbone des activités du Groupe CRIT.

A partir de cette photographie des émissions, le Groupe s'est engagé dans une démarche lui permettant de se doter d'un plan de transition qui sera communiqué à ses parties prenantes à moyen terme. L'objectif du plan de transition sera de permettre au Groupe de réduire ses émissions de GES et sa dépendance (déjà limitée) aux énergies fossiles. Pour ce faire, le Groupe CRIT compte mettre en place des démarches complémentaires d'amélioration de la cohérence interne sur ces sujets et d'engagement de ses parties prenantes. Le Groupe a conduit, en 2025, des analyses plus profondes des éléments ayant un impact carbone.

Si le Groupe ne dispose pas d'un plan de transition à proprement parler, des premières pistes de réductions potentielles d'émissions de GES ont été partiellement modélisées et comparées à des scénarios de référence (trajectoire SBT +1.5°C et SNBC). A date, ces mesures ne sont pas en ligne avec l'Accord de Paris et une limitation de la hausse de température à +1.5°C d'ici 2100. Le Groupe s'inscrit dans une démarche d'amélioration continue pour construire un plan à moyen terme.

Le Groupe CRIT aspire à construire un plan de transition qui adresse à la fois les émissions du scope 1 (consommation de carburant des véhicules de la flotte & climatisation), scope 2 (consommation d'électricité) et celles du scope 3 (déplacements domicile-travail et professionnels, achats). S'inspirant des travaux de l'association négaWatt et du GIEC, le Groupe CRIT ambitionne de distinguer les actions de réduction des émissions de GES en 3 types :

- Sobriété
- Efficacité
- Substitution

En particulier pour les émissions liées au transport, le Groupe s'appuiera sur l'approche de l'ADEME dans ses scénarios prospectifs « Transition(s) 2050 ».

Sur l'activité aéroportuaire, le Groupe CRIT est en cours d'électrification de sa flotte de véhicules de piste. En France, le Groupe CRIT a mis en place un plan d'investissement prévisionnel à 2030 pour substituer les engins fonctionnant aux énergies fossiles par des véhicules électriques.

Le Groupe CRIT n'a pas, à date, chiffré les OPEX et CAPEX nécessaires à la décarbonation de l'activité Travail Temporaire. Sur l'activité Assistance Aéroportuaire France, environ 15 millions d'euros ont d'ores et déjà été investis pour verdir la flotte de véhicules de piste. Chaque année d'ici à 2030, le Groupe va investir près de 5 millions d'euros pour poursuivre le verdissement de la flotte. Il est toutefois à noter que l'électrification des engins de piste est conditionnée d'une part à la capacité des aéroports de fournir l'infrastructure et l'énergie nécessaires pour la recharge des véhicules et d'autre part à la disponibilité des engins chez les constructeurs.

Dans le cadre des activités du Groupe, aucune émission verrouillée n'a été identifiée. Concernant l'activité d'Assistance Aéroportuaire, les compétences du personnel du Groupe CRIT peuvent être déployées pour d'autres secteurs et cette activité n'a pas non plus d'émissions verrouillées.

Le Groupe CRIT n'a pas, à date, fixé d'objectifs ou mis en place de plan permettant d'aligner les activités du Groupe avec les critères retenus dans la réglementation déléguée de la Commission 2021/2139.

N'étant pas actif dans les secteurs des énergies fossiles, le Groupe CRIT n'a pas consenti et ne compte pas consentir d'investissements relatifs à ces activités.

Le plan de transition dont le Groupe souhaite se doter vise à considérer le potentiel d'alignement avec les ambitions de l'Accord de Paris. Il fera partie intégrante de la stratégie de l'entreprise en l'interrogeant sur son modèle d'affaires et en identifiant des leviers transformatifs de décarbonation. Le coût de la mise en œuvre du plan de transition est en cours d'inclusion dans la planification financière du Groupe à moyen terme.

Le plan de transition du Groupe sera validé par le Conseil d'Administration le moment venu.

Certaines actions de baisse des émissions ont d'ores et déjà été mises en œuvre (sensibilisation à l'écoconduite, promotion du co-voiturage, verdissement des engins de piste, remplacement d'une partie du parc automobile par des véhicules moins polluants, achat d'électricité de sources dites « vertes ») et seront formalisées dans le plan de transition, d'autres sont prévues sur les années suivantes (remplacement de la flotte de véhicules thermiques de l'entreprise par des véhicules hybrides ou électriques pour plusieurs entités du Groupe CRIT). Les actions restantes seront déployées avant 2030.

Les résultats et le périmètre de l'analyse de résilience du Groupe face aux risques physiques et de transition sont présentés dans le paragraphe E1.IRO-1

La politique de diversification sectorielle et géographique menée par le Groupe, sa volonté de former les intérimaires pour s'assurer de leur adéquation avec les attentes des clients et les impacts du changement climatique devraient permettre au Groupe CRIT de rester résilient. Pour l'activité Assistance Aéroportuaire, les plans d'investissements visant à verdir la flotte des véhicules de pistes doivent permettre de garantir l'accès du

Groupe CRIT aux plateformes aéroportuaires sur lesquelles le Groupe opère. Les actifs dont dispose aujourd'hui le Groupe (GSE) sont amenés à être progressivement remplacés pour atteindre 100% de véhicules électriques sur piste. Le Groupe s'assure par ailleurs, à travers sa politique de formation, que ses collaborateurs et collaboratrices disposent des compétences nécessaires pour opérer ces nouveaux engins.

4.2.2. Description des processus permettant d'identifier et d'évaluer les impacts, risques et opportunités matériels liés au climat – E1.IRO-1

L'identification des impacts du Groupe sur le changement climatique a été conduite à partir du bilan carbone du Groupe CRIT et de l'analyse des référentiels sectoriels (SASB, MSCI...). Il a été conclu que le Groupe avait une contribution limitée au changement climatique au vu du volume de ses émissions de gaz à effet de serre.

L'analyse n'a pas fait émerger de risques physiques matériels susceptibles d'affecter significativement l'activité du Groupe CRIT. L'analyse des risques physiques a fait l'objet des considérations suivantes :

- Faible criticité individuelle des fournisseurs (amont),
- Exposition limitée aux risques physiques de ses clients (pour l'activité travail temporaire), du fait de la diversité du portefeuille (pays et secteurs),
- Prise en compte des analyses déjà réalisées par les clients du secteur aéroportuaire (compagnies, opérateurs),
- Analyse de l'exposition des agences et des lieux d'opération (sièges et aéroports) en France, Italie, Congo, Royaume-Uni, Irlande, Espagne et au Sierra Leone.

Les risques physiques ont été évalués à horizon 2020-2039 (court et moyen terme) et 2040-2059 (long terme). Pour certains indicateurs de risque, l'horizon de temps diffère en raison de données indisponibles sur les périodes indiquées.

Les résultats suivants sont issus de l'analyse :

Pour identifier les risques physiques auxquels le Groupe CRIT est exposé, la méthodologie suivante a été déployée :

Identification des aléas pertinents

- Sur la base des risques listés dans l'AR 11 de l'ESRS 2 IRO-1, identification des risques pertinents pour les locaux (bureaux, agences) du Groupe CRIT en groupe de travail,
- Identification des risques pertinents pour l'amont et l'aval à partir d'une veille documentaire,
- Quantification de la sensibilité à l'aléa (dans quelle mesure l'aléa est-il susceptible d'affecter l'activité).

Identification de l'exposition

- Quantification de l'exposition du Groupe aux aléas pertinents identifiés, par pays de présence – selon les données disponibles.

La vulnérabilité du Groupe a été évaluée en croisant exposition et aléa. Les risques liés aux feux de forêt et aux tempêtes ne couvrent pas les USA, le Maroc, la Sierra Leone et le Congo (soit 10% du chiffre d'affaires de l'activité Travail Temporaire et 4% de l'activité Assistance Aéroportuaire). Le risque a été considéré comme faible.

Description des risques		Sensibilité à l'aléa	Exposition		Vulnérabilité		Exposition		Vulnérabilité	
			Court-moyen terme (2020-2039)	Long terme (2040-2059)	Court-moyen terme (2020-2039)	Long terme (2040-2059)	Court-moyen terme (2020-2039)	Long terme (2040-2059)	Court-moyen terme (2020-2039)	Long terme (2040-2059)
Aléas liés à la température	Les vagues de chaleur pourraient impacter la productivité des salariés de CRIT ainsi que la capacité des entreprises des secteurs clients à opérer. Sur l'activité Assistance Aéroportuaire, la hausse des températures pourrait impacter négativement le trafic aérien.	1,4	1,2	1,3	Faible	Faible	1,3	1,6	Faible	Faible
Aléas liés au vent	Les tempêtes, cyclones et autres pourraient impacter l'activité des secteurs clients de CRIT et limiter le fonctionnement des agences (fermeture de routes, destruction de vitrines...). Pour l'activité Assistance Aéroportuaire, les aléas liés au vent sont susceptibles d'impacter négativement le trafic aérien.	1,2	1,9	1,6	Faible	Faible	1,5	1,7	Faible	Faible
Aléas liés à l'eau	Les inondations et sécheresses notamment pourraient impacter l'activité des secteurs clients de CRIT (impossibilité à opérer dans des conditions de catastrophe naturelle). Pour l'activité Assistance Aéroportuaire, les inondations et sécheresses pourraient limiter la capacité des aéroports à opérer, et donc avoir un impact négatif sur l'activité de la BU.	1,8	1,4	1,4	Faible	Faible	1,4	1,5	Faible	Faible
Aléas liés aux masses solides	Le Groupe CRIT n'est pas exposé aux aléas liés aux masses solides.	0,0	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.

L'identification des risques physiques a été conduite sur la base des scénarios SSP5-8.5 (émissions élevées) et SSP1-2.6 (émissions basses) issus du sixième rapport d'évaluation du GIEC (AR6). Les risques liés aux inondations n'ont pas pu être scénarisés, les risques liés aux cyclones ont été analysés au regard du scénario SSP 2-4.5 uniquement. Faute de données disponibles, les risques liés aux tempêtes et aux feux ont été analysés au regard du scénario SSP2-4.5 et non du scénario SSP1-2.6.

Le recours aux scénarios SSP1 et SSP5 permet de couvrir un large spectre des possibles, compris entre :

- une transition vers un développement « durable » induisant une décélération des émissions puis une stabilisation à horizon 2050 (scénario SSP1),
- une accélération des émissions, en lien avec une croissance économique basée sur l'exploitation intensifiée des énergies fossiles (SSP5).

Au vu de l'empreinte géographique du Groupe, l'analyse des risques physiques a été conduite à une base nationale pour l'activité Travail Temporaire.

Les risques et opportunités liés à la transition vers une économie bas carbone ont été considérés sur le périmètre 'Opérations'. Cette analyse s'est appuyée sur une veille documentaire et des entretiens internes, ainsi que sur une étude externe.

Les risques de transition ont été évalués sur les mêmes horizons que ceux précisés dans le paragraphe BP-2.

Les activités du Groupe étant par nature faiblement intensives en capital et le Groupe n'étant - de manière générale - pas propriétaire de ses locaux, l'analyse des risques de transition s'est concentrée sur les opérations du Groupe.

L'analyse des risques de transition du Groupe CRIT a été menée sur la base des éléments listés au paragraphe (d) de l'AR 12 de l'ESRS 2 IRO-1. Il ressort de cette analyse que l'activité Travail Temporaire n'est pas exposée à des risques de transition significatifs à court, moyen ou long terme.

L'activité Assistance Aéroportuaire est exposée à des risques de marché et réputationnels importants à long terme.

La dynamique plus modérée de croissance du trafic aérien en lien avec la transition écologique pourrait en effet affecter l'activité. Par ailleurs, un renforcement potentiel des attentes des parties prenantes pourrait également induire un risque réputationnel pour le Groupe CRIT à moyen et long terme. La diversification des activités du Groupe CRIT et le faible poids relatif de l'Assistance Aéroportuaire dans le chiffre d'affaires limite toutefois significativement le niveau de risque à un niveau Groupe.

Les différents scénarios de transition ont été considérés de façon qualitative dans l'analyse des risques de transition. L'analyse a permis de conclure que les scénarios d'émission avaient peu d'influence sur l'exposition aux risques de transition du Groupe.

L'activité Assistance Aéroportuaire est en revanche sensible aux scénarios politiques relatifs à la transition (forte / faible réglementation du transport aérien). La probabilité des scénarios faiblement / fortement volontaristes sur le plan politique est considérée comme étant notamment liée à la capacité des acteurs du secteur du transport aérien à suivre les feuilles de route de décarbonation sectorielles.

Cette capacité est fonction de la vitesse de déploiement des nouvelles technologies 'bas carbone'. En effet, il est considéré qu'une décarbonation du transport aérien permise par l'utilisation de carburant d'aviation durable (SAF) réduirait la probabilité d'un durcissement réglementaire et éviterait une baisse significative du trafic. Les aéroports européens sur lesquels opèrent le Groupe CRIT, comme Paris-CDG par exemple, tendent vers la mise en place de Hub à énergie bas carbone afin d'atteindre la neutralité carbone à horizon 2050.

Il est considéré que les activités du Groupe CRIT ne conduisent pas à des émissions de GES verrouillées. Les informations relatives à l'éligibilité et l'alignement des activités économiques et des actifs du Groupe CRIT sont décrites en paragraphe 4.2.6 Taxonomie Verte.

4.2.3. Gestion des IRO liés au changement climatique – E1-2, E1-3 et E1-4

Le Groupe CRIT a adopté des politiques et actions en lien avec le changement climatique.

Le Groupe n'a pas quantifié les réductions d'émissions permises ou anticipées en lien avec les politiques et actions « climat » mises en place.

POLITIQUES ET ACTIONS - ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Enjeu de durabilité	Impacts positifs	Impacts négatifs	Risques	Opportunités
E1 – Adaptation au changement climatique			Baisse d'activité en cas de maladaptation des secteurs clients	

POLITIQUES

Pour maîtriser le risque de perte de marché lié aux effets du changement climatique et aux évolutions associées de l'économie, le Groupe adopte une politique fondée sur la diversification métier, géographique et sectorielle.

Cette orientation stratégique vise à réduire la dépendance à des secteurs potentiellement exposés et à renforcer la résilience du modèle économique grâce à un portefeuille équilibré d'activités et de zones géographiques.

PRINCIPALES ACTIONS

Diversification métier, sectorielle et géographique de l'activité

1) Actions de diversification métier et sectorielle

- Le Groupe est constitué d'activités variées. En plus des métiers principaux de Travail Temporaire et d'Assistance Aéroportuaire, le Groupe développe diverses activités telles que la maintenance, engineering, outsourcing etc.
- Le faible poids relatif de l'Assistance Aéroportuaire dans le chiffre d'affaires global contribue à réduire l'exposition du Groupe à un secteur impacté par le changement climatique.
- Au sein de l'activité Travail Temporaire, une forte diversification des activités et des typologies de clients permet également de limiter la dépendance à un acteur unique pouvant être exposé à des risques climatiques ou transitionnels. Par exemple, les grands comptes (CA supérieur à 2 M€) représentent 63 % du chiffre d'affaires France. Le premier client du pôle Travail Temporaire ne représente que 2,2 % du chiffre d'affaires total.

2) Actions de diversification géographique

- La présence du Groupe dans un nombre significatif de pays contribue à étaler le risque sur différents marchés, chacun évoluant selon des dynamiques économiques, sectorielles et climatiques propres.
- L'acquisition en 2024 de la société OpenJobMetis et de ses filiales renforce la diversification géographique du Groupe. Elle permet également d'élargir l'offre de services, notamment dans la formation professionnelle, la santé et l'ingénierie.

POLITIQUES ET ACTIONS – ATTÉNUATION DU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET ÉNERGIE

Enjeu de durabilité	Impacts positifs	Impacts négatifs	Risques	Opportunités
E1 – Atténuation du changement climatique, énergie		Contribution au réchauffement climatique via consommation d'énergies fossiles		

POLITIQUE

Les activités du Groupe CRIT sont par nature peu émissives et faiblement consommatrices d'énergie, ce qui limite leur contribution directe au réchauffement climatique.

Néanmoins, le Groupe s'engage à réduire encore son impact négatif provenant de la consommation d'énergies fossiles, qu'elle soit directe (utilisation d'engins, véhicules, équipements) ou indirecte (bureaux, déplacements, achats).

Pour y parvenir, chaque entité nationale met en œuvre une politique environnementale locale centrée sur la maîtrise des impacts environnementaux et la réduction progressive des consommations énergétiques.

Une partie du périmètre du Groupe (CRIT France, CRIT Espagne, OK Job, GEH, SHP, Otessa et Humkyz) est certifiée ISO 14001, ce qui garantit :

- le respect des obligations de conformité,
- la mise en place d'objectifs environnementaux,
- l'amélioration continue de la performance environnementale.

ACTIONS

1) Réduction des consommations d'énergie et des émissions de gaz à effet de serre

Exemple d'actions mises en place par les entités

- Réduction des consommations d'énergie dans les bureaux :
 - > installation d'ampoules basse consommation,
 - > détecteur de présence,
 - > extinction systématique des éclairages,
 - > réglage optimisé du chauffage.
- Réduction des émissions indirectes :
 - > digitalisation des processus,
 - > politique de mobilité (professionnelle et domicile-travail),
 - > verdissement progressif des flottes et équipements selon les pays.
- Sensibilisation des collaborateurs aux enjeux climat et énergie. Exemples de thèmes de sensibilisation : éco-conduite, tri et recyclage des déchets, bonnes pratiques de réduction d'électricité, impact numérique....

2) Actions spécifiques par zone ou ligne de métier

- Activité de Travail Temporaire France, Assistance Aéroportuaire FR, Maser et Otessa : Bilan carbone approfondi.
- Les entités de ces pays ont réalisé un bilan carbone détaillé, permettant d'identifier les principales sources d'émissions.
- En 2025 l'analyse approfondie des éléments ayant impacté le bilan carbone ont permis de réaliser une réduction de 30% versus 2024.
- Activité d'Assistance Aéroportuaire : verdissement des engins de piste
- 460 engins de piste électriques ou hybrides fin d'année, soit 54,6 % de la flotte GEH France. Objectif : 90 % de flotte verte d'ici 2030.
- Activité Travail Temporaire Suisse et France — Décarbonisation de la Flotte automobile
- Activité Travail Temporaire France, Otessa, Italie - Mobilité des salariés, réalisation d'enquêtes mobilité pour les employés afin d'identifier les leviers de réduction des déplacements émissifs.
- Activité Assistance Aéroportuaire Royaume-Uni et Irlande : intégration des enjeux de sobriété énergétique et d'éco-conduite dans les programmes d'onboarding. En 2025, presque la moitié de la flotte auto Cobalt est électrique.
- Otessa a rejoint R Pro Mobilité en 2024, permettant la mise en place d'une solution de covoiturage et contribuant à la réduction des émissions liées aux déplacements domicile-travail.
- Le Groupe suit les consommations d'énergie de ses sites et mettra à jour régulièrement son bilan carbone pour évaluer les progrès de la démarche de décarbonation.
- Le Groupe CRIT n'a pas, à date, fixé d'objectifs quantitatifs de réduction de ses émissions de gaz à effet de serre. Le Groupe CRIT s'engage à affiner sa réflexion sur les objectifs pertinents et atteignables à moyen terme.
- Le Groupe suivra l'efficacité de ses politiques et actions en matière de lutte contre le changement climatique à compter de cette année, à partir de la mise à jour annuelle du bilan carbone.
- Le Groupe n'ayant pas fixé de cible de réduction d'émissions, il n'a pas déterminé d'année de référence.

4.2.4. Consommation d'énergie et mix énergétique – E1-5

Consommation d'énergie par source (en MWh)	Conso. 2024	% du total	Conso. 2025	% du total
Consommation totale d'énergie fossile	4 347	34%	4 758	34%
Consommation provenant de sources nucléaires	55	0%	471	3%
Consommation totale d'énergie renouvelable	8 416	66%	8 989	63%
CONSOMMATION D'ÉNERGIE TOTALE	12 818	100%	14 218	100%

Plus de 95% de la consommation d'énergie du Groupe est liée à l'utilisation des bâtiments. Les contrats d'énergie souscrits par le Groupe sont majoritairement des contrats d'électricité verte assortis de certificats de garantie d'origine. En France, l'énergie renouvelable provient principalement de sources éoliennes, ainsi que du solaire et de la biomasse.

A noter que le Groupe ne produit pas d'électricité, ni renouvelable ni non-renouvelable.

Le Groupe n'a pas de consommation d'énergie associée à des activités réalisées dans les secteurs à fort impact climatique.

4.2.5. Emissions brutes de gaz à effet de serre des scopes 1, 2 et 3 et émissions totales – E1-6

Les émissions de gaz à effet de serre (GES) du Groupe CRIT ont été estimées selon la méthode préconisée par le GHG Protocol, en suivant notamment les lignes directrices du Corporate Accounting and Reporting Standard, du Corporate Value Chain (Scope 3) Standard, et du Scope 2 Guidance. Elles ont été estimées pour l'ensemble des entités du périmètre couvert selon les 2 étapes suivantes :

1) Calcul détaillé sur la base de données physiques et/ou monétaires des émissions de GES de 4 BU / entités significatives et jugées représentatives des activités du Groupe, à savoir :

Travail Temporaire :

- Travail Temporaire (TT) France (52% du CA de l'activité travail temporaire du périmètre),

Assistance Aéroportuaire :

- Assistance Aéroportuaire (AA) France (76% du CA de l'activité assistance aéroportuaire du périmètre),

=

Ces entités / BU représentent au total 56% du CA du Groupe.

Pour des raisons d'organisation et de mise en place des processus, le Groupe CRIT a choisi d'anticiper la période d'analyse du bilan carbone.

En conséquence, les données présentées ci-après couvrent la période allant du 1er octobre 2024 au 30 septembre 2025.

Des contrôles de cohérence ont été réalisés avec les données de l'exercice 2025 complet, notamment concernant le mix énergétique (E1-5). Ces analyses ont permis de confirmer que l'absence du quatrième trimestre 2025 ne remet pas en cause les résultats présentés, aucun événement exceptionnel ou changement significatif n'ayant été identifié sur cette période.

Ainsi, ce choix de période n'a pas eu d'impact significatif sur les résultats du bilan carbone.

2) Extrapolation des émissions de GES des autres entités du périmètre sur la base des résultats obtenus pour les BU / entités représentatives détaillées ci-dessus.

Les catégories suivantes ont été retenues et exclues pour le Groupe :

Catégories d'émissions du GHG Protocol	Application Groupe CRIT	Commentaires
Scope 1. Emissions directes		
1.1. Emissions directes des sources fixes de combustion	Oui	
1.2. Emissions directes des sources mobiles de combustion	Oui	
1.3. Emissions directes des procédés hors énergie	Non	Non applicable pour CRIT
1.4. Emissions directes fugitives	Oui	
1.5. Emissions issues de la biomasse (sols & forêts)	Non	Non applicable pour CRIT
Scope 2. Emissions indirectes liées à l'énergie		
2.1. Emissions indirectes liées à la consommation d'électricité	Oui	Emissions quantifiées avec la méthode location-based du GHG protocol
2.2. Emissions indirectes liées à la consommation d'énergie autre que l'électricité	Non	Non significatif au regard des activités du Groupe
Scope 3. Autres émissions indirectes		
3.1. Produits et services achetés	Oui	Exclusion d'une partie des achats de service (difficulté à spécifier les facteurs d'émission pertinents à y associer)
3.2. Biens immobilisés	Oui	Hors immobilisations incorporelles (principalement liées à la marque)
3.3. Emissions liées aux combustibles et à l'énergie (non inclus dans le scope 1 ou le scope 2)	Oui	
3.4. Transport et distribution en amont	Oui	
3.5. Déchets générés	Oui	
3.6. Déplacements professionnels	Oui	
3.7. Déplacements domicile travail	Oui	
3.8. Actifs loués en amont	Non	Non applicable pour CRIT (les leasing longue durée sont présentés en biens immobilisés)
3.9. Acheminement en aval	Non	Non applicable pour CRIT
3.10. Transformation des produits vendus	Non	Non applicable pour CRIT
3.11. Utilisation des produits vendus	Non	Non applicable pour CRIT
3.12. Traitement en fin de vie des produits vendus	Non	Non applicable pour CRIT
3.13. Actifs loués en aval	Non	Non applicable pour CRIT
3.14. Franchises	Non	Non applicable pour CRIT
3.15. Investissements	Non	Non significatif au regard de l'organisation du Groupe

A noter que, au vu de la difficulté pour une Entreprise de Travail Temporaire d'influer sur l'empreinte carbone des intérimaires et d'intégrer les déplacements domicile-travail des intérimaires (multiplicité des contrats, absence de données sur les modes de transport et les distances parcourues), le Groupe CRIT n'a pas considéré ce poste dans son bilan carbone. Toute estimation du poste en question aurait comporté une marge d'incertitude très significative, rendant son interprétation et son suivi peu pertinent. Cette décision a fait l'objet d'une prise de position partagée par l'organisation professionnelle représentant les Entreprises de Travail Temporaire.

Par ailleurs, les données sur la consommation d'électricité étant uniquement disponibles selon leur origine fossile / nucléaire ou renouvelable, les émissions en « market based » ont été évaluées en appliquant les facteurs d'émission des mix fossiles / nucléaires / renouvelables par pays aux consommations d'électricité remontées par les BU.

DÉTAILS DE LA MÉTHODOLOGIE APPLIQUÉE POUR L'ÉTAPE 1 - CALCUL DÉTAILLÉ DES ÉMISSIONS DE GES DE 4 BU / ENTITÉS SIGNIFICATIVES ET JUGÉES REPRÉSENTATIVES DE L'ACTIVITÉ DU GROUPE

Selon les catégories d'émissions et la nature des données disponibles, le Groupe a retenu les données issues des fournisseurs, les données physiques, monétaires, financières ou, à défaut, une approche statistique.

Pour calculer les émissions de GES de ces 4 BU / entités, le Groupe a utilisé le tableur « Bilan Carbone v8.9 » et se réfère aux facteurs d'émissions de la base empreinte de l'ADEME et aux valeurs les plus récentes du potentiel de réchauffement planétaire (GWP : Global Warming Potential) sur 100 ans publiées par le GIEC.

DÉTAILS DE LA MÉTHODOLOGIE APPLIQUÉE POUR L'ÉTAPE 2 - EXTRAPOLATION DES ÉMISSIONS DE GES DES AUTRES ENTITÉS DU PÉRIMÈTRE

3 méthodes différentes de traitement ont été appliquées pour estimer le bilan carbone des autres entités du périmètre :

- Utilisation de données d'activité physiques disponibles (consommations d'électricité, gaz et carburant par exemple).
- Extrapolation de certaines catégories d'émissions sur la base d'indicateurs (ex : nombre d'ETP permanents pour les déplacements professionnels et domicile-travail).
- Traitement monétaire pour les catégories restantes sur la base des données financières de toutes les entités concernées.

A noter que :

- Les flux intra-groupe ont été identifiés et les émissions associées ont été retirées afin de ne pas compter plusieurs fois une même émission, comme préconisé par le Plan Carbone Général,
- Les données du scope 1 et 2 s'appuient sur des données réelles et des facteurs d'émissions physiques. La fiabilité des données du scope 3 est – de façon classique pour ces émissions – considérée comme plus limitée au vu des méthodologies de calcul utilisées (utilisation de données monétaires et / ou extrapolation de données et / ou recours à des facteurs monétaires).

La baisse significative des émissions de GES présentées en E1-6 2025 versus 2024 est le résultat de plusieurs paramètres :

- Des réductions liées aux achats et immobilisations (exemple impact de bâtiments neufs immobilisés en 2024) ;

- Périmètre : voir BP-1 et BP-2 (paragraphe 4. 1 et 4.2) ;
- Evolution des Facteurs d'Emission (ADEME) ;
- Optimisation des méthodes de calculs afin d'obtenir une granularité plus fine des estimations (mobilité, (enquêtes sur les habitudes de déplacement domicile-travail en 2025 pour l'activité Travail Temporaire France), déchets recyclés (uniquement l'impact du transport))... ;
- Collecte d'informations plus complète et plus qualitative (notamment à partir de sources brutes) accompagnée d'analyses plus approfondies (par exemple, une catégorisation plus fine des fournisseurs). Ces travaux ont permis de réduire le recours aux estimations (exemple fluides frigorigènes) et extrapolations (en particulier pour Aéro France) et d'appliquer des facteurs d'émissions plus représentatifs, notamment sur les immobilisations.

L'identification de la part de chaque paramètre dans l'évolution globale étant très complexe, cette information n'est pas disponible.

C

1

2

3

4

5

6

7

(x1000)tCO2e	Données rétrospectives				Jalons et années cibles			
	Année de référence	Données 2024	Données 2025	Evolution % N/N-1	2025	2030	(2050)	Cible annuelle en %/ année de référence
Émissions de GES du scope 1								
Émissions brutes de GES du scope 1	2024	14,2	12,5	-12%				
Pourcentage d'émissions de GES du scope 1 résultant des systèmes d'échange de quotas d'émission réglementés (en %)								
Émissions de GES du scope 2								
Émissions brutes de GES du scope 2 fondées sur la localisation	2024	0,8	0,8	-				
Émissions brutes de GES du scope 2 fondées sur le marché	2024	0,7	0,8	17%				
Émissions significatives de GES du scope 3								
Émissions totales brutes indirectes de GES (scope 3)	2024	65,5	40,3	-38%				
1 Biens et services achetés	2024	28,6	15,1	-47%				
[Sous-catégorie facultative: Services d'informatique en nuage et de centre de données]								
2 Biens d'investissement	2024	8,2	5,4	-34%				
3 Activités relevant des secteurs des combustibles et de l'énergie (non incluse dans les scopes 1 et 2)	2024	3,6	3,3	-8%				
4 Transport et distribution en amont	2024	2,0	1,5	-24%				
5 Déchets produits lors de l'exploitation	2024	0,9	0,2	-73%				
6 Voyages d'affaires	2024	9,1	2,9	-68%				
7 Déplacements domicile-travail des salariés	2024	13,2	11,9	-10%				
8 Actifs loués en amont								
9 Acheminement en aval								
10 Transformation des produits vendus								
11 Utilisation des produits vendus								
12 Traitement en fin de vie des produits vendus								
13 Actifs loués en aval								
14 Franchises								
15 Investissements								
EMISSIONS TOTALES DE GES								
EMISSIONS TOTALES DE GES (FONDÉES SUR LA LOCALISATION)	2024	80,5	53,6	-33%				
EMISSIONS TOTALES DE GES (FONDÉES SUR LE MARCHÉ)	2024	80,4	53,6	-33%				

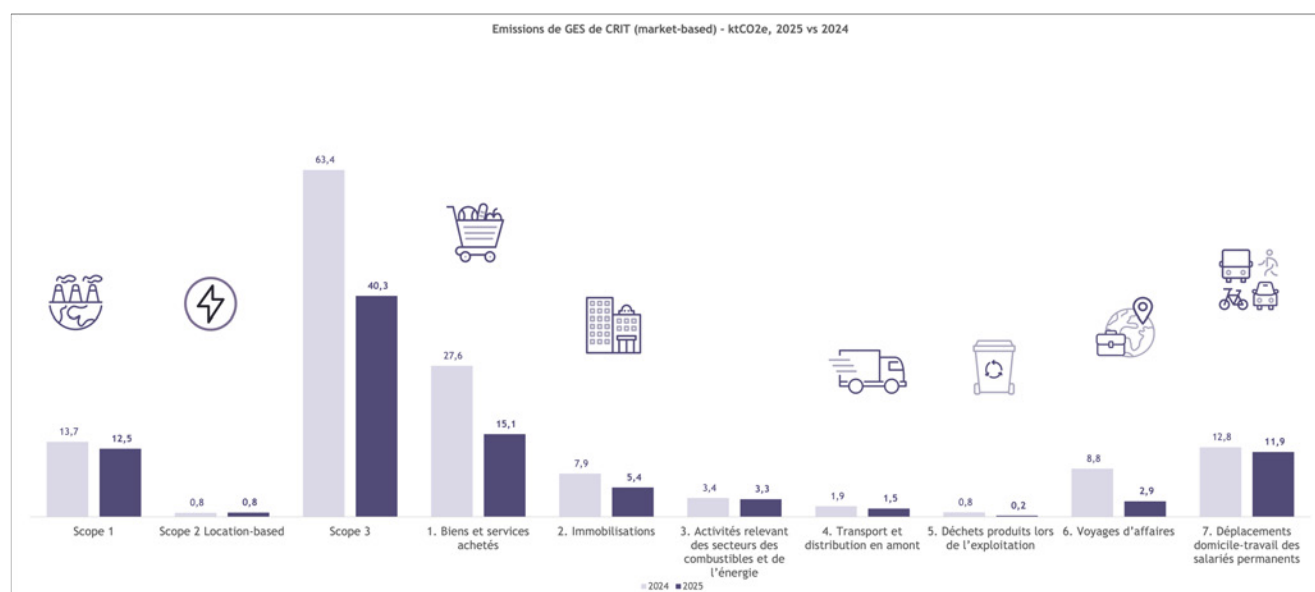
Le taux d'émissions totales sur le chiffre d'affaires ⁽¹⁾ du périmètre CSRD⁽²⁾ a diminué, passant de 26,4 à 16,4 tonnes CO2 par million d'euros entre 2024 et 2025.

(1) 3.1 du Document d'Enregistrement Universel 2025

(2) BP1 Informations générales CSRD

Ces éléments sont présentés de façon graphique sur le schéma ci-dessous.

Emissions de GES du Groupe CRIT en 2025



4.2.6. Taxonomie verte

Dans le cadre du Green Deal européen, la Commission Européenne s'est donnée les trois objectifs prioritaires suivants :

- Réorienter les flux de capitaux vers des investissements durables
- Intégrer la durabilité dans la gestion des risques
- Favoriser la transparence et une vision de long terme

Ces objectifs sont déclinés en 10 actions prioritaires qui s'articulent autour des 4 thématiques suivantes :

- Financer la transition de l'économie réelle vers la durabilité,
- Se diriger vers un système financier plus inclusif,
- Améliorer la résilience et la contribution du secteur financier à la durabilité,
- Nourrir des ambitions mondiales.

A ce titre, le 18 juin 2020, la Commission a publié le texte relatif à la première des 10 actions, à savoir la Taxonomie dont l'objectif est d'établir un système européen de classification unifiée des activités durables.

Une activité économique est considérée comme durable sur le plan environnemental si elle :

- Contribue substantiellement à un ou plusieurs des objectifs environnementaux
- Ne cause de préjudice important à aucun des objectifs environnementaux
- Est exercée dans le respect des garanties minimales
- Est conforme aux critères d'examen technique établis par la Commission.

Analyse des activités économiques éligibles

Le Groupe CRIT a mené une analyse de la nature de ses activités au regard des actes délégués (Règlement (UE) 2020/852 - règlement taxonomie, Règlement (UE) 2021/2139 - règlement délégué climat, Règlement (UE) 2022/1214 – règlement délégué complémentaire sur le gaz et le nucléaire, Règlement (UE) 2021/2178 - règlement délégué article 8, Règlement (UE) 2023/2485 - modifiant le règlement délégué climat, Règlement (UE) 2023/2486 - règlement délégué environnement, Règlement délégué (UE) 2026/73 - modifiant le règlement délégué (UE) 2021/2178 et les règlements délégués (UE) 2021/2139 et (UE) 2023/2486). Cette analyse réalisée tant sur les activités du pôle Travail Temporaire (NACE 78.20Z) que sur celles du pôle Assistance Aéroportuaire (NACE 52.23Z) n'a pas décelé d'activité éligible au regard des 6 objectifs environnementaux au sens du règlement européen 2020/852 sur la Taxonomie. Au 31 décembre 2025, le Groupe n’a donc aucun chiffre d'affaires éligible.

Description de la mesure individuelle éligible à la taxonomie

L'acquisition et l'exercice de la propriété de nos bâtiments (c'est-à-dire l'éligibilité de l'ensemble des bâtiments en tenant compte de leur propriété juridique ou économique, y compris le droit d'utilisation résultant du contrat de location d'un bâtiment).
 Les bâtiments concernés sont :
 • Tous les établissements agences et directions régionales sur le pôle Travail Temporaire ;
 • Les bureaux et hangars sur le pôle Assistance Aéroportuaire.
 Ces CAPEX représentent 38,8% de l'ensemble des CAPEX en 2025.
 L'achat, le financement, la location, le crédit-bail et l'exploitation de véhicules désignés comme appartenant aux catégories M1 et N1, constituant les flottes automobiles du Groupe sur les activités de Travail Temporaire et d'Assistance Aéroportuaire.
 Ces CAPEX représentent 9,6% du total des CAPEX en 2025.

Analyse de l'alignement sur les CAPEX

Bien que les CAPEX véhicules 6.5 et immobilières 7.7 sont éligibles en vertu de la taxonomie, comme nous manquons actuellement de documentation probante, que ce soit pour le critère de contribution substantielle ou ceux des DNSH, pour justifier l'atteinte des critères techniques, ces CAPEX sont considérées comme non-alignées.

Analyse des OPEX éligibles

Les dépenses d'exploitation au sens de la réglementation Taxonomie se limitent aux coûts directs non capitalisables, ce qui englobe les frais de recherche et développement, les coûts de rénovation des bâtiments, les frais de maintenance et réparation, les loyers présentés au compte de résultat et toute autre dépense liée à l'entretien quotidien des actifs.

Analyse des CAPEX éligibles

Le Groupe CRIT est concerné uniquement par les CAPEX individuels, qui sont les investissements que l'entreprise engage pour réduire ses émissions de GES ou s'adapter aux conséquences négatives du changement climatique, étant donné qu'aucun chiffre d'affaires n'est éligible.

Le Groupe CRIT a mené l'analyse sur les 3 catégories de CAPEX à considérer :

- Directement liés à des activités durables
- Inclus dans un plan visant à étendre ou rendre une activité durable
- "Individuellement durables".

Activité économique correspondante (objectif d'atténuation au changement climatique)

7.7 Acquisition et propriété de bâtiments
6.5. Transport par motos, voitures particulières et véhicules utilitaires légers

Part du chiffre d'affaires, des CapEx et des OpEx issue de produits ou de services associés à des activités économiques éligibles à la taxinomie ou alignées sur la taxinomie-Informations pour l'année 2025 (ICP récapitulatifs)

Exercice 31.12.2025														
ICP	Total	Part d'activités éligibles à la taxinomie	Activités alignées sur la taxinomie	Ventilation par objectif environnemental des activités alignées sur la taxinomie						Part d'activités habilitantes	Part d'activités transitoires	Activités non évaluées considérées comme non significatives	Activités alignées sur la taxinomie au cours de l'exercice précédent (N-1)	Part d'activités alignées sur la taxinomie au cours de l'exercice précédent (N-1)
				Atténuation du changement climatique	Adaptation au changement climatique	Eau	Economie circulaire	Pollution	Biodiversité					
	K EUR	%	K EUR	%	%	%	%	%	%	%	%	%	K EUR	%
Chiffre d'affaires	3 372 048	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CapEx	56 619	48,4%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
OpEx	50 076													

Part des CapEx issue de produits ou de services associés à des activités économiques éligibles à la taxinomie ou alignées sur la taxinomie-Informations pour l'année 2025 (ventilation par activité)

ICP (CapEx)													
Exercice 31.12.2025													
Activités économique	Code	Icp éligible à la taxinomie (part des CapEx éligibles à la taxinomie)	Icp aligné sur la taxinomie (valeur monétaire des CapEx)	ICP aligné sur la taxinomie (part aligné sur la taxinomie/ sur les CapEx)	Objectif environnemental des activités alignées sur la taxinomie						Activité habilitante	Activité transitoire	Part de la taxinomie alignée par rapport à la taxinomie éligible
					Atténuation du changement climatique	Adaptation au changement climatique	Eau	Economie circulaire	Pollution	Biodiversité			
		%	EUR	%	%	%	%	%	%	%	H	T	%
Transport par motos, voitures particulières et véhicules utilitaires légers	CCM 6.5	9,6%	0	0	0	0	0	0	0	0		T	0
Acquisition et propriété de bâtiments	CCM 7.7	38,8%	0	0	0	0	0	0	0	0			0
Somme des alignements par objectif					0	0	0	0	0	0			
ICP total (CapEx)		48,4%	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Notre chiffre d'affaires net consolidé total s'élevant à 3,372 Md€ peut être rapproché de nos états financiers consolidés. Voir les comptes consolidés de notre Document d'Enregistrement Universel 2025 au chapitre 3.1.

Le total de nos CAPEX peut être rapproché de nos états financiers consolidés au chapitre 3.1 de notre Document d'Enregistrement Universel 2025.

L'évolution versus 2024 est principalement liée au fait qu'il n'y a pas eu d'entrée de périmètre en 2025.

4.3. SOCIAL – Personnel de l'entreprise et communautés affectées (S1 et S3)

4.3.1. Impacts, risques et opportunités matériels et leur interaction avec la stratégie et le modèle économique – S1.SBM-3

Les impacts matériels sur les effectifs de l'entreprise qui ont été identifiés pour le Groupe CRIT sont inhérents à la stratégie et au modèle d'affaires du Groupe. Les impacts sont globalement liés aux attentes des collaborateurs en matière de conditions de travail et d'égalité de traitement et des chances pour tous. Ces impacts sont liés aux opérations propres du Groupe, autant sur ses activités de Travail Temporaire que d'Assistance Aéroportuaire, et sont donc traités au quotidien par le Groupe via des politiques et des actions ciblées.

Les impacts liés aux conditions de travail et à l'égalité de traitements et des chances pour tous sont abordés au travers des sujets tels que la hausse ou la baisse du turnover, la hausse ou la baisse du coût de recrutement, de l'attractivité de l'entreprise. Ces risques et opportunités sont directement liés à la stratégie du Groupe via ses activités de Travail Temporaire et d'Assistance Aéroportuaire.

L'ensemble des collaborateurs (permanents comme intérimaires) sont intégrés dans l'analyse de double matérialité et sont sujets aux impacts matériels décrits.

Les impacts matériels négatifs sont globalement systémiques dans les pays de présence du Groupe CRIT où les conditions de travail sont moins institutionnalisées qu'en France pour les deux activités du Groupe.

Les impacts positifs identifiés comme matériels sont majoritairement liés à des conditions de travail améliorées, répondant aux attentes des salariés et leur permettant plus de flexibilité mais aussi renforçant leur employabilité en faisant la promotion d'un environnement de travail riche et divers.

Les risques et opportunités identifiés pour le Groupe CRIT proviennent majoritairement d'impacts directs de ses effectifs, via l'amélioration de la résilience de l'entreprise si ses salariés sont sécurisés dans leur emploi et développent leur employabilité, ou, au contraire, un risque de baisse de l'attractivité de l'entreprise si jamais ses salariés sont mécontents ou en cas de litiges sociaux.

Le Groupe CRIT n'ayant pas mis en place de plan de transition, aucun impact positif ou négatif sur les salariés du Groupe n'a pu être identifié.

Suivant l'analyse de double matérialité que le Groupe a menée, ses activités sont considérées comme peu exposées au risque de travail forcé et travail des enfants.

Les impacts, risques et opportunités identifiés lors de l'analyse de double matérialité et relatifs aux effectifs de l'entreprise s'appliquent à l'ensemble des salariés du Groupe CRIT, sans distinction notable relevée pour l'un ou l'autre groupe d'employés.

A noter toutefois que si les IRO s'appliquent indistinctement à l'ensemble des collaborateurs du Groupe, il faut préciser que le contexte réglementaire local (droit du travail) peut constituer un facteur aggravant / améliorant pour certains IRO (notamment sur les IRO relatifs aux thématiques liées à l'équilibre vie privée-vie professionnelle ou la protection sociale). Les politiques sociales du Groupe déclinées dans les entités locales s'appliquent sans discrimination à l'ensemble des catégories de salariés pour lesquelles elles sont prévues. Des politiques et actions spécifiques s'appliquent à certaines catégories de salariés identifiées comme les plus exposées, elles sont décrites (par exemple pour les travailleurs en situation de handicap, les femmes...). Le contexte d'exercice du métier peut par ailleurs renforcer certains impacts négatifs (par exemple sur la santé sécurité : le risque d'accident étant a priori supérieur pour un intérimaire travaillant dans le secteur du BTP que pour un employé d'une agence d'intérim). Le suivi par les différentes BU d'indicateurs sur les accidents du travail et le respect des réglementations locales sectorielles permet au Groupe de prendre en compte et d'atténuer les niveaux d'exposition de ses salariés et intérimaires au risque d'accident.

Compte-tenu de la nature de ses activités, l'entreprise n'a pas jugé nécessaire de compléter davantage ses procédures considérant qu'elle avait déjà une compréhension de la manière dont les personnes présentant des caractéristiques particulières, travaillant dans des contextes particuliers ou exerçant des activités particulières pouvaient être exposées à un risque accru de préjudice.

4.3.2. Politiques et actions du Groupe CRIT concernant les conditions de travail de ses salariés – S1-1 et S1-4, SA.MDR-P et S1.MDR-A

Enjeu de durabilité	Impacts positifs	Impacts négatifs	Risques	Opportunités
S1 – Conditions de travail		<p>L'impact potentiellement négatif :</p> <p>précarisation des salariés et des intérimaires en cas de conditions de travail inadaptées (horaires inadaptés, contrats non-sécurisés)</p> <p>Lutte contre le harcèlement au travail : impact potentiellement négatif sur le bien-être au travail des collaborateurs et collaboratrices en cas de politique inadaptée</p>		<p>Les conditions de travail mises en place par CRIT (dont sécurité de l'emploi, lutte contre le harcèlement, ...) sont une opportunité pour augmenter l'attractivité et réduire le turnover.</p>

POLITIQUE

Vision générale et gouvernance RH

Le Groupe CRIT déploie une politique visant à créer des conditions de travail renforçant l'attractivité de l'entreprise et limiter le turnover.

Cette politique est pilotée par les directions des différentes BU et déclinée opérationnellement par les équipes Ressources Humaines locales. Elle s'appuie sur des indicateurs RH suivis dans chaque entité.

Sécurité de l'emploi

Pour les permanents :

- politiques d'intégration structurées,
- accompagnement individuel,
- développement continu des compétences.

Pour les intérimaires :

- Suivi de la mission,
- promotion du CDI Intérimaire,
- Développement de l'employabilité.

Temps de travail & Équilibre vie privée / vie professionnelle

Le Groupe garantit le respect des législations nationales afin de prévenir les risques sociaux et de protéger la santé des collaborateurs et promeut le droit à la déconnexion.

Lutte contre les violences et le harcèlement

CRIT interdit :

- toute violence verbale, physique ou psychologique,
- le harcèlement moral ou sexuel,
- l'intimidation ou la coercition.

Lutte contre le trafic humain, le travail forcé et le travail des enfants

Le Groupe a adopté des politiques pour prévenir ces risques (cf. S1.MDR-P).

ACTIONS & RESULTATS

- Déploiement de Chartes éthiques dans l'ensemble des BU.
- Politique de signalement et dispositifs d'alerte dans les principales BU.
- **France** : Progression d'environ +7 % du nombre de salariés intérimaires en CDI Intérimaire (CDII) au 31/12 par rapport à 2023. (France)
- **AA France** : Une formation en E-learning a été spécialement conçue pour les Responsables de service administratifs et opérationnels. Cette formation vise à sensibiliser et à équiper ces responsables avec les connaissances et les outils nécessaires pour identifier, prévenir et gérer les situations de harcèlement.
- **Italie** : Programme "WOW – Welfare and well-being" : amélioration globale du bien-être au travail. Programme "WOW – Edition Parentale" (déployé en 2024) : soutien renforcé des parents pour concilier vie professionnelle et familiale.
- **Italie** : OpenJobMetis a été classée dans le Top 10 des meilleurs employeurs d'Italie 2024 dans la catégorie "Agences de l'emploi, de l'immobilier et des services généraux" selon une enquête menée par Statista en collaboration avec Il Corriere della Sera. Une formation spécifique sur le harcèlement, intitulée « le molestie », est disponible sur la plateforme OJM Academy.
- **US** : Mise en place d'une formation pour lutter contre la violence et le harcèlement sur le lieu de travail devant être suivie par les nouveaux collaborateurs dans les 90 jours qui suivent leur embauche. Cette formation est pour l'instant disponible pour une partie des collaborateurs sera mise en place dans l'ensemble de l'entreprise en 2025. La formation "Sécurité au travail" sur Percipio fait désormais partie des formations obligatoires. Pour promouvoir le bien-être, PeopleLink organise des challenges internes axés sur la santé mentale et physique.
- Le Groupe a mis en place un mécanisme permettant aux collaborateurs et collaboratrices de remonter des plaintes ou alertes. Le dispositif d'alerte prévoit une protection des lanceurs d'alerte. L'accès au dispositif est disponible ici : <https://alerte-groupecrit.signalement.net/entreprises>.

4.3.3. Description des caractéristiques des collaborateurs et collaboratrices du Groupe CRIT – S1-6

INTRODUCTION MÉTHODOLOGIQUE :

Compte tenu de l'activité du Groupe, le personnel de l'entreprise considéré regroupe les collaborateurs à la fois permanents et temporaires, i.e. les intérimaires mis à disposition par le Groupe auprès de ses clients, qu'ils soient sous contrat d'intérim « classique » comme sous contrat d'intérim permanent (ex : les CD2I en France). A noter que seuls les collaborateurs ayant un contrat de travail / lien de subordination avec l'une des entités du Groupe tel que défini par la réglementation locale sont intégrés dans le périmètre (ex : exclusion des stagiaires en Espagne, France, Irlande, Italie, Maroc, Royaume-Uni, Suisse). Conformément aux dispositions transitoires applicables, les non-employés (ex : intérimaires auxquels le Groupe aurait lui-même recours) ne sont pas couverts dans cette première période de reporting. A noter néanmoins que le recours à ce type de prestation de service est très limité à l'échelle du Groupe.

La majorité des indicateurs afférents au personnel de l'entreprise ont été établis sur la base de données brutes extraites des systèmes d'informations (logiciels de paie) des différentes entités du périmètre (données majoritairement issues des logiciels de paie, sous réserve des restrictions légales en matière de collecte de données), et ont été consolidés au niveau Groupe. Seuls les indicateurs concernant la couverture par des représentants du personnel (S1-8), la santé-sécurité au travail (S1-14) et les incidents relatifs aux droits humains (S1-17) ont été établis sur la base des déclarations des différentes entités du périmètre et ensuite également consolidés au niveau Groupe.

Afin d'homogénéiser les données brutes utilisées pour les calculs et ainsi d'assurer la comparabilité des indicateurs, des définitions communes ont été retenues concernant la nature des heures travaillées, la rémunération perçue, les congés familiaux, les accidents du travail et les incidents relatifs aux droits humains. Lorsque pertinent, les spécificités locales ont bien été prises en compte (ex : temps de travail légal national retenu pour le calcul des ETP ; salaire minimum national pour la vérification du salaire décent appliqué à tous les collaborateurs du Groupe).

Effectifs Groupe par genre	ANNEE 2025				ANNEE 2024					
	Consolidé Permanents	Consolidé Permanents (%)	Consolidé Temporaires	Consolidé Temporaires (%)	Consolidé Total	Consolidé Permanents N-1	Consolidé Permanents (%) N-1	Consolidé Temporaire N-1	Consolidé Temporaires (%) N-1	Consolidé total N-1
Homme	5 640	53%	41 703	66%	47 343	5 184	54%	39 874	66%	45 058
Femme	4 985	47%	18 907	30%	23 892	4 444	46%	18 469	30%	22 913
Autres	0	0%	35	0%	35	4	0%	0	0%	4
Non communiqué	3	0%	2 917	4%	2 920	0	0%	2 311	4%	2 311
TOTAL	10 628	100%	63 563	100%	74 191	9 633	100%	60 653	100%	70 286

Effectifs Groupe par genre et par pays	ANNEE 2025					ANNEE 2024				
	Consolidé Permanents	Consolidé Permanents (%)	Consolidé Temporaires	Consolidé Temporaires (%)	Consolidé Total	Consolidé Permanents N-1	Consolidé Permanents (%) N-1	Consolidé Temporaires N-1	Consolidé Temporaires (%) N-1	Consolidé Total N-1
TT France - Homme	759	31%	21 946	74%	22 706	382	18%	22 668	73%	23 050
TT France - Femme	1 696	69%	7 680	26%	9 376	1 709	82%	8 412	27%	10 120
TT FRANCE - EFFECTIFS TOTAUX	2 455	100%	29 627	100%	32 081	2 091	100%	31 080	100%	33 171
Aéro France - Homme	2 494	67%	0	n/a	2 494	2268	73%			2 268
Aéro France - Femme	1 221	33%	0	n/a	1 221	840	27%			840
AÉRO FRANCE - EFFECTIFS TOTAUX	3 715	100%	0	n/a	3 715	3108	100%			3 108
Autres France - Homme						939	63%	-	n/a	939
Autres France - Femme						561	37%	-	n/a	561
AUTRES FRANCE -EFFECTIFS TOTAUX						1 500	100%	-	N/A	1 500
TOTAL FRANCE- EFFECTIFS TOTAUX	6 170	100%	29 627	100%		6 699	100%	31 080	100%	37 779
TT Italie - Homme	209	24%	12 287	61%	12 496	202	24%	10 110	60%	10 312
TT Italie - Femme	671	76%	7 843	39%	8 514	649	76%	6 642	40%	7 291
ITALIE - EFFECTIFS TOTAUX	880	100%	20 130	100%	21 010	852	100%	16 752	100%	17 603
TT Etats-Unis - Homme	111	34%	381	11%	492	145	36%	1 228	30%	1 373
TT Etats-Unis - Femme	217	65%	222	6%	439	253	63%	606	15%	859
TT Etats-Unis - non communiqué	3	0%	2 917	83%	2 920	3	1%			3
ETATS-UNIS - EFFECTIFS TOTAUX	332	100%	3 520	100%	3 853	401	100%	4 145	100%	4 546
TT Espagne - Homme	560	49%	2 217	58%	2 778	513	51%	1 802	58%	2 314
TT Espagne - Femme	582	51%	1 594	41%	2 176	499	49%	1 291	42%	1 790
TT Espagne - Autres	0	0	35	1%	35					
ESPAGNE - EFFECTIFS TOTAUX	1 143	100%	3 847	100%	4 989	1 011	100%	3 093	100%	4 104
TT Maroc - Homme	258	67%	4 219	79%	4 478	87	52%	3 522	77%	3 609
TT Maroc - Femme	129	33%	1 141	21%	1 270	82	48%	1 054	23%	1 137
MAROC - EFFECTIFS TOTAUX	387	100%	5 361	100%	5 748	169	100%	4 576	100%	4 746
Autres pays - Homme						1 216	69%	544	54%	1 760
Autres pays - Femmes						535	31%	464	46%	998
AUTRES PAYS EFFECTIFS TOTAUX						1751	100%	1 008	100%	2 759
TT Suisse - Homme	63	52%	652	60%	715					
TT Suisse - Femme	58	48%	427	40%	485					
TT SUISSE - EFFECTIFS TOTAUX	121	100%	1 079	100%	1 199					
Aéro Ireland - Homme	462	72%	0	0%	462					
Aéro Ireland - Femme	181	28%	0	0%	181					
AÉRO IRELAND-EFFECTIFS TOTAUX	643	100%	0	0%	643					
Aéro UK - Homme	723	76%	0	0%	723					
Aéro UK - Femme	230	24%	0	0%	230					
AÉRO UK-EFFECTIFS TOTAUX	953	100%	0	0%	953					
TOTAL	10 628		63 563		74 191					

Les effectifs du Groupe sont agrégés pour l'ensemble des entités du périmètre sur la période de référence. Ils sont scindés entre effectifs permanents et effectifs temporaires, calculés différemment eu égard à l'activité du Groupe :

- Les effectifs des collaborateurs permanents sont exprimés en effectifs moyens (moyenne annuelle des effectifs en fin de mois) ;
- Les effectifs des collaborateurs temporaires sont exprimés en ETP, en intégrant bien les spécificités locales comme expliqué précédemment.

Effectifs par pays (en effectifs moyens sur la période)	ANNEE 2025				ANNEE 2024					
	Contrats à durée indéterminée	% contrats à durée indéterminée	Contrats à durée déterminée	% contrats à durée déterminée	Total effectifs	Contrats à durée indéterminée N-1	% contrats à durée indéterminée N-1	Contrats à durée déterminée N-1	% contrats à durée déterminée N-1	Total effectifs N-1
TT France - Homme	679	31%	81	28%	759	322	18%	12	14%	382
TT France - Femme	1 484	69%	211	72%	1 696	1 471	82%	72	86%	1 709
TT FRANCE - EFFECTIFS TOTAUX	2 163	100%	292	100%	2 455	1 793	100%	84	100%	2 091
Aéro France - Homme	2 123	70%	371	55%	2 494	1 952	75%	278	60%	2 268
Aéro France - Femme	917	30%	303	45%	1 221	638	25%	182	40%	840
AÉRO FRANCE - EFFECTIFS TOTAUX	3 040	100%	675	100%	3 715	2 590	100%	460	100%	3 108
Autres France - Homme						738	71%	165	40%	939
Autres France - Femme						305	29%	243	60%	561
AUTRES FRANCE - EFFECTIFS TOTAUX						1 043	100%	408	100%	1 500
TOTAL FRANCE-EFFECTIFS TOTAUX	5 203	100%	967	100%	6 170	5 426	100%	952	100%	6 699
TT Italie - Homme	197	24%	13	24%	209	195	24%	8	16%	202
TT Italie - Femme	632	76%	39	76%	671	607	76%	40	84%	649
TT ITALIE - EFFECTIFS TOTAUX	829	100%	52	100%	880	802	100%	48	100%	852
TT Etats-Unis - Homme	111	34%	0	0%	111	-				
TT Etats-Unis - Femme	217	65%	0	0%	217	-				
TT Etats-Unis - non communiqué	3	1%	0	0%	3	-				
TT ETATS-UNIS - EFFECTIFS TOTAUX	332	100%	0	0%	332	-				
TT Espagne - Homme	294	46%	267	50%	560	311	50%	201	51%	513
TT Espagne - Femme	319	52%	264	50%	582	308	50%	191	49%	499
TT Espagne - Effectifs totaux	612	100%	530	100%	1 143	619	100%	392	100%	1 011
TT Maroc - Homme	258	67%	0		258	18	37%	69	58%	87
TT Maroc - Femme	129	33%	0		129	31	63%	51	42%	82
TT MAROC - EFFECTIFS TOTAUX	387	100%	0	100%	387	50	100%	120	100%	169
TT Suisse - Homme	63	52%	0	0%	63					
TT Suisse - Femme	58	48%	0	0%	58					
TT SUISSE EFFECTIFS TOTAUX	121	100%	0	0%	121					
Aéro Ireland - Homme	389	72%	73	67%	462					
Aéro Ireland - Femme	146	28%	36	33%	181					
AÉRO IRELAND EFFECTIFS TOTAUX	535	100	109	100%	643					
Aéro UK - Homme	723	76%	0	0%	723					
Aéro UK - Femme	230	24%	0	0%	230					
AÉRO UK EFFECTIFS TOTAUX	953	100%	0	0%	953					
Autres pays - Homme						1 214	69%	0	24%	1 216
Autres pays - Femme						534	31%	1	76%	535
AUTRES PAYS - EFFECTIFS TOTAUX						1 747	100%	2	100%	1 751
TOTAL - HORS USA	NA		NA		NA	8 643		1 514		10 482
TOTAL	8 972		1 656		10 628	NA		NA		NA
% DU TOTAL	84%		16%			82%		14%		

84% des effectifs du Groupe disposent d'un contrat permanent sans date de fin contractuelle. Les contrats permanents à durée déterminée correspondent à l'ensemble des contrats permanents ayant une date de fin contractuelle. Les contrats « Autres » correspondent aux contrats ayant des caractéristiques spécifiques (alternants, contrats de professionnalisation...)

ETP Groupe par genre	ANNEE 2025					ANNEE 2024				
	Consolidé Permanents	Consolidé Permanents (%)	Consolidé Temporaires	Consolidé Temporaires (%)	Consolidé Total	Consolidé Permanents N-1	Consolidé Permanents (%)N-1	Consolidé Temporaires N-1	Consolidé Temporaires (%)N-1	Consolidé Total N-1
Homme	5 325	55%	41 703	66%	47 028	5 184	54%	39 874	66%	45 058
Femme	4 392	45%	18 907	30%	23 300	4 444	46%	18 469	30%	22 913
Autres	0	0%	35	0%	35	4	0%	-	0%	4
Non communiqué	2	0%	2 917	5%	2 920	-	0%	2 311	4%	2 311
TOTAL	9 720	100%	63 563	100%	73 283	9 633	100%	60 653	100%	70 286

ETP Groupe par genre et par pays	ANNEE 2025					ANNEE 2024				
	Consolidé Permanents	Consolidé Permanents (%)	Consolidé Temporaires	Consolidé Temporaires (%)	Consolidé Total	Consolidé Permanents N-1	Consolidé Permanents (%) N-1	Consolidé Temporaires N-1	Consolidé Temporaires (%)N-1	Consolidé Total N-1
TT France - Homme	736	33%	21 946	74%	22 683	378	19%	22 668	73%	23 046
TT France - Femme	1 519	67%	7 680	26%	9 199	1 561	81%	8 412	27%	9 973
TT France - ETP totaux	2 255	100%	29 627	100%	31 882	1 939	100%	31 080	100%	33 019
Aéro France - Homme	2 275	69%	0	n/a	2 275	1 908	75%	-	-	1 908
Aéro France - Femme	1 020	31%	0	n/a	1 020	637	25%	-	-	637
Aéro France - ETP totaux	3 295	100%	0	n/a	3 295	2 544	100%	-	-	2 544
Autres France - Homme						842	65%	-	n/a	842
Autres France - Femme						461	35%	-	n/a	461
AUTRES FRANCE EFFECTIFS TOTAUX						1 302	100%	-	N/A	1 302
Italie - Homme	214	24%	12 287	61%	12 501	194	24%	10 110	60%	10 304
Italie - Femme	661	76%	7 843	39%	8 504	610	76%	6 642	40%	7 252
ITALIE - ETP TOTAUX	875	100%	20 130	100%	21 004	804	100%	16 752	100%	17 555
Etats-Unis - Homme	118	35%	381	11%	499	123	34%	1 228	30%	1 351
Etats-Unis - Femme	221	65%	222	6%	443	232	65%	606	15%	838
Etats-Unis - Autres	0	0%	0	0%	0	4	1%	-	0%	4
TT Etats-Unis - Non communiqué	2	1%	2 917	83%	2 920	-		2 311	56%	2 311
TT ETATS-UNIS - ETP TOTAUX	342	100%	3 520	100%	3 862	359	100%	4 145	100%	4 504
TT Espagne - Homme	473	51%	2 217	58%	2 690	431	51%	1 802	58%	2 233
TT Espagne - Femme	455	49%	1 594	41%	2 050	413	49%	1 291	42%	1 705
TT Espagne - Autres	0	0%	35	1%	35	-				
TT Espagne - ETP totaux	928	100%	3 847	100%	4 775	845	100%	3 093	100%	3 938
TT Maroc - Homme	241	67%	4 219	79%	4 461	89	51%	3 522	77%	3 611
TT Maroc - Femme	118	33%	1 141	21%	1 259	85	49%	1 054	23%	1 140
TT Maroc - ETP totaux	359	100%	5 361	100%	5 720	175	100%	4 576	100%	4 751
TT Suisse - Homme	55	53%	652	60%	707	-				
TT Suisse - Femme	49	47%	427	40%	476	-				
TT SUISSE - ETP TOTAUX	104	100%	1 079	100%	1 183	-				
Aéro Ireland-Homme	431	75%	0	0%	431					
Aéro Ireland- Femme	147	25%	0	0%	147					
AERO IRELAND-ETP TOTAUX	578	100%	0	0%	578					
Aéro UK - Homme	780	79%	0	0%	780					
Aéro UK - Femme	202	21%	0	0%	202					
AÉRO UK - ETP TOTAUX	982	100%	0	0%	982					
TOTAL	9 720		63 563		73 283			60 653		70 286
Total % hommes	55%		66%							
Total % femmes	45%		30%							
Total % autres & non communiqués	0%		4%							

Les ETP sont calculés de la même manière pour les salariés permanents et temporaires, en divisant le nombre d'heures travaillées par les collaborateurs (heures effectivement travaillées + CP + RTT) par le nombre d'heures théoriques réalisées par un ETP en fonction des durées légales de travail de chaque pays, le tout sur la période de référence.

	ANNEE 2025		ANNEE 2024	
Rotation des effectifs permanents	Consolidé Permanents – S1-6_12	Dont CDI	Consolidé Permanents – S1-6_12 (N-1)	Dont CDI (N-1)
Employés ayant quitté le Groupe sur la période	5 393	1 902	5 166	1 792
Employés permanents totaux	10 628	8 972	10 883	8 643
TAUX DE ROTATION DES EFFECTIFS PERMANENTS	51%	21%	47%	21%

Le nombre de collaborateurs ayant quitté le Groupe sur la période de référence a été calculé en effectifs et pour les permanents uniquement compte tenu de l'activité du Groupe.

Le taux de rotation est calculé en divisant les départs constatés par les effectifs moyens sur la période. Il est calculé uniquement pour les collaborateurs permanents compte tenu de l'activité du Groupe.

A noter qu'aux Etats-Unis, la part importante de collaborateurs et collaboratrices classés en « Non communiqué » (83%) s'explique par le fait que le genre n'est pas une information obligatoire à fournir, à date, dans un dossier.

A noter que les collaborateurs permanents du Groupe regroupent les CDI mais aussi les CDD ainsi que les alternants, apprentis et contrats professionnels. Le taux de rotation des effectifs permanents du Groupe s'élève à 51% (calcul réalisé conformément aux exigences de l'ESRS S1-6), du fait d'un recours important aux CDD dans l'activité d'Assistance Aéroportuaire notamment. Le taux de rotation des effectifs permanents en CDI s'élève, lui, à 21% sur la période.

Les effectifs peuvent être rapprochés de l'Etat financier en chapitre 3.4.1.

4.3.4. Informations relatives au dialogue social – S1-8, S1.MDR-P et S1.MDR-A

Enjeu de durabilité	Impacts positifs	Impacts négatifs	Risques	Opportunités
S1 – Dialogue social	Un dialogue social qualitatif permet d'entretenir de bonnes relations avec les salariés pour anticiper et éviter d'éventuels mouvements sociaux, des conflits...			

POLITIQUES

Le Groupe CRIT reconnaît l'importance du dialogue social et met en œuvre une politique des Ressources Humaines visant à assurer des échanges réguliers et de qualité avec ses collaborateurs. Des échanges ouverts et transparents avec les instances représentatives du personnel contribuent à une bonne qualité de vie au travail.

Le Groupe CRIT respecte et défend les principes contenus dans le Pacte Mondial, la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de l'Organisation des Nations Unies, et la Déclaration de l'Organisation Internationale du Travail, notamment les conventions C087 et C098 sur la liberté syndicale, le droit d'organisation et de négociation collective.

Le Groupe favorise le dialogue social sur l'ensemble de son périmètre, formel comme informel. Il s'engage à échanger régulièrement autour de sujets propres à la politique générale de l'entreprise, notamment l'égalité professionnelle, la prévoyance et frais de santé, les activités sociales et culturelles, la rémunération. L'entité soutient des politiques et des mesures qui s'alignent étroitement sur les principes de la représentation des employés et des pratiques de travail équitables. L'entreprise soutient l'existence des comités d'entreprise et veille à ne pas interférer dans la formation et le recrutement des syndicats. L'entreprise s'engage à négocier de bonne foi et accorde les heures de délégation nécessaires à l'exercice de leurs fonctions.

Le Groupe CRIT reconnaît le droit à ses collaborateurs de constituer ou de participer à des organisations visant à défendre et promouvoir leurs intérêts et d'être représentés par des organismes syndicaux ou d'autres formes de représentation, dans le respect des obligations légales nationales. Les collaborateurs et collaboratrices du Groupe sont couverts par les conventions collectives applicables conformément aux législations nationales en vigueur.

Processus d'interaction au sujet des incidences avec les effectifs de l'entreprise et leurs représentants :

Le Groupe échange avec ses collaborateurs et collaboratrices à travers un dialogue social régulier, formel comme informel. Les salariés sont par ailleurs représentés au Conseil d'Administration du Groupe (c.f. GOV-1). Les politiques et actions du Groupe CRIT en matière de dialogue social sont décrites de manière extensive dans le paragraphe 4.3.6.

Les responsables des affaires sociales de chaque pays sont en charge de l'animation du dialogue avec les collaborateurs et les collaboratrices du Groupe.

Le Groupe CRIT est engagé dans la démarche Global Compact et s'assure par ailleurs de respecter les conventions de l'OIT (Organisation Internationale du Travail). Les détails sur les engagements du Groupe en matière de droits humains sont présentés dans les paragraphes suivants.

Des accords sont signés régulièrement au sein des instances de dialogue social de chaque pays.

Le Groupe a mis en place un mécanisme permettant aux collaborateurs et collaboratrices de remonter des plaintes ou alertes. Le dispositif d'alerte prévoit une protection des lanceurs d'alerte.

ACTIONS & RESULTATS

Les actions mises en œuvre dans les entités du Groupe CRIT visent à améliorer la satisfaction des collaborateurs et leurs conditions de travail tout en fidélisant les collaborateurs et les collaboratrices et en améliorant la marque employeur CRIT.

- **France** (Travail Temporaire) : un CSE unique représente l'UES CRIT. Des élections ont eu lieu entre la fin d'année 2024 et le début 2025. La société a mené d'autres actions en lien avec le dialogue social, notamment via CRIT & Vous. Ce programme consiste en une réunion organisée par le / la Directeur/directrice de région avec 10 à 15 collaborateurs et collaboratrices.
 - **France** (Assistance Aéroportuaire) : 147 instances CSE et autres instances consultatives du personnel se sont tenus en 2025. Les membre du CSE ont été consultés/informés autour de thématiques portant sur la politique et les changements organisationnels de l'entreprise, les aménagements de temps de travail, les accords.
 - **Espagne** : mise en place d'un nouvel accord d'entreprise (Convenio con firma) s'appliquant à partir de 2025 et précisant les modalités de représentations des collaborateurs.
 - **Royaume-Uni et Irlande** : une convention collective a été signée avec le syndicat principal sur différents sujets tels que la représentation des collaborateurs, le salaire, le temps de travail, etc.
- Dans la zone économique européenne, 100 % des effectifs permanents et intérimaires sont couverts par une convention collective contre 93% des effectifs permanents en 2024.

La couverture des négociations collectives et le dialogue social

	Couverture des négociations collectives	Dialogue social
Taux de couverture	Salariés -EEE	Représentation sur le lieu de travail (EEE uniquement)
0-19%		
20-39%		
40-59%		
60-79%		
80-100%	France, Italie	France, Italie

Ces éléments concernent les salariés permanents et intérimaires.

4.3.5. Informations relatives à la diversité, au handicap et à l'égalité de genre – S1-g, S1-10, S1-12, S1-16, S1.MDR-P, S1.MDR-A

Enjeu de durabilité	Impacts positifs	Impacts négatifs	Risques	Opportunités
S1 – Egalité et diversité ; inclusion des personnes en situation de handicap	Impact positif sur l'emploi et l'employabilité des personnes à risque de discrimination et sur la facilité à recruter (vivier de candidats et candidates au plus large).			

POLITIQUE

Le Groupe CRIT s'engage contre les discriminations sur le lieu de travail et a mis en place diverses politiques visant à promouvoir une culture inclusive.

La Direction de l'entreprise, ainsi que les équipes opérationnelles, sont engagées et investies sur les sujets de diversité. Au-delà du respect de la réglementation, au quotidien à fournir un environnement de travail inclusif et respectueux des différences. A compétences égales, les offres d'emploi proposées par le Groupe CRIT sont ouvertes à tous les candidats et employés, et ce en appliquant une politique salariale égale pour tous.

En cas de comportement inapproprié, de type discriminatoire, des mesures correctives sont apportées, y compris disciplinaires. Cette procédure s'applique même si le comportement inapproprié ne constitue pas une conduite illégale. Les engagements du Groupe sont repris dans la Communication On Progress fournie dans le cadre de l'adhésion à Global Compact.

Dans chaque pays, les Codes de conduite et Chartes éthiques réaffirment l'engagement de l'entreprise à lutter contre toutes formes de discrimination et à promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes. Cette politique passe par des actions de sensibilisation des collaborateurs, la promotion des bonnes pratiques et la réduction des inégalités professionnelles. Des responsables diversité assurent l'application de la politique dans chaque entité de l'activité Travail Temporaire.

Le Groupe s'emploie au quotidien à offrir les meilleures conditions de travail possibles. Il respecte et défend les principes contenus dans le Pacte Mondial, la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de l'ONU, et la Déclaration de l'OIT, notamment les conventions C111 concernant la discrimination et C159 portant sur l'emploi des personnes handicapées. Il étend son engagement social et sociétal en portant une attention particulière aux personnes éloignées de l'emploi, notamment les personnes en situation de handicap. Des référents handicap dans les différents pays animent la politique handicap du Groupe CRIT, veillant à former et à sensibiliser les collaborateurs, à accompagner les entreprises clientes dans leur démarche d'inclusion, à maintenir les collaborateurs dans leur poste de travail et à l'aménager si nécessaire.

Le Groupe CRIT s'engage à promouvoir l'égalité des chances et à lutter contre l'exclusion en établissant des partenariats avec des organismes, associations locales et réseaux d'entreprises. Les politiques de diversité et d'inclusion visent à promouvoir des procédures RH transparentes et objectives, des conditions de travail favorables au bien être des employés, à lutter contre les discriminations liées à l'accès à l'emploi, à la progression de carrière, ...

ACTIONS & RESULTATS

Egalité professionnelle femmes-hommes :

- **France (Travail Temporaire)** : Le 19 décembre 2025, CRIT a signé un accord d'entreprise portant sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. Cet accord aborde les 4 thèmes ci-dessous :
- L'insertion professionnelle et le maintien dans l'emploi des travailleurs handicapés.
- L'articulation entre la vie personnelle et la vie professionnelle pour les salariés.
- L'atteinte de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.
- La lutte contre toute discrimination en matière de recrutement, d'emploi et d'accès à la formation professionnelle.
- **France (Assistance Aéroportuaire)** : Depuis Décembre 2025, la formation à la non-discrimination a été rendue obligatoire pour l'ensemble des cadres et agents de maîtrise. Cette formation vise à sensibiliser, informer et outiller les collaborateurs (cadres dirigeants, cadres opérationnels et recruteurs) afin de prévenir, repérer et éviter les comportements, décisions ou pratiques discriminatoires dans leur quotidien professionnel, au contact des salariés, des passagers et des candidats.
- **Espagne** : mise en place d'une formation sur l'égalité à l'occasion de la Journée internationale du droit des femmes. Le Groupe applique depuis 2023 un « Plan Egalité » visant à promouvoir un environnement de travail exempt de tout type de discrimination en lien avec le genre.
- **Italie** : en décembre 2023, les filiales OJM, OJC, FC, SH et Lyve, ont obtenu la certification UNI/PDR 125:2022 pour l'égalité des sexes. Le renouvellement a été fait fin 2025.
- **Suisse** : l'engagement en faveur de l'égalité salariale est reconnu par la certification *Fair on Pay*, garantissant que les pratiques de rémunération sont équitables et transparentes. Cette certification a été renouvelée en août 2024.
- **Etats-Unis** : La politique Diversité de Peoplelink a été revue en 2024 (avec application au 01/01/25) pour répondre de façon plus efficace aux enjeux de non-discrimination.

Inclusion des personnes en situation de handicap :

- **France (Travail Temporaire)** : Une convention nationale UES CRIT - Agefiph a été signée en 2024 pour une durée de trois ans. Cette convention vise à augmenter le taux d'emploi des travailleurs handicapés au sein de ses effectifs permanents d'une part et de déléguer des intérimaires au sein des entreprises utilisatrices d'autre part. CRIT se fixe pour objectif de développer une culture ouverte au handicap avec l'ambition d'embrasser l'ensemble des collaborateurs.

Pour ce faire, CRIT met en place des actions de sensibilisation et de formation qui tiennent compte des spécificités des métiers des employés, qu'ils soient directement ou indirectement concernés par le sujet du handicap dans l'exercice de leur fonction. Ainsi, différentes formes d'ateliers seront programmées (ateliers descendants, ateliers interactifs, séminaire, conférence, réunion d'informations, sensibilisation in situ via l'accueil de stagiaires TH ...) à une fréquence régulière de manière à viser l'ensemble des employés.

Les ateliers initiés au siège du Groupe sont dupliqués en régions.

Des ateliers thématiques trimestriels sont mis en place suivis d'une communication trimestrielle auprès de l'ensemble du réseau. Ils portent sur des sujets tels que la définition du handicap, les types de handicap, le recrutement de personnes en situation de handicap ou encore les achats inclusifs. Plus largement, le sujet du handicap s'étant à l'accessibilité numérique. A ce titre, une sensibilisation réglementaire sur l'accessibilité numérique a également été réalisée avec la participation des membres de la direction dans l'optique de développer des outils digitaux inclusifs au service de tous les employés qu'ils soient ou non en situation de handicap.

En complément des ateliers « Recruter sans discriminer », les recruteurs et managers sont formés dès leur période d'intégration au handicap via un module interne de e-learning « 'Handi'Modules ». Hormis le caractère obligatoire pour les deux populations précitées, cette sensibilisation digitale est accessible à l'ensemble des salariés depuis leur espace de formation personnel Crit Academy.

CRIT aborde le sujet du handicap avec l'ensemble de ses permanents lors des EAD (Entretien annuel de développement). Le salarié dispose d'un espace d'expression où il a la possibilité de remonter des attentes sur le sujet tant sur le plan personnel que professionnel.

CRIT se fixe comme ambition sociétale d'œuvrer avec le secteur du travail protégé et adapté à chaque fois que les opportunités le permettront. Ces ateliers concernent plusieurs entités du Groupe parmi lesquelles CRIT, ECM, Maser Engineering, Peopulse et Humkyz.

En parallèle des actions sont mises en place en direction des salariés permanents. CRIT renforce la professionnalisation du réseau pour accroître son taux de délégation qui est supérieur de 0.27 points par rapport à celui de la branche du travail temporaire.

- **France (Assistance Aéroportuaire) :** GEH a pris part à une campagne de sensibilisation organisée par CRIT, visant à encourager les employés en situation de handicap à se déclarer. En 2025, les collaborateurs de GEH ont participé aux conférences organisées par le gestionnaire aéroportuaire sur la thématique du handicap invisible et sur le dispositif Tournesol. Ce dispositif « Tournesol » ou Hidden Disabilities Sunflower (Sunflower Lanyard) est un programme international qui permet aux personnes avec un handicap invisible de se signaler de manière discrète, afin de leur offrir une aide adaptée, sans avoir à expliquer à chaque fois leur situation. La reconnaissance du handicap invisible fait partie de la formation « Agent d'escale commerciale » et vise à favoriser l'inclusion, la compréhension et la tolérance, afin d'apporter une réponse adaptée à chaque passager. Le cursus de formation « Agent d'escale commerciale » comprend également une formation pour l'accueil des passagers handicapés ou à mobilité réduite (PHMR).
- **Otessa** a également mis en place un E-Learning afin de sensibiliser les collaborateurs pour une meilleure inclusion des personnes à mobilité réduite.
- **Italie :** Un ambassadeur Diversité et Inclusion a été nommé en 2023 et a poursuivi ses travaux tout au long de 2024 ainsi que 2025. L'équipe Diversité et Inclusion, composée de groupes d'employés volontaires, promeut un changement positif au sein de l'organisation, avec le handicap comme l'un des thèmes centraux abordés en 2024. OpenJobMetis contribue également directement à l'emploi des personnes en situation de handicap via la marque « Jobmetoo », spécialisée dans le recrutement de personnes en situation de handicap.
- **Irlande :** l'entité SHP applique une politique de recrutement inclusive et l'égalité des chances. Elle emploie activement des personnes en situation de handicap et évalue les risques liés au poste pour lequel elles postulent, en prenant des mesures d'adaptation raisonnables, le cas échéant (un poste a été adapté en 2024).

Inclusion et Diversité :

- **Groupe :** Chaque BU a défini les catégories de salariés le plus exposés au risque de discrimination. Il s'agit essentiellement des managers et des recruteurs. Parmi les salariés ciblés, et en contrat fin 2025, 89% ont bénéficié d'une formation de non-discrimination.
- **France (Groupe) :** l'activité Travail Temporaire du Groupe CRIT en France affiche, en 2025, une part élevée de contrats d'inclusion : plus de 50% des contrats signés concernent des jeunes, des seniors ou des travailleurs en situation de handicap. Signataire de la charte de la Diversité, la Direction participe à des groupes de travail sur les seniors en collaboration avec le Ministère. Le Groupe s'engage également à favoriser la délégation de personnes issues des Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville (QPV), notamment grâce à la proximité de ses agences avec les bassins défavorisés. CRIT continue le partenariat national conclu dès 2022 avec le réseau

des POINTS PASSERELLES du Crédit Agricole. Cette illustration de partenariat privé permet aux deux entreprises de s'orienter mutuellement des personnes qui connaissent des difficultés financières suite à un accident de vie. CRIT intervient pour la (re)mise à l'emploi des publics adressés par les POINTS PASSERELLES. Inversement ces derniers peuvent venir en aide à des collaborateurs CRIT, notamment intérimaires, qui subiraient de tels problèmes en actionnant des microcrédits, ou bien par la tenue d'ateliers d'éducation budgétaire. Le Groupe a également poursuivi en 2024 le déploiement de la convention nationale signée avec Pôle Emploi / France Travail en 2022. L'objectif de celle-ci réside à rapprocher les deux réseaux afin de mieux coopérer dans la recherche de candidats pour pallier les difficultés de recrutement de certains secteurs. Le Groupe a mis en place une convention avec le Ministère des Armées, dont l'objectif est d'aider les militaires en fin de contrat à se reconvertir et également à aider leur conjoint à s'insérer dans la vie active.

- **Espagne :** en 2024, les efforts pour renforcer les partenariats en faveur de la diversité ont été récompensés par la Cruz Roja, qui a décerné à l'entreprise un prix pour sa lutte contre l'âgisme. En partenariat avec l'*Asociación Norte Joven*, une semaine de formation a été organisée pour doter les jeunes de compétences essentielles pour le marché du travail. CRIT España s'implique par ailleurs fortement dans le dispositif Garantie Jeunes et développe des partenariats avec les écoles et les universités.
- **États-Unis :** PeopleLink a mis en place plusieurs initiatives pour promouvoir la diversité et l'inclusion. Des déjeuners éducatifs sur la diversité et l'inclusion (D&I Lunch and Learns) ont été organisés ainsi que des événements spéciaux soutenant une opportunité de bénévolat pour les anciens combattants. Les mises à jour et les promotions de la diversité et de l'inclusion sont également communiquées dans le bulletin d'information de l'entreprise et lors de discussions informelles.
- **Italie :** en mars 2025, OpenJobMetis a organisé la Semaine de la diversité numérique et a participé à la Course pour l'inclusion. Une formation spécifique sur la diversité est obligatoire pour les nouveaux embauchés, disponible via la plateforme OJM Academy. De plus, une plateforme interne permet aux employés de signaler les problématiques liées à l'inclusion et de proposer des améliorations. L'équipe D&I, composée de volontaires, travaille sur six thèmes principaux : le fossé entre les générations, la parentalité, le handicap, la communauté LGBTQ+, le genre et les différences ethniques, la religion et les différences culturelles. Une formation D&I est mise en place pour tous les employés en fin de 2025. En matière d'inclusion, OpenJobMetis s'est distinguée par son programme "Working for Refugee Integration", visant à faciliter l'accès à l'emploi pour les demandeurs d'asile et les réfugiés, en proposant des cours d'italien, des entretiens de sélection et des évaluations de compétences.

Distribution par genre du Top Management (en ETP)	Consolidé Permanents	Consolidé Permanents (%)	Consolidé Permanents (N-1)	Consolidé Permanents (%)
Homme	61	72%	67	70%
Femme	23	27%	28	29%
Non communiqué	1	1%	1	1%
TOTAL	85	100%	96	100%

Le top management regroupe l'ensemble des membres des COMEX de chacune des BU. Les résultats sont exprimés en ETP.

Distribution par âge (en ETP)	Consolidé Permanents	Consolidé Permanents (%)	Consolidé Temporaires	Consolidé Temporaires (%)	Consolidé Total	Consolidé Permanents (N-1)	Consolidé Permanents (%)	Consolidé Temporaires	Consolidé Temporaires (%)	Consolidé Total
Moins de 30	2 707	28%	23 336	37%	26 042	2 876	30%	23 449	39%	26 325
30-50	5 109	53%	29 845	47%	34 954	4 973	52%	27 948	46%	32 922
Plus de 50	1 904	20%	10 382	16%	12 287	1 783	19%	9 256	15%	11 039
TOTAL	9 720	100%	63 563	100%	73 283	9 633	100%	60 653	100%	70 286

Les résultats sont exprimés en ETP. L'âge retenu est considéré en fin de période pour les collaborateurs en poste au 31/12, en fin de contrat pour ceux ayant quitté l'entreprise au cours de l'année.

Le **taux d'emploi direct des travailleurs handicapés** pour l'année 2025 – calculé selon la méthode de l'AGEFIPH - est de 5,65 % sur le périmètre Travail Temporaire France. Ce taux est en progression par rapport à 2024 (4,91%) et est supérieur à la moyenne nationale des entreprises françaises du secteur des services.

Le **ratio de rémunération hommes-femmes** est établi à la fois pour les permanents et pour les temporaires sur la base du salaire brut moyen annuel total, i.e. intégrant les éléments de rémunération à la fois fixes et variables. Il est calculé en divisant la différence de rémunération hommes-femmes par la rémunération moyenne des hommes.

Le Groupe a calculé ce ratio de rémunération par pays afin d'éliminer les différences nationales liées à la composition de la rémunération entre les pays, pour tous les pays. Contrairement à 2024, les données des Etats-Unis sont intégrées dans les résultats de 2025, conformément au périmètre présenté dans l'ERSR 2.

Le ratio Groupe correspond à la moyenne des ratios de rémunération locaux pondérée par les ETP de chaque pays. En 2025, il s'établit à 9% tant pour les collaborateurs permanents que pour les collaborateurs temporaires, contre respectivement 15% et 3% en 2024.

Le **ratio de rémunération annuelle totale** est établi pour les permanents uniquement compte tenu de l'activité du Groupe. La rémunération annuelle totale regroupe les différents éléments de rémunération suivants :

- Salaire fixe de base, lié aux heures effectivement travaillées par les collaborateurs,
- Eléments variables de rémunération (ex : bonus, primes soumises à cotisation, primes non-soumises à cotisation, participation, etc.),
- Avantages en nature (ex : véhicules, forfait mobilité durable, forfait télétravail, etc.).

Le ratio est calculé en divisant la plus haute rémunération annuelle totale des collaborateurs permanents par la rémunération annuelle médiane de tous les autres collaborateurs permanents du Groupe présents sur l'année 2025, sur une base équivalent temps plein. Il s'élève à 27,50 sur la période de référence.

En matière de rémunération, le Groupe veille à ce que ses collaborateurs reçoivent un salaire régulier et décent, en conformité à minima avec la réglementation nationale du travail et les conventions collectives. Les outils utilisés par le Groupe permettent de s'assurer que l'ensemble des collaboratrices et collaborateurs est rémunéré au salaire minimum en vigueur. La reconnaissance de la rémunération, l'attribution d'avantages et le paiement de primes sont basés sur le mérite, les compétences et l'expérience, garantissant ainsi l'égalité de traitement pour tous les employés. Dans certains cas, les collaborateurs et collaboratrices de l'entité travail temporaire peuvent bénéficier de dispositifs d'intéressement / de participation.

4.3.6. Informations relatives à la formation et au développement des compétences – S1.MDR-P et S1.MDR-A

Enjeu de durabilité	Impacts positifs	Impacts négatifs	Risques	Opportunités
S1 – Formation et développement des compétences	Amélioration de l'employabilité, hausse du niveau de qualification			

POLITIQUE

Le Groupe CRIT s'engage à accompagner et à développer les compétences de tous ses collaborateurs, permanents et temporaires afin de garantir leur employabilité et favoriser leur insertion. La formation professionnelle occupe une place stratégique dans l'activité de Travail Temporaire, constitue un levier de fidélisation des collaborateurs et permet de s'assurer de répondre aux besoins des clients.

La politique du Groupe est articulée autour de plusieurs engagements déclinés dans chaque pays :

Formation Continue

- Proposer des formations pour favoriser l'insertion professionnelle et garantir la sécurité des travailleurs, tant sur le lieu de travail que lors des déplacements,
- Offrir des formations aux compétences numériques et des programmes d'apprentissage continu pour préparer les collaborateurs et collaboratrices aux emplois de demain,
- Permettre l'acquisition ou le développement de compétences métier,
- Former et sensibiliser sur des sujets transverses.

Gestion des Compétences des collaborateurs permanents

- Identifier des objectifs annuels pour les collaborateurs,
- Valoriser les compétences et recenser les besoins en formation ainsi que les perspectives d'évolution professionnelle pour anticiper les évolutions des collaborateurs dans leur parcours professionnel,
- Mettre à disposition les outils de formation nécessaires pour élargir les compétences de chacun.

Développement des Parcours Professionnels des employés permanents

- Optimiser les parcours professionnels des collaborateurs permanents grâce à des entretiens annuels et des formations continues,
- Proposer un parcours d'intégration individuel pour les nouveaux collaborateurs permanents, avec un accompagnement de proximité sur le terrain.

Des équipes formation sont implantées dans chacun des pays de présence du Groupe CRIT et sont responsables de l'animation des politiques locales. Par ailleurs, CRIT France dispose d'outils de formation internes à travers l'entité RH Formation, l'IFMA ou encore via ses plateformes de formation à distance CRIT Academy et MyIFMA – cet outil est mis à disposition des filiales françaises du Groupe pour permettre la concrétisation des engagements de CRIT.

Le Groupe s'efforce par ailleurs de conduire des entretiens de performance annuels pour ses collaborateurs permanents, en fonction des réglementations locales.

ACTIONS

Montée en compétence des collaborateurs :

- **France (Travail Temporaire) :** en avril 2025, les cinq parcours de formation créés en 2024 ont été élargis à sept pour mieux répondre aux spécificités des métiers. Les recruteurs, responsables d'agence, commerciaux, fonctions gestion, recruteurs bureaux Experts et Cadres, ressources managers, responsables de service ainsi que les fonctions support, bénéficient désormais de modules de formation dédiés et d'un outil e-learning.
- **France (Travail Temporaire) :** le Groupe a contribué à « créer » les compétences manquantes sur les territoires à travers des parcours de formation courts et certifiants.
- **France (Travail Temporaire) :** le Groupe est partie prenante de la gouvernance d'AKTO, opérateur de compétences du Travail Temporaire, et est également représenté au sein des instances de la branche professionnelle du travail temporaire dédiées à la formation, l'emploi et l'alternance. La participation active du Groupe aux prises de décision en matière de formation professionnelle a notamment pour but de travailler à la définition des orientations stratégiques des politiques de la branche en prenant en compte les enjeux et problématiques spécifiques rencontrées par les territoires.
- **France (Assistance Aéroportuaire) :** Depuis plusieurs années, GEH est un acteur engagé des associations JEREMY, AMA, AIREMPOI et AEROWORK qui vise à favoriser l'insertion des demandeurs éloignés du marché de l'emploi. GEH est membre de la présidence de l'association d'entreprises employeurs AEROWORK. Cette association vise à constituer un vivier de candidatures en lien avec les besoins opérationnels, réattirer et garder les talents qui ont trouvé refuge dans d'autres secteurs pendant la crise sanitaire, développer l'employabilité des salariés en contrat.

Conduite d'entretiens de développement

- **France (Travail Temporaire) :** 97% des collaborateurs et collaboratrices y ayant droit ont bénéficié d'un entretien annuel.
- **Etats-Unis :** les employés permanents participent au processus annuel d'évaluation de la performance et de révision salariale en 2025.

Le Groupe CRIT fait usage des dispositions transitoires mentionnées au paragraphe 10 de l'ESRS 1 et ne communique ainsi pas, cette année, d'indicateurs quantitatifs relatifs à la formation et au développement des compétences.

GEH assure également la vice-présidence de l'association JEREMY. Ce programme d'accompagnement permet d'élaborer le projet métier de chaque bénéficiaire en adéquation avec ses aspirations et son potentiel, sous le parrainage d'un professionnel de l'entreprise partenaire, afin de débiter une formation qualifiante. Les formations sont dispensées par l'organisme interne de formation, l'IFMA.

A l'issue de leur parcours de formation, les jeunes accèdent à l'emploi en tant que salariés en Contrat à Durée Indéterminée ou Déterminée.

GEH est également un partenaire actif de l'association FÉMINISONS LES MÉTIERS DE L'AÉRONAUTIQUE ET DU SPATIAL qui œuvre pour la valorisation des métiers de l'aéronautique, du spatial, de l'aérien et de l'aéroportuaire et s'engage à promouvoir la mixité professionnelle et à encourager la présence des femmes dans ces filières encore largement masculines.

- **Etats-Unis (Travail Temporaire):** Investissement dans des programmes de formation au leadership en 2025.
- **Espagne :** l'entité a par ailleurs élaboré un plan ambitieux pour former l'ensemble du personnel interne sur des sujets environnementaux en 2025 (tri des déchets, pratiques de durabilité, gestion des ressources).
- **Italie :** déploiement de l'OJM Academy, une plateforme virtuelle offre une opportunité de formation structurée, flexible et inclusive, avec des cours en e-learning et en présentiel. Les thèmes abordés incluent le recyclage, le changement climatique, la diversité et l'inclusion, ainsi que des compétences techniques et non technique. A partir de 2025, les modules sont accessibles également aux employés de JOB et DEINE.
- **Royaume-Uni :** un nouveau programme de développement du leadership pour les cadres juniors et intermédiaires a été lancé en 2024, comprenant des modules de développement personnel, professionnel et organisationnel.

4.3.7. Informations relatives à la santé / sécurité – S1-14, S1.MDR-P et S1.MDR-A

Enjeu de durabilité	Impacts positifs	Impacts négatifs	Risques	Opportunités
S1 – Santé et sécurité	n.a.	Accidents et maladies professionnelles	Baisse de l'attractivité, hausse du turnover et des coûts de recrutement, coûts des litiges, mouvements sociaux, accidents du travail et amendes, risques réputationnels	n.a.

POLITIQUE

Le Groupe a mis en place une politique de prévention et de suivi des accidents du travail dans chacun de ses pays de présence.

De par la spécificité de son rôle d'intermédiation sur le marché de l'emploi, la santé et la sécurité au travail revêtent une importance particulière pour le Groupe CRIT.

Le Groupe CRIT déploie une politique Santé et Sécurité sur l'ensemble de son périmètre visant à prévenir les accidents du travail et les maladies professionnelles, maintenir de bonnes conditions de travail, être en conformité avec les exigences légales, réglementaires et autres exigences concernant la santé et la sécurité des collaborateurs. Cette politique vise ainsi à minimiser les impacts négatifs potentiels que le Groupe pourrait avoir sur les collaborateurs et collaboratrices tout en réduisant les risques pour le Groupe CRIT. Le Groupe CRIT s'engage à adopter des normes élevées en matière de santé et de sécurité au travail afin de mettre en place des conditions de travail sûres et saines. Les activités menées doivent respecter strictement la législation en vigueur sur la prévention et la protection contre les accidents du travail ainsi que prendre en compte l'importance de la santé mentale.

La politique Santé Sécurité de CRIT est partagée avec les parties prenantes du Groupe : partage lors d'appels d'offre, disponibilité sur l'intranet, publication des engagements sur le site web, communication en ligne... Les engagements des entités nationales en matière de Santé Sécurité sont inscrits dans les Chartes / codes éthiques de chaque pays. Ces engagements sont notamment partagés dans la Communication on Progress fournie par le Groupe dans le cadre de son adhésion à Global Compact. Ces ambitions portées au niveau Groupe sont déclinées en politiques locales partageant des objectifs communs – selon la réglementation en vigueur - décrits ci-dessous.

- Engagement de la Direction : la Direction s'engage à fournir les ressources nécessaires pour garantir la sécurité et la santé au travail de tous les employés. Des responsables Santé et Sécurité s'assurent de l'animation de la politique dans chacune des entités.
- Conformité Légale : le Groupe se conforme au respect des dispositions légales, des réglementations et exigences en matière de santé et sécurité au travail applicables dans les pays où il intervient.

- Identification et Contrôle des Dangers : le Groupe identifie et évalue les sources de risques potentiels sur le lieu de travail et prend des mesures pour les contrôler, les réduire au minimum et dans la mesure du possible les éviter.
- Formation et Sensibilisation : le Groupe forme et sensibilise continuellement les collaborateurs en matière de santé et sécurité au travail afin d'intégrer des bonnes pratiques et d'éviter de potentiels risques d'accident.
- Planification et Intervention d'Urgence : le Groupe élabore des plans d'intervention d'urgence, du matériel et des procédures pour faire face aux situations d'urgence liées à la santé et sécurité au travail.
- Communication Ouverte : le Groupe encourage une communication ouverte et transparente entre la Direction, les employés et les partenaires externes en matière de sécurité et santé au travail.
- Amélioration Continue : le Groupe suit les accidents du travail conformément à la réglementation et recherche constamment des moyens d'améliorer sa performance en matière de sécurité et santé au travail grâce à des audits, des enquêtes et des révisions régulières.
- Partenariat avec les Parties Prenantes : le Groupe collabore avec ses partenaires, clients et fournisseurs pour promouvoir des pratiques de sécurité et santé au travail efficaces.

Culture de la Sécurité : le Groupe s'engage à diffuser et consolider une culture de sécurité en développant la sensibilisation aux risques, en promouvant un comportement responsable de tous les collaborateurs et en mettant en œuvre tous les efforts pour préserver, notamment par des actions préventives, la santé et la sécurité du personnel.

Les entités France, Espagne, Suisse, Irlande sont certifiées ISO 45001. La France a également des agences certifiées MASE et CEFRI. GEH, Cobalt et SHP sont certifiés ISAGO (IATA). Ces certifications témoignent d'un système solide de management de la santé et de la sécurité des collaborateurs, des passagers et des opérations d'assistance en escale.

ACTIONS :

De nombreuses actions ont été mises en place par le Groupe CRIT dans ses pays de présence pour concrétiser ses engagements en matière de santé et sécurité.

Sensibilisation et accompagnement des collaborateurs et collaboratrices

- **France (Travail Temporaire) :** chaque semaine, des outils de prévention tels que des visites de poste, des vidéos éducatives, et des livrets de sécurité sont utilisés pour sensibiliser les employés. Les bilans de mission et les observations en milieu de travail permettent de vérifier les informations prévues au contrat et l'application des consignes, tandis que des analyses approfondies des accidents du travail (AT) sont réalisées pour éviter leur récurrence.

En 2025, l'équipe en charge de la prévention a de nouveau organisé le Mois de la santé et sécurité au travail. Les animations ont été menées en collaboration avec l'ensemble du réseau d'agences, les intérimaires et les clients. Cette année, le thème mis en lumière est « Crit First », c'est-à-dire une attention particulière pour les nouveaux intérimaires qui découvrent l'environnement du travail. A l'occasion de cet événement, 6 vidéos ont été réalisés autour de risques fréquemment rencontrés lors des missions chez les entreprises utilisatrices.

Par ailleurs le Groupe CRIT s'implique dans les enjeux de santé mentale de ses collaborateurs permanents et intérimaires en proposant un accompagnement psychologique gratuit et confidentiel si besoin. En cas de difficultés professionnelles ou personnelles remontées par le collaborateur lui-même ou bien par son encadrement ou par le service ressources humaines, un déclenchement peut alors être fait pour que la personne consentante puisse être accompagnée par un psychologue professionnel membre du réseau IAPR. En parallèle à cela, une ligne d'écoute pluridisciplinaire (ANGEL), permettant également la tenue de téléconsultations médicales, est mise à la disposition des collaborateurs permanents. Chaque année, une sensibilisation au risque routier est communiquée afin d'éviter les accidents lors des déplacements.

- **Royaume-Uni :** Cobalt a mis en place une formation complète à la sécurité pour tous ses employés.
- **Irlande :** SHP a dispensé une formation complète à la sécurité à tous ses employés.

Evolution des procédures et politiques

- **USA :** consolidation de plusieurs manuels de prévention des risques afin d'améliorer l'information pour réduire les risques fréquents de ses collaborateurs sur le lieu de travail. Mise en place d'une formation « Bureautique/Administratif » pour les employés temporaires et d'une formation en ergonomie pour les employés permanents. Intégration d'une formation "Sécurité au travail" dans le cursus obligatoire.

Travail avec les parties prenantes

- **France (Assistance Aéroportuaire) :** GEH est engagé dans la démarche concertée de la DRIETS sur les TMS. Diverses actions ont été menées : participation au tournage d'un film pédagogique ou encore mise en place de nouveaux outils pour faciliter la manutention et réduire les efforts physiques. GEH a également mené une campagne de sensibilisation sur le port des équipements de protection individuelle (EPI) sur ses trois aéroports parisiens. En 2025, GEH a assuré la co-présidence du collectif CSCA (Collectif Sécurité Circulation Aéroportuaire), auquel adhèrent la quasi majorité des acteurs du secteur. Ce collectif vise à prévenir et réduire les risques liés à la circulation routière en zone aéroportuaire à travers des actions de sensibilisation et campagnes de prévention. Soucieux des problématiques de pénibilité au travail, GEH a commandé fin 2025, 10 escabeaux à assistance électrique afin de faciliter la manipulation pour les agents lors des phases de mise en place et retrait à l'avion.
- **Royaume-Uni :** Cobalt a reçu la médaille d'or 2025 de la Royal Society for the Prevention of Accidents pour la santé et la sécurité. De plus, Cobalt a obtenu la certification ISAGO pour la sécurité des opérations au sol.

Indicateurs de Santé - Sécurité	Total Conso	Total Conso N-1
% de salariés couverts par un système de gestion de la santé et de la sécurité basé sur des exigences légales et (ou) des normes ou des lignes directrices reconnues	100%	75%
Nombre de décès de salariés survenus au cours de la période à la suite d'accidents du travail et de maladies professionnelles	4	2
Nombre de décès d'autres travailleurs travaillant sur les sites de l'entreprise survenus au cours de la période et résultant d'accidents du travail et de maladies professionnelles	-	-
Nombre de cas d'accidents du travail enregistrés par les salariés (validés par l'administration)	4 163	4 354
Taux de fréquence d'accidents du travail (cas par million d'heures travaillées)	29	35

4.3.8. Accompagnement des collaborateurs via des dispositifs sociaux – S1.MDR-A et S1.MDR-P

Enjeu de durabilité	Impacts positifs	Impacts négatifs	Risques	Opportunités
S1 – Dispositifs sociaux en faveur des intérimaires	Soutien aux collaborateurs, contribution à leur bien-être	n.a.	n.a.	n.a.

POLITIQUE

Le Groupe CRIT s'engage à accompagner ses collaborateurs permanents et intérimaires de l'activité Travail Temporaire via des dispositifs sociaux, contribuant ainsi à leur bien-être. Des équipes dédiées sont en charge du sujet dans les pays et des dispositifs de mentorat entre collaborateurs sont également déployés dans certaines entités du Groupe (en France ou en Espagne). L'activité Travail Temporaire, est par nature, pourvoyeuse d'opportunité pour les publics éloignés de l'emploi.

En France, les intérimaires peuvent bénéficier des divers dispositifs sociaux et de l'accompagnement social proposés par l'organisme de branche FASTT (Fond d'Actions Sociale du Travail Temporaire). Ce dernier agit sur les freins périphériques à l'emploi (difficultés financières ou sociales de tout ordre, garde d'enfants, accès à la mobilité, ...), suit les intérimaires victimes d'accidents du travail graves ou qui sont en difficulté pour des raisons personnelles et accompagne l'accès au logement (cautionnement, crédit bancaire...).

ACTIONS

Engagements auprès des collaborateurs

- **France** : Diverses actions ont été mises en place par la BU Travail Temporaire France, dont :
 - Des accompagnements sociaux,
 - Mentorat par les collaborateurs au bénéfice de jeunes diplômés sans emploi, ou bien encore en appui à des personnes dites déplacées,
 - Des partenariats avec associations comme le Fond d'Actions Sociale du Travail Temporaire (FASTT) ou Action Logement,
 - Des groupes de travail sur la question des collaborateurs fragiles,
- **Espagne** : CRIT Espagne participe à des actions de mentorat. Le Groupe soutient ses collaborateurs dans les moments difficiles. A la suite des inondations de Valence, CRIT Espagne a par exemple apporté un soutien psychologique aux employés permanents et temporaires et leur a accordé des jours de congé supplémentaires pour les aider à se rétablir et à gérer la situation.

4.3.9. Cas, plaintes et impacts graves sur les droits de l'Homme – S1-17

Indicateurs liés aux incidents en matière de droits de l'homme	Total Conso	Total Conso N-1
Nombre d'incidents de discrimination (harcèlement compris) ayant eu lieu pendant la période.	15	5
Nombre de plaintes déposées au cours de la période par l'intermédiaire des canaux pour les personnes faisant partie des effectifs propres.	57	25
Nombre de plaintes déposées au cours de la période auprès des points de contact nationaux pour les entreprises multinationales de l'OCDE.	4	16
Montant total des amendes, pénalités et compensations pour dommages résultant d'incidents de discrimination (y compris le harcèlement et les plaintes déposées).	-	62 500
Nombre d'incidents graves en matière de droits de l'homme liés aux effectifs propres au cours de la période considérée.	-	
Nombre d'incidents graves en matière de droits de l'homme liés à la main-d'œuvre propre au cours de la période, qui sont des cas de non-respect des principes directeurs des Nations Unies et des principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales.	-	
Montant total des amendes, pénalités et compensations payées au cours de la période pour des incidents graves en matière de droits de l'homme liés à ses effectifs propres.	-	

L'enregistrement des incidents et plaintes en matière de droits humains ou de discrimination (y compris harcèlement) se fait de plusieurs manières. La majorité des BU disposent d'un dispositif d'alerte via une plateforme ou ligne téléphonique. Dans l'ensemble des BU, et en complément de la ligne managériale, les services des Ressources Humaines permettent de faire connaître d'éventuels incidents. Les incidents ou plaintes déposées contiennent l'ensemble des cas connus via les dispositifs d'alertes ou ayant fait objet d'une enquête interne. Toutes les plaintes reportées ont été analysées et clôturées sans qualification « incident avéré ». Des actions ont été menées pour accompagner les personnes ayant été victimes d'incidents.

4.3.10. Politiques et actions relatives à l'impact sociétal de CRIT

Enjeu de durabilité	Impacts positifs	Impacts négatifs	Risques	Opportunités
S3 - Impact sociétal	Contribution à l'activité des entreprises sur les territoires	n.a.	n.a.	n.a.

POLITIQUE

L'activité de CRIT Travail Temporaire a par nature un impact positif sur l'activité des entreprises, et des territoires. CRIT accorde une importance toute particulière à disposer d'un maillage territorial dense pour être au plus proche des entreprises et de leurs besoins. La proximité est une valeur essentielle pour le Groupe, dans un contexte où les majors de l'intérim concentrent les activités dans un nombre restreint d'agences. En France, le Groupe accompagne ainsi chaque mois plus de 10 000 entreprises de toutes tailles pour leur permettre de disposer de la bonne compétence au bon moment. La politique de diversification du Groupe décrite dans l'ESRS E1 contribue à maximiser l'impact positif de CRIT en ce qu'elle permet à l'entreprise d'élargir son offre de services à davantage de secteurs et de régions.

ACTIONS

Contribuer à rendre les territoires plus inclusifs

- **France** : en 2025, le Groupe CRIT est devenu mécène du Groupement d'Intérêt Public LES ENTREPRISES S'ENGAGENT prenant ainsi une place prépondérante dans la gouvernance de cette démarche qui vise à lever les biais entre les acteurs privés, publics et associatifs pour travailler ensemble pour une plus grande inclusion. En parallèle, CRIT continue à être représenté et très actif dans l'ensemble des groupes de travail et instances locales du Collectif d'entreprises pour une économie plus inclusive qui regroupe 38 grandes entreprises pour faire avancer l'accès à l'emploi et à la formation, l'accès aux biens et aux services et les achats inclusifs. L'impact de CRIT sur tous les territoires, notamment pour les QPV (Quartier prioritaire de la ville), s'illustre également par les engagements pris dans le cadre du PAQTE (Pacte Avec les Quartiers pour Toutes les Entreprises).

- France (Assistance Aéroportuaire) : Soucieux de la transmission aux jeunes générations et aux générations futures, depuis septembre 2025, GEH est mécène du Musée de l'Air et de l'Espace du Bourget.

S'agissant d'informations spécifiques au Groupe, celui-ci n'a pas fixé de cible et ne publie pas d'informations quantitatives conformes aux points de données des MDR-T et MDR-M.

4.4. GOUVERNANCE - Informations relatives à la gouvernance d'entreprise – ESRS G1

4.4.1. Politiques et actions en matière de conduite des affaires – G1.GOV-1 et G1-1

Les membres des COMEX des BU et du Conseil d'Administration ont été formés aux sujets relatifs à la conduite des affaires.

Le Groupe CRIT a adopté des politiques et mis en place des actions en lien avec les impacts, risques et opportunités matériels sur les sujets liés à la conduite des affaires – cf. G1-MDR_P.

La politique de lancement d'alerte décrit les modalités de traitement des incidents remontés par ce canal.

Le Groupe étant soumis à la loi Sapin II, il est tenu légalement de mettre en place un dispositif de protection des lanceurs d'alerte.

Le Groupe s'engage à respecter les lois et réglementations fiscales qui le concernent, et à payer les impôts qui lui incombent dans les pays où il opère.

4.4.2. Prévention et détection des cas de corruption et des pots-de-vin – G1-3 et G1-4

Les politiques en matière de lutte contre la corruption sont rappelées dans les codes de conduite / code éthiques de chaque BU. Ils sont communiqués aux nouveaux salariés permanents lors de leur arrivée dans l'entreprise (c.f. G1-4).

Lorsqu'elles sont disponibles, les formations anti-corruption sont majoritairement dispensées en distanciel (via visioconférence ou e-learning) lors de l'intégration des collaborateurs. Les programmes de formation s'appuient sur les éléments présents dans les codes de conduite / chartes anti-corruption locales. Elles présentent les grands enjeux liés à la corruption, les procédures internes et règles applicables.

La définition des fonctions à risque est adaptée localement par les BU selon le contexte. Il s'agit essentiellement des managers, commerciaux et acheteurs. Pour TT France, 91% des salariés en poste fin 2025 a suivi une formation anti-corruption.

Aucune condamnation pour non-respect des lois anti-corruption et anti-blanchiment n'a été prononcée contre le Groupe.

4.4.3. Politiques et actions relatives à la gestion des IRO matériels – G1.MDR-P, G1.MDR-A

PROTECTION DES LANCEURS D'ALERTE

Enjeu de durabilité	Impacts positifs	Impacts négatifs	Risques	Opportunités
G1 -Protection des lanceurs d'alerte	n.a.	impact potentiellement négatif sur les salariés en cas d'absence d'un dispositif d'alerte	n.a	n.a.

LE GROUPE A MIS EN PLACE UN MÉCANISME PERMETTANT AUX COLLABORATEURS DE REMONTER DES PLAINTES OU ALERTES. LE DISPOSITIF D'ALERTE PRÉVOIT UNE PROTETION DES LANCEURS D'ALERTE.

CORRUPTION ET POTS-DE-VIN

Enjeu de durabilité	Impacts positifs	Impacts négatifs	Risques	Opportunités
G1 – Lutte contre la corruption	n.a.	n.a.	Risque de réputation pouvant induire des pertes de marché, risques d'amende	n.a.

POLITIQUE

Afin de prévenir le risque d'incidents et de cas avérés de corruption qui pourraient impacter négativement l'image de l'entreprise, le Groupe CRIT a mis en place une charte éthique (déclinée dans chaque pays) qui fait mention de l'importance de la lutte contre la corruption et le trafic d'influence. Le Groupe analyse l'ensemble des incidents signalés liés à la conduite des affaires, y compris les cas de corruption et de versement de pots de vin, mais ne dispose pas de procédure écrite à ce sujet.

Le Groupe CRIT impose des limitations concernant les cadeaux et invitations. Les notes de frais font l'objet de procédure formelle. Tout collaborateur s'engage à ne pas proposer ni recevoir de cadeaux, services ou avantages susceptibles d'influencer son comportement, ou celui de ses collègues, des clients ou des fournisseurs dans l'exercice de leur fonction vis-à-vis de l'entreprise, dans le but d'obtenir un traitement de faveur.

Dans la cadre de la loi Sapin 2 sur la transparence, la lutte contre la corruption et la modernisation de la vie économique, le Groupe a poursuivi en 2025 les démarches relatives à la mise en œuvre de dispositifs anti-corruption. Ces dispositifs ont pour objectifs l'évaluation des risques, la formation et la sensibilisation des collaborateurs, des mesures de contrôle et de sanctions. Le périmètre de déploiement couvre l'ensemble du Groupe et ses filiales. A travers le Code de Conduite, les collaborateurs sont sensibilisés aux sujets suivants : pots-de-vin, cadeaux et invitations, financement des partis politiques, paiements de facilitation, conflits d'intérêts, scénarii de corruption divers relatifs à l'activité.

ACTIONS

Sensibilisation des collaborateurs

Dans l'ensemble des entités les collaborateurs sont informés de la Charte éthique, Code de conduite et/ou de la Politique anti-corruption en vigueur dans l'entreprise. Cette information se fait soit par formation lors du parcours d'intégration, soit par un autre moyen défini en local. Chaque pays a désigné quelqu'un chargé de superviser la mise en œuvre et l'application des mesures de lutte contre la corruption.

SÉCURITÉ DES DONNÉES

Enjeu de durabilité	Impacts positifs	Impacts négatifs	Risques	Opportunités
G1 – Sécurité des données	n.a.		Risque d'amende et risques réputationnels en cas de fuite de données	n.a.

POLITIQUE

La protection des données personnelles et le respect de la vie privée sont des enjeux majeurs pour le Groupe. Le Groupe s'engage, dans le cadre de ses activités et conformément à la législation en vigueur, à assurer la protection, la confidentialité et la sécurité des données à caractère personnel de ses collaborateurs et clients.

Afin d'éviter tout incident ou violation de données, le Groupe met en œuvre des mesures strictes pour garantir une protection optimale des données personnelles. Toutes les entités du Groupe sont engagées dans la même démarche, avec des actions concrètes visant à assurer la conformité et la sécurité des données traitées. Le Groupe s'attache à communiquer en toute transparence sur la manière dont les données personnelles sont collectées, traitées, et protégées.

Dans cette optique, chaque entité du Groupe a désigné, conformément aux exigences du RGPD, soit un Délégué à la Protection des Données (DPO), soit un Responsable de la Protection des Données (RPD), afin de superviser la conformité en matière de protection des données personnelles. Ces responsables sont chargés de veiller à l'application des politiques internes, de conseiller sur les bonnes pratiques et de garantir que les droits des personnes concernées sont respectés.

Le Groupe veille à ce que toutes ses entités appliquent des pratiques de gestion sécurisée des données, des systèmes de gestion des accès, des politiques de violations des données pour encadrer et gérer les situations d'urgence liées à la sécurité des informations ainsi que des formations régulières pour les employés.

Cette politique s'accompagne de déclinaisons locales dans chaque entité du Groupe CRIT.

ACTIONS

Formation des collaborateurs

Les BUS du Groupe CRIT réalisent plusieurs actions de formation pour la gestion des données personnelles et sur la cybersécurité. Ces campagnes d'informations internes visent à sensibiliser les collaborateurs sur les points à prendre en compte lors du traitement de leurs données personnelles.

- **Irlande** : une formation sur la protection des données a été dispensée à tous les collaborateurs. En plus de cette formation générale, des sessions spécifiques ont été organisées pour les employés directement impliqués dans la manipulation des données personnelles.
- **Royaume-Uni** : Cobalt a également dispensé une formation RGPD aux postes concernés, mis à jour les politiques et fourni un avis de confidentialité aux candidats et un avis de confidentialité à chacun de nos employés lors des phases de recrutement et d'intégration.

Audit des risques

- **France (Assistance Aéroportuaire)** : entre 2023 et 2024, la DPO a entrepris un audit complet des services de l'activité Aéroportuaire. L'objectif de cet audit était d'établir une matrice de risques et de sensibiliser à nouveau tous les collaborateurs aux points de vigilance essentiels dans le traitement des données personnelles. Cela concernait non seulement les collaborateurs, mais aussi les candidats, les partenaires commerciaux et les prospects.

Le transport aérien étant considéré comme un service « essentiel et critique », en 2025, GEH a fait réaliser un audit cybersécurité. Le but étant de réaliser une feuille de route afin de se mettre en conformité avec les dispositions de la réglementation Européenne NIS2, qui vise à renforcer la cybersécurité et la résilience des services essentiels et critiques. Outre la nomination en interne d'un Responsable Sécurité des Systèmes d'Information, cette mise en conformité passe par la prise en compte de la cybersécurité comme un enjeu stratégique. Cela passe également par l'identification et la mise en place de mesures de gestion des risques (informatique et cyber), l'identification et la notification rapide des incidents de cybersécurité et le transfert de ces mêmes exigences sur les sous-traitants.

4.5. Plan de vigilance

4.5.1. Introduction

Conformément à la loi du 27 mars 2017 relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre, le Groupe CRIT a établi son propre plan de vigilance.

Celui-ci tient compte des caractéristiques des activités de chacune des sociétés composant le Groupe.

Ce plan s'inscrit dans une démarche structurée de durabilité, décrite dans ce premier rapport CSRD. Il constitue une étape clé dans la mise en conformité de l'entreprise avec les standards européens en matière de durabilité et de respect des droits humains, sociaux et environnementaux dans l'ensemble de ses activités

Afin d'élaborer ce plan de manière pragmatique, des groupes de travail transverses ont été constitués.

Ces derniers étaient composés de membres de la Direction Générale et de collaborateurs experts des services RQSE, Achats, Ressources Humaines, Performance & Conformité, Développement Social et Juridique.

Dans le cadre de la préparation de cet état de durabilité, les informations récoltées ont été complétées à travers les échanges et analyses documentaires décrits dans notre Document d'Enregistrement Universel 2025 aux paragraphes 4.1.8. et 4.1.10.

4.5.2. Cartographie des risques : identification et évaluation des risques générés par les activités du Groupe CRIT

Le Groupe a établi une cartographie des risques relatifs aux domaines visés par la loi sur le devoir de vigilance à savoir les droits humains et les libertés fondamentales, la santé, la sûreté et la sécurité des personnes, ainsi que l'environnement.

La méthode employée a été dans un premier temps de référencer l'ensemble des enjeux relatifs à ces thématiques sur la base des référentiels internationaux et des lignes directrices tels que par exemple la directive 2014/95/UE, le Pacte Mondial de l'ONU, les normes de l'Organisation Internationale du Travail. Cette première analyse a été complétée et restructurée selon le référentiel CSRD (voir paragraphe 4.1.9. de notre Document d'Enregistrement Universel 2025).

A partir de ces enjeux, les impacts, risques et opportunités associés ont été identifiés en lien avec les activités des sociétés du Groupe et celles de leurs fournisseurs.

Les IRO retenus de manière concertée ont ensuite été évalués au regard de leur probabilité d'occurrence et de leur gravité en tenant compte de l'ampleur, portée et irréversibilité de chaque enjeu.

Cette cartographie des IRO a été établie sur l'ensemble du périmètre et des activités majeures du Groupe (Travail Temporaire et Assistance Aéroportuaire) avec les Directions des filiales, ainsi que les services dédiés de chaque pôle et couvre l'ensemble des thématiques Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance.

4.5.3. Des procédures d'évaluation régulière de la situation des filiales, des sous-traitants ou fournisseurs avec lesquels est entretenue une relation commerciale

Le Groupe a une politique collaborative avec ses filiales, ses fournisseurs et ses sous-traitants. Pour l'élaboration de ce plan, le Groupe a pris en considération l'ensemble de ses filiales en tenant compte des différentes particularités de ses activités.

4.5.3.1. Filiales

Questionnaire d'évaluation RSE

Des évaluations RSE sont régulièrement menées sur les filiales dans le cadre de relations commerciales, à la demande des clients. Ces évaluations permettent de dresser un état des lieux des enjeux extra-financiers et de dresser un plan d'actions correctives.

Annuellement, le Groupe répond à l'évaluation extra-financière EcoVadis sur ses deux principaux pôles d'activités : travail temporaire et assistance aéroportuaire. Cette évaluation porte sur quatre domaines de la responsabilité sociétale de l'entreprise : Social, Environnement, Achats Responsables et Ethique.

Audits indépendants

Afin de réduire ses risques et impacts sociaux et environnementaux, et de garantir sa conformité réglementaire, le Groupe déploie des systèmes de management certifiés en matière de santé et de sécurité au travail ainsi qu'en matière d'environnement.

Depuis 2005, les principales filiales du Groupe CRIT sont certifiées ISO 9001, ISO 14001, ISO 45001 et l'activité d'assistance aéroportuaire est également certifiée ISAGO. Ces normes permettent l'obtention d'une certification décernée pour une durée de trois ans (2 ans pour ISAGO) par un organisme indépendant à l'issue d'un audit ; des contrôles partiels sont ensuite effectués chaque année par l'organisme en vue du maintien de la certification.

4.5.3.2. Fournisseurs et sous-traitants

Evaluation au moment de la sélection des fournisseurs

Lorsqu'un nouveau fournisseur participe à un appel d'offres, un processus d'évaluation est effectué : soit via une veille publique des mesures mises en œuvre en matière de RSE, soit via un questionnaire établi par le Groupe.

Questionnaire RSE

CRIT a mis en place un questionnaire qui traite de toutes les questions sociétales, sociales et environnementales et permet ainsi aux acheteurs, lors de la sélection des fournisseurs, d'évaluer le risque RSE.

Evaluation des fournisseurs pendant la relation commerciale établie

Les fournisseurs font l'objet d'une évaluation à fréquence régulière et d'un suivi en ce qui concerne leurs engagements et leurs actions en matière de RSE. En cas de résultats insatisfaisants, des actions correctives ou d'amélioration sont définies et planifiées avec le fournisseur pour faire progresser ces résultats, dans une démarche collaborative.

Les audits

Sur le pôle Assistance Aéroportuaire, le Groupe réalise à période régulière des audits de ses sous-traitants sur les bases des référentiels ISO 9001, ISO 14001, ISO 45001 et ISAGO. A ces audits s'ajoutent des contrôles quotidiens des prestations réalisées et l'envoi par le sous-traitant d'un reporting mensuels de données (notamment ; Formations, AT, Consommation carburant, maintenance et entretien des engins).

Ces audits, menés avec méthodologie, permettent d'évaluer l'état de conformité des fournisseurs par rapport, notamment, aux standards sociaux et environnementaux et d'établir des plans d'action correctifs quand cela est nécessaire.

4.5.4. Actions adaptées d'atténuation des risques ou prévention des atteintes graves

4.5.4.1. Filiales

Formation et sensibilisation

Sur le pôle Travail Temporaire, des formations sont dispensées à l'ensemble des collaborateurs exposés aux risques tels que : l'éthique, la législation du travail temporaire, la diversité et la non-discrimination.

Par ailleurs, la diffusion de la charte éthique du Groupe a pour objectif de sensibiliser les collaborateurs aux valeurs portées par le Groupe et aux principes de comportements individuels basés sur le respect de tous.

Au sein du pôle aéroportuaire, la Charte éthique est présentée aux collaborateurs permanents lors des réunions des Comités Sociaux et Economiques sur les thèmes suivants : respect des droits individuels, éthique des affaires, relations avec les parties prenantes et respect de l'environnement.

4.5.4.2. Fournisseurs et sous-traitants

Déploiement d'une politique et une Charte Achats Responsables

Le Groupe a mis en place une Politique Achats Responsables et déploie une Charte Achats Responsables à l'ensemble de ses fournisseurs stratégiques.

Ces documents décrivent les engagements du Groupe et ses attentes auprès des fournisseurs. Les thèmes abordés portent sur les droits de l'Homme et les conditions de travail, la santé et la sécurité, l'environnement et l'intégrité en affaires.

Il est demandé aux fournisseurs d'adhérer à ces principes et de les décliner au sein de leurs chaînes d'approvisionnement.

Intégration de clauses RSE dans les contrats

Le pôle aéroportuaire intègre des clauses environnementales et sociétales dans les contrats avec ses prestataires. Il est demandé aux fournisseurs de fournir annuellement ses propres indicateurs et suivi de plan d'actions relatifs à la protection de l'environnement et de s'engager à respecter les dix principes du Global Compact dont le Groupe CRIT est signataire, relatifs aux Droits de l'Homme, aux Normes Internationales du Travail, à l'Environnement et à la Lutte contre la Corruption.

Audits

Dans son activité d'assistance aéroportuaire, le Groupe mène des audits auprès de ses fournisseurs et sous-traitants avec pour objectifs de :

- Mesurer l'adéquation avec le système normatif de référence (ISO 9001, ISO 14001, ISO 45 001, ISAGO, CEIV Pharma) ;
- S'assurer du respect des dispositions prévues au Manuel Qualité Sécurité Environnement, Manuel des Procédures Administratives et Manuel des Procédures Opérationnelles ;
- S'assurer du respect de la réglementation en vigueur en matière de sécurité et sûreté ;
- S'assurer du respect des exigences spécifiques des clients de Groupe Europe Handling ;
- Evaluer l'efficacité du Système de Management de la Sécurité.

Le planning d'audits est établi sur une période de 3 ans au cours de laquelle l'ensemble des processus et sous-traitant sera audité.

À réception de la synthèse d'audit, la direction de la structure du fournisseur ou sous-traitant doit analyser les constats, décider d'actions correctives, désigner des responsables pour mettre en œuvre ces actions et documenter ces éléments sur la synthèse d'audit et les transmettre au responsable d'audit dans les délais fixés.

L'équipe Qualité Sécurité Environnement peut participer à l'analyse et aux propositions d'actions et suit les actions au fur et à mesure de leur mise en œuvre et s'assure de leur efficacité.

4.5.5. Mécanisme d'alerte et de recueil des signalements

Un dispositif d'alerte est mis à disposition des parties prenantes du Groupe CRIT permettant de signaler tout manquements aux

lois, au code de conduite du Groupe ou à son règlement intérieur. Chaque signalement est étudié et traité par une équipe dédiée.

4.5.6. Suivi et évaluation du plan

Un dispositif de suivi permet de contrôler la bonne mise en œuvre des mesures prévues par le plan de vigilance et d'en évaluer l'efficacité :

- Revue annuelle interne

- Audit externe
- Partage des résultats avec la Direction

4.5.7. Intégration au rapport de gestion et au reporting CSRD

Le présent Plan de Vigilance est intégré à l'état de durabilité, présenté dans notre Document d'Enregistrement Universel en chapitre 4, conformément à la réglementation en vigueur.

4.6. Annexe

Exigence de publication
et point de données
relatif

Indicateur

Réglementation(s) applicable(s)

Position dans le
document (page)

		SFDR	Pilier 3	Référence règlement sur les indices de référence	Loi européenne sur le climat	
ESRS 2 GOV-1	Mixité au sein des organes de gouvernance paragraphe 21, point d)	☑	☐	☑	☐	137-139
ESRS 2 GOV-1	Pourcentage d'administrateurs indépendants paragraphe 21, point e)	☐	☐	☑	☐	137-139
ESRS 2 GOV-4	Déclaration sur la vigilance raisonnable paragraphe 30	☑	☐	☐	☐	140-141
ESRS 2 SBM-1	Participation à des activités liées aux combustibles fossiles paragraphe 40, point d) i)	☑	☑	☑	☐	<i>Non matériel</i>
ESRS 2 SBM-1	Participation à des activités liées à la fabrication de produits chimiques paragraphe 40, point d) ii)	☑	☐	☑	☐	<i>Non matériel</i>
ESRS 2 SBM-1	Participation à des activités liées à des armes controversées paragraphe 40, point d) iii)	☑	☐	☑	☐	<i>Non matériel</i>
ESRS 2 SBM-1	Participation à des activités liées à la culture et à la production de tabac paragraphe 40, point d) iv)	☐	☐	☑	☐	<i>Non matériel</i>
ESRS E1-1	Plan de transition pour atteindre la neutralité climatique d'ici à 2050 paragraphe 14	☐	☐	☐	☑	158
ESRS E1-1	Entreprises exclues des indices de référence «accord de Paris» paragraphe 16, point g)	☐	☑	☑	☐	158
ESRS E1-4	Cibles de réduction des émissions de GES paragraphe 34	☑	☑	☑	☐	161-162
ESRS E1-5	Consommation d'énergie produite à partir de combustibles fossiles ventilée par source d'énergie (uniquement les secteurs ayant un fort impact sur le climat) paragraphe 38	☑	☐	☐	☐	163
ESRS E1-5	Consommation d'énergie et mix énergétique paragraphe 37	☑	☐	☐	☐	163
ESRS E1-5	Intensité énergétique des activités dans les secteurs à fort impact climatique paragraphes 40 à 43	☑	☐	☐	☐	163
ESRS E1-6	Émissions brutes de GES des scopes 1, 2 ou 3 et émissions totales de GES paragraphe 44	☑	☑	☑	☐	163-167
ESRS E1-6	Intensité des émissions de GES brutes paragraphes 53 à 55	☑	☑	☑	☐	163-167
ESRS E1-7	Absorptions de GES et crédits carbone paragraphe 56	☐	☐	☐	☑	n/a
ESRS E1-9	Exposition du portefeuille de l'indice de référence à des risques physiques liés au climat paragraphe 66	☐	☐	☑	☐	n/a
ESRS E1-9	Désagrégation des montants monétaires par risque physique aigu et chronique paragraphe 66, point a)	☐	☑	☐	☐	n/a
ESRS E1-9	Localisation des actifs importants exposés à un risque physique matériel paragraphe 66, point c)	☐	☐	☐	☐	n/a
ESRS E1-9	Ventilation de la valeur comptable des actifs immobiliers de l'entreprise par classe d'efficacité énergétique paragraphe 67, point c)	☐	☑	☐	☐	n/a
ESRS E1-9	Degré d'exposition du portefeuille aux opportunités liées au climat paragraphe 69	☐	☐	☑	☐	n/a
ESRS E2-4	Quantité de chaque polluant énuméré dans l'annexe II du règlement E-PRTR (registre européen des rejets et des transferts de polluants) rejetés dans l'air, l'eau et le sol, paragraphe 28	☑	☐	☐	☐	<i>Non matériel</i>
ESRS E3-1	Ressources hydriques et marines, paragraphe 9	☑	☐	☐	☐	<i>Non matériel</i>
ESRS E3-1	Politique en la matière paragraphe 13	☑	☐	☐	☐	<i>Non matériel</i>
ESRS E3-1	Pratiques durables en ce qui concerne les océans et les mers paragraphe 14	☑	☐	☐	☐	<i>Non matériel</i>
ESRS E3-4	Pourcentage total d'eau recyclée et réutilisée paragraphe 28, point c)	☑	☐	☐	☐	<i>Non matériel</i>
ESRS E3-4	Consommation d'eau totale en m3 par rapport au chiffre d'affaires généré par les propres activités de l'entreprise paragraphe 29	☑	☐	☐	☐	<i>Non matériel</i>
ESRS 2- SBM 3 - E4	paragraphe 16, point a) i)	☑	☐	☐	☐	<i>Non matériel</i>
ESRS 2- SBM 3 - E4	paragraphe 16, point b)	☑	☐	☐	☐	<i>Non matériel</i>
ESRS 2- SBM 3 - E4	paragraphe 16, point c)	☑	☐	☐	☐	<i>Non matériel</i>
ESRS E4-2	Pratiques ou politiques foncières/agricoles durables paragraphe 24, point b)	☑	☐	☐	☐	<i>Non matériel</i>
ESRS E4-2	Pratiques ou politiques durables en ce qui concerne les océans/mers paragraphe 24, point c)	☑	☐	☐	☐	<i>Non matériel</i>
ESRS E4-2	Politiques de lutte contre la déforestation paragraphe 24, point d)	☑	☐	☐	☐	<i>Non matériel</i>

Exigence de publication
et point de données
relatif

Indicateur

Réglementation(s) applicable(s)

Position dans le
document (page)

		SFDR	Pilier 3	Référence règlement sur les indices de référence	Loi européenne sur le climat	
ESRS E5-5	Déchets non recyclés paragraphe 37, point d)	☑	☐	☐	☐	<i>Non matériel</i>
ESRS E5-5	Déchets dangereux et déchets radioactifs paragraphe 39	☑	☐	☐	☐	<i>Non matériel</i>
ESRS 2- SBM3 - S1	Risque de travail forcé paragraphe 14, point f)	☑	☐	☐	☐	170
ESRS 2- SBM3 - S1	Risque d'exploitation d'enfants par le travail paragraphe 14, point g)	☑	☐	☐	☐	170
ESRS S1-1	Engagements à mener une politique en matière des droits de l'homme paragraphe 20	☑	☐	☐	☐	171-189
ESRS S1-1	Politiques de vigilance raisonnable sur les questions visées par les conventions fondamentales 1 à 8 de l'Organisation internationale du travail, paragraphe 21	☐	☐	☑	☐	171-189
ESRS S1-1	Processus et mesures de prévention de la traite des êtres humains paragraphe 22	☑	☐	☐	☐	171-189
ESRS S1-1	Politique de prévention ou système de gestion des accidents du travail paragraphe 23	☑	☐	☐	☐	171-189
ESRS S1-3	Mécanismes de traitement des différends ou des plaintes paragraphe 32, point c)	☑	☐	☐	☐	171-189
ESRS S1-14	Nombre de décès et nombre et taux d'accidents liés au travail paragraphe 88, points b) et c)	☑	☐	☑	☐	186
ESRS S1-14	Nombre de jours perdus pour cause de blessures, d'accidents, de décès ou de maladies paragraphe 88, point e)	☑	☐	☐	☐	n/a
ESRS S1-16	Écart de rémunération entre hommes et femmes non corrigé paragraphe 97, point a)	☑	☐	☑	☐	182
ESRS S1-16	Ratio de rémunération excessif du directeur général paragraphe 97, point b)	☑	☐	☐	☐	182
ESRS S1-17	Cas de discrimination paragraphe 103, point a)	☑	☐	☐	☐	188
ESRS S1-17	Non-respect des principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme et des principes directeurs de l'OCDE paragraphe 104, point a)	☑	☐	☑	☐	188
ESRS 2- SBM3 — S2	Risque important d'exploitation d'enfants par le travail ou de travail forcé dans la chaîne de valeur paragraphe 11, point b)	☑	☐	☐	☐	<i>Non matériel</i>
ESRS S2-1	Engagements à mener une politique en matière des droits de l'homme paragraphe 17	☑	☐	☐	☐	<i>Non matériel</i>
ESRS S2-1	Politiques relatives aux travailleurs de la chaîne de valeur paragraphe 18	☑	☐	☐	☐	<i>Non matériel</i>
ESRS S2-1	Non-respect des principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme et des principes directeurs de l'OCDE paragraphe 19	☑	☐	☑	☐	<i>Non matériel</i>
ESRS S2-1	Politiques de vigilance raisonnable sur les questions visées par les conventions fondamentales 1 à 8 de l'Organisation internationale du travail, paragraphe 19	☐	☐	☑	☐	<i>Non matériel</i>
ESRS S2-4	Problèmes et incidents en matière de droits de l'homme* liés à la chaîne de valeur en amont ou en aval paragraphe 36	☑	☐	☐	☐	<i>Non matériel</i>
ESRS S3-1	Engagements à mener une politique en matière de droits de l'homme paragraphe 16	☑	☐	☐	☐	<i>Non matériel</i>
ESRS S3-1	Non-respect des principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme, des principes de l'OIT ou des principes directeurs de l'OCDE paragraphe 17	☑	☐	☑	☐	<i>Non matériel</i>
ESRS S3-4	Problèmes et incidents en matière de droits de l'homme paragraphe 36	☑	☐	☐	☐	<i>Non matériel</i>
ESRS S4-1	Politiques relatives aux consommateurs et aux utilisateurs finaux paragraphe 16	☑	☐	☐	☐	<i>Non matériel</i>
ESRS S4-1	Non-respect des principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme et des principes directeurs de l'OCDE paragraphe 17	☑	☐	☑	☐	<i>Non matériel</i>
ESRS S4-4	Problèmes et incidents en matière de droits de l'homme paragraphe 35	☑	☐	☐	☐	<i>Non matériel</i>
ESRS G1-1	Convention des Nations unies contre la corruption paragraphe 10, point b)	☑	☐	☐	☐	190
ESRS G1-1	Protection des lanceurs d'alerte paragraphe 10, point d)	☑	☐	☐	☐	190-191
ESRS G1-4	Amendes pour infraction à la législation sur la lutte contre la corruption et les actes de corruption paragraphe 24, point a)	☑	☐	☑	☐	190-191
ESRS G1-4	Normes de lutte contre la corruption et les actes de corruption paragraphe 24, point b)	☑	☐	☐	☐	190-191

ESRS	Exigence de publication matérielles		Nom	Page et 5
INFORMATIONS GENERALES A PUBLIER				
ESRS 2	BP-1	Base générale pour la préparation des états de durabilité		4.1.1/134
ESRS 2	BP-2	Publication d'informations relatives à des circonstances particulières		4.1.2/135-136
ESRS 2	GOV-1	Le rôle des organes d'administration, de direction et de surveillance		4.1.3/137-139
ESRS 2	GOV-2	Informations transmises aux organes d'administration, de direction et de surveillance de l'entreprise et enjeux de durabilité traités par ces organes		4.1.4/139
ESRS 2	GOV-3	Intégration des performances en matière de durabilité dans les mécanismes d'incitation		4.1.5/140
ESRS 2	GOV-4	Déclaration sur la vigilance raisonnable		4.1.6/140-141
ESRS 2	GOV-5	Gestion des risques et contrôles internes concernant l'information en matière de durabilité		4.1.6/140-141
ESRS 2	SBM-1	Stratégie, modèle économique et chaîne de valeur		4.1.7/142-148
ESRS 2	SBM-2	Intérêts et points de vue des parties prenantes		4.1.8/149-150
ESRS 2	SBM-3	Impacts, risques et opportunités matériels et leur lien avec la stratégie et le modèle économique		4.1.9/151-153
ESRS 2	IRO-1	Description du processus d'identification et d'évaluation des impacts, risques et opportunités matériels		4.1.10/154-155
ESRS 2	IRO-2	Exigences de publication au titre des ESRS couvertes par l'état de durabilité de l'entreprise		4.1.10/154-155 4.1.11/156
CHANGEMENT CLIMATIQUE				
E1	ESRS 2 GOV-3	Intégration des performances en matière de durabilité dans les mécanismes d'incitation		4.1.5/140 4.2.1/158-159
E1	E1-1	Plan de transition pour l'atténuation du changement climatique		4.2.1/136,158,170
E1	ESRS 2 SBM-3	Impacts, risques et opportunités matériels et leur interaction avec la stratégie et le modèle économique		4.1.9/151-153
E1	ESRS 2 IRO-1	Description des processus permettant d'identifier et d'évaluer les impacts, risques et opportunités matériels liés au climat		4.2.2/159-160
E1	E1-2	Politiques liées à l'atténuation du changement climatique et à l'adaptation à celui-ci		4.2.3/161-162
E1	E1-3	Actions et ressources en rapport avec les politiques en matière de changement climatique		4.2.3/161-162
E1	E1-4	Cibles liées à l'atténuation du changement climatique et à l'adaptation à celui-ci		4.2.3/161-162
E1	E1-5	Consommation d'énergie et mix énergétique		4.2.4/163
E1	E1-6	Émissions brutes de GES des scopes 1, 2, 3 et émissions totales de GES		4.2.5/163-167
E1	E1-7	Projets d'absorption et d'atténuation des GES financés au moyen de crédits carbone		n/a
E1	E1-8	Tarification interne du carbone		n/a
E1	E1-9	Effets financiers attendus des risques physiques et de transition matériels et opportunités potentielles liées au climat		n/a
EFFECTIFS DE L'ENTREPRISE				
S1	ESRS 2 SBM-2	Intérêts et points de vue des parties prenantes		4.1.8/149-150
S1	ESRS 2 SBM-3	Impacts, risques et opportunités matériels et leur interaction avec la stratégie et le modèle économique		4.3.1/170 4.1.9/151-153
S1	S1-1	Politiques concernant le personnel de l'entreprise		4.3.2/171
S1	S1-2	Processus de dialogue avec le personnel de l'entreprise et ses représentants au sujet des impacts		4.3.4/177-178

ESRS	Exigence de publication matérielles		Nom	Page et 5
S1	S1-3	Processus de réparation des impacts négatifs et canaux permettant au personnel de l'entreprise de faire part de ses préoccupations	4.3.4/177-178	
S1	S1-4	Actions concernant les impacts matériels sur le personnel de l'entreprise, approches visant à gérer les risques matériels et à saisir les opportunités matérielles concernant le personnel de l'entreprise, et efficacité de ces actions	4.3.2/171	
S1	S1-5	Cibles liées à la gestion des impacts négatifs matériels, à la promotion des impacts positifs et à la gestion des risques et opportunités matériels	n/a	
S1	S1-6	Caractéristiques des salariés de l'entreprise	4.3.3/172-176	
S1	S1-7	Caractéristiques des non-salariés assimilés au personnel de l'entreprise	n/a	
S1	S1-8	Couverture des négociations collectives et dialogue social	4.3.4/177-178	
S1	S1-9	Indicateurs de diversité	4.3.5/179-182	
S1	S1-10	Salaires décents	4.3.5/179-182	
S1	S1-11	Protection sociale	n/a	
S1	S1-12	Personnes handicapées	4.3.5/179-182	
S1	S1-13	Indicateurs de formation et de développement des compétences	n/a	
S1	S1-14	Indicateurs de santé et de sécurité	4.3.7/185-186	
S1	S1-15	Indicateurs d'équilibre entre vie professionnelle et vie privée	n/a	
S1	S1-16	Indicateurs de rémunération (écart de rémunération et rémunération totale)	4.3.5/182	
S1	S1-17	Cas, plaintes et impacts graves sur les droits de l'homme	4.3.9/188	
GOUVERNANCE				
G1	ESRS 2 GOV-1	Le rôle des organes d'administration, de direction et de surveillance	4.4.1/190	
G1	ESRS 2 IRO-1	Description des processus d'identification et d'analyse des impacts, risques et opportunités matériels	4.1.10/154-155	
G1	G1-1	Politiques en matière de conduite des affaires et culture d'entreprise	4.4.1/190	
G1	G1-2	Gestion des relations avec les fournisseurs	n/a	
G1	G1-3	Prévention et détection de la corruption et des pots-de-vin	4.4.2/190	
			4.4.3/191	
G1	G1-4	Cas de corruption ou de versement de pots-de-vin	4.4.2/190	
			4.4.3/191	
G1	G1-5	Influence politique et activités de lobbying	n/a	
G1	G1-6	Pratiques en matière de paiement	n/a	

GROUPE CRIT

Rapport de certification des informations en matière de durabilité et de contrôle des exigences de publication des informations prévues à l'article 8 du règlement (UE) 2020/852

(Exercice clos le 31 décembre 2025)

A L'Assemblée Générale de la société

GROUPE CRIT

6 Rue Toulouse Lautrec
75017 PARIS

Le présent rapport est émis en notre qualité de commissaire aux comptes de GROUPE CRIT. Il porte sur les informations en matière de durabilité et les informations prévues à l'article 8 du règlement (UE) 2020/852, relatives à l'exercice clos le 31 décembre 2025 et incluses dans le rapport sur la gestion du groupe et présentées dans le chapitre 4 « Etat de durabilité » du document d'enregistrement universel (ci-après « Etat de durabilité »).

Nos travaux, qui portent sur ces informations, ont été réalisés dans un contexte évolutif caractérisé par des incertitudes sur l'interprétation des textes et le développement de pratiques de place.

En application de l'article L.233-28-4 du code de commerce, GROUPE CRIT est tenue d'inclure les informations précitées au sein d'une section distincte du rapport sur la gestion du groupe.

Ces informations permettent de comprendre les impacts de l'activité du groupe sur les enjeux de durabilité, ainsi que la manière dont ces enjeux influent sur l'évolution des affaires du groupe, de ses résultats et de sa situation. Les enjeux de durabilité comprennent les enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernement d'entreprise.

En application du II de l'article L.821-54 du code précité, notre mission consiste à mettre en œuvre les travaux nécessaires à l'émission d'un avis, exprimant une assurance limitée, portant sur :

- la conformité aux exigences découlant des normes d'information en matière de durabilité adoptées par la Commission européenne en vertu de l'article 29 ter de la directive (UE) 2013/34 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013, telle que modifiée par la directive (UE) 2022/2464 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2022 (ci-après ESRS pour *European Sustainability Reporting Standards*) du processus mis en œuvre par GROUPE CRIT pour déterminer les informations publiées, qui incluent, lorsque l'entité y est soumise, l'obligation de consultation

du comité social et économique prévue au sixième alinéa de l'article L.2312-17 du code du travail ;

- la conformité des informations en matière de durabilité incluses dans l'Etat de durabilité avec les dispositions de l'article L.233-28-4 du code de commerce, y compris avec les ESRS ; et
- le respect des exigences de publication des informations prévues à l'article 8 du règlement (UE) 2020/852.

L'exercice de cette mission est réalisé en conformité avec les règles déontologiques, y compris d'indépendance, et les règles de qualité prescrites par le code de commerce.

Il est également régi par les lignes directrices de la Haute Autorité de l'Audit « *Mission de certification des informations en matière de durabilité et de contrôle des exigences de publication des informations prévues à l'article 8 du règlement (UE) 2020/852* ».

Dans les trois parties distinctes du rapport qui suivent, nous présentons, pour chacun des axes de notre mission, la nature des vérifications que nous avons opérées, les conclusions que nous en avons tirées, et, à l'appui de ces conclusions, les éléments qui ont fait l'objet, de notre part, d'une attention particulière et les diligences que nous avons mises en œuvre au titre de ces éléments. Nous attirons votre attention sur le fait que nous n'exprimons pas de conclusion sur ces éléments pris isolément et qu'il convient de considérer que les diligences explicitées s'inscrivent dans le contexte global de la formation des conclusions émises sur chacun des trois axes de notre mission.

Enfin, lorsqu'il nous semble nécessaire d'attirer votre attention sur une ou plusieurs informations en matière de durabilité fournies par GROUPE CRIT dans le rapport sur la gestion du groupe, nous formulons un paragraphe d'observations.

Limites de notre mission

Notre mission ayant pour objectif d'exprimer une assurance limitée, la nature (choix des techniques de contrôle) des travaux, leur étendue (amplitude), et leur durée, sont moindres que ceux nécessaires à l'obtention d'une assurance raisonnable.

Cette mission ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de GROUPE CRIT, notamment à porter une appréciation, qui dépasserait la conformité aux prescriptions d'information des ESRS sur la pertinence des choix opérés par GROUPE CRIT en termes de plans d'action, de cibles, de politiques, d'analyses de scénarios et de plans de transition.

Elle ne porte par ailleurs pas non plus sur le respect par l'entité des dispositions légales et réglementaires relatives au plan de vigilance publié en application de l'article L.225-102-1 du code de commerce.

En outre, s'agissant des informations prospectives, qui présentent par nature un caractère incertain, leurs réalisations futures différeront parfois de manière significative des informations prospectives présentées dans le rapport sur la gestion du groupe.

Notre mission permet cependant d'exprimer des conclusions concernant le processus de détermination des informations en matière de durabilité publiées, les informations elles-mêmes, et les informations publiées en application de l'article 8 du

règlement (UE) 2020/852, quant à l'absence d'identification ou, au contraire, l'identification, d'erreurs, omissions ou incohérences d'une importance telle qu'elles seraient susceptibles d'influencer les décisions que pourraient prendre les lecteurs des informations objet de nos vérifications.

Les informations en matière de durabilité et les informations prévues à l'article 8 du règlement (UE) n° 2020/852 peuvent être sujettes à une incertitude inhérente à l'état des connaissances scientifiques et à la qualité des données externes utilisées. Certaines informations sont sensibles aux choix méthodologiques, hypothèses et/ou estimations retenus pour leur établissement et présentés dans le rapport sur la gestion du groupe.

Conformité aux exigences découlant des normes ESRS du processus mis en œuvre par GROUPE CRIT pour déterminer les informations publiées

Nature des vérifications opérées

Nos travaux ont consisté à vérifier que :

- le processus défini et mis en œuvre par GROUPE CRIT lui a permis, conformément aux ESRS, d'identifier et d'évaluer ses impacts, risques et opportunités liés aux enjeux de durabilité, et d'identifier ceux de ces impacts, risques et opportunités matériels qui ont conduit à la publication des informations en matière de durabilité dans l'Etat de durabilité, et
- les informations fournies sur ce processus sont également conformes aux ESRS.

Conclusion des vérifications opérées

Sur la base des vérifications que nous avons opérées, nous n'avons pas relevé d'erreurs, omissions ou incohérences importantes concernant la conformité du processus mis en œuvre par GROUPE CRIT avec les ESRS.

Éléments qui ont fait l'objet d'une attention particulière

Nous vous présentons ci-après les éléments ayant fait l'objet d'une attention particulière de notre part concernant la conformité aux ESRS du processus mis en œuvre par GROUPE CRIT pour déterminer les informations publiées.

Les informations relatives à la manière dont l'entité a mis à jour son analyse de double matérialité sont mentionnées dans les sections 4.1.9 « Impacts, risques et opportunités matériels et leur lien avec la stratégie et le modèle économique – SBM-3 » et 4.1.10 « Description des processus d'identification et d'évaluation des impacts, risques et opportunités matériels – IRO-1 et IRO-2 ».

Nous avons, par entretien avec la direction et les experts Durabilité et par inspection de la documentation disponible, pris connaissance :

- de l'identification et évaluation des facteurs internes et externes ayant conduit aux modifications apportées à l'analyse de double matérialité et aux impacts, risques et opportunités réels et potentiels identifiés par l'entité ;
- des changements apportés, par rapport à l'exercice précédent, à la liste des impacts (négatifs ou positifs), risques et opportunités (« IRO »), réels ou potentiels identifiés par l'entité ;

Sur la base de notre jugement professionnel, nos diligences ont par ailleurs consisté notamment à :

- exercer notre esprit critique sur la documentation des analyses menées par l'entité ainsi que sur la démarche mise en œuvre par cette dernière pour identifier les facteurs internes et externes à considérer ;

- apprécier le caractère approprié des facteurs internes et externes considérés par l'entité au regard de notre connaissance de l'entité ;
- apprécier la pertinence des changements réalisés par l'entité sur l'appréciation des impacts, risques et opportunités réels et potentiels identifiés au regard :
 - de notre connaissance de l'entité ;
 - des analyses sectorielles et benchmark concurrentiels disponibles que nous avons jugé pertinentes ;
- apprécier, pour les changements affectant les impacts, risques et opportunités réels et potentiels, la conformité du processus d'évaluation de la matérialité d'impact et de la matérialité financière mis en œuvre par l'entité (y compris la fixation des seuils) au regard des critères définis par ESRS 1 ;
- apprécier le caractère approprié de la description donnée à ce titre dans les sections 4.1.9 « Impacts, risques et opportunités matériels et leur lien avec la stratégie et le modèle économique – SBM-3 » et 4.1.10 « Description des processus d'identification et d'évaluation des impacts, risques et opportunités matériels – IRO-1 et IRO-2 »

Conformité des informations en matière de durabilité incluses dans l'Etat de durabilité avec les dispositions de l'article L.233-28-4 du code de commerce, y compris avec les ESRS

Nature des vérifications opérées

Nos travaux ont consisté à vérifier que, conformément aux prescriptions légales et réglementaires, y compris aux ESRS :

- les renseignements fournis permettent de comprendre les modalités de préparation et de gouvernance des informations en matière de durabilité incluses dans l'Etat de durabilité, y compris les modalités de détermination des informations relatives à la chaîne de valeur et les exemptions de divulgation retenues ;

- la présentation de ces informations en garantit la lisibilité et la compréhensibilité ;
- le périmètre retenu par GROUPE CRIT relativement à ces informations est approprié ; et
- sur la base d'une sélection, fondée sur notre analyse des risques de non-conformité des informations fournies et des attentes de leurs utilisateurs, que ces informations ne présentent pas d'erreurs, omissions, incohérences importantes, c'est-à-dire susceptibles d'influencer le jugement ou les décisions des utilisateurs de ces informations.

Conclusion des vérifications opérées

Sur la base des vérifications que nous avons opérées, nous n'avons pas relevé d'erreurs, omissions, incohérences importantes concernant la conformité des informations en matière de durabilité incluses dans l'Etat de durabilité, avec les dispositions de l'article L.233-28-4 du code de commerce, y compris avec les ESRS.

Observation

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les informations figurant à la section 4.2.5 « Emissions brutes de gaz à effet de serre des scopes 1, 2 et 3 et émissions totales – E1-6 » de l'Etat de durabilité, qui détaille la méthodologie adoptée pour estimer les émissions de gaz à effet de serre et les motifs de l'exclusion de certaines catégories d'émission du scope 3.

Eléments qui ont fait l'objet d'une attention particulière

Nous vous présentons ci-après les éléments ayant fait l'objet d'une attention particulière de notre part concernant la conformité des informations en matière de durabilité incluses dans l'Etat de durabilité avec les dispositions de l'article L.233-28-4 du code de commerce, y compris avec les ESRS.

• Informations fournies en application des normes environnementales (ESRS E1 à E5)

Les informations publiées au titre du changement climatique (ESRS E1) sont mentionnées à la section 4.2 « Environnement – Informations relatives au changement climatique (ESRS E1) » de l'Etat de durabilité.

Nous vous présentons ci-après les éléments ayant fait l'objet d'une attention particulière de notre part concernant la conformité aux ESRS de ces informations.

Nos diligences ont notamment consisté à :

- sur la base des entretiens menés avec la direction ou les personnes concernées, en particulier, la direction « Performance et Conformité », nous avons apprécié si la description des politiques, actions et cibles mises en place par l'entité couvre les domaines suivants : atténuation du changement climatique, adaptation au changement climatique, efficacité énergétique, énergies renouvelables ou autres ;
- apprécier le caractère approprié de l'information présentée dans les notes de la section environnementale des informations en matière de durabilité incluses dans le rapport sur la gestion du groupe et sa cohérence d'ensemble avec notre connaissance de l'entité.

En ce qui concerne les informations publiées au titre du bilan d'émission gaz à effet de serre figurant au paragraphe 4.2.5 « Emissions brutes de gaz à effet de serre des scopes 1,2 et 3 et émissions totales E1-6 » de l'Etat de durabilité :

- nous avons pris connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place par l'entité visant à la conformité des informations publiées ;
- nous avons apprécié la cohérence du périmètre considéré pour l'évaluation du bilan d'émissions de gaz à effet de serre avec le périmètre des états financiers consolidés et la chaîne de valeur amont et aval ;
- nous avons pris connaissance du protocole d'établissement de l'inventaire des émissions de gaz à effet de serre utilisé par l'entité pour établir le bilan d'émissions de gaz à effet de serre et apprécié ses modalités d'application, sur une sélection de catégories d'émissions et de sites, sur le scope 1 et le scope 2.
- concernant les émissions relatives au scope 3, nous avons apprécié :
 - la justification des inclusions et exclusions des différentes catégories et la transparence des informations données à ce titre,
 - le processus de collecte d'informations,
- nous avons apprécié le caractère approprié des facteurs d'émission utilisés et le calcul des conversions afférentes ainsi que les hypothèses de calcul et d'extrapolation, compte tenu de l'incertitude inhérente à l'état des connaissances scientifiques ou économiques et à la qualité des données externes utilisées ;
- nous nous sommes entretenus avec la direction pour comprendre les principaux changements dans les activités, intervenus dans l'exercice, et susceptibles d'avoir une incidence sur le bilan d'émissions de gaz à effet de serre ;

- pour les données physiques (telles que la consommation d'énergie), nous avons rapproché, sur la base de sondages, les données sous-jacentes servant à l'élaboration du bilan d'émissions de gaz à effet de serre avec les pièces justificatives ;
- nous avons mis en œuvre des procédures analytiques ;
- en ce qui concerne les estimations que nous avons jugé structurantes auxquelles l'entité a eu recours, pour l'élaboration de son bilan d'émission de gaz à effet de serre :

- par entretien avec la direction, nous avons pris connaissance de la méthodologie de calcul des données estimées et des sources d'informations sur lesquelles reposent ces estimations ;
- nous avons apprécié si les méthodes ont été appliquées de manière cohérente ou s'il y a eu des changements depuis la période précédente, et si ces changements sont appropriés ;
- nous avons vérifié l'exactitude arithmétique des calculs servant à établir ces informations.

■ Informations fournies en application des normes sociales (ESRS S1 à S4)

En ce qui concerne les informations fournies en application des normes sociales (ESRS S1)

Les informations publiées au titre du personnel de l'entreprise (ESRS S1) figurent à la section 4.3 « SOCIAL – Personnel de l'entreprise et communautés affectées (S1 et S3) » de l'Etat de durabilité.

Nos principales diligences sur ces informations ont consisté à :

- sur la base des entretiens menés avec la direction ou les personnes que nous avons jugé appropriées :
 - prendre connaissance du processus de collecte et de compilation pour le traitement des informations qualitatives et quantitatives visant à la publication des informations matérielles dans l'état de durabilité ;
 - examiner la documentation sous-jacente disponible ;
 - mettre en œuvre des procédures consistant à vérifier la correcte consolidation de ces données ;
 - apprécier le caractère approprié de l'information présentée dans les sections 4.3.3 « Description des caractéristiques des collaborateurs et collaboratrices du Groupe CRIT – S1-6 », « Informations relatives à la diversité, au handicap et à l'égalité de genre – S1-9, S1-10, S1-12, S1-16, S1.MDR-P, S1.MDR-A » et « Informations relatives à la santé / sécurité – S1-14, S1.MDR-P et S1.MDR-A » de la section Sociale des informations en matière de durabilité incluses dans l'Etat de durabilité et sa cohérence d'ensemble avec notre connaissance de l'entité.

Nous avons par ailleurs :

- pris connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place par GROUPE CRIT visant à la conformité des informations publiées étant précisé que nous n'avons pas revu l'efficacité opérationnelle de ces contrôles ;
- examiné le périmètre géographique sur lequel les informations ont été établies ;
- apprécié si les méthodes et hypothèses utilisées par GROUPE CRIT pour déterminer les informations publiées sont appropriées au regard de ESRS S1 ;
- comparer les informations publiées aux éléments figurant dans les comptes consolidés, les données internes à l'entité en lien avec la comptabilité tel que notamment les états de gestion, et aux autres publications relatives à ces sujets que nous aurions pu identifier ;
- examiné, sur la base de sondage, les justificatifs avec les informations correspondantes ;
- vérifié l'exactitude arithmétique des calculs servant à établir ces informations le cas échéant, après application de règles d'arrondis.

Respect des exigences de publication des informations prévues à l'article 8 du règlement (UE) 2020/852

Nature des vérifications opérées

Nos travaux ont consisté à vérifier le processus mis en œuvre par GROUPE CRIT pour déterminer le caractère éligible et aligné des activités des entités comprises dans la consolidation.

Ils ont également consisté à vérifier les informations publiées en application de l'article 8 du règlement (UE) 2020/852, ce qui implique la vérification :

- de la conformité aux règles de présentation de ces informations qui en garantissent la lisibilité et la compréhensibilité ;
- sur la base d'une sélection, de l'absence d'erreurs, omissions, incohérences importantes dans les informations fournies, c'est-à-dire susceptibles d'influencer le jugement ou les décisions des utilisateurs de ces informations.

Conclusion des vérifications opérées

Sur la base des vérifications que nous avons opérées, nous n'avons pas relevé d'erreurs, omissions, incohérences importantes concernant le respect des exigences de l'article 8 du règlement (UE) 2020/852.

Eléments qui ont fait l'objet d'une attention particulière

Nous avons déterminé qu'il n'y avait pas de tels éléments à communiquer dans notre rapport.

Fait à Neuilly-sur-Seine, le 29 avril 2026

Le commissaire aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

Jérôme Mouazan



Chapitre 5

Gouvernement d'entreprise

5.1	Organes d'administration et de direction	206	5.3	Conventions réglementées - Conventions courantes	222
5.1.1	Composition du Conseil d'Administration et mandats exercés par chacun des mandataires	206		Éléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique (Article L.22-10-11 du Code de commerce)	223
5.1.2	Conditions de préparation et d'organisation des travaux du conseil d'administration	212	5.4		
5.1.3	Modalités d'exercice de la Direction Générale – missions et pouvoirs de la Présidente Directrice Générale et de la Directrice-Générale Déléguée – limitations apportées aux pouvoirs de la Directrice Générale	215	5.5	Modalités particulières relatives à la participation des actionnaires à l'Assemblée Générale	223
5.2	Rémunérations des organes d'administration et de direction	216			
5.2.1	Rémunérations des mandataires sociaux	216			
5.2.2	La politique de rémunération des mandataires sociaux	220			

Le Conseil d'Administration a arrêté lors de sa séance en date du 24 mars 2026 et complété lors de la réunion du 29 avril 2026, les termes du présent rapport sur le gouvernement d'entreprise établi conformément au dernier alinéa de l'article L.225-37 du Code de commerce. Il comprend les informations visées aux articles L.22-10-8 à L.22-10-11 ainsi qu'à l'article L.225-37-4 du Code de commerce, relatives notamment à la gouvernance de la société, aux rémunérations des mandataires sociaux et aux éléments susceptibles d'avoir une influence en cas d'offre publique. La description des principales

caractéristiques des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques de l'entreprise dans le cadre du processus d'établissement de l'information financière visée à l'art L22-10-10, 7° du Code de commerce, figure au chapitre 2 du présent document d'enregistrement universel.

Sous l'autorité de la Présidente, les travaux et diligences nécessaires pour la préparation et la rédaction de ce rapport ont été menés par les directions juridique et financière du Groupe.

5.1. Organes d'administration et de direction

5.1.1. Composition du Conseil d'Administration et mandats exercés par chacun des mandataires

Le Conseil d'Administration de Groupe CRIT est composé de six membres, dont un administrateur élu représentant les salariés sur le fondement de l'article L.225-27 du Code de commerce. Au titre de l'exercice de leurs mandats, tous les membres du Conseil sont domiciliés au siège social.

Composition du Conseil d'Administration au 24 mars 2026 (date du Conseil d'Administration d'arrêté des comptes 2025)

Membre du Conseil	Fonctions exercées dans la société	Indépendance	Date de 1 ^{re} nomination	Echéance du mandat	Evolutions intervenues au cours de l'exercice 2025
Nathalie JAOUI	Présidente-Directrice Générale et administrateur	Non	En qualité d'administrateur : 5 novembre 1992	AG 2028	/
			En qualité de Présidente-Directrice Générale : 24 février 2022	AG 2028	
Karine GUEDJ	Directrice Générale Déléguée et administrateur	Non	En qualité d'administrateur : 18 juillet 1984	AG 2026	/
			En qualité de Directrice Générale Déléguée : 19 juin 2002	AG 2028	
Yvonne GUEDJ	Administrateur	Non	30 juillet 1969	AG 2026	/
Jean-José INOCENCIO	Administrateur	Oui	10 juin 2022	AG 2028	/
Joachim JAOUI	Administrateur	Non	06 juin 2025	AG 2031	Nomination lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 6 juin 2025
Valérie LEZER-CHARPENTIER	Administrateur représentant les salariés	Non	4 décembre 2018	AG 2027	/

Il est précisé que la prochaine Assemblée Générale du 5 juin 2026 sera amenée à statuer sur le renouvellement des mandats d'administrateur de Mesdames Yvonne GUEDJ et Karine GUEDJ.

Présentation des membres du Conseil d'Administration

Nathalie JAOUI, Présidente-Directrice Générale

Nationalité française, 62 ans, fille de Yvonne GUEDJ

Propriétaire de la pleine propriété de 13 actions de la société détenues directement, de 897 563 actions détenues via Eximia (holding familiale contrôlée à 99,99% par Nathalie JAOUI) et de 4 812 679 actions détenues via S3G (holding familiale contrôlée à 38,93% directement par Nathalie JAOUI)

Taux d'assiduité aux réunions du Conseil d'Administration : 100%

Biographie

Diplômée en sciences économiques et politiques Nathalie JAOUI rejoint en 1989 l'entreprise familiale. Elle y occupe différents postes dont celui de Directrice financière. En 1992, elle est nommée au Conseil d'administration de Groupe CRIT et mènera l'introduction du Groupe en bourse en 1999. En 2000 elle prend la présidence du pôle travail temporaire du Groupe (qui concentre aujourd'hui 87% de l'activité totale) et dont elle conduit la politique de développement en France et à l'international. En 2002 elle est nommée Directrice Générale Déléguée du Groupe.

En février 2022, Nathalie JAOUI est nommée Présidente Directrice Générale du Groupe et conserve son mandat de Présidente du Pôle Travail Temporaire.

Nathalie JAOUI est également depuis 2003 membre du Conseil d'administration de Prism'emploi, organisation professionnelle des entreprises de Travail Temporaire et de recrutement.

AUTRES MANDATS EN COURS AU 24/03/2026

Présidente

CRIT /CRIT Intérim/CRIT Corp. (États-Unis)/ Groupe Europe Handling/Les Volants/OK JOB (Suisse)

Administrateur

Cobalt Ground Solutions (Royaume-Uni)/ Openjobmetis (Italie)/PeopleLink (États-Unis)/Sky Handling Partner Ltd (Irlande)/ Sky Handling Partner UK (Royaume-Uni)

Membre du Conseil de Direction

Advanced Air Support International/Aéro Handling/Aéro Laundry Services/Airlines Ground Services/Airport Energy Distribution/Assistance Matériel Avion/ Assistance Matériel Avion Toulouse/ Cargo Group/Cargo Handling/Europe Handling/Europe Handling Cargo/Europe Handling Maintenance/Europe Handling Technics/GEH Services/IFMA/Orly Customer Assistance/Orly Ramp Assistance/Paris Customer Assistance/ Ramp Terminal One

Représentant

Groupe CRIT au Conseil de Awac Technics/de Congo Handling (Congo)/ de SHP Sierra Léone (Sierra Léone)

Gérante

AB Intérim/Crit Immobilier/ECM/Humkyz/ Les Compagnons/Prestinter/CRIT Cartera (Espagne)/Propartner (Allemagne)/SCI du marché à Meaux/SCI Sarre Colombes

Autres mandats exercés en dehors du Groupe

Présidente de EXIMIA

Présidente de S3G

Mandats échus au cours des 5 derniers exercices

Jusqu'au 29 décembre 2023, membre du Conseil de direction de Nice Handling

Jusqu'au 26 novembre 2025, gérante de la SCI Allées Marine

Jusqu'au 24 décembre 2025, membre du Conseil de Direction de Orly Ground Services

Karine GUEDJ, Administrateur, Directrice Générale Déléguée

Nationalité française, 63 ans, fille de Yvonne GUEDJ

Propriétaire de la pleine propriété de 192 003 actions de la société détenues directement et de 303 913 actions détenues via Kaline (holding familiale contrôlée à 19% par Karine GUEDJ)

Taux d'assiduité aux réunions du Conseil d'Administration : 66%

Biographie

Madame Karine GUEDJ a créé et dirigé une société de services jusqu'en 1984, date à laquelle elle a intégré l'entreprise familiale pour y occuper jusqu'en 2023 les fonctions de Directrice Communication et Directrice des services généraux et des achats.

Membre du Conseil d'Administration depuis 1984, elle est nommée Directrice Générale Déléguée en 2002.

AUTRES MANDATS EN COURS AU 24/03/2026

Gérante

SCI L'Arche de Saint-Ouen/SCI Rigaud-Prémilhat/SCI de la Rue de Cambrai

Autres mandats exercés en dehors du Groupe

Gérante de KALINE Société Civile/Gérante de SCI Paire Bien

Mandats échus au cours des 5 derniers exercices

Jusqu'au 29 décembre 2023, membre du Conseil de Direction de Nice Handling,

Jusqu'au 18 mars 2025, Directrice Générale de Groupe Europe Handling,

Jusqu'au 18 mars 2025, membre du Conseil de Direction des sociétés :

Advanced Air Support International/Aéro Handling/Airlines Ground Services/Airport Energy Distribution/Assistance Matériel Avion/Cargo Group/Cargo Handling/Europe Handling/Europe Handling Cargo/Europe Handling Maintenance/GEH Services/IFMA/Orly Customer Assistance/Orly Ground Services/Orly Ramp Assistance/Paris Customer Assistance/Ramp Terminal One

Jusqu'au 20 mars 2025, représentante Groupe Crit au Conseil de direction de Awac Technics

Jusqu'au 23 mai 2025, gérante de RHF

Jusqu'au 27 mai 2025, gérante de Crit Immobilier/Otessa

Jusqu'au 31 mai 2025, administrateur de Cobalt Ground Solutions (Royaume-Uni)

Yvonne GUEDJ, Administrateur

Nationalité française, 86 ans

Propriétaire de 10 actions de la société en pleine propriété et usufruitière de 1 795 126 actions de la société.

Taux d'assiduité aux réunions du Conseil d'Administration : 83%

Biographie

Madame Yvonne GUEDJ assume les fonctions d'administrateur du Groupe depuis 1969.

AUTRES MANDATS EN COURS AU 24/03/2026

Néant

Mandats échus au cours des 5 derniers exercices

Néant.

Jean-José INOCENCIO, Administrateur indépendant

Nationalité française, 60 ans

Propriétaire de 160 actions en pleine propriété

Taux d'assiduité aux réunions du Conseil d'Administration : 100%

Biographie

Jean-José INOCENCIO est titulaire d'un diplôme d'expertise comptable et d'un DESS de fiscalité appliquée (Paris V). Il est le fondateur du cabinet d'expertise-comptable IMA.

Expert-comptable depuis 1994, il a exercé des fonctions de commissaire aux comptes et, au sein de l'Ordre des experts-comptables, les fonctions de contrôleur qualité, contrôleur de stage et formateur.

Il a également enseigné la fiscalité à l'université Paris XIII.

Jean José INOCENCIO conseille et accompagne, depuis plus de trente ans, des entreprises françaises et internationales de toute taille et de divers secteurs.

AUTRES MANDATS EN COURS AU 24/03/2026

SARL Cabinet IMA

SAS Iberfinances

SC Memento Mori

SC Siete Robles

C

1

2

3

4

5

6

7

Joachim JAOUI, Administrateur

Nationalité française, 33 ans, fils de Nathalie JAOUI

Propriétaire de 13 actions en pleine propriété

Taux d'assiduité aux réunions du Conseil d'Administration : 100%

Biographie

Joachim JAOUI est diplômé de l'Ecole EMLYON Business School. Après plusieurs expériences en start up, il a intégré le Groupe CRIT en 2019 où il exerce actuellement les fonctions de Directeur Innovation Digitale.

Joachim JAOUI est un dirigeant engagé dans les transformations du monde du travail, avec un parcours à la croisée du conseil, du digital et des ressources humaines. Il exerce des fonctions en stratégie et développement en France et en lien avec toutes les filiales dans le monde. Son expérience s'est construite autour de la conviction que la performance durable passe par l'alignement entre innovation, excellence opérationnelle et sens collectif. Aujourd'hui, il met son expertise au service de projets à fort impact, alliant croissance, transformation et engagement humain.

AUTRES MANDATS EN COURS AU 24/03/2026**Gérant**

SARL Peopulse

Membre du Conseil d'Administration

Openjobmetis (Italie)

Valérie LEZER CHARPENTIER, Administrateur représentant les salariés élue sur le fondement de l'article L.225-27 du Code de commerce

Nationalité française, 52 ans, Élu(e) pour une durée de deux années à compter du 29 janvier 2025

Échéance du mandat d'administrateur : A l'issue de l'Assemblée Générale tenue en 2027

Taux d'assiduité aux réunions du Conseil d'Administration : 83%

AUTRES MANDATS EN COURS AU 24/03/2026

SCI LB Imo

Biographie

Diplômée de l'ISG, école de commerce à Paris, Valérie LEZER CHARPENTIER a débuté sa carrière au sein du Groupe Xerox en tant que chef de produits puis responsable marketing communication.

En décembre 2001, elle intègre ADP Télécom, filiale d'ADP au poste de Directrice Communication jusqu'en 2008, date à laquelle elle rejoint le Groupe CRIT en tant que chargée de missions.

Outre les mandats listés ci-dessus, Mesdames Karine GUEDJ et Nathalie JAOUI exercent également des mandats de gérance de sociétés civiles détenues en dehors du Groupe.

Aucun mandat n'est exercé ou n'a été exercé au sein d'une société cotée.

NOMINATION DES ADMINISTRATEURS :

Chaque administrateur est nommé par l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires à l'exception de l'administrateur représentant les salariés qui est élu par le personnel salarié de la société.

La durée des mandats des membres du Conseil est statutairement fixée au maximum légal, soit six années. Il est proposé à la prochaine Assemblée Générale du 5 juin 2026 de réduire la durée des mandats des membres du Conseil d'Administration pour la ramener de 6 ans à 4 ans. Cette décision, qui prendrait effet dès la prochaine Assemblée Générale, s'appliquerait aux administrateurs nommés ou renouvelés à compter de cette Assemblée Générale, les administrateurs en poste demeurant en fonction jusqu'à la date d'expiration initialement prévue lors de leur nomination. La durée du mandat de l'administrateur représentant les salariés demeure statutairement fixée à deux années. Tous les mandats sont renouvelables.

Les échéances des mandats sont organisées de manière à permettre un renouvellement échelonné tel que préconisé par la recommandation R11 du Code Middlednext. En effet, un mandat prend fin à l'issue de l'Assemblée Générale annuelle à tenir en 2031 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2030, deux mandats prennent fin à l'issue de l'Assemblée Générale annuelle à tenir en 2028 appelée à se prononcer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2027, deux mandats prennent fin à l'issue de la prochaine Assemblée Générale et le mandat de l'administrateur représentant les salariés prend fin en 2027.

Chaque administrateur, à l'exception de l'administrateur représentant les salariés, doit détenir statutairement au moins 10 actions de la société.

APPLICATION DU PRINCIPE DE REPRÉSENTATION ÉQUILIBRÉE DES FEMMES ET DES HOMMES AU SEIN DU CONSEIL :

Le Conseil est composé de quatre femmes (dont l'administrateur élu par les salariés) et deux hommes. Le Conseil respecte ainsi la règle légale de représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration composés d'au plus huit membres, qui prévoit que l'écart entre le nombre des administrateurs de chaque sexe, hors administrateur représentant les salariés, ne doit pas être supérieur à deux (articles L.22-10-3 et L.225-18-1 du Code de commerce).

Il est rappelé que conformément aux dispositions de l'article L.225-27 du Code de commerce, les administrateurs élus par les salariés ne sont pas pris en compte pour l'application des dispositions du premier alinéa de l'article L.225-18-1 du Code de commerce.

INDÉPENDANCE ET FORMATION DES MEMBRES DU CONSEIL :

Selon la recommandation R3 du Code Middlednext sur la composition du Conseil et la présence de membres indépendants, cinq critères permettent de présumer l'indépendance d'un membre du Conseil qui se caractérise par l'absence de relation financière, contractuelle, familiale ou de proximité significative susceptible d'altérer l'indépendance du jugement :

- Ne pas être salarié ni mandataire social dirigeant de la société ou d'une société de son Groupe et ne pas l'avoir été au cours des cinq dernières années,
- Ne pas être en relation d'affaires significative (client, fournisseur, concurrent, prestataire, créancier, banquier, etc...) avec la société ou son Groupe et ne pas l'avoir été au cours des deux dernières années,
- Ne pas être actionnaire de référence de la société ou détenir un pourcentage de droit de vote significatif,
- Ne pas avoir de relation de proximité ou de lien familial proche avec un mandataire social ou un actionnaire de référence,
- Ne pas avoir été, au cours des six dernières années, commissaire aux comptes de l'entreprise.

Outre ces critères, conformément à la recommandation R3 du Code Middlednext, l'indépendance est aussi un état d'esprit qui caractérise avant tout celui d'une personne capable d'exercer pleinement sa liberté de jugement, et capable, si nécessaire, de s'opposer voire se démettre.

CONFLIT D'INTÉRÊT :

L'obligation de loyauté des membres du Conseil d'Administration requiert de leur part qu'ils ne doivent en aucun cas agir pour leur intérêt propre contre celui de la société.

Ainsi, conformément à la recommandation R2 du Code Middlednext préconisant de mettre en place au sein du Conseil, toutes procédures permettant la révélation et la gestion des conflits d'intérêts, le règlement intérieur du Conseil d'Administration prévoit que dans une situation laissant apparaître ou pouvant laisser apparaître un conflit d'intérêt entre l'intérêt social et son intérêt personnel direct ou indirect ou l'intérêt de l'actionnaire ou du groupe d'actionnaires qu'il représente, l'administrateur concerné doit en informer le Conseil dès qu'il en a connaissance, déclarer avant chaque réunion du Conseil, en fonction de l'ordre du jour, ses éventuels conflits d'intérêts et en tirer toute conséquence quant à l'exercice de son mandat.

A cet égard, le Conseil d'Administration a considéré que Monsieur Jean-José INOCENCIO pouvait être qualifié de membre indépendant. Les autres administrateurs ne peuvent être considérés comme indépendants.

Le Conseil d'Administration comporte ainsi un seul membre indépendant à la date du présent rapport contrairement à la recommandation R3 du Code Middlednext. La société demeure favorable à l'ouverture du Conseil d'Administration à une personnalité extérieure susceptible d'apporter un regard différent sur les décisions prises en Conseil. Elle n'a toutefois pas à la date du présent rapport, fait le choix d'une personnalité dont elle attend qu'elle apporte au Conseil d'Administration une compétence et une expertise complémentaires.

La durée et la stabilité des fonctions exercées par la majorité des membres du Conseil, les fonctions de direction opérationnelle exercées par trois d'entre eux, sont garantes de leur parfaite connaissance des métiers de l'entreprise et de son environnement, de l'organisation de la société et de son Groupe, et leur garantissent une information permanente et approfondie des sujets traités. Aussi, à la date du présent rapport, et au regard de cette expérience acquise, il n'a pas été mis en place de programmes de formations spécifiques pour les membres du Conseil, tel que préconisé par la recommandation R5 du Code Middlednext.

Ainsi, selon le cas, il devra :

- soit s'abstenir de participer aux délibérations et au vote de la convention ou de l'opération faisant apparaître un conflit d'intérêt,
- soit ne pas assister aux réunions du Conseil d'Administration pendant la période pendant laquelle il se trouve en situation de conflit d'intérêts,
- soit démissionner de ses fonctions d'administrateur.

Le Président du Conseil d'Administration est également autorisé à ne pas transmettre à un administrateur dont il a des motifs sérieux de penser qu'il est en conflit d'intérêts, des informations ou documents afférents au sujet conflictuel, et informe le Conseil de cette absence de transmission.

Lors de la réunion du 24 mars 2026 le Conseil d'Administration a considéré qu'il n'existait pas de conflit d'intérêt connu.

C

1

2

3

4

5

6

7

INFORMATIONS PARTICULIÈRES RELATIVES AUX MANDATAIRES SOCIAUX :

A la connaissance de la société, et au jour de l'établissement du présent document, aucun des membres du Conseil d'Administration et de la Direction Générale, au cours des 5 dernières années :

- n'a été condamné pour fraude ;
- n'a été associé à une faillite, mise sous séquestre, liquidation ou placement d'entreprises sous administration judiciaire ;
- n'a fait l'objet d'une mise en cause et/ou sanction publique officielle prononcée par une autorité statutaire ou réglementaire ;
- n'a été déchu par un tribunal du droit d'exercer la fonction de membre d'un organe d'administration, de direction ou de surveillance d'un émetteur, ou d'intervenir dans la gestion ou la conduite des affaires d'un émetteur.

A la connaissance de la société et au jour de l'établissement du présent rapport, aucun conflit d'intérêts n'est identifié entre les devoirs de chacun des membres du Conseil d'Administration et de la Direction Générale à l'égard de la société en leur qualité de mandataire social et leurs intérêts privés ou autres devoirs.

A la connaissance de la société et au jour de l'établissement du présent rapport, il n'existe pas de contrats de services liant les membres du Conseil d'Administration et de la Direction Générale à l'émetteur ou à l'une quelconque de ses filiales et prévoyant l'octroi d'avantages au terme d'un tel contrat.

Les dispositions des pactes Dutreil souscrits le 29 décembre 2024 pour l'application de l'article 787 B du Code Général des Impôts, et du pacte d'actionnaires signé le 29 décembre 2024, emportant restriction aux transferts d'actions détenues par les actionnaires concertants, sont décrites au chapitre 6 paragraphe 6.3.4 du présent document d'enregistrement universel.

A la connaissance de la société et au jour de l'établissement du présent rapport, il n'existe pas d'arrangement ou d'accord conclu avec les principaux actionnaires, ou avec des clients ou des fournisseurs aux termes desquels l'un des membres du Conseil d'Administration et de la Direction Générale a été sélectionné en cette qualité.

5.1.2. Conditions de préparation et d'organisation des travaux du conseil d'administration

CODE DE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

La société se réfère au Code de gouvernement d'entreprise Middlednext de décembre 2009 révisé en septembre 2021 (ci-après le Code). Ce Code est disponible sur le site de Middlednext (www.middlednext.com).

C'est à l'occasion de sa réunion en date du 14 avril 2010 que le Conseil d'Administration a adopté ce dernier, considérant qu'il était adapté à la taille de la société, à la structure de son actionnariat caractérisée par un actionnaire de référence majoritaire et à sa dimension familiale.

Conformément à la recommandation du Code, le Conseil a pris connaissance des points de vigilance présentés par le Code.

Le Conseil d'Administration a fait le choix d'adopter ledit Code et d'expliquer, au sein du présent rapport sur le gouvernement d'entreprise, les raisons pour lesquelles certaines recommandations n'étaient pas appliquées par la société à la date du présent rapport (ainsi, la recommandation R5 sur la formation des membres du Conseil comme indiqué au paragraphe 5.1.1 "Indépendance et formation des membres du Conseil" et la recommandation R3 sur le nombre de membres du Conseil indépendants, comme indiqué au paragraphe 5.1.1 "Indépendance et formation des membres du Conseil", seul un membre pouvant être qualifié d'indépendant à la date du présent rapport).

REGLEMENT INTERIEUR DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'Administration a établi son règlement intérieur conformément à la recommandation R9 du Code Middlednext. Le règlement intérieur détermine le rôle du Conseil, les opérations soumises à son autorisation préalable, ses règles de composition et de fonctionnement et rappelle aux administrateurs les règles de déontologie et d'éthique à observer dans le cadre de l'exercice de leur mandat et leurs différentes obligations (telles que notamment leur obligation de loyauté, de non concurrence, de révélation de conflits d'intérêts ou leur devoir d'abstention d'intervention sur les titres de la société en cas de détention d'informations privilégiées).

Ce règlement intérieur, établi le 14 avril 2009 et modifié pour la dernière fois en date du 06 juin 2025, est disponible sur le site internet de la société (www.groupe-crit.com).

POUVOIRS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'Administration détermine les orientations de l'activité de la société et veille à leur mise en œuvre conformément à son intérêt social, en prenant en considération les enjeux sociaux et environnementaux de son activité.

Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, le Conseil d'Administration se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent. Il procède à tous contrôles et vérifications qu'il juge opportun.

Le Conseil d'Administration a notamment pour mission de :

- Choisir le mode de direction
- Désigner et révoquer les mandataires sociaux dirigeants, fixer leur rémunération
- Veiller à la qualité de l'information fournie aux actionnaires ainsi qu'aux marchés
- Procéder à l'arrêté des comptes sociaux et consolidés, annuels et semestriels

FONCTIONNEMENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

CONVOCATIONS, QUORUM ET MAJORITÉ

Le Conseil d'Administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige, sur convocation de son Président. Les convocations peuvent être faites par tous moyens et même verbalement.

Les réunions du Conseil d'Administration peuvent se tenir au siège social ou en tout autre endroit de la même ville. Le Conseil peut se réunir en tout autre lieu sous réserve de l'accord de la majorité des administrateurs.

Les décisions du Conseil peuvent également être prises, à l'initiative du Président, par consultation écrite des administrateurs. Dans ce cas, le texte des décisions proposées ainsi que les documents nécessaires sont adressés aux administrateurs par tous moyens écrits et les administrateurs disposent de 5 jours ouvrés suivant l'envoi de la demande pour émettre leur vote (ce délai pouvant être réduit en cas d'urgence). Le vote peut être émis par tous moyens écrits, en ce compris par voie électronique. Tout administrateur n'ayant pas répondu dans le délai est réputé absent et ne pas avoir participé à la décision. Tout administrateur dispose de la faculté de s'opposer au recours à cette modalité de consultation dans le délai de 1 jour ouvré à compter de l'envoi de la demande. Dans ce cas, le Président en informe les autres administrateurs et convoque un Conseil d'Administration.

Au cours de l'exercice écoulé, les réunions du Conseil d'Administration se sont toutes déroulées au siège social.

- Autoriser préalablement toute caution, aval ou garantie donnée par la société, conformément aux dispositions de l'article L.225-35 du Code de commerce.

Il détermine les grandes orientations stratégiques du Groupe et veille à la mise en œuvre de l'ensemble des décisions relatives à ces grandes orientations, il se prononce préalablement sur les opérations significatives de réorganisation juridique et les opérations de croissance externe.

Pour permettre aux membres du Conseil de préparer utilement les réunions et leur assurer une information de qualité dans le respect du règlement intérieur du Conseil d'Administration et de la recommandation R4 du Code Middlednext, le Président s'assure que les membres du Conseil disposent, dans un délai suffisant, de toutes les informations relatives aux questions inscrites à l'ordre du jour et nécessaires à l'accomplissement de leur mission. Les membres du Conseil sont par ailleurs invités à solliciter du Président toutes informations complémentaires qu'ils jugeraient utiles.

Si le Conseil ne s'est pas réuni depuis plus de deux mois, des administrateurs constituant au moins le tiers des membres du Conseil, ou le Directeur Général, peuvent demander au Président de le convoquer sur un ordre du jour déterminé.

Le Conseil d'Administration se réunit sous la présidence de son Président, ou en cas d'empêchement, du membre désigné par le Conseil pour le présider.

Le Conseil d'Administration ne délibère valablement que si la moitié au moins de ses membres sont présents. Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents et représentés. En cas de partage de voix, la voix du Président est prépondérante.

Bien que le Conseil d'Administration privilégie la présence physique des administrateurs, ces derniers ont également la possibilité de participer à toute réunion du Conseil d'Administration par un moyen de télécommunication qui permette leur identification et garantisse leur participation effective. Au cours de l'exercice écoulé, un administrateur a utilisé cette faculté lors de 4 réunions du Conseil et un autre administrateur l'a utilisé lors de deux réunions du Conseil.

Les Commissaires aux comptes sont convoqués, conformément aux dispositions de l'article L.821-65 du Code de commerce, à toutes les réunions du Conseil qui examinent et arrêtent les comptes annuels et semestriels.

C

1

2

3

4

5

6

7

REUNIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le calendrier prévisionnel des réunions du Conseil d'Administration pour l'année à venir est établi en fin d'exercice précédent lors de l'établissement du calendrier prévisionnel des annonces financières. Les réunions programmées sont au nombre de six, les autres réunions sont décidées en fonction des sujets à traiter et des décisions à prendre en cours d'exercice.

Dans le respect de la recommandation R6 du Code Middlednext, le Président veille à ce que la fréquence et la durée des réunions permettent un examen approfondi des thèmes abordés.

Au cours de l'exercice écoulé, le Conseil d'Administration s'est réuni à 6 reprises. Outre l'examen et l'arrêté des comptes sociaux et consolidés annuels et semestriels, et la préparation de l'Assemblée Générale du 6 juin 2025, il a été appelé à délibérer notamment sur les sujets suivants :

- La présentation des chiffres d'affaires annuels et trimestriels et l'arrêté de l'information financière correspondante,
- L'examen et l'approbation des documents de gestion prévisionnelle,
- Le suivi des sujets de gouvernance d'entreprise, rémunérations des mandataires sociaux et des dirigeants, constatation de l'élection de l'administrateur représentant les salariés,
- La mise en œuvre du programme de rachat d'actions propres,
- L'examen du résultat des votes des résolutions soumises au vote des actionnaires à l'issue de l'Assemblée Générale annuelle,

COMITÉS SPÉCIALISÉS

Conformément aux dispositions statutaires et tel que préconisé par la recommandation R7 du Code Middlednext, le Conseil d'Administration peut, en fonction de ses besoins, décider la création de Comités chargés d'étudier les questions que lui-même ou son Président soumet, pour avis, à leur examen. Il fixe, conformément aux dispositions prévues par le règlement intérieur du Conseil, la composition et les attributions des Comités qui exercent leur activité sous sa responsabilité. Il fixe également la rémunération des personnes les composant.

Eu égard à la composition majoritairement familiale du Conseil, aux conditions de rémunérations des mandataires sociaux, à la souplesse de fonctionnement et à la réactivité du Conseil, la société n'a pas jugé utile de constituer de comités des nominations et des rémunérations.

Après avoir analysé la structure de ses activités, les risques associés, les systèmes de contrôle interne existants ainsi que les conditions dans lesquelles est élaborée l'information financière, le Conseil a considéré que l'organisation actuelle où les fonctions du comité d'audit et les missions qui lui sont dévolues sont assurées par le Conseil d'Administration ne nécessitait pas en l'état de modification. En conséquence, il a choisi de se placer sous le régime des exemptions d'institution d'un tel comité défini

- La revue et la mise à jour du règlement intérieur du Conseil d'Administration,
- L'évaluation du fonctionnement du Conseil et de la préparation de ses travaux.

Tout administrateur peut donner mandat à un autre administrateur de le représenter à une séance du Conseil. Chaque administrateur ne peut disposer, au cours d'une même séance, que d'une seule procuration. Au cours de l'exercice écoulé, aucun administrateur n'a utilisé cette faculté.

Chaque réunion du Conseil d'Administration fait l'objet d'un procès-verbal résumant les débats et approuvé lors de la réunion du Conseil suivante.

D'une manière habituelle, après la revue du procès-verbal relatant les délibérations et décisions de la précédente réunion, le Conseil délibère et statue sur les questions proposées à son ordre du jour. Le Président de séance veille à ce que l'intégralité des points portés à l'ordre du jour soit examinée par les membres du Conseil.

En fonction des sujets traités, les administrateurs peuvent inviter aux réunions du Conseil les directeurs ou fonctionnels exerçant leurs responsabilités au sein de la société ou des sociétés du Groupe. Ces derniers sont tenus à la discrétion à l'égard des informations présentant un caractère confidentiel et données comme telles par le Président du Conseil.

à l'article L. 821-68 du Code de commerce (fonctions du comité d'audit assurées par le Conseil d'Administration) dont il respecte les conditions.

Aussi, le Conseil d'Administration de la société s'est réuni deux fois au cours de l'exercice écoulé, en formation de comité d'audit, avec la présence de trois de ses membres lors du Conseil d'arrêté des comptes annuels et de l'ensemble de ses membres lors du Conseil d'arrêté des comptes semestriels.

Conscient de l'apport des politiques de Développement Durable dans l'amélioration de sa performance et le bien-être de ses salariés, le Groupe développe depuis plusieurs années une politique de Responsabilité Sociale, Sociétale et Environnementale. Les politiques associées, relatives notamment à la lutte contre toute discrimination, à la représentation de la diversité, sont décrites dans le reporting de durabilité figurant au chapitre 4 du présent Document d'Enregistrement Universel.

Compte tenu de l'importance croissante de ces enjeux, le Groupe a décidé la mise en place d'un comité Responsabilité Sociale et Environnementale (RSE), dont l'objectif est principalement de s'assurer de la maîtrise des Impacts, Risques et Opportunités en matière de durabilité par le Groupe CRIT, de la mise en œuvre des politiques et actions adéquates.

EVALUATION DU FONCTIONNEMENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

En application de son règlement intérieur et de la recommandation R13 du Code Middlednext, le Conseil d'Administration consacre une fois par an un point de son ordre du jour à l'évaluation de son fonctionnement et de la préparation de ses travaux. Ce point est inscrit par le Président du Conseil à l'ordre du jour du Conseil d'Administration appelé à arrêter les comptes de l'exercice écoulé.

Au regard de la composition et de la taille du Conseil d'Administration, la société n'a pas jugé opportun de procéder à une évaluation externe formelle, privilégiant l'autoévaluation par les administrateurs.

Lors de sa dernière réunion en date du 24 mars 2026, les membres du Conseil d'Administration ont été invités à s'exprimer sur le fonctionnement du Conseil d'Administration et sur les conditions de préparation de ses travaux.

DÉLÉGATIONS EN COURS DE VALIDITÉ ACCORDÉES PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION EN MATIÈRE D'AUGMENTATION DU CAPITAL

Le tableau récapitulatif des délégations en cours de validité accordées par l'Assemblée Générale des actionnaires dans le domaine des augmentations de capital, et faisant apparaître l'utilisation faite de ces délégations au cours de l'exercice, est fourni au chapitre 6 section 6.2.6 du présent document d'enregistrement universel.

5.1.3. Modalités d'exercice de la Direction Générale – missions et pouvoirs de la Présidente Directrice Générale et de la Directrice-Générale Déléguée – limitations apportées aux pouvoirs de la Directrice Générale

Le Conseil d'Administration du 10 juin 2022, appelé à se prononcer sur le mode d'exercice de la Direction Générale, a décidé de ne pas modifier le mode d'organisation précédemment adopté, et a opté à l'unanimité de ses membres pour le maintien du cumul des fonctions de Président du Conseil et de Directeur général. Ce Conseil a ainsi renouvelé le mandat de Présidente-Directrice Générale de Nathalie JAOUI et le mandat de Directrice Générale Déléguée de Madame Karine GUEDJ.

Ce mode d'exercice de la Direction Générale est retenu pour une durée équivalente à celle du mandat d'administrateur du Président du Conseil d'Administration. Il fait l'objet d'un réexamen par le Conseil d'Administration en cas de cessation pour quelque motif que ce soit du mandat du Président du Conseil d'Administration et/ou de celui de Directeur Général.

En sa qualité de Présidente du Conseil d'Administration, et en application des dispositions de l'article L.225-51 du Code de commerce, Madame Nathalie JAOUI organise et dirige les travaux du Conseil d'Administration dont elle rend compte à l'Assemblée Générale. Elle veille au bon fonctionnement des organes de la société et s'assure en particulier que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission. La durée de ses fonctions de Présidente du Conseil d'Administration ne peut excéder celle de son mandat d'administrateur.

En sa qualité de Directrice Générale, Madame Nathalie JAOUI assume sous sa responsabilité la Direction générale de la société. Elle est investie des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société. Elle exerce ses pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve des pouvoirs expressément attribués par la loi aux Assemblées d'actionnaires et des pouvoirs réservés au Conseil d'Administration.

Aucune limitation n'a été apportée aux pouvoirs de la Directrice Générale. Ces pouvoirs sont toutefois exercés dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux Assemblées d'actionnaires et au Conseil d'Administration, ainsi notamment pour la délivrance de cautions, avals ou garanties donnés par la société.

La Présidente-Directrice Générale requiert également l'accord du Conseil d'Administration préalablement à toutes opérations de croissance externe, toutes opérations d'importance stratégique ou opérations significatives de réorganisation juridique.

Madame Karine GUEDJ, en sa qualité de Directrice Générale Déléguée dispose à l'égard des tiers des mêmes pouvoirs que la Directrice Générale.

5.2. Rémunérations des organes d'administration et de direction

5.2.1. Rémunérations des mandataires sociaux

APPROBATION DES ÉLÉMENTS DE RÉMUNÉRATION VERSÉS OU ATTRIBUÉS AU TITRE DE L'EXERCICE ÉCOULÉ AUX MANDATAIRES SOCIAUX

L'ensemble des éléments composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice écoulé et attribués au titre du même exercice aux mandataires sociaux sont conformes à la politique de rémunération approuvée par l'Assemblée Générale du 6 juin 2025.

Ces éléments de rémunération, adaptés au contexte du Groupe et au caractère familial de la détention du capital, contribuent aux performances de la société.

Conformément aux dispositions de l'article L.22-10-34 du Code de commerce, ces éléments, tels que présentés ci-dessous, seront soumis au vote de l'Assemblée Générale du 5 juin 2026, comme présenté au chapitre 7.4.1 du présent document d'enregistrement universel.

TABLEAUX RÉCAPITULATIFS DES RÉMUNÉRATIONS

Au titre des exercices clos les 31 décembre 2024 et 31 décembre 2025, aucune rémunération ou avantage de toute nature n'a été versé à un mandataire social de la société par une société comprise dans le périmètre de consolidation au sens de l'article L. 233-16 du Code de commerce.

Les rémunérations brutes totales et les avantages de toute nature versés par la société à chacun des mandataires sociaux durant les exercices clos les 31 décembre 2024 et 31 décembre 2025 s'établissent comme suit :

Tableau de synthèse des rémunérations et des options et actions attribuées à chaque dirigeant mandataire social

	Exercice 2025	Exercice 2024
Nathalie JAOUI, Présidente-Directrice Générale		
Rémunérations attribuées au titre de l'exercice (détaillées au tableau ci-dessous)	739 016 €	881 924 €
Valorisation des rémunérations variables pluriannuelles attribuées au cours de l'exercice	-	-
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	-	-
Valorisation des actions attribuées gratuitement au cours de l'exercice	-	-
Valorisation des autres plans de rémunération de long terme	-	-
Karine GUEDJ, Directrice Générale Déléguée		
Rémunérations attribuées au titre de l'exercice (détaillées au tableau ci-dessous)	183 027 €	183 060 €
Valorisation des rémunérations variables pluriannuelles attribuées au cours de l'exercice	-	-
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	-	-
Valorisation des actions attribuées gratuitement au cours de l'exercice	-	-
Valorisation des autres plans de rémunération de long terme	-	-

Tableau récapitulatif des rémunérations de chaque dirigeant mandataire social

	Exercice 2025		Exercice 2024	
	Montants attribués	Montants versés	Montants attribués	Montants versés
Nathalie JAOUI, Présidente-Directrice Générale				
Rémunération fixe	500 000 €	500 000 €	500 000 €	500 000 €
Rémunération variable annuelle ⁽¹⁾	235 000 €	375 000 €	375 000 €	-
Rémunération variable pluriannuelle	-	-	-	-
Rémunération exceptionnelle ⁽²⁾	-	-	-	100 000 €
Rémunération allouée à raison du mandat d'administrateur	-	-	-	-
Avantages en nature ⁽³⁾	4 016 €	4 016 €	6 924 €	6 924 €
TOTAL	739 016 €	879 016 €	881 924 €	606 924 €
Karine GUEDJ, Directrice Générale Déléguée				
Rémunération fixe	180 000 €	180 000 €	180 000 €	180 000 €
Rémunération variable annuelle	-	-	-	-
Rémunération variable pluriannuelle	-	-	-	-
Rémunération exceptionnelle	-	-	-	-
Rémunération allouée à raison du mandat d'administrateur	-	-	-	-
Avantages en nature ⁽³⁾	3 027 €	3 027 €	3 060 €	3 060 €
TOTAL	183 027 €	183 027 €	183 060 €	183 060 €

(1) La rémunération variable de Nathalie JAOUI est celle résultant de la politique de rémunération approuvée par l'Assemblée Générale du 6 juin 2025 : une valeur cible à 75% de la rémunération annuelle fixe (pondérée à hauteur de 75% de critères quantifiables et de 25% de critères qualitatifs) pouvant varier entre 0 et 75% de cette rémunération en fonction du niveau d'atteinte des critères définis. Dans ce cadre, le Conseil d'Administration du 24 mars 2026 a procédé à la constatation, critère par critère, des objectifs fixés, et constaté que la rémunération variable annuelle de Nathalie JAOUI attribuée au titre de l'exercice 2025 était de 235 000 €, soit 62% de sa rémunération variable maximum et 47 % de sa rémunération fixe annuelle.

(2) Bonus exceptionnel attribué au titre de l'exercice 2023 décidé par le Conseil d'Administration du 24 avril 2024 au regard de l'implication dans le processus d'acquisition et d'intégration réussie d'une nouvelle filiale, versé en 2024.

(3) L'avantage en nature est lié à la mise à disposition du dirigeant d'un véhicule de fonction.

Tableau sur les rémunérations allouées à raison du mandat d'administrateur et les autres rémunérations perçues par les mandataires sociaux non dirigeants

	Montants attribués au titre de l'exercice 2025	Montants versés au cours de l'exercice 2025	Montants attribués au titre de l'exercice 2024	Montants versés au cours de l'exercice 2024
Mandataires sociaux non dirigeants				
Jean-José INOCENCIO				
Rémunérations (fixe, variable)	12 000	12 000	12 000	12 000
Autres rémunérations	-	-	-	-
TOTAL	12 000	12 000	12 000	12 000

Les tableaux n° 4 à 10 de l'annexe 2 de la Position-recommandation de l'AMF – DOC – 2021-02 Guide d'élaboration des documents d'enregistrement universel - ne sont pas applicables.

Dirigeants mandataires sociaux	Contrat de travail		Régime de retraite supplémentaire		Indemnités ou avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison de la cessation ou du changement de fonctions		Indemnités relatives à une clause de non concurrence	
	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non
Nathalie JAOUI Présidente Directrice Générale Renouvelée le 10 juin 2022 Fin de mandat : AGO 2028		X		X		X		X
Karine GUEDJ Directrice Générale Déléguée Renouvelée le 10 juin 2022 Fin de mandat : AGO 2028		X		X		X		X

LES RATIOS D'ÉQUITÉ

Conformément aux dispositions de l'article L.22-10-9 du Code de commerce, le tableau ci-après présente les niveaux de rémunération de chacun des dirigeants mandataires sociaux mis au regard de la rémunération moyenne et médiane sur une base équivalent temps plein **des salariés de la société autres que les mandataires sociaux**.

Tel que préconisé par la recommandation R16 du code Middlednext, les niveaux de rémunération de chacun des dirigeants mandataires sociaux sont également présentés par comparaison avec le SMIC.

L'évolution des rémunérations et des ratios est mise en perspective de l'évolution du chiffre d'affaires et de l'EBITDA consolidés.

	2021	2022	2023	2024	2025
Rémunération moyenne des salariés hors mandataires sociaux ⁽¹⁾⁽²⁾	156 670	158 592	178 744	242 613	304 906
Rémunération médiane des salariés hors mandataires sociaux ⁽¹⁾⁽²⁾	144 599	147 978	155 738	177 002	184 258
Claude GUEDJ, Président Directeur Général jusqu'au 12 février 2022 ⁽³⁾					
Ratio sur la rémunération moyenne	1,5	/	/	/	/
Ratio sur la rémunération médiane	1,7	/	/	/	/
Ratio complémentaire par comparaison au SMIC	12,8	/	/	/	/
Nathalie JAOUI, Directrice Générale Déléguée jusqu'au 24 février 2022 puis Présidente-Directrice Générale					
Ratio sur la rémunération moyenne	2,6	1,9	1,7	2,5	2,9
Ratio sur la rémunération médiane	2,8	2,1	2,0	3,4	4,8
Ratio complémentaire par comparaison au SMIC	21,7	15,5	14,7	28,5	40,7
Karine GUEDJ, Directrice Générale Déléguée					
Ratio sur la rémunération moyenne	1,2	1,2	1,0	0,8	0,6
Ratio sur la rémunération médiane	1,3	1,2	1,2	1,0	1,0
Ratio complémentaire par comparaison au SMIC	9,8	9,3	8,8	8,6	8,5
Chiffre d'affaires consolidé (en M€)	2 032,5	2 336,5	2 536,1	3 124,0	3 372,0
Ebitda consolidé (en M€)	113,2	134,8	136,5	149,1	145,2

(1) Rémunération sur une base équivalent temps plein

(2) S'entend de la rémunération versée au titre de l'exercice

(3) Non fourni à partir de 2022 compte tenu du décès de Monsieur Claude GUEDJ le 12 février 2022

Sur la base du périmètre jugé plus représentatif, constitué de l'intégralité **des salariés des sociétés françaises de Travail Temporaire, d'Assistance Aéroportuaire et de l'essentiel des salariés des sociétés qui constituaient le pôle Autres services** (dont la société a le contrôle exclusif au sens de l'article L233-16 du Code de commerce), les ratios d'équité entre la rémunération de chacun des dirigeants mandataires sociaux et les rémunérations moyennes et médianes versées au titre des cinq derniers exercices d'une part et par comparaison au SMIC d'autre part, s'établissent comme suit :

	2021	2022	2023	2024	2025
Rémunération moyenne des salariés hors mandataires sociaux ⁽¹⁾⁽²⁾	32 216	36 167	36 837	32 323	35 110
Rémunération médiane des salariés hors mandataires sociaux ⁽¹⁾⁽²⁾	27 819	32 860	33 585	28 534	30 154
Claude GUEDJ, Président Directeur Général jusqu'au 12 février 2022 ⁽³⁾					
Ratio sur la rémunération moyenne	7,4	/	/	/	/
Ratio sur la rémunération médiane	8,6	/	/	/	/
Ratio complémentaire par comparaison au SMIC	12,8	/	/	/	/
Nathalie JAOUJ, Directrice Générale Déléguée jusqu'au 24 février 2022 puis Présidente-Directrice Générale					
Ratio sur la rémunération moyenne	12,6	8,5	8,3	18,8	25,0
Ratio sur la rémunération médiane	14,6	9,3	9,1	21,3	29,2
Ratio complémentaire par comparaison au SMIC	21,7	15,5	14,7	28,5	40,7
Karine GUEDJ, Directrice Générale Déléguée					
Ratio sur la rémunération moyenne	5,7	5,1	5,0	5,7	5,2
Ratio sur la rémunération médiane	6,6	5,6	5,5	6,4	6,1
Ratio complémentaire par comparaison au SMIC	9,8	9,3	8,8	8,6	8,5
Chiffre d'affaires consolidé (en M€)	2 032,5	2 336,5	2 536,1	3 124,0	3 372,0
Ebitda consolidé (en M€)	113,2	134,8	136,5	149,1	145,2

(1) Rémunération sur une base équivalent temps plein, des salariés en CDI présents à la clôture de l'exercice

(2) S'entend de la rémunération versée au titre de l'exercice

(3) Non fourni à partir de 2022 compte tenu du décès de Monsieur Claude GUEDJ le 12 février 2022

5.2.2. La politique de rémunération des mandataires sociaux

Conformément aux dispositions de l'article L.22-10-8 du Code de commerce, la politique de rémunération des mandataires sociaux est établie par le Conseil d'Administration.

Sa détermination, sa révision éventuelle et sa mise en œuvre font l'objet d'une délibération annuelle du Conseil d'Administration à l'occasion de laquelle sont également examinées et arrêtées les rémunérations des dirigeants mandataires sociaux versées ou attribuées au titre de l'exercice écoulé.

La politique de rémunération porte sur l'ensemble des éléments de rémunération fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature et autres engagements pris par la société au bénéfice des mandataires. Elle est établie conformément aux principes définis par le code Middlednext (R16).

Le Président-Directeur Général et le Directeur Général Délégué ne prennent part ni aux délibérations ni au vote sur les éléments de rémunération et engagement les concernant.

Conformément aux dispositions de l'article L.22-10-8 du code de commerce, la politique de rémunération des mandataires sociaux pour l'exercice 2026, arrêtée par le Conseil d'Administration du 29 avril 2026, est soumise à l'approbation de l'Assemblée Générale du 5 juin 2026 ; les résolutions proposées à ce titre sont présentées au chapitre 7.4.1 du présent document d'enregistrement universel.

POLITIQUE DE RÉMUNÉRATION DU PRÉSIDENT-DIRECTEUR GENERAL

Dans le cadre de la détermination de la rémunération globale du Président-Directeur Général, le Conseil d'Administration a pris en compte les principes formulés par le Code Middlednext, la performance financière du Groupe ainsi que les pratiques de marché sur un panel de sociétés comparables en termes de taille, d'activité ou encore de caractère familial.

Rémunération fixe

Le Président-Directeur Général bénéficie au titre de l'exercice de son mandat, d'une rémunération fixe qui est arrêtée annuellement par le Conseil d'Administration. Cette rémunération est déterminée au regard de l'étendue de ses fonctions et de ses responsabilités et tient compte de son expérience et de son ancienneté dans le Groupe.

Il n'y a pas de modification dans la politique de rémunération des mandataires sociaux soumise à l'approbation de l'Assemblée Générale du 5 juin 2026 par rapport à celle applicable pour l'exercice 2025 et qui avait été adoptée par l'Assemblée Générale Mixte du 6 juin 2025.

Cette politique demeure adaptée au contexte familial du Groupe et son objectif est de contribuer à la pérennité de l'entreprise et d'être conforme à son intérêt social. Elle est différenciée pour chacun des dirigeants mandataires sociaux en fonction des responsabilités assumées.

Aucun élément de rémunération, de quelque nature que ce soit, ne pourra être déterminé, attribué ou versé par la société aux mandataires sociaux, s'il n'est pas conforme à la politique de rémunération approuvée. Il n'est possible de déroger à cette politique que dans les conditions prévues par la loi.

Les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature qui peuvent être accordée au Président-Directeur Général en raison de son mandat sont les suivants :

Elle est versée mensuellement sur 12 mois.

Cette rémunération fixe est susceptible d'être révisée par le Conseil d'Administration en tenant compte notamment des résultats économiques et financiers de la société.

Rémunération variable

Le Président-Directeur Général bénéficie, à hauteur d'un maximum de 75% de sa rémunération fixe annuelle brute, d'une rémunération variable soumise à condition de performance.

La rémunération variable est adossée à des critères quantitatifs et qualitatifs, alignés avec la performance du Groupe, dont la nature et la pondération sont définis par le Conseil en fonction de ses priorités stratégiques. Les objectifs associés à ces critères sont fixés annuellement par le Conseil.

Au titre de l'exercice 2026, le Conseil a retenu les critères et les pondérations suivants :

- 60% de la rémunération variable repose sur les agrégats financiers quantifiables, liés à la performance du Groupe, sur lesquels la société communique régulièrement (dont 50% liés au chiffre d'affaires consolidé et 50% liés à l'EBITDA et au résultat du Groupe avant impôt). Le respect de ces critères de performance quantitatifs est mesuré au regard des comptes consolidés de l'exercice clos. Le Conseil d'Administration évalue le niveau d'atteinte de chacun des critères financiers, défini précisément par le Conseil d'Administration.

- Les critères non financiers, qui représentent 40% de la rémunération variable, reposent sur les objectifs qualitatifs suivants :

- La poursuite du déploiement de la politique de durabilité du Groupe et du suivi des indicateurs sociaux, environnementaux et de gouvernance, pour 25% de la rémunération variable. Les critères sont définis précisément par le Conseil d'Administration, tels la réduction du taux de fréquence des accidents du travail, l'amélioration du taux d'emploi des personnes en situation de handicap, la réduction de l'empreinte carbone et le verdissement du parc automobile. Le Conseil évalue au terme de l'exercice clos le niveau d'atteinte des critères.
- Le suivi de la politique et des projets de croissance externe pour 15% de la rémunération variable.

Il est rappelé que conformément aux dispositions de l'article L.22-10-34 du Code de commerce, le versement des éléments de rémunération variable attribuée à un dirigeant mandataire social au titre de l'exercice écoulé, ne peut avoir lieu qu'après approbation par l'Assemblée Générale des éléments de rémunération de la personne concernée, dans les conditions prévues audit article.

Avantages en nature

Le Président-Directeur Général bénéficie d'un avantage en nature constitué par la mise à disposition d'un véhicule de fonction.

Aucun autre avantage en nature n'est consenti aux dirigeants mandataires sociaux.

Rémunération exceptionnelle

Aux rémunérations fixes et variables du Président-Directeur Général est susceptible de s'ajouter, au regard de circonstances particulières, une rémunération exceptionnelle.

L'octroi et le montant de cette rémunération sont soumis à une décision motivée du Conseil d'Administration en fonction notamment de circonstances ou d'opérations exceptionnelles intéressant le développement du Groupe, en fonction de l'implication particulière du Président-Directeur Général sur une opération exceptionnelle ou à l'occasion de la réalisation d'une opération stratégique ou dans la réussite d'un projet particulier.

Conformément aux dispositions de l'article L.22-10-34 du Code de commerce, toute rémunération exceptionnelle attribuée à un dirigeant mandataire social au titre de l'exercice écoulé, ne peut être versée qu'après approbation par l'Assemblée Générale des éléments de rémunération de la personne concernée, dans les conditions prévues audit article.

POLITIQUE DE REMUNERATION DU DIRECTEUR GENERAL DELEGUE

Les éléments composant la rémunération totale et les avantages de toute nature qui peuvent être accordés à un Directeur Général Délégué en raison de son mandat sont les suivants :

Rémunération fixe

Le Directeur Général Délégué bénéficie au titre de son mandat, d'une rémunération fixe qui est arrêtée annuellement par le Conseil d'Administration. La rémunération fixe du Directeur Général Délégué est déterminée au regard de l'étendue de ses fonctions et de ses responsabilités et tient compte de son expérience et de son ancienneté dans le Groupe.

Elle est versée mensuellement sur 12 mois.

Cette rémunération fixe est susceptible d'être révisée annuellement par le Conseil d'administration en tenant compte notamment des résultats économiques et financiers de la société.

Avantages en nature

Le Directeur Général Délégué bénéficie d'un avantage en nature constitué de la mise à disposition d'un véhicule de fonction.

Rémunération exceptionnelle

A la rémunération fixe du Directeur Général Délégué est susceptible de s'ajouter, au regard de circonstances particulières, une rémunération exceptionnelle.

L'octroi et le montant de cette rémunération sont soumis à une décision motivée du Conseil d'Administration en fonction notamment de circonstances ou d'opérations exceptionnelles intéressant le développement du Groupe, en fonction de l'implication particulière du Directeur Général Délégué sur une opération exceptionnelle ou à l'occasion de la réalisation d'une opération stratégique ou dans la réussite d'un projet particulier.

Autres éléments de rémunération

Les dirigeants mandataires sociaux ne bénéficient d'aucun(e) :

- Rémunération allouée à raison de leur mandat d'administrateur (anciennement jetons de présence),
- Rémunération au titre d'un contrat de travail, aucun dirigeant mandataire social ne cumulant l'exercice de son mandat avec un contrat de travail,
- Engagement pris par la société elle-même ou par toute société contrôlée au sens des II et III de l'article L.233-16 du Code de commerce, et correspondant à des éléments de rémunération, des indemnités ou des avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison de la cessation ou du changement de leurs fonctions, ou postérieurement à celles-ci, ou des droits conditionnels octroyés au titre d'engagements de retraite à prestations définies,

Conformément aux dispositions de l'article L.22-10-34 du Code de commerce, toute rémunération exceptionnelle attribuée à un dirigeant mandataire social au titre de l'exercice écoulé, ne peut être versée qu'après approbation par l'Assemblée Générale des éléments de rémunération de la personne concernée, dans les conditions prévues audit article.

- Engagement pris par la société et correspondant à des indemnités en contrepartie d'une clause de non-concurrence interdisant au bénéficiaire, après cessation de ses fonctions dans la société, l'exercice d'une activité professionnelle concurrente portant atteinte aux intérêts de la société,
- Régime de retraite complémentaire,
- Rémunérations et avantages versés sous forme d'attribution de titres de capital, de titres de créances ou de titres donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances de la société ou de sociétés contrôlantes ou contrôlées,
- Option de souscription ou d'achat d'actions, ni d'actions attribuées gratuitement,
- Rémunération versée en vertu d'un plan d'intéressement ou de primes, ou sous la forme de paiement en actions.

POLITIQUE DE RÉMUNÉRATION DES ADMINISTRATEURS

L'Assemblée Générale Mixte des actionnaires du 10 juin 2022 a fixé à 20 K€ le montant global annuel de la rémunération liée aux fonctions d'administrateurs à compter de l'exercice 2022 et pour chaque exercice suivant, jusqu'à nouvelle décision.

Conformément à la décision prise par le Conseil d'Administration le 22 mars 2022 et tel que préconisé par la recommandation R12 du code Middenext, cette rémunération est allouée au seul administrateur indépendant, et est fonction de sa participation au Conseil.

5.3. Conventions réglementées - Conventions courantes

Aucune convention nouvelle ni aucun engagement nouveau, n'ont été conclus ou pris au cours de l'exercice écoulé, ce dont il sera proposé à la prochaine Assemblée Générale de prendre acte purement et simplement.

Il n'existe par ailleurs pas de conventions intervenues directement ou par personne interposée, entre d'une part, le directeur général, l'un des directeurs généraux délégués, l'un des administrateurs ou l'un des actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10% d'une société, et d'autre part, une autre société contrôlée par la première au sens de l'article L.233-3 du Code de commerce.

Une fois par an, le Conseil d'Administration s'assure que les conventions courantes conclues à des conditions normales respectent toujours ces conditions, la mise en œuvre de cette vérification incombant à la direction juridique.

5.4. Éléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique (Article L.22-10-11 du Code de commerce)

Il est indiqué, en application des dispositions de l'article L. 22-10-11 du Code de commerce :

- La structure du capital de la société ainsi que les participations directes ou indirectes dans le capital, connues de la société en vertu des articles L. 233-7 et L. 233-12 du Code de commerce, et toutes informations en la matière, sont décrites au chapitre 6 section 6.3.1 du présent document d'enregistrement universel ;
- Il n'existe pas de restriction statutaire aux transferts d'actions ;
- Il n'existe pas de restriction statutaire à l'exercice des droits de vote hormis la privation des droits de vote pouvant être demandée par un ou plusieurs actionnaires détenant au moins 2% des droits de vote, en cas de non-déclaration du franchissement du seuil statutaire d'une fraction du capital représentant 1% des droits de vote, pendant un délai de 2 ans suivant la régularisation de la notification (article 11 des statuts) ;
- A la connaissance de la société, à l'exception des engagements de conservation des actions Groupe CRIT souscrits le 29 décembre 2024 pour l'application de l'article 787 B du Code Général des Impôts (tels que décrits au chapitre 6 section 6.3.4 du présent document d'enregistrement universel) et du pacte d'actionnaires conclu le 29 décembre 2024 tel que décrit au chapitre 6 section 6.3.4 du présent document d'enregistrement universel), il n'existe pas d'autres engagements signés entre actionnaires (notamment entre les dirigeants) pouvant entraîner des restrictions aux transferts d'actions et à l'exercice des droits de vote ;
- Il n'existe pas de titre comportant des droits de contrôle spéciaux ;
- Il n'existe aucune disposition pouvant avoir pour effet de retarder, de différer ou d'empêcher un changement de contrôle de la société. Toutefois, conformément à l'article 34 de nos statuts, les actions entièrement libérées pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative depuis 2 ans au moins au nom d'un même actionnaire, disposent d'un droit de vote double de celui conféré aux autres actions dont chacune donne droit à une voix ;
- Il n'existe pas de mécanismes de contrôle prévus dans un éventuel système d'actionnariat du personnel, avec des droits de contrôle qui ne sont pas exercés par ce dernier ;
- Les règles de nomination et de remplacement des membres du Conseil d'Administration sont les règles légales et statutaires prévues à l'article 15 des statuts de la société ;
- En matière de pouvoirs du Conseil d'Administration, les délégations et autorisations en cours de validité accordées en matière d'augmentation du capital sont décrites au chapitre 6 section 6.2.6 du présent document d'enregistrement universel ; les éléments relatifs au programme de rachat d'actions propres sont décrits au chapitre 6 section 6.2.4 du présent document d'enregistrement universel ;
- La modification des statuts de la société intervient conformément aux dispositions légales et réglementaires ;
- Il n'existe pas d'accord particulier prévoyant des indemnités pour les membres du Conseil d'Administration en cas de cessation de leurs fonctions ou pour les salariés en cas de démission, licenciement sans cause réelle et sérieuse ou si leur emploi prend fin en raison d'une offre publique ;
- Il n'existe pas d'accords significatifs conclus par la société qui sont modifiés ou prennent fin en cas de changement de contrôle de la société.

5.5. Modalités particulières relatives à la participation des actionnaires à l'Assemblée Générale

Les informations détaillées concernant les modalités particulières relatives à la participation des actionnaires à l'Assemblée Générale figurent au titre V – Assemblées Générales, des statuts de la société.

Conformément à la réglementation en vigueur, tout actionnaire, quel que soit le nombre de ses actions, a le droit de participer aux Assemblées Générales sur justification de son identité, sous la condition d'une inscription en compte des titres, au cinquième jour ouvré précédant l'Assemblée à zéro heure (heure de Paris), soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par la société, soit dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité. Il est précisé que le décret n°2026-94 du 13 février 2026 a modifié la record date (date d'inscription en compte) mentionnée à l'article R.22-10-28 du Code de commerce et l'a portée du deuxième au cinquième jour ouvré précédant l'Assemblée à zéro heure. Il sera proposé à la prochaine Assemblée de mettre en harmonie les dispositions de l'article 30 des statuts sur ce point.



Chapitre 6

Informations sur la société et son capital

6.1	Renseignements généraux concernant la société	226	6.3	Actionnariat	231
6.1.1	Principales informations juridiques	226	6.3.1	Répartition du capital social et des droits de vote au 28 février 2026	231
6.1.2	Principales dispositions des statuts de la société à jour au 6 juin 2025	226	6.3.2	Évolution de la répartition du capital et des droits de vote au cours des trois dernières années	234
6.2	Renseignements généraux concernant le capital social	228	6.3.3	Etat récapitulatif des opérations sur les titres de la société réalisées par des dirigeants et personnes liées mentionnées à l'article L621-18-2 du code monétaire et financier	237
6.2.1	Capital social	228	6.3.4	Pactes et conventions d'actionnaires / engagement de conservation d'actions	237
6.2.2	Valeurs mobilières	228	6.3.5	Politique de distribution de dividendes	238
6.2.3	Informations sur le capital de tout membre du Groupe faisant l'objet d'une option ou d'un accord prévoyant de le placer sous option	228	6.3.6	Schémas d'intéressement du personnel	239
6.2.4	Le programme de rachat d'actions propres	228	6.4	Nantissements, garanties et sûretés	239
6.2.5	Autorisation de réduction de capital dans le cadre du programme de rachat d'actions	229			
6.2.6	Délégations en cours de validité accordées par l'Assemblée générale au conseil d'administration en matière d'augmentation du capital	230			
6.2.7	Evolution du capital social au cours des trois derniers exercices	230			

6.1. Renseignements généraux concernant la société

6.1.1. Principales informations juridiques

Dénomination sociale (Article 3 des statuts)	GROUPE CRIT
Siège social (Article 4 des statuts)	6 rue Toulouse Lautrec 75017 PARIS - Téléphone : 01 49 18 55 55
Forme juridique(Article 1 ^{er} des statuts)	Société anonyme de droit français, régie notamment par les articles L 225-1 et suivants et L 22-10-1 et suivants du Code de commerce
Registre du Commerce et des Sociétés – Code APE	622 045 383 RCS PARIS - APE : 6430Z
Identifiant d'entité juridique (LEI)	969500KI179R130T7Q32
Date de constitution – Durée (Article 5 des statuts)	La société a été constituée le 21 août 1962 et expirera le 6 juin 2118, sauf dissolution anticipée ou prorogation (conformément à la décision de l'Assemblée Générale Mixte du 7 juin 2019).
Site internet	www.groupe-crit.com Les informations figurant sur le site web ne font pas partie intégrante du présent document sauf si ces informations sont incorporées par référence.

6.1.2. Principales dispositions des statuts de la société à jour au 6 juin 2025

EXERCICE SOCIAL (ARTICLE 38 DES STATUTS)

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et s'achève le 31 décembre.

OBJET SOCIAL (ARTICLE 2 DES STATUTS)

La société a notamment pour objet, en France et dans tous pays :

- L'acquisition par tous moyens, la gestion, la revente éventuelle de toutes participations dans le capital de sociétés françaises ou étrangères ;
- La fourniture de toutes prestations de services en matière commerciale, financière, administrative ou autres, ainsi que la réalisation de toutes opérations financières, immobilières ou commerciales, tant au profit ou à destination des sociétés dans lesquelles est détenue une participation que de tiers ;
- L'exercice de l'activité de marchand de biens ;
- et plus généralement, toutes opérations de quelque nature qu'elles soient, juridiques, économiques, financières, industrielles, agricoles, mobilières et immobilières, civiles ou commerciales se rattachant à l'objet social sus-indiqué ou à tous autres objets similaires ou connexes, de nature à favoriser directement ou indirectement le but poursuivi par la Société, son extension ou son développement.

AFFECTATION ET RÉPARTITION DES BÉNÉFICES (EXTRAIT DE L'ARTICLE 40 DES STATUTS)

Sur les bénéfices nets de chaque exercice, diminués, le cas échéant, des pertes antérieures, il est tout d'abord prélevé 5 % pour constituer le fonds de réserve légale.

Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ledit fonds atteint le dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de cette fraction.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice net de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice, l'Assemblée Générale prélève ensuite les sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Le solde, s'il en existe, est réparti entre toutes les actions, proportionnellement à leur montant libéré et non amorti.

MISE EN PAIEMENT DES DIVIDENDES (EXTRAIT DE L'ARTICLE 40 DES STATUTS)

Les modalités de mise en paiement des dividendes sont fixées par l'Assemblée Générale, ou à défaut, par le Conseil d'Administration.

L'Assemblée Générale a la faculté d'accorder à chaque actionnaire pour tout ou partie des dividendes ou acomptes sur dividendes une option entre le paiement en numéraire ou en actions.

MODIFICATION DES DROITS DES ACTIONNAIRES ET MODIFICATIONS STATUTAIRES

La modification des droits des actionnaires et les modifications statutaires sont de la compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire dans les strictes conditions fixées par la loi.

ÉLÉMENTS DE CHANGEMENT DE CONTRÔLE

Il n'existe aucune disposition statutaire qui pourrait avoir pour effet de retarder, de différer ou d'empêcher un changement de contrôle de l'émetteur (à l'exception des droits de vote double rappelés ci-après).

DROITS DE VOTE DOUBLE (ARTICLE 34 DES STATUTS)

Les actions entièrement libérées, pour lesquelles il sera justifié d'une inscription nominative depuis 2 ans au moins au nom du même actionnaire, disposeront d'un droit de vote double de celui conféré aux autres actions dont chacune donnera droit à une voix.

En cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, ce droit de vote double bénéficiera, dès leur émission, aux actions nouvelles attribuées gratuitement à un actionnaire à raison d'actions anciennes pour lesquelles il bénéficie déjà de ce droit.

Ce droit de vote double, institué par l'Assemblée Générale Mixte en date du 30 mai 1997 au bénéfice des actionnaires ayant plus de 4 ans d'ancienneté, a été modifié par l'Assemblée Générale Mixte du 06 juin 2025 et bénéficie depuis cette date à toutes les actions entièrement libellées pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative depuis 2 ans au moins.

PERTE DU DROIT DE VOTE DOUBLE

Conformément aux dispositions légales, toute action convertie au porteur ou transférée en propriété perd le droit de vote double hormis les cas de transfert par suite de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux, ou de donation entre vifs au profit d'un conjoint ou d'un parent au degré successible, ou de transfert par suite de fusion ou de scission de la société actionnaire ou d'un apport partiel d'actifs soumis au régime des scissions par la société actionnaire.

LIMITATION DES DROITS DE VOTE

Il n'existe aucune limitation des droits de vote en dehors de la privation des droits de vote pour défaut de déclaration des franchissements de seuils statutaires.

INDIVISIBILITÉ DES ACTIONS – DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHÉS AUX ACTIONS

(extrait de l'article 12 des statuts)

Les actions sont indivisibles à l'égard de la société.

Sous réserve des dispositions relatives au dividende prioritaire, chaque action donne droit, dans les bénéfices et dans l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

En cas de démembrement de propriété d'une action, le droit de vote est attribué comme suit :

- Lorsque le nu-propriétaire bénéficie, lors de la transmission de la nue-propriété assortie d'une réserve d'usufruit au profit du donateur, des dispositions relatives à l'exonération partielle prévue par l'article 787B du Code Général des Impôts, le droit de vote appartient à l'usufruitier pour les décisions concernant l'affectation des bénéfices et au nu-propriétaire pour toutes les autres décisions.

Cette répartition s'applique sans limitation de durée.

Pour assurer son exécution, cette répartition des droits de vote entre usufruitier et nu-propriétaire sera mentionnée sur le compte où sont inscrits leurs droits.

- Dans les autres cas, le droit de vote appartient à l'usufruitier dans les Assemblées Générales Ordinaires et au nu-propriétaire dans les Assemblées Générales Extraordinaires.

6.2. Renseignements généraux concernant le capital social

6.2.1. Capital social

Le montant du capital social est de 4 050 000 euros, divisé en 11 250 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 0,36 € chacune, de même catégorie, intégralement libérées.

Il n'existe aucune action non représentative du capital.

6.2.2. Valeurs mobilières

Il n'existe aucune valeur mobilière susceptible de donner accès directement ou indirectement au capital de la Société.

6.2.3. Informations sur le capital de tout membre du Groupe faisant l'objet d'une option ou d'un accord prévoyant de le placer sous option

A la connaissance de la société, il n'existe pas d'option ou d'accord conditionnel ou inconditionnel prévoyant de placer sous option le capital social de tout membre du Groupe.

6.2.4. Le programme de rachat d'actions propres

Un contrat de liquidité a été conclu le 29 mars 2019 entre la société Groupe CRIT, émetteur et la société ODDO BHF SCA, animateur, avec effet au 2 janvier 2019. Ce contrat est conforme à la décision AMF n° 2021-01 du 22 juin 2021.

6.2.4.1. Nombre d'actions propres achetées et vendues par la société au cours de l'exercice

Le Conseil d'Administration a été autorisé par l'Assemblée Générale Mixte du 06 juin 2025 (dans sa douzième résolution), pour une période de dix-huit mois, à procéder à l'achat des actions de la société dans la limite de 10% du nombre d'actions composant le capital social.

Au cours de l'exercice écoulé, la société a procédé, conformément aux autorisations conférées par les Assemblées Générales des 07 juin 2024 et 06 juin 2025, aux opérations d'achat et de vente d'actions propres, dans les conditions suivantes :

- Nombre d'actions achetées : 31 079

Cours moyen des achats : 62,10 €

- Nombre d'actions vendues : 24 914

Cours moyen des ventes : 62,88 €

- Montant total des frais de négociation : 33 000 €

Au 31 décembre 2025, la société détenait 718 048 actions propres (soit 6,38% du capital) dont la valeur évaluée au cours d'achat s'établit à 42 031 287,87 € et la valeur nominale à 258 497,28 €.

100% des acquisitions effectuées au cours de l'exercice écoulé (soit 31 079 actions dont la valeur nominale s'établit à 11 188,44 €), l'ont été pour répondre à l'objectif d'animation du titre.

Aucune action acquise pour répondre aux objectifs de croissance externe et de couverture d'options d'achat d'actions ou autre système d'actionnariat des salariés n'a été utilisée au cours de l'exercice écoulé.

L'autorisation conférée par l'Assemblée Générale Mixte du 06 juin 2025 expirant le 5 décembre 2026, il est proposé à la prochaine Assemblée Générale des actionnaires de la renouveler dans les mêmes conditions décrites ci-après et au chapitre 7 paragraphe 7.4 du présent document d'enregistrement universel.

6.2.4.2. Descriptif du programme de rachat d'actions

Conformément aux dispositions de l'article 241-2 du règlement général de l'AMF et du règlement délégué (UE) 2016/1052 du 8 mars 2016, le présent descriptif a pour objectif de décrire les finalités et les modalités du programme de rachat de ses propres actions par la société. Ce programme sera soumis à l'autorisation de l'Assemblée Générale du 5 juin 2026.

1) NOMBRE DE TITRES DE CAPITAL DÉTENUS À LA DATE DU 28 FÉVRIER 2026 :

- pourcentage de capital détenu de manière directe ou indirecte : 715 839 actions représentant 6,36% du capital de la société
- nombre d'actions annulées au cours des 24 derniers mois : 0
- nombre de titres détenus en portefeuille au 28 février 2026 :
 - titres comptabilisés en valeurs mobilières de placement : 715 839
 - titres comptabilisés en titres immobilisés : 0
- valeur comptable du portefeuille : 41 905 069,46 €
- valeur nominale du portefeuille : 257 702,04 €
- Animation du cours par l'intermédiaire d'un contrat de liquidité AMAFI : 9 848
- Opérations de croissance externe : 562 500
- Couverture d'options d'achat d'actions ou autre système d'actionnariat des salariés : 143 491
- Couverture de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution d'actions : 0
- Annulation : 0

Nombre de titres détenus répartis par objectifs :

2) NOUVEAU PROGRAMME DE RACHAT D'ACTIONS

- **Part maximale du capital dont le rachat est autorisé** : 10% du capital (soit 1 125 000 actions à ce jour), le cas échéant ajusté afin de tenir compte des éventuelles opérations d'augmentation ou de réduction de capital pouvant intervenir pendant la durée du programme. Le nombre d'actions pris en compte pour le calcul de cette limite correspond au nombre d'actions achetées, déduction faite du nombre d'actions revendues pendant la durée du programme dans le cadre de l'objectif de liquidité.
- **Modalités des rachats** : Ces achats d'actions pourront être opérés par tous moyens, y compris par voie d'acquisition de blocs de titres, et aux époques que le Conseil d'Administration appréciera. La société n'entend pas utiliser des mécanismes optionnels ou instruments dérivés.
- **Prix maximum d'achat et montant maximal du programme** : Le prix maximum d'achat serait fixé à 110 € par action, hors frais d'acquisition. En cas d'opération sur le capital, notamment de division ou de regroupement des actions ou d'attribution gratuite d'actions, le prix sus-indiqué sera ajusté dans les mêmes proportions (coefficient multiplicateur égal au rapport entre le nombre d'actions composant le capital avant l'opération et le nombre d'actions après l'opération).
- **Les objectifs du programme** :
 - Assurer l'animation du marché secondaire ou la liquidité de l'action GROUPE CRIT par l'intermédiaire d'un prestataire de service d'investissement au travers d'un contrat de liquidité conforme à la pratique admise par la réglementation, étant précisé que dans ce cadre, le nombre d'actions pris en compte pour le calcul de la limite susvisée correspond au nombre d'actions achetées, déduction faite du nombre d'actions revendues,
 - Conserver les actions achetées et les remettre ultérieurement à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations éventuelles de fusion, de scission, d'apport ou de croissance externe,
 - Assurer la couverture de plans d'options d'achat d'actions et/ou de plans d'actions attribuées gratuitement (ou plans assimilés) au bénéfice des salariés et/ou des mandataires sociaux du Groupe, en ce compris les sociétés liées, ainsi que toutes allocations d'actions au titre d'un plan d'épargne d'entreprise ou de Groupe (ou plan assimilé), au titre de la participation aux résultats de l'entreprise et/ou toutes autres formes d'allocation d'actions à des salariés et/ou des mandataires sociaux du Groupe, en ce compris les sociétés liées,
 - Assurer la couverture de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution d'actions de la société dans le cadre de la réglementation en vigueur,
 - Procéder à l'annulation éventuelle des actions acquises conformément à l'autorisation conférée ou à conférer par l'Assemblée Générale Extraordinaire.
 - De manière générale, mettre en œuvre toute pratique de marché qui viendrait à être admise par l'AMF, et plus généralement réaliser toute autre opération conforme à la réglementation en vigueur
 - **Durée du programme** : dix-huit mois à compter de l'Assemblée Générale du 5 juin 2026, soit jusqu'au 4 décembre 2027.

6.2.5. Autorisation de réduction de capital dans le cadre du programme de rachat d'actions

L'Assemblée Générale Mixte du 7 juin 2024 a donné au Conseil d'Administration l'autorisation d'annuler, sur ses seules décisions, en une ou plusieurs fois, dans la limite de 10% du capital calculé au jour de la décision d'annulation, déduction faite des éventuelles actions annulées au cours des 24 derniers mois précédents, les actions que la société détient ou pourra détenir par suite des rachats réalisés dans le cadre de l'article L. 22-10-62 du Code de commerce, et de réduire le capital social à due concurrence conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Cette autorisation, non utilisée jusqu'à présent, expirant le 6 juin 2026, il sera proposé à la prochaine Assemblée Générale du 5 juin 2026 de la renouveler, dans les mêmes conditions, pour une nouvelle durée de 24 mois.

6.2.6. Délégations en cours de validité accordées par l'Assemblée générale au conseil d'administration en matière d'augmentation du capital

L'Assemblée Générale Mixte du 7 juin 2024 a accordé au Conseil d'Administration diverses délégations l'autorisant à augmenter le capital social et qui sont reprises dans le tableau ci-après.

Le Conseil d'Administration n'a pas fait usage de ces délégations qui expirent le 6 août 2026 et le 6 août 2027 pour la délégation relative à l'attribution gratuite d'actions.

Il ne sera pas proposé à la prochaine Assemblée Générale du 5 juin 2026 le renouvellement des délégations arrivant à expiration.

Nature des Délégations	Date de l'AGE	Date d'expiration de la délégation	Montant autorisé	Augmentations réalisées les années précédentes	Augmentations réalisées en 2025 et jusqu'au présent document	Montant résiduel
Délégation en vue d'augmenter le capital par incorporation de réserves, primes ou bénéfices	07/06/2024	06/08/2026	10 000 000 € <i>(plafond indépendant)</i>	Néant	Néant	10 000 000 €
Délégation en vue d'émettre des actions et/ou des valeurs mobilières avec maintien du DPS	07/06/2024	06/08/2026	1 000 000 € (montant des actions ordinaires) 200 000 000 € (montant des titres de créance) <i>(plafonds indépendants)</i>	Néant	Néant	1 000 000 € (montant des actions ordinaires) 200 000 000 € (montant des titres de créance)
Délégation en vue d'émettre des actions et/ou des valeurs mobilières avec suppression du DPS par offre au public à l'exclusion des offres visées au 1° de l'article L.411-2 du Code monétaire et financier	07/06/2024	06/08/2026	1 000 000 €* (montant des actions ordinaires) 200 000 000 €** (montant des titres de créance)	Néant	Néant	1 000 000 €* (montant des actions ordinaires) 200 000 000 €** (montant des titres de créance)
Délégation en vue d'émettre des actions et/ou des valeurs mobilières avec suppression du DPS par une offre visée au 1° de l'article L.411-2 du Code monétaire et financier	07/06/2024	06/08/2026	500 000 €* (montant des actions ordinaires) et dans la limite de 20% du capital par an 200 000 000 €** (montant des titres de créance)	Néant	Néant	500 000 €* (montant des actions ordinaires) 200 000 000 €** (montant des titres de créance)
Autorisation donnée au Conseil d'Administration d'augmenter le montant des émissions en cas de demandes excédentaires***	07/06/2024	06/08/2026	Dans la limite de 15% du montant de l'émission initiale	Néant	Néant	N/A
Délégation en vue d'augmenter le capital avec suppression du DPS en faveur des adhérents d'un PEE	07/06/2024	06/08/2026	2% du capital au jour de la décision du Conseil d'Administration	Néant	Néant	2% du capital au jour de la décision du Conseil d'Administration
Délégation en vue d'augmenter le capital en rémunération d'apports en nature de titres ou de valeurs mobilières	07/06/2024	06/08/2026	10 % du capital existant au jour de l'Assemblée du 07/06/2024	Néant	Néant	10 % du capital existant au jour de l'Assemblée du 07/06/2024
Attribution gratuite d'actions	07/06/2024	06/08/2027	10% du capital à la date de l'attribution	Néant	Néant	10% du capital à la date de l'attribution

* Plafond commun** Plafond commun*** Concerne la délégation avec maintien du DPS et les délégations avec suppression du DPS par offre au public et placement privé

6.2.7. Evolution du capital social au cours des trois derniers exercices

Aucune évolution n'est intervenue sur le capital social au cours des trois derniers exercices.

Date	Opération	Mouvement sur le capital (en euro)	Nombre de titres Créés / annulés	Nombre de titre composant le capital	Montant du capital social
31 décembre 2023	/	/		11 250 000	4 050 000 €
31 décembre 2024	/	/		11 250 000	4 050 000 €
31 décembre 2025	/	/		11 250 000	4 050 000 €

6.3. Actionnariat

6.3.1. Répartition du capital social et des droits de vote au 28 février 2026

		Nombre d'actions en PP & NP	Nombre d'actions en usufruit	% du capital (hors usufruit)	Droits de vote théoriques (hors usufruit)	% droits de vote théoriques	Droits de vote exerçables en AGO (affectation des résultats)	% Droits de vote exerçables en AGO (affectation du résultat)	Droits de vote exerçables en AGO (hors affectation des résultats) et en AGE	% Droits de vote exerçables en AGO (hors affectation des résultats) et en AGE
NATHALIE JAOUI										
Direct	PP	13		0,00%	16	0,00%	16	0,00%	16	0,00%
Via Eximia	PP	897 563		7,98%	1 795 126	12,36%	1 795 126	13,00%	1 795 126	13,00%
Via S3G	PP	4 812 679		42,78%	4 812 679	33,15%	4 812 679	34,86%	4 812 679	34,86%
JOACHIM JAOUI										
	PP	13		0,00%	16	0,00%	16	0,00%	16	0,00%
ANNA JAOUI										
	PP	3		0,00%	6	0,00%	6	0,00%	6	0,00%
SOUS-TOTAL NATHALIE JAOUI		5 710 271		50,76%	6 607 843	45,51%	6 607 843	47,87%	6 607 843	47,87%
KARINE GUEDJ										
Direct	PP	192 003		1,71%	384 006	2,64%	384 006	2,78%	384 006	2,78%
Via Kaline	PP	303 913		2,70%	303 913	2,09%	303 913	2,20%	303 913	2,20%
LEA DUFOREST										
	PP	56 250		0,50%	112 500	0,77%	112 500	0,81%	112 500	0,81%
	NP	897 563		7,98%	1 795 126	12,36%			1 795 126	13,00%
SOUS-TOTAL KARINE GUEDJ		1 449 729		12,89%	2 595 545	17,88%	800 419	5,80%	2 595 545	18,80%
YVONNE GUEDJ										
	PP	10		0,00%	10	0,00%	10	0,00%	10	0,00%
	usufruit		1 795 126		3 590 252	24,73%	3 590 252	26,01%		
SOUS-TOTAL YVONNE GUEDJ		10	1 795 126		3 590 262	24,73%	3 590 262	26,01%	10	0,00%
TOTAL DIRIGEANTS (1)		7 160 010	897 563	63,64%	10 998 524	75,75%	10 998 524	79,68%	9 203 398	66,67%
GUILLAUME GUEDJ-GAY										
	PP	326 832		2,91%	653 164	4,50%	653 164	4,74%	653 164	4,73%
	NP	897 563		7,98%	1 795 126	12,36%			1 795 126	13,00%
SOUS-TOTAL GUILLAUME GUEDJ		1 224 395		10,88%	2 448 290	16,86%	653 164	4,73%	2 448 290	17,74%
Membres de la famille GUEDJ (2)		1 250		0,01%	2 500	0,02%	2 500	0,02%	2 500	0,02%
TOTAL FAMILLE GUEDJ (3)		8 385 655	1 795 126	74,54%	11 654 188	80,26%	11 654 188	84,43%	11 654 188	84,43%
PUBLIC		1 420 851		12,63%	1 422 134	9,79%	1 422 134	10,30%	1 422 134	10,30%
AMIRAL GESTION		727 655		6,47%	727 655	5,01%	727 655	5,27%	727 655	5,27%
AUTODETENTION		715 839		6,36%	715 839	4,93%				
TOTAL		11 250 000	1 795 126	100,00%	14 519 816	100,00%	13 803 977	100,00%	13 803 977	100,00%

(1) Dont 897 563 actions comptabilisées une seule fois, résultant de la détention par Madame Yvonne GUEDJ de 897 563 actions en usufruit et par sa petite-fille Léa DUFOREST de 897 563 actions en nue-propiété

(2) A savoir : Mr Laurent JAOUI, ex-époux de Nathalie JAOUI et Mr Jean-Claude GERAUD, neveu de Mme GUEDJ

(3) Dont 2 096 506 actions comptabilisées une seule fois (résultant de la détention par Madame Yvonne GUEDJ de 1 795 126 actions en usufruit et par ses petits-enfants Léa DUFOREST et Guillaume GUEDJ-GAY de 1 795 126 actions en nue-propiété) et (résultant de la détention par Fanny GUEDJ de 301 380 actions en usufruit et par son fils Guillaume GUEDJ-GAY de 301 380 actions en nue-propiété)

A la connaissance de la société, il n'existe aucun autre actionnaire détenant, directement ou indirectement, seul ou de concert, plus de 5% du capital ou des droits de vote. A la connaissance de la société, à la date du présent document, il n'y a pas eu de variations significatives dans la répartition du capital et des droits de vote de la société depuis le 28 février 2026. L'écart entre le nombre d'actions et de droits de vote correspond à l'existence d'un droit de vote double qui est attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative depuis 2 ans au moins au nom du même actionnaire. La différence entre les droits de vote théoriques et les droits de vote réels correspond au nombre d'actions autodétenues par la société. Les principaux actionnaires de la société ne disposent pas de droits de vote différents de ceux exposés au présent paragraphe. Au 31 décembre 2025, il n'existe aucune action d'autocontrôle.

FRANCHISSEMENT DE SEUILS

Les déclarations de franchissement de seuils intervenus le 29 décembre 2024 et déclarées à la société et/ou à l'AMF par courrier reçu le 2 janvier 2025, dans le cadre de l'évolution du concert familial via différentes opérations de donations et d'apports au profit de la société familiale S3G, sont décrites au chapitre 6.3.1 du Document d'Enregistrement Universel 2024 déposé le 29 avril 2025 auprès de l'AMF et disponible sur le site internet de la société, en pages 228 à 231 (Avis AMF 225C0061 du 7 janvier 2025).

Au cours de l'exercice 2025, sont également intervenues les déclarations de franchissements de seuils suivantes :

Par Madame Yvonne GUEDJ et par la société EXIMIA, dans le cadre de l'évolution du concert familial (Avis AMF 225C0986 du 12 juin 2025)

Par courriers reçus le 10 juin 2025 :

- Madame Yvonne Guedj a déclaré avoir franchi individuellement en baisse, le 6 juin 2025, le seuil de 25% des droits de vote de la société GROUPE CRIT, et détenir individuellement 1 795 126 actions GROUPE CRIT représentant 3 590 252 droits de vote, soit 15,96% du capital et 24,73% des droits de vote de cette société ;
- La société Eximia (25 rue Jean Dolent, 75014) a déclaré avoir franchi individuellement en hausse, le 6 juin 2025, les seuils de 5% et 10% des droits de vote de la société GROUPE CRIT, et détenir individuellement 897 563 actions GROUPE CRIT représentant 1 795 126 droits de vote, soit 7,98% du capital et 12,36% des droits de vote de cette société.

Ces franchissements de seuils résultent d'une attribution de droits de vote double aux actions GROUPE CRIT inscrites au nominatif depuis plus de deux ans, à la suite de l'adoption par l'assemblée générale mixte du 6 juin 2025 de la société GROUPE CRIT d'une résolution prévoyant la réduction, de quatre à deux ans, du délai requis statutairement pour l'acquisition de droits de vote double. Cette modification statutaire a notamment entraîné l'attribution de droits de vote double aux actions GROUPE CRIT détenues par la société Eximia, ainsi que l'augmentation du nombre de droits de vote de la société GROUPE CRIT.

A l'occasion de la déclaration de ce franchissement de seuil, la société Eximia a déclaré les intentions suivantes vis-à-vis de la société GROUPE CRIT :

- La société Eximia a franchi le seuil de 10% en droits de vote en raison de l'acquisition de droits de vote doubles.

Au regard de la structure de la société, la présence d'un administrateur indépendant ainsi que l'adoption d'un règlement intérieur intégrant des règles de prévention des conflits d'intérêts sont des mesures spécifiques qui ont été mises en place afin de prévenir tout exercice abusif du contrôle.

- Le franchissement de seuil résulte de l'acquisition de droits de vote double attachés à des actions déjà détenues. Il n'y a pas eu lieu à financement d'une acquisition.
- La société Eximia agit de concert avec l'ensemble des membres de la famille Guedj (et leurs sociétés familiales) tel que décrit ci-dessous, à savoir : Nathalie Jaoui, Yvonne Guedj, Karine Guedj, Léa Duforest, Anna Jaoui, Joachim Jaoui, Guillaume Guedj-Gay, Laurent Jaoui, Jean-Claude Géraud, les sociétés Kaline et S3G.
- La société Eximia pourrait procéder à des rachats d'actions GROUPE CRIT.
- Elle n'envisage pas de modifier la situation de contrôle ci-dessus décrite.
- La société Eximia n'envisage pas de modifier sa stratégie à l'égard de la société Groupe Crit, ni réaliser l'une des opérations listées à l'article 223-17 I, 6° du règlement général de l'AMF.
- La société Eximia ne détient aucun des instruments financiers ou accords visés aux 4° et 4° bis du I de l'article L. 233-9 du code de commerce.
- La société Eximia n'est partie à aucun accord de cession temporaire ayant pour objet les actions et/ou les droits de vote de la société GROUPE CRIT.
- La société Eximia n'envisage pas de demander la nomination d'un administrateur.

Par la société AMIRAL GESTION (Avis AMF 225C0617 du 7 avril 2025) :

Par courrier reçu le 4 avril 2025, la société Amiral Gestion (103 rue de Grenelle, 75007 Paris), agissant pour le compte de fonds dont elle assure la gestion, a déclaré à titre de régularisation avoir franchi :

- en hausse, le 28 février 2025, le seuil de 5% des droits de vote de la société GROUPE CRIT et détenir, à cette date, pour le compte desdits fonds, 685 587 actions GROUPE CRIT représentant autant de droits de vote, soit 6,09% du capital et 5,03% des droits de vote de cette société. Ce franchissement de seuil résulte d'une diminution du nombre de droits de vote de la société GROUPE CRIT.
- en hausse, le 26 mars 2025, le seuil de 5% des droits de vote de la société GROUPE CRIT et détenir, à cette date, pour le compte desdits fonds, 682 587 actions GROUPE CRIT représentant autant de droits de vote, soit 6,07% du capital et 5,01% des droits de vote de cette société. Ce franchissement de seuil résulte d'une acquisition d'actions GROUPE CRIT sur le marché.
- en baisse, le 24 mars 2025, le seuil de 5% des droits de vote de la société GROUPE CRIT et détenir, à cette date, pour le compte desdits fonds, 675 587 actions GROUPE CRIT représentant autant de droits de vote, soit 6,01% du capital et 4,96% des droits de vote de cette société. Ce franchissement de seuil résulte d'une cession d'actions GROUPE CRIT sur le marché.

Par le même courrier, la société Amiral Gestion, agissant pour le compte de fonds dont elle assure la gestion, a déclaré avoir franchi en baisse, le 1er avril 2025, le seuil de 5% des droits de vote de la société GROUPE CRIT et détenir, pour le compte desdits fonds, 670 959 actions GROUPE CRIT représentant autant de droits de vote, soit 5,96% du capital et 4,93% des droits de vote de cette société. Ce franchissement de seuil résulte d'une cession d'actions GROUPE CRIT sur le marché.

Postérieurement à la date de clôture de l'exercice, les déclarations de franchissements de seuils suivantes ont été déclarées à la société et/ou à l'AMF, par la société Amiral Gestion (Avis AMF 226C0091 du 22 janvier 2026) :

- par courrier reçu le 22 janvier 2026, la société Amiral Gestion (103 rue de Grenelle, 75007 Paris), agissant pour le compte de fonds dont elle assure la gestion, a déclaré, à titre de régularisation, avoir franchi en hausse, le 17 avril 2025, le seuil de 5% des droits de vote de la société Groupe Crit et détenir, à cette date, pour le compte desdits fonds 686 692 actions Groupe Crit représentant autant de droits de vote, soit 6,10% du capital et 5,04% des droits de vote de cette société.
- ce franchissement de seuil résulte d'une acquisition d'actions Groupe Crit sur le marché.
- le déclarant, a précisé détenir au 21 janvier 2026 728 335 actions Groupe Crit représentant autant de droits de vote soit 6,47% du capital et 5,35% des droits de vote de cette société.

L'information sur les franchissements de seuils légaux au cours des exercices 2024 et 2023 figure respectivement au chapitre 6.3.1 du Document d'Enregistrement Universel 2024 déposé le 29 avril 2025 auprès de l'AMF et du Document d'Enregistrement Universel 2023 déposé le 29 avril 2024 auprès de l'AMF, disponibles sur le site internet de la société.

6.3.2. Évolution de la répartition du capital et des droits de vote au cours des trois dernières années

6.3.2.1. Répartition du capital social au cours des trois dernières années

Actionnaires		Nombre d'actions au			% du capital au		
		31/12/2023	31/12/2024	31/12/2025	31/12/2023	31/12/2024	31/12/2025
Nathalie JAOUI	PP	166 110	3	13	1,48	0	0
	NP	897 563	0	0	7,98	0	0
Via Eximia	PP	897 563	897 563	897 563	7,98	7,98	7,98
Via S3G	PP	0	4 812 679	4 812 679	0	42,78	42,78
Joachim JAOUI	PP	0	3	13	0	0	0
Anna JAOUI	PP	0	3	3	0	0	0
Sous-total Nathalie JAOUI		1 961 236	5 710 251	5 710 271	17,43	50,76	50,76
Karine GUEDJ	PP	952 352	192 003	192 003	8,47	1,71	1,71
	NP	897 563	0	0	7,98	0	0
Via Kaline	PP	0	303 913	303 913	0	2,70	2,70
Léa DUFOREST	PP	0	56 250	56 250	0	0,50	0,50
	NP	0	897 563	897 563	0	7,98	7,98
Sous-total Karine GUEDJ		1 849 915	1 449 729	1 449 729	16,44	12,89	12,89
Yvonne GUEDJ	PP	2 752 643	0	10	24,47	0	0
	US	2 692 689	1 795 126	1 795 126	23,94	15,96	0
Sous-total Yvonne GUEDJ		5 445 332	1 795 126	1 795 136	48,4	15,96	0
TOTAL DIRIGEANTS HORS USUFRUIT		6 563 794	7 159 980	7 160 010	58,34	63,64	63,64
Total Dirigeants		7 461 357 ⁽¹⁾	8 057 543 ⁽²⁾	8 057 573 ⁽²⁾	66,32	71,62	71,62
Fanny GUEDJ	PP	924 339	3	-	8,22	0	-
	NP	897 563	0	-	7,98	0	-
	US	0	301 380	-	0	2,68	-
Guillaume GUEDJ-GAY	PP	0	25 449	326 832	0	0,23	2,91
	NP	0	1 198 943	897 563	0	10,66	7,98
Sous-total Fanny GUEDJ		1 821 902	1 224 395 ⁽³⁾	-	16,19	10,88	-
Autres membres de la famille *		1 250	1 250	1 250	0,01	0,01	0,01
TOTAL FAMILLE GUEDJ		8 386 946 ⁽⁴⁾	8 385 625 ⁽⁵⁾	8 385 655 ⁽⁶⁾	74,55	74,54	74,54
Public		1 416 742	1 458 321	1 417 942	12,59	12,96	12,60
Eximium		564 855			5,02		
Amiral Gestion		735 485	694 171	728 355	6,54	6,17	6,47
Autodétention		145 972	711 883	718 048	1,3	6,33	6,38
TOTAL		11 250 000	11 250 000	11 250 000	100	100	100

(1) Dont 1 795 126 actions comptabilisées une seule fois (résultant de la détention de 1 795 126 actions en usufruit par Madame Yvonne GUEDJ et en nue-propiété par ses deux filles dirigeantes) et 897 563 actions détenues en usufruit par Madame Yvonne GUEDJ et en nue-propiété par Madame Fanny GUEDJ

(2) Dont 897 563 actions comptabilisées une seule fois (résultant de la détention de 897 563 actions en usufruit par Madame Yvonne GUEDJ et en nue-propiété par sa petite-fille Léa Duforest) et 897 563 actions détenues en usufruit par Madame Yvonne GUEDJ et en nue-propiété par son petit-fils Guillaume GUEDJ-GAY

(3) Dont 301 380 actions comptabilisées une seule fois (résultant de la détention de 301 380 actions en usufruit par Madame Fanny GUEDJ et en nue-propiété par son fils Guillaume GUEDJ-GAY) ; Fanny GUEDJ est décédée en date du 23 mars 2025

(4) Dont 2 692 689 actions comptabilisées une seule fois (résultant de la détention de 2 692 689 actions en usufruit par Madame Yvonne GUEDJ et en nue-propiété par ses trois filles)

(5) Dont 2 096 506 actions comptabilisées une seule fois (résultant de la détention de 2 096 506 actions en usufruit par Mesdames Yvonne GUEDJ et Fanny GUEDJ et en nue-propiété par Léa DUFOREST et Guillaume GUEDJ-GAY)

(6) Dont 1 795 126 actions comptabilisées en une seule fois (résultant de la détention par Madame Yvonne GUEDJ de 1 795 126 actions en usufruit et pas ses petits-enfants Léa DUFOREST et Guillaume GUEDJ-GAY de 1 795 126 actions en nue-propiété

(*) : Laurent JAOUI, ex époux de Nathalie JAOUI ; Jean-Claude GERAUD, neveu de Mme GUEDJ.

6.3.2.2. Répartition des droits de vote au cours des trois dernières années

Actionnaires

Droits de vote exerçables en Assemblée Générale

	Au 31/12/2023				Au 31/12/2024				Au 31/12/2025			
	Nombre de droits de vote exerçables en AGO (Affectation du résultat)	% droits de vote exerçables en AGO (Affectation du résultat)	Nombre de droits de vote exerçables en AGO (hors affectation du résultat) et en AGE	% droits de vote exerçables en AGO (hors affectation du résultat) et en AGE	Nombre de droits de vote exerçables en AGO (Affectation du résultat)	% droits de vote exerçables en AGO (Affectation du résultat)	Nombre de droits de vote exerçables en AGO (hors affectation du résultat) et en AGE	% droits de vote exerçables en AGO (hors affectation du résultat) et en AGE	Nombre de droits de vote exerçables en AGO (Affectation du résultat)	% droits de vote exerçables en AGO (Affectation du résultat)	Nombre de droits de vote exerçables en AGO (hors affectation du résultat) et en AGE	% droits de vote exerçables en AGO (hors affectation du résultat) et en AGE
Nathalie JAOUI	332 220	1,8	2 127 346	11,53	6	6	6	6	16	16		
Nathalie JAOUI via Eximia	897 563	4,86	897 563	4,86	897 563	6,95	897 563	6,95	1 795 126	13,01	1 795 126	13,01
Nathalie JAOUI vis S3G					4 812 679	37,28	4 812 679	37,28	4 812 679	34,87	4 812 679	34,87
Joachim JAOUI					6	6	6	6	16	16		
Anna JAOUI					6	6	6	6	6	6		
Sous-total Nathalie JAOUI	1 229 783	6,66	3 024 909	16,39	5 710 260	44,23	5 710 260	44,23	6 607 843	47,88	6 607 843	47,88
Karine GUEDJ	1 904 704	10,32	3 699 830	20,05	384 006	2,97	384 006	2,97	384 006	2,78	384 006	2,78
Karine GUEDJ via Kaline					303 913	2,35	303 913	2,35	303 913	2,20	303 913	2,20
Léa DUFOREST					112 500	0,87	1 907 626	14,78	112 500	0,82	1 907 626	13,83
SOUS-TOTAL KARINE GUEDJ	1 904 704	10,32	3 699 830	20,05	800 419	6,2	2 595 545	20,1	800 419	5,80	2 595 545	18,81
Yvonne GUEDJ	10 749 199	58,25	5 363 821	29,07	3 590 252	27,81	/	/	3 590 262	26,01	10	/
TOTAL DIRIGEANTS	13 883 686	75,24	12 088 560	65,51	10 100 931	78,24	8 305 805	64,34	10 998 524	79,69	9 203 398	66,68
Fanny GUEDJ	1 848 678	10,02	3 643 804	19,75	602 266	4,67	6	6	-	-	-	-
Guillaume GUEDJ-GAY					50 898	0,39	2 448 284	18,97	653 164	4,73	2 448 290	17,74
Autres membres de la famille *	2 500	0,01	2 500	0,01	2 500	0,02	2 500	0,02	2 500	0,02	2 500	0,02
TOTAL FAMILLE GUEDJ	15 734 864	85,27	15 734 864	85,27	10 756 595	83,32	10 756 595	83,32	11 654 188	84,44	11 654 188	84,44
Public	1 417 771	7,68	1 417 771	7,68	1 459 350	11,3	1 459 350	11,3	1 419 225	10,28	1 419 225	10,28
Eximium	564 855	3,06	564 855	3,06								
Amiral Gestion	735 485	3,99	735 485	3,99	694 171	5,38	694 171	5,38	728 355	5,28	728 355	5,28
Autodétention												
TOTAL	18 452 975	100	18 452 975	100	12 910 116	100	12 910 116	100	13 801 768	100	13 801 768	100

(*) : Laurent JAOUI, ex époux de Nathalie JAOUI ; Jean-Claude GERAUD, neveu de Mme GUEDJ.

Il est rappelé, conformément à l'article 12 des statuts de la société, que pour l'affectation du résultat sont pris en compte les droits de vote attachés aux actions détenues en pleine propriété et en usufruit. Pour les autres résolutions à caractère ordinaire et extraordinaire, il est tenu compte des droits de vote attachés aux actions détenues en pleine propriété et en nue-propriété.

Il est également précisé que les actions entièrement libérées pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative depuis 2 ans au moins au nom d'un même actionnaire, disposent d'un droit de vote double de celui conféré aux autres actions dont chacune donne droit à une voix. L'écart entre le nombre d'actions et les droits de vote est dû à l'existence d'un droit de vote double.

Actionnaires

Droits de vote théoriques

	Au 31/12/2023				Au 31/12/2024				Au 31/12/2025			
	Nombre de droits de vote théoriques en AGO (Affectation du résultat)	% droits de vote théoriques en AGO (Affectation du résultat)	Nombre de droits de vote théoriques en AGO (hors affectation du résultat) et en AGE	% droits de vote théoriques en AGO (hors affectation du résultat) et en AGE	Nombre de droits de vote théoriques en AGO (Affectation du résultat)	% droits de vote théoriques en AGO (Affectation du résultat)	Nombre de droits de vote théoriques en AGO (hors affectation du résultat) et en AGE	% droits de vote théoriques en AGO (hors affectation du résultat) et en AGE	Nombre de droits de vote théoriques en AGO (Affectation du résultat)	% droits de vote théoriques en AGO (Affectation du résultat)	Nombre de droits de vote théoriques en AGO (hors affectation du résultat) et en AGE	% droits de vote théoriques en AGO (hors affectation du résultat) et en AGE
Nathalie JAOUI	332 220	1,79	2 127 346	11,44	6		6		16		16	
Nathalie JAOUI via Eximia	897 563	4,83	897 563	4,83	897 563	6,59	897 563	6,59	1 795 126	12,36	1 795 126	12,36
Nathalie JAOUI vis S3G					4 812 679	35,33	4 812 679	35,33	4 812 679	33,15	4 812 679	33,15
Joachim JAOUI					6		6		16		16	
Anna JAOUI					6		6		6		6	
Sous-total Nathalie JAOUI	1 229 783	6,61	3 024 909	16,26	5 710 260	41,92	5 710 260	41,92	6 607 843	45,51	6 607 843	45,51
Karine GUEDJ	1 904 704	10,24	3 699 830	19,89	384 006	2,82	384 006	2,82	384 006	2,64	384 006	2,64
Karine GUEDJ via Kaline					303 913	2,23	303 913	2,23	303 913	2,09	303 913	2,09
Léa DUFOREST					112 500	0,83	1 907 626	14,01	112 500	0,77	1 907 626	0,77
SOUS-TOTAL KARINE GUEDJ	1 904 704	10,32	3 699 830	20,05	800 419	5,88	2 595 545	19,05	800 419	5,51	2 595 545	17,88
Yvonne GUEDJ	10 749 199	57,79	5 363 821	28,84	3 590 252	26,36			3 590 262	24,73	10	
Total Dirigeants	13 883 686	74,65	12 088 560	65	10 100 931	74,15	8 305 805	60,97	10 998 524	75,75	9 203 398	63,39
Fanny GUEDJ	1 848 678	9,94	3 643 804	19,59	602 266	4,42						
Guillaume GUEDJ-GAY					50 898	0,37	2 448 284	17,97	653 164	4,50	2 448 290	16,86
Autres membres de la famille *	2 500	0,01	2 500	0,01	2 500	0,02	2 500	0,02	2 500	0,02	2 500	0,02
TOTAL FAMILLE GUEDJ	15 734 864	84,6	15 734 864	84,6	10 756 595	78,96	10 756 595	78,96	11 654 188	80,26	11 654 188	80,26
Public	1 417 771	7,62	1 417 771	7,62	1 459 350	10,71	1 459 350	10,71	1 419 225	9,77	1 419 225	9,77
Eximium	564 855	3,04	564 855	3,04								
Amiral Gestion	735 485	3,95	735 485	3,95	694 171	5,1	694 171	5,1	728 355	5,02	728 355	5,02
Autodétention	145 972	0,78	145 972	0,78	711 883	5,23	711 883	5,23	718 048	4,95	718 048	4,95
TOTAL	18 598 947	100	18 598 947	100	13 621 999	100	13 621 999	100	14 519 816	100	14 519 816	100

(*) : Laurent JAOUI, ex époux de Nathalie JAOUI ; Jean-Claude GERAUD, neveu de Mme GUEDJ.

(1) Il est précisé, conformément à l'article 12 des statuts de la société, que pour l'affectation du résultat sont pris en compte les droits de vote attachés aux actions détenues en pleine propriété et en usufruit. Pour les autres résolutions à caractère ordinaire et extraordinaire, il est tenu compte des droits de vote attachés aux actions détenues en pleine propriété et en nue-propriété.

Il est également précisé que les actions entièrement libérées pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative depuis 2 ans au moins au nom d'un même actionnaire, disposent d'un droit de vote double de celui conféré aux autres actions dont chacune donne droit à une voix. L'écart entre le nombre d'actions et les droits de vote est dû à l'existence d'un droit de vote double.

6.3.3. Etat récapitulatif des opérations sur les titres de la société réalisées par des dirigeants et personnes liées mentionnées à l'article L.621-18-2 du code monétaire et financier

Nom et prénom	JAOUI Nathalie
Fonctions exercées au sein de l'émetteur	Présidente-Directrice Générale
Opérations réalisées par personne liée à la personne ci-dessus	Société S3G
Description de l'instrument financier	Actions
Nature de l'opération	Nantissement de 1 446 577 actions*

* Ramené à 634 561 actions après mainlevée partielle du 29/07/2025

6.3.4. Pactes et conventions d'actionnaires / engagement de conservation d'actions

6.3.4.1. Pactes Dutreil

La société a été informée de la signature, le 29 décembre 2024, par sept actionnaires faisant partie du groupe familial GUEDJ, d'un Pacte Dutreil (engagement de conservation des actions Groupe Crit souscrits pour l'application de l'article 787B du Code Général des Impôts).

Conformément à la position 2004-02 de l'AMF, le tableau ci-après reprend les caractéristiques de ce pacte et consolide celles du pacte Dutreil précédemment conclu en date du 10 mai 2023.

	Pacte Dutreil utilisé pour la transmission familiale	Pacte Dutreil utilisé pour la transmission familiale
Régime	Art. 787 B du Code général des impôts	Art. 787 B du Code général des impôts
Date de signature	29 décembre 2024	10 mai 2023
Durée de l'engagement collectif	2 ans	2 ans
Modalités de reconduction	Aucune	Renouvellement automatique de mois en mois
Pourcentage de capital visé par le pacte à la date de signature	68,821%	24,47%
Pourcentage de droits de vote visés par le pacte à la date de signature ⁽¹⁾	53,414%	28,82%
Noms des signataires ayant la qualité de dirigeants mandataires et/ou administrateurs	Nathalie JAOUI Karine GUEDJ Yvonne GUEDJ	Nathalie JAOUI Yvonne GUEDJ
Noms des signataires détenant au moins 5 % du capital et des droits de vote ne disposant pas de la qualité de dirigeant, mandataire et/ou administrateur	Fanny GUEDJ S3G	Néant

(1) Sur la base d'un capital composé de 11 250 000 actions représentant 18 596 586 droits de vote théoriques

6.3.4.2. Pacte d'actionnaires portant sur les titres de la société

Un pacte d'actionnaires concertant, visant à pérenniser le contrôle sur la société Groupe CRIT et à réaffirmer leur volonté d'agir de concert vis-à-vis de la société, a été conclu le 29 décembre 2024, entre Madame Nathalie JAOUI (directement et indirectement par l'intermédiaire des sociétés EXIMIA et S3G), Madame Yvonne GUEDJ et ses 4 petits-enfants (Anna et Joachim JAOUI, Léa DUFOREST et Guillaume GUEDJ-GAY), Madame Karine GUEDJ (directement et indirectement par l'intermédiaire de la société Kaline) et Fanny GUEDJ.

Les principales dispositions de ce pacte sont les suivantes (voir avis AMF 224C2705) :

- Inaliénabilité** : sauf hypothèse de transferts libres, les titres demeurent inaliénables pendant toute la durée du pacte, soit pour une durée de vingt ans à compter de la date de sa signature, sous réserve d'une possibilité de cession progressive, exerçable dans le respect du droit de préemption, (i) à compter du 30 septembre 2025 pour Mmes Karine et Fanny GUEDJ ou le cas échéant leurs ayant droit et successeurs respectifs dans la limite de 216 500 titres chacune, et (ii) à compter du 6^{ème} anniversaire révolu de la signature du pacte, en nue-propiété, usufruit ou pleine propriété, dans la limite d'un plafond de douze millions d'euros sur une période de douze mois consécutifs, pour autant que ce plafond n'excède pas 0,75% du capital de la société sur cette même période ;
- Droit de préemption** : sauf en cas de transfert libre et le cas échéant, à l'expiration de la période d'inaliénabilité, ainsi que dans les hypothèses d'inaliénabilité dégressive à compter du 6^{ème} anniversaire révolu de la signature du pacte, chaque partie qui souhaite transférer des titres devra proposer par priorité à S3G d'acquérir la totalité des titres transférés, que ce soit dans le cadre d'un projet de transfert sur le marché ou hors marché
- Transferts libres** : par exception à la période d'inaliénabilité et au droit de préemption, est réputé libre, tout transfert de titres effectué au profit d'un descendant du cédant, au profit de la société Groupe CRIT ou au profit d'une personne morale (i) dont l'actionnaire cédant et ses descendants détiennent seuls la totalité du capital social et des droits de vote sur une base entièrement diluée, (ii) exclusivement dirigée par l'actionnaire cédant, (iii) n'ayant pas d'activité autre que la détention de participation à des fins patrimoniales et (iv) n'ayant pas d'activité concurrente au Groupe CRIT.

6.3.5. Politique de distribution de dividendes

La société a distribué, au cours des trois derniers exercices, les dividendes suivants :

Au titre de l'exercice	Dividende global (en euro)*	Nombre d'actions	Dividende brut par action (en euro)
2022	39 375 000	11 250 000	3,50
2023	11 250 000	11 250 000	1,00
2024	67 500 000	11 250 000	6,00

(1) * Incluant le montant du dividende correspondant aux actions autodétenues non versé et affecté au report à nouveau

Après la distribution d'un dividende exceptionnel en 2023 et en 2025, la société revenait en 2024 à un niveau de distribution par action équivalent au niveau pré-covid, avec un dividende global de 11 250 K€.

Confirmant sa volonté de poursuivre sa politique de distribution, le Conseil d'Administration propose à la prochaine Assemblée Générale du 5 juin 2026, la distribution d'un dividende de 16 875 K€ soit 1,50 euro par action.

Il est rappelé que conformément aux dispositions légales, les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits et acquis à l'Etat.

6.3.6. Schémas d'intéressement du personnel

PARTICIPATION

Sommes affectées à la participation des salariés pour chacune des 5 dernières années

	2021	2022	2023	2024	2025
Otessa	73 519	252 476	321 960	404 603	265 073
Maser		47 594	204 691		
Les Compagnons	691 148	295 714	757 978	326 433	229 155
AB Interim	87 217	165 561	147 703	111 792	49 166
Les Volants	122 986	50 757	122 141		
Crit SAS	4 496 010	3 927 028	7 207 781	2 783 417	
Advanced Air Support International			20 238		
Paris Customer Assistance					143 377
Aéro Handling					248 420
Cargo Group					66 560
GEH Services					56 051
Ramp Terminal One					45 446
Cargo Handling					101 503
Airlines Ground Services					281 164
Europe Handling					161 480
TOTAL	5 470 880	4 739 130	8 782 492	3 626 245	1 647 395

INTÉRESSEMENT

Néant

PARTICIPATION DES SALARIÉS AU CAPITAL

A la clôture de l'exercice, il n'existe aucune participation des salariés (telle que définie par l'article L225-102 du Code de commerce) au capital de la société.

OPTIONS D'ACHAT ET DE SOUSCRIPTION

Néant

6.4. Nantissements, garanties et sûretés

NANTISSEMENTS D'ACTIONS DE L'EMETTEUR

A la date du présent rapport, à la connaissance de la société,

634 561 actions détenues par la société S3G, inscrites sous la forme nominative administrée (soit 5,64% du capital) faisaient l'objet d'un nantissement.

NANTISSEMENTS D'ACTIFS DE L'EMETTEUR

(IMMOBILISATIONS INCORPORELLES, CORPORELLES ET FINANCIERES)

Il n'existe aucun nantissement sur immobilisations incorporelles, corporelles ou financières ou hypothèque.



Chapitre 7

Informations complémentaires

7.1	Responsable du présent document	242	7.4	Assemblée Générale Mixte du 5 Juin 2026	243
7.1.1	Responsable du document	242	7.4.1	Présentation des résolutions	243
7.1.2	Attestation du responsable du document d'enregistrement universel incluant le rapport financier annuel	242	7.4.2	Texte des résolutions proposées à l'Assemblée Générale Mixte du 5 juin 2026	245
7.2	Contrôleurs légaux des comptes	242	7.5	Tables de concordance	250
7.3	Documents disponibles	242	7.5.1	Table de concordance du rapport financier annuel et du rapport de gestion issu du Code de commerce	250
			7.5.2	Table de concordance du rapport du conseil sur le gouvernement d'entreprise issu du Code de commerce	254
			7.5.3	Table de concordance du document d'enregistrement universel	256

7.1. Responsable du présent document

7.1.1. Responsable du document

Nathalie JAOUI, Présidente-Directrice Générale

7.1.2. Attestation du responsable du document d'enregistrement universel incluant le rapport financier annuel

J'atteste que les informations contenues dans le présent document d'enregistrement universel sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes annuels et les comptes consolidés sont établis conformément au corps de normes comptables applicable et donnent une image fidèle et honnête des éléments d'actif et de passif, de la situation financière et des profits ou pertes de l'émetteur et de l'ensemble

des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport sur la gestion du groupe, dont la table de concordance figure au chapitre 7.5 du présent document d'enregistrement universel, présente un tableau fidèle de l'évolution et des résultats de l'entreprise et de la situation financière de l'émetteur et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels ils sont confrontés et qu'il a été établi conformément aux normes d'information en matière de durabilité applicables.

Fait à Paris, le 30 avril 2026

Nathalie JAOUI

Présidente-Directrice Générale

7.2. Contrôleurs légaux des comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

63 rue de Villiers 92200 Neuilly sur Seine

Représenté par Jérôme Mouazan, membre de la Compagnie Régionale des Commissaires aux comptes de Versailles.

Nommé pour la première fois par l'Assemblée Générale Ordinaire du 14 novembre 1997 et renouvelé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 9 juin 2023 pour six exercices, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle à tenir dans l'année 2029 et appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2028.

EXCO Paris ACE (anciennement dénommé Auditeurs et conseils d'entreprise)

76-78 rue de Reuilly 75012 Paris

Représenté par Emmanuel Charrier, membre de la Compagnie Régionale des Commissaires aux comptes de Paris.

Nommé pour la première fois par l'Assemblée Générale Mixte du 23 juin 2008 et renouvelé par l'Assemblée Générale Mixte du 5 juin 2020 pour six exercices, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale à tenir dans l'année 2026 et appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé.

Il est proposé à la prochaine Assemblée Générale du 5 juin 2026 le renouvellement du mandat pour une nouvelle durée de six exercices, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale des actionnaires appelée en 2032 à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2031.

7.3. Documents disponibles

La dernière version à jour de l'acte constitutif, les statuts de la société, tous rapports, courriers et autres documents, évaluations et déclarations établis par un expert à la demande de la société et inclus ou visés dans le présent document peuvent être consultés, pendant la durée de validité du présent document d'enregistrement universel, au siège social : Groupe CRIT – 6 rue Toulouse Lautrec 75017 PARIS.

Ces documents sont également disponibles sur le site de la société Groupe CRIT : www.groupe-crit.com.

7.4. Assemblée Générale Mixte du 5 Juin 2026

7.4.1. Présentation des résolutions

A CARACTERE ORDINAIRE

APPROBATION DES COMPTES ANNUELS ET CONSOLIDÉS ET AFFECTATION DU RÉSULTAT (1ÈRE, 2ÈME ET 3ÈME RÉSOLUTIONS)

Aux termes de la 1^{ère} et de la 2^{ème} résolution, il est proposé à l'Assemblée Générale d'approuver :

- Les comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2025 qui font ressortir un bénéfice de 37 349 630,81 euros, ainsi que le montant global des dépenses et charges visées au 4 de l'article 39 du Code Général des Impôts, soit la somme de 4 759 euros et l'impôt correspondant soit 1 229 euros.
- Les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2025 qui font ressortir un bénéfice (part du Groupe) de 31 161 081 euros.

Aux termes de la 3^{ème} résolution, il est proposé à l'Assemblée Générale de procéder à l'affectation suivante du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2025 :

Origine :

- Bénéfice de l'exercice : 37 349 630,81 euros

Affectation :

- aux actionnaires à titre de dividendes : 16 875 000 €, soit un dividende brut par action de 1,50 euro,
- au poste "Autres réserves", le solde soit : 20 474 630,81 €.

Le dividende serait mis en paiement le 6 juillet 2026, avec un détachement du coupon le 2 juillet 2026.

Il est précisé que pour les personnes physiques fiscalement domiciliées en France, ce dividende serait soumis, soit, à un prélèvement forfaitaire unique sur le dividende brut au taux forfaitaire de 12,8 % (article 200 A du Code général des impôts), soit, sur option expresse, irrévocable et globale du contribuable, à l'impôt sur le revenu selon le barème progressif après notamment un abattement de 40 % (article 200 A, 13, et 158 du Code général des impôts). Le dividende est par ailleurs soumis aux prélèvements sociaux au taux de 18,6 %.

CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES

(4ÈME RÉSOLUTION)

Aux termes de la 4^{ème} résolution, il est proposé à l'Assemblée Générale de prendre acte de l'absence de nouvelle convention telle que visée aux articles L.225-38 et suivants du Code de commerce.

Il est par ailleurs précisé :

- qu'aucune convention n'a été conclue ni autorisée au cours d'exercices antérieurs, dont l'exécution a été poursuivie au cours de l'exercice écoulé,
- que depuis le 1^{er} janvier 2026, il n'a été conclu aucune convention réglementée nouvelle.

RENOUVELLEMENT DE EXCO PARIS ACE AUX FONCTIONS DE COMMISSAIRE AUX COMPTES TITULAIRE EN CHARGE DE LA MISSION DE CERTIFICATION DES COMPTES (5ÈME RÉSOLUTION)

Aux termes de la 5^{ème} résolution, il est proposé à l'Assemblée Générale de renouveler EXCO PARIS ACE aux fonctions de commissaire aux comptes titulaire en charge de la mission de certification des comptes, pour une nouvelle durée de 6 exercices qui expirerait à l'issue de l'assemblée générale à tenir dans l'année 2032 et appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2031.

RENOUVELLEMENT DE MADAME KARINE GUEDJ EN QUALITÉ D'ADMINISTRATEUR (6ÈME RÉSOLUTION)

Aux termes de la 6^{ème} résolution, il est proposé à l'Assemblée Générale de renouveler le mandat de Karine GUEDJ en qualité d'administrateur. Il est précisé que si la 16^{ème} résolution est adoptée, le renouvellement serait consenti pour une durée de 4 années, venant à expiration à l'issue de l'Assemblée Générale à tenir dans l'année 2030 et appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé.

En cas de rejet de la 16^{ème} résolution, le renouvellement serait consenti pour une durée de 6 années venant à expiration à l'issue de l'Assemblée Générale à tenir dans l'année 2032 et appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé.

RENOUVELLEMENT DE MADAME YVONNE GUEDJ en qualité d'ADMINISTRATEUR (7ÈME RÉSOLUTION)

Aux termes de la 7^{ème} résolution, il est proposé à l'Assemblée Générale de renouveler le mandat de Yvonne GUEDJ en qualité d'administrateur. Il est précisé que si la 16^{ème} résolution est adoptée, le renouvellement serait consenti pour une durée de 4 années, venant à expiration à l'issue de l'Assemblée Générale à tenir dans l'année 2030 et appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé.

En cas de rejet de la 16^{ème} résolution, le renouvellement serait consenti pour une durée de 6 années venant à expiration à l'issue de l'Assemblée Générale à tenir dans l'année 2032 et appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé.

**APPROBATION DES ÉLÉMENTS DE RÉMUNÉRATIONS
VERSÉS OU ATTRIBUÉS AU TITRE DE L'EXERCICE 2025
AUX MANDATAIRES SOCIAUX
(8ÈME, 9ÈME, 10ÈME RÉOLUTIONS) – VOTE « EX POST »**

Aux termes de la 8^{ème} résolution, il est proposé à l'Assemblée Générale, dans le respect des dispositions de l'article L.22-10-34 I du Code de commerce, d'approuver globalement, l'ensemble des rémunérations versées au cours ou attribuées à l'ensemble des mandataires sociaux au titre de l'exercice 2025, telles qu'elles figurent au chapitre 5 paragraphe 5.2.1 du présent document d'enregistrement universel.

Aux termes des 9^{ème} et 10^{ème} résolutions, il est proposé à l'Assemblée Générale, dans le respect des dispositions de l'article L.22-10-34 II du Code de commerce, d'approuver les éléments de rémunération fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours ou attribués au titre de l'exercice 2025, à Madame Nathalie JAOUI, Présidente-Directrice Générale et à Madame Karine GUEDJ, Directrice Générale Déléguée.

Ces éléments sont présentés de façon détaillée au chapitre 5 « gouvernement d'entreprise » paragraphe 5.2.1 du présent document d'enregistrement universel.

**APPROBATION DE LA POLITIQUE DE RÉMUNÉRATION
DES MANDATAIRES SOCIAUX
(11ÈME, 12ÈME ET 13ÈME RÉOLUTIONS) –
VOTE « EX ANTE »**

Aux termes des 11^{ème}, 12^{ème} et 13^{ème} résolutions, il est proposé à l'Assemblée Générale, dans le respect des dispositions de l'article L.22-10-8 II du Code de commerce, d'approuver la politique de rémunération de la Présidente-Directrice Générale, de la Directrice Générale Déléguée et des administrateurs, définie par le Conseil d'Administration et décrite au chapitre 5 « gouvernement d'entreprise » paragraphe 5.2.2 du présent document d'enregistrement universel.

**AUTORISATION À CONFÉRER AU CONSEIL
D'ADMINISTRATION À L'EFFET DE FAIRE RACHETER
PAR LA SOCIÉTÉ SES PROPRES ACTIONS
(14ÈME RÉOLUTION)**

Aux termes de la 14^{ème} résolution, il est proposé à l'Assemblée Générale de renouveler l'autorisation accordée au Conseil d'Administration, avec faculté de subdélégation, à l'effet de procéder au rachat par la société de ses propres actions.

L'utilisation de l'autorisation précédemment accordée au Conseil d'Administration par l'Assemblée Générale du 6 juin 2025 et le descriptif du programme de rachat d'actions sont présentés au chapitre 6 paragraphe 6.2.4 du présent document d'enregistrement universel.

L'autorisation objet de cette résolution serait accordée dans les limites suivantes :

- Pourcentage de rachat maximum de capital autorisé : 10%
- Prix d'achat unitaire maximum : 110 euros (hors frais d'acquisition)
- Montant maximal global de l'opération : 123 750 000 €.

Elle serait consentie pour une durée de 18 mois à compter de la présente Assemblée et priverait d'effet, à hauteur de la partie non utilisée, l'autorisation consentie par l'Assemblée Générale du 6 juin 2025.

Ce programme d'achat pourrait être utilisé pour les objectifs détaillés au paragraphe 6.2.4.2 « descriptif du programme de rachat d'actions » du présent document d'enregistrement universel (liquidité du titre, financement d'opérations éventuelles de fusion, scission, d'apport ou de croissance externe, couverture de l'actionnariat salarié, couverture de valeurs mobilières donnant accès au capital et annulation).

Ces achats d'actions pourraient être opérés par tous moyens, y compris par voie d'acquisition de blocs de titres, et aux époques que le Conseil d'Administration apprécierait.

La société n'entend pas utiliser des mécanismes optionnels ou instruments dérivés.

A CARACTERE EXTRAORDINAIRE

**AUTORISATION À CONFÉRER AU CONSEIL
D'ADMINISTRATION EN VUE D'ANNULER LES ACTIONS
RACHETÉES PAR LA SOCIÉTÉ
(15ÈME RÉOLUTION)**

L'autorisation conférée au Conseil d'Administration par l'Assemblée Générale Mixte du 7 juin 2024 à l'effet de réduire le capital social par annulation d'actions arrivant à expiration le 6 juin 2026, il est proposé à l'Assemblée Générale, aux termes de la 15^{ème} résolution, de donner au Conseil d'Administration l'autorisation d'annuler tout ou partie des actions précédemment rachetées dans le cadre du programme de rachat d'actions propres et de procéder à la réduction du capital consécutive.

Conformément à la loi, cette opération ne pourrait porter sur plus de 10% du capital social existant à la date de la décision d'annulation, déduction faite des éventuelles actions annulées au cours des 24 mois précédents.

Cette autorisation serait consentie pour une durée de 24 mois et se substituerait à l'autorisation conférée par l'Assemblée Générale Mixte du 7 juin 2024.

**MODIFICATION DE L'ARTICLE 15 DES STATUS AFIN DE
REDUIRE LA DUREE DE MANDAT DES
ADMINISTRATEURS
(16ÈME RÉOLUTION)**

Il est rappelé que la durée de mandat des administrateurs est actuellement fixée à 6 années.

Aux termes de la 16^{ème} résolution, il est proposé à l'Assemblée Générale de modifier l'alinéa 2 du paragraphe I de l'article 15 des statuts aux fins de réduire cette durée pour la ramener de 6 ans à 4 ans, étant précisé que cette modification sera sans effet sur les mandats en cours qui iront jusqu'à leurs termes initialement prévus.

MISE EN HARMONIE DE L'ARTICLE 30 DES STATUTS (17ÈME RÉOLUTION)

Il est rappelé que par décret n°2026-94 du 13 février 2026, modifiant les dispositions de l'article R.22-10-28 du Code de commerce, la date d'inscription en compte des titres permettant de participer à une Assemblée Générale dans une société dont les titres sont admis aux négociations sur un marché réglementé, a été portée du deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée Générale au 5^{ème} jour précédant l'Assemblée Générale.

Il est en conséquence proposé de mettre en harmonie le deuxième alinéa de l'article 30 des statuts de la Société avec cette modification.

POUVOIRS POUR ACCOMPLIR LES FORMALITÉS (18ÈME RÉOLUTION)

Par le vote de la 18^{ème} résolution, l'Assemblée Générale confère au Conseil d'Administration les pouvoirs nécessaires pour accomplir toutes publicités et formalités légales requises.

7.4.2. Texte des résolutions proposées à l'Assemblée Générale Mixte du 5 juin 2026

À caractère ordinaire :

PREMIÈRE RÉOLUTION – APPROBATION DES COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2025 – APPROBATION DES DÉPENSES ET CHARGES NON DÉDUCTIBLES FISCALEMENT

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance des rapports du Conseil d'Administration et des commissaires aux comptes sur l'exercice clos le 31 décembre 2025, approuve, tels qu'ils ont été présentés, les comptes annuels arrêtés à cette date se soldant par un bénéfice de 37 349 630,81 euros.

L'Assemblée Générale approuve spécialement le montant global, s'élevant à 4 759 euros, des dépenses et charges visées au 4 de l'article 39 du Code Général des Impôts, ainsi que l'impôt correspondant s'élevant à 1 229 euros.

DEUXIÈME RÉOLUTION - APPROBATION DES COMPTES CONSOLIDÉS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2025

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance des rapports du Conseil d'Administration et des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés au 31 décembre 2025, approuve ces comptes tels qu'ils ont été présentés se soldant par un bénéfice (part du groupe) de 31 161 081 euros.

TROISIÈME RÉOLUTION - AFFECTATION DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE ET FIXATION DU DIVIDENDE

L'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'Administration, décide de procéder à l'affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2025 suivante :

Origine

- Bénéfice de l'exercice 37 349 630,81€

Affectation

- Aux actionnaires à titre de dividendes 16 875 000,00 €
- Au poste « Autres réserves », le solde soit 20 474 630,81 €

L'Assemblée Générale constate que le dividende brut revenant à chaque action est fixé à 1,50 euro.

Lorsqu'il est versé à des personnes physiques domiciliées fiscalement en France, le dividende est soumis, soit, à un prélèvement forfaitaire unique sur le dividende brut au taux forfaitaire de 12,8 % (article 200 A du Code général des impôts), soit, sur option expresse, irrévocable et globale du contribuable, à l'impôt sur le revenu selon le barème progressif après notamment un abattement de 40 % (article 200 A, 13, et 158 du Code général des impôts). Le dividende est par ailleurs soumis aux prélèvements sociaux au taux de 18,6 %.

Le détachement du coupon interviendra le 2 juillet 2026 et le paiement des dividendes sera effectué le 6 juillet 2026.

Il est précisé que dans le cas où, lors de la date de détachement du coupon, la société détiendrait certaines de ses propres actions, les sommes correspondant aux dividendes non versés à raison de ces actions seraient affectées au report à nouveau.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, l'Assemblée constate qu'il lui a été rappelé qu'au titre des trois derniers exercices, les distributions de dividendes et revenus ont été les suivantes :

Au titre de l'Exercice	REVENUS ÉLIGIBLES À LA RÉFACTION		REVENUS NON ÉLIGIBLES À LA RÉFACTION
	DIVIDENDES	AUTRES REVENUS DISTRIBUÉS	
2022	39.375.000 €* Soit 3,50 € par action	-	-
2023	11.250.000 €* Soit 1 € par action	-	-
2024	67 500 000,00 €* Soit 6 € par action	-	-

* Incluant le montant du dividende correspondant aux actions autodétenues non versé et affecté au compte report à nouveau.

QUATRIÈME RÉOLUTION - RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES - CONSTAT DE L'ABSENCE DE CONVENTION NOUVELLE

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport spécial des commissaires aux comptes mentionnant l'absence de nouvelle convention réglementée telle que visée à l'article L. 225-38 du Code de commerce, en prend acte purement et simplement.

CINQUIÈME RÉOLUTION - RENOUELEMENT DE EXCO PARIS ACE AUX FONCTIONS DE COMMISSAIRE AUX COMPTES TITULAIRE EN CHARGE DE LA MISSION DE CERTIFICATION DES COMPTES

Sur proposition du Conseil d'Administration, l'Assemblée Générale renouvelle EXCO Paris ACE, dont le mandat arrive à échéance à l'issue de la présente Assemblée, aux fonctions de commissaire aux comptes titulaire en charge de la mission de certification des comptes pour une durée de six exercices soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle à tenir dans l'année 2032 et appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2031.

SIXIÈME RÉOLUTION – RENOUELEMENT DE MADAME KARINE GUEDJ EN QUALITÉ D'ADMINISTRATEUR

L'Assemblée Générale décide de renouveler Madame Karine GUEDJ en qualité d'administrateur :

En cas d'adoption de la seizième résolution, pour une durée de quatre années, venant à expiration à l'issue de l'Assemblée Générale tenue dans l'année 2030 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé

En cas de rejet de la seizième résolution, pour une durée de six années, venant à expiration à l'issue de l'Assemblée Générale tenue dans l'année 2032 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé.

SEPTIÈME RÉOLUTION – RENOUELEMENT DE MADAME YVONNE GUEDJ EN QUALITÉ D'ADMINISTRATEUR

L'Assemblée Générale décide de renouveler Madame Yvonne GUEDJ en qualité d'administrateur :

En cas d'adoption de la seizième résolution, pour une durée de quatre années, venant à expiration à l'issue de l'Assemblée Générale tenue dans l'année 2030 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé.

En cas de rejet de la seizième résolution, pour une durée de six années, venant à expiration à l'issue de l'Assemblée Générale tenue dans l'année 2032 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé.

HUITIÈME RÉOLUTION – APPROBATION DES INFORMATIONS VISÉES AU I DE L'ARTICLE L. 22-10-9 DU CODE DE COMMERCE

L'Assemblée Générale, statuant en application de l'article L. 22-10-34 I du Code de commerce, approuve les informations visées au I de l'article L. 22-10-9 du Code de commerce mentionnées dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise figurant dans le document d'enregistrement universel 2025, au paragraphe 5.2.1.

NEUVIÈME RÉOLUTION – APPROBATION DES ÉLÉMENTS FIXES, VARIABLES ET EXCEPTIONNELS COMPOSANT LA RÉMUNÉRATION TOTALE ET LES AVANTAGES DE TOUTE NATURE VERSÉS AU COURS DE L'EXERCICE ÉCOULÉ OU ATTRIBUÉS AU TITRE DU MÊME EXERCICE À MADAME NATHALIE JAOUI, PRÉSIDENTE-DIRECTRICE GÉNÉRALE

L'Assemblée Générale, statuant en application de l'article L. 22-10-34 II du Code de commerce, approuve les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice écoulé ou attribués au titre du même exercice à Madame Nathalie JAOUI, Présidente-Directrice Générale, présentés dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise figurant dans le document d'enregistrement universel 2025, au paragraphe 5.2.1.

DIXIÈME RÉOLUTION – APPROBATION DES ÉLÉMENTS FIXES, VARIABLES ET EXCEPTIONNELS COMPOSANT LA RÉMUNÉRATION TOTALE ET LES AVANTAGES DE TOUTE NATURE VERSÉS AU COURS DE L'EXERCICE ÉCOULÉ OU ATTRIBUÉS AU TITRE DU MÊME EXERCICE À MADAME KARINE GUEDJ, DIRECTRICE GÉNÉRALE DÉLÉGUÉE

L'Assemblée Générale, statuant en application de l'article L. 22-10-34 II du Code de commerce, approuve les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice écoulé ou attribués au titre du même exercice à Madame Karine GUEDJ, Directrice Générale Déléguée, présentés dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise figurant dans le document d'enregistrement universel 2025, au paragraphe 5.2.1.

ONZIÈME RÉOLUTION – APPROBATION DE LA POLITIQUE DE RÉMUNÉRATION DE LA PRÉSIDENTE-DIRECTRICE GÉNÉRALE

L'Assemblée Générale, statuant en application de l'article L. 22-10-8 du Code de commerce, approuve la politique de rémunération de la Présidente-Directrice Générale présentée dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise figurant dans le document d'enregistrement universel 2025, au paragraphe 5.2.2.

DOUZIÈME RÉOLUTION – APPROBATION DE LA POLITIQUE DE RÉMUNÉRATION DE LA DIRECTRICE GÉNÉRALE DÉLÉGUÉE

L'Assemblée Générale, statuant en application de l'article L. 22-10-8 du Code de commerce, approuve la politique de rémunération de la Directrice Générale Déléguée présentée dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise figurant dans le document d'enregistrement universel 2025, au paragraphe 5.2.2.

TREIZIÈME RÉOLUTION – APPROBATION DE LA POLITIQUE DE RÉMUNÉRATION DES ADMINISTRATEURS

L'Assemblée Générale, statuant en application de l'article L. 22-10-8 du Code de commerce, approuve la politique de rémunération des administrateurs présentée dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise figurant dans le document d'enregistrement universel 2025, au paragraphe 5.2.2.

QUATORZIÈME RÉOLUTION - AUTORISATION À DONNER AU CONSEIL D'ADMINISTRATION À L'EFFET DE FAIRE RACHETER PAR LA SOCIÉTÉ SES PROPRES ACTIONS DANS LE CADRE DU DISPOSITIF DE L'ARTICLE L. 22-10-62 DU CODE DE COMMERCE

L'Assemblée Générale, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration, autorise ce dernier, avec faculté de subdélégation, pour une période de dix-huit mois, conformément aux articles L. 22-10-62 et suivants et L. 225-210 et suivants du Code de commerce, à procéder à l'achat, en une ou plusieurs fois aux époques qu'il déterminera, d'actions de la société dans la limite d'un nombre maximal d'actions ne pouvant représenter plus de 10% du nombre d'actions composant le capital social au jour de la présente assemblée, le cas échéant ajusté afin de tenir compte des éventuelles opérations d'augmentation ou de réduction de capital pouvant intervenir pendant la durée du programme.

Cette autorisation met fin à l'autorisation donnée au Conseil d'Administration par l'Assemblée Générale du 6 juin 2025 dans sa douzième résolution à caractère ordinaire.

Les acquisitions pourront être effectuées en vue :

- d'assurer l'animation du marché secondaire ou la liquidité de l'action GROUPE CRIT par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement au travers d'un contrat de liquidité conforme à la pratique admise par la réglementation, étant précisé que dans ce cadre, le nombre d'actions pris en compte pour le calcul de la limite susvisée correspond au nombre d'actions achetées, déduction faite du nombre d'actions revendues,

- de conserver les actions achetées et les remettre ultérieurement en échange ou en paiement dans le cadre d'opérations éventuelles de fusion, de scission, d'apport ou de croissance externe,
- d'assurer la couverture de plans d'options d'achat d'actions et/ou de plans d'actions attribuées gratuitement (ou plans assimilés) au bénéfice des salariés et/ou des mandataires sociaux du Groupe, en ce compris les sociétés liées, ainsi que toutes allocations d'actions au titre d'un plan d'épargne d'entreprise ou de groupe (ou plan assimilé), au titre de la participation aux résultats de l'entreprise et/ou toutes autres formes d'allocation d'actions à des salariés et/ou des mandataires sociaux du Groupe, en ce compris les sociétés liées,
- d'assurer la couverture de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution d'actions de la société dans le cadre de la réglementation en vigueur,
- de procéder à l'annulation éventuelle des actions acquises, conformément à l'autorisation conférée ou à conférer par l'Assemblée Générale Extraordinaire.
- de manière générale, mettre en œuvre toute pratique de marché qui viendrait à être admise par l'AMF, et plus généralement, réaliser toute autre opération conforme à la réglementation en vigueur.

Ces achats d'actions pourront être opérés par tous moyens, y compris par voie d'acquisition de blocs de titres, et aux époques que le Conseil d'Administration appréciera.

La société n'entend pas utiliser des mécanismes optionnels ou instruments dérivés.

Le prix maximum d'achat est fixé à 110 euros par action. En cas d'opération sur le capital, notamment de division ou de regroupement des actions ou d'attribution gratuite d'actions aux actionnaires, le montant sus-indiqué sera ajusté dans les mêmes proportions (coefficient multiplicateur égal au rapport entre le nombre d'actions composant le capital avant l'opération et le nombre d'actions après l'opération).

Le montant maximal de l'opération est fixé à 123 750 000 euros.

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au Conseil d'Administration, avec faculté de subdélégation, à l'effet de procéder à ces opérations, d'en arrêter les conditions et les modalités, de conclure tous accords et d'effectuer toutes formalités.

C

1

2

3

4

5

6

7

À caractère extraordinaire :

QUINZIÈME RÉSOLUTION - AUTORISATION À DONNER AU CONSEIL D'ADMINISTRATION EN VUE D'ANNULER LES ACTIONS PROPRES DÉTENUES PAR LA SOCIÉTÉ RACHETÉES DANS LE CADRE DU DISPOSITIF DE L'ARTICLE L. 22-10-62 DU CODE DE COMMERCE

L'Assemblée Générale, en application de l'article L. 22-10-62 du Code de commerce, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration et du rapport des commissaires aux comptes :

Donne au Conseil d'Administration l'autorisation d'annuler, sur ses seules décisions, en une ou plusieurs fois, dans la limite de 10 % du capital calculé au jour de la décision d'annulation, déduction faite des éventuelles actions annulées au cours des 24 derniers mois précédents, les actions que la société détient ou pourra détenir notamment par suite des rachats réalisés dans le cadre de l'article L. 22-10-62 du Code de commerce ainsi que de réduire le capital social à due concurrence conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur,

Fixe à vingt-quatre mois à compter de la présente Assemblée, la durée de validité de la présente autorisation,

Donne tous pouvoirs au Conseil d'Administration avec faculté de subdélégation pour réaliser les opérations nécessaires à de telles annulations et aux réductions corrélatives du capital social, modifier en conséquence les statuts de la société et accomplir toutes les formalités requises.

SEIZIÈME RÉSOLUTION - MODIFICATION DE L'ALINÉA 2 DU PARAGRAPHE I DE L'ARTICLE 15 DES STATUTS AFIN DE RÉDUIRE LA DURÉE DE MANDAT DES ADMINISTRATEURS DE 6 ANS À 4 ANS

L'Assemblée Générale, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration, décide de modifier l'alinéa 2 du paragraphe I de l'article 15 des statuts afin de réduire la durée de mandat des administrateurs nommés à compter de la présente Assemblée, de 6 ans à 4 ans comme suit, étant précisé que cette modification sera sans effet sur les mandats en cours qui iront jusqu'à leurs termes initiaux, le reste de l'article demeurant inchangé :

Ancienne version	Nouvelle version
Au cours de la vie sociale, les Administrateurs sont nommés par l'Assemblée Générale Ordinaire. La durée de leur fonction est de six années, elle prend fin à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale de Actionnaires ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat dudit Administrateur.	Au cours de la vie sociale, les Administrateurs sont nommés par l'Assemblée Générale Ordinaire. La durée de leur fonction est de quatre années , elle prend fin à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale de Actionnaires ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat dudit Administrateur.

DIX-SEPTIÈME RÉSOLUTION - MISE EN HARMONIE DE L'ARTICLE 30 DES STATUTS S'AGISSANT DE LA DATE D'INSCRIPTION EN COMPTE PERMETTANT DE PARTICIPER À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

L'Assemblée Générale décide de modifier comme suit le deuxième alinéa de l'article 30 des statuts, afin de tenir compte des dispositions de l'article R. 22-10-28 du Code de commerce telles que modifiées par le décret n°2026-94 du 13 février 2026 s'agissant de la date d'inscription en compte permettant de participer à l'Assemblée générale :

Ancienne version	Nouvelle version
Le droit de participer aux Assemblées Générales est subordonné, à l'inscription en compte des titres au nom de l'actionnaire ou de l'intermédiaire inscrit pour son compte, au deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée à zéro heure, heure de Paris, soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par la société, soit dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité.	Le droit de participer aux Assemblées Générales est subordonné, à l'inscription en compte des titres au nom de l'actionnaire ou de l'intermédiaire inscrit pour son compte, au cinquième jour ouvré précédant l'Assemblée à zéro heure, heure de Paris, soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par la société, soit dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité.
(...)	(...)

A caractère ordinaire :

DIX-HUITIÈME RÉSOLUTION – POUVOIRS POUR LES FORMALITÉS

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur d'un exemplaire, d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir toutes les formalités de dépôt et de publicité requises par la loi.

Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées

(Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025)

PricewaterhouseCoopers Audit

63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

EXCO PARIS ACE

76-78 Rue de Reuilly
75012 Paris

À l'assemblée générale de la société

GROUPE CRIT

6 Rue Toulouse Lautrec
75017 PARIS

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.225-31 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R.225-31 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

CONVENTIONS AUTORISÉES ET CONCLUES AU COURS DE L'EXERCICE ÉCOULÉ

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée et conclue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L.225-38 du code de commerce.

CONVENTIONS DEJA APPROUVEES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention déjà approuvée par l'assemblée générale dont l'exécution se serait poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris, le 29 avril 2026

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

Jérôme Mouazan

EXCO PARIS ACE

Emmanuel Charrier

7.5. Tables de concordance

7.5.1. Table de concordance du rapport financier annuel et du rapport de gestion issu du Code de commerce

La table de concordance ci-après permet d'identifier, dans le présent document d'enregistrement universel, les informations qui constituent le rapport financier annuel conformément à l'article 222-3 du règlement général de l'AMF et le rapport de gestion selon les dispositions du Code de commerce.

Rubriques	Informations pour	Paragraphes	Pages
1. COMPTES SOCIAUX	RFA	3.2	106
2. COMPTES CONSOLIDÉS	RFA	3.1	60
3. RAPPORT DE GESTION			
3.1. Informations relatives à l'activité de la société et du groupe			
Situation de la société durant l'exercice écoulé et analyse de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation de la société et du groupe, notamment de sa situation d'endettement	RFA	1.3	8,9, 14-34
Art. L. 232-1 II, L.233-6 et L.233-26 du Code de commerce		1.4	35-41
Évolution prévisible de la société et du Groupe	RFA	1.5	42-44
Art. L. 232-1 II et L. 233-26 du Code de commerce			
Dans la mesure nécessaire à la compréhension de l'évolution des affaires, des résultats ou de la situation de la société et du groupe : Indicateurs clés de performance de nature financière	RFA	1.4	8,9
Art. L. 232-1 II et L. 233-26 du Code de commerce		3	35-41
			67
Dans la mesure nécessaire à la compréhension de l'évolution des affaires, des résultats ou de la situation de la société et du groupe : Indicateurs clés de performance de nature non financière ayant trait à son activité spécifique, notamment les informations relatives aux questions d'environnement et de personnel	RFA	4	133-192
Art. L. 232-1 II et L. 233-26 du Code de commerce			
Événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle le rapport de gestion est établi	RFA	3.1	98
Art. L. 232-1, II, L. 233-26 du Code de commerce		3.2	122
Prises de participation significatives au cours de l'exercice dans des sociétés ayant leur siège social sur le territoire français	RFA	1.6	45-46
Art. L. 233-6, al. 1 du Code de commerce			
Activités en matière de recherche et de développement	RFA	1.3	26-30
Art. L. 232-1, II, L. 233-26 du Code de commerce		3.2	127
Tableau des résultats de la société au cours des cinq derniers exercices	RFA	3.2	126
Art. R. 225-102 du Code de commerce			
Succursales existantes	RFA	n/a	n/a
Art. L. 232-1 II et L.233-26 du Code de commerce			
Informations sur les délais de paiement fournisseurs et clients	RFA	3.2	127
Art. L. 441-14 et D. 441-6 du Code de commerce			
Prêts interentreprises et attestation des commissaires aux comptes	RFA	n/a	n/a
Art. L. 511-6 et R. 511-2-1-3 du Code monétaire et financier			
Incidences des activités quant à la lutte contre l'évasion fiscale	RFA	4.4	190,
Article L.22-10-35 du Code de commerce			
Informations sur les ressources incorporelles essentielles de la société, la manière dont son modèle commercial dépend fondamentalement de ces ressources et en quoi elles constituent une source de création de valeur pour la société	RFA	1.2	16,17
Article L.232-1, L.233-26, L.22-10-35 et D.230-1 du Code de commerce		4.1	144-148
Les actions visant à promouvoir le lien entre la nation et ses forces armées et à soutenir l'engagement dans les réserves de la garde nationale	RFA	4	181
Article L.22-10-35 du Code de commerce			

Rubriques	Informations pour Paragraphes		Pages
Les actions visant à promouvoir l'engagement des citoyens dans la démocratie locale et, le cas échéant, le bénéfice du label "employeur partenaire de la démocratie locale" mentionné à l'article L.1621-6 du Code général des collectivités territoriales			
L22-10-35 du Code de commerce	RFA	n/a	n/a
3.2. Actionnariat et capital			
Structure, évolution du capital de la société et franchissement des seuils – Identité des principaux actionnaires et détenteurs des droits de vote aux assemblées générales et modifications intervenues au cours de l'exercice	RFA	1.7	47
Article L.233-13 du Code de commerce		6.3	231-236
Nom des sociétés contrôlées participant à un autocontrôle de la société et part du capital qu'elles détiennent	RFA	6.3	232-233
Art. L. 233-13 du Code de commerce			
Aliénation de participations croisées	RFA	n/a	n/a
Art. L. 233-29, L. 233-30 et R. 233-19 du Code de commerce			
Acquisition et cession par la société de ses propres actions	RFA	6.2	228-229
Art. L. 225-211 du Code de commerce			
État de la participation des salariés au capital social	RFA	6.3	239
Art. L. 225-102 al. 1 du Code de commerce			
Mention des ajustements éventuels : • pour les titres donnant accès au capital en cas de rachats d'actions • pour les titres donnant accès au capital en cas d'opérations financières	RFA	n/a	n/a
Art. R. 228-90 et R. 228-91 du Code de commerce			
Mention des ajustements éventuels des bases d'exercice d'option de souscription et d'achat d'actions en cas d'achat par la société à un prix sur un marché supérieur au cours	RFA	n/a	n/a
Art. R. 225-138 du Code de commerce			
Montants des dividendes qui ont été mis en distribution au titre des trois exercices précédents	RFA	6.3	238
Art. 243 bis du Code général des impôts			
3.3. Autres informations			
Informations fiscales complémentaires (dépenses et charges non déductibles fiscalement)	RFA	7.4	245
Art 223 quater et 223 quinquies du Code général des impôts			
Injonctions ou sanctions pécuniaires pour des pratiques anticoncurrentielles	RFA	n/a	n/a
Art. L. 464-2 du Code de commerce			
État récapitulatif des opérations des dirigeants et personnes liées sur les titres de la Société	RFA	6.3	237
Art. L. 621-18-2 du Code monétaire et financier			
3.4. Informations en matière de durabilité			
3.4.1 Informations générales-Code de commerce-ESRS2	RFA	1 4.1	16-17 134-157
Description du processus mis en oeuvre afin de déterminer les informations incluses R.232-8-4 du code de commerce	RFA	4.1	134-136
Modèle commercial et la stratégie de la société R.232-8-4 & R.22-10-9 du Code de commerce	RFA	4.1.7	142-148
Degré de résilience du modèle commercial et de la stratégie de la société en ce qui concerne les risques liés aux enjeux de durabilité (description et indicateurs) R.232-8-4 du Code de commerce	RFA	4.1.9 4.2/4.3/4.4	151-153 158-192
Opportunités que recèlent les enjeux de durabilité pour la société (description et indicateurs) R.232-8-4 du Code de commerce	RFA	4.1.9 4.2/4.3/4.4	151-153 158-192
Plans de la société, y compris les actions prises ou envisagées et les plans financiers et d'investissements connexes, pour assurer la compatibilité de son modèle commercial et de sa stratégie avec la transition vers une économie durable, la limitation du réchauffement climatique à 1,5° C conformément à l'accord de Paris et l'objectif de neutralité climatique d'ici à 2050 et le cas échéant, l'exposition de la société à des activités liées au charbon, au pétrole et au gaz (description et indicateurs). R.232-8-4 du Code de commerce	RFA	4.1.12 4.2/4.3/4.4	156-157 158-192
Manière dont le modèle commercial et la stratégie de la société tiennent compte des intérêts des parties prenantes et des incidences de la société sur les enjeux de durabilité (description et indicateurs) R.232-8-4 du code de commerce	RFA	4.1.7-4.1.8 4.2/4.3/4.4	142-150 158-192

Rubriques	Informations pour	Paragraphes	Pages
Manière dont la stratégie de la société est mise en oeuvre en ce qui concerne les enjeux de durabilité (description et indicateurs) R.232-8-4 du Code de commerce	RFA	4.1.12 4.2/4.3/4.4	156-157 158-192
Politique de la société en ce qui concerne les enjeux de durabilité (description et indicateurs) R.232-8-4 & R.22-10-29 du Code de commerce	RFA	4.1.12 4.2/4.3/4.4	156-157 158-192
Les principales incidences négatives potentielles ou réelles, les mesures prises pour recenser, surveiller, prévenir, éliminer ou atténuer ces incidences négatives et les résultats obtenus à cet égard (description et indicateurs) R.232-8-4 & R.22-10-29 du Code de commerce	RFA	4.1.12 4.2/4.3/4.4	156-157 158-192
Les principaux risques pour la société liés aux enjeux de durabilité, y compris ses principales dépendances, et la manière dont la société gère ces risques (description et indicateurs) R.232-8-4 & R.22-10-29 du Code de commerce	RFA	4.1.7 4.1.10/4.1.12 4.2/4.3/4.4	142-148 154-157 158-192
Liste des sociétés dispensées de publier des informations en matière de durabilité en vertu de la dispense prévue au V de l'article L.232-6-3 ou au V de l'article L.233-28-4	RFA	n/a	n/a
Liste des sociétés dispensées de publier des informations en matière de durabilité en vertu de la dispense prévue au V de l'article L.232-6-3 ou au V de l'article L.232-28-4	RFA	4.1.1	134
En cas d'informations consolidées en matière de durabilité, lorsque les incidences ou les risques liés aux enjeux de durabilité d'une ou plusieurs des entreprises du groupe diffèrent de façon importante de ceux concernant les autres entreprises qui le composent : les informations adéquates pour comprendre ces incidences et ces risques R.233-16-3 du Code de commerce	RFA	4.1.2	135-136
ESRS 2 BP-1 base générale d'établissement des déclarations de durabilité (périmètre social, consolidé), chaîne de valeur, omissions)	RFA	4.1.1	134
ESRS 2 BP-2 publication d'informations relatives à des circonstances particulières (notamment liste des points incorporés au moyen de renvoi-par 16)	RFA	4.1.2	135-136
ESRS 2 GOV-1 rôle des organes d'administration, de direction et de surveillance	RFA	4.1.3	137-139
ESRS 2 GOV-2 informations transmises aux organes d'administration, de direction et de surveillance de l'entreprise et enjeux de durabilité traités par ces organes	RFA	4.1.4	139
ESRS 2 GOV-3 Intégration des performances en matière de durabilité dans les mécanismes d'incitation	RFA	4.1.5	140
ESRS 2 GOV-4 déclaration sur la vigilance raisonnable (table de correspondance des informations fournies dans l'état de durabilité en ce qui concerne son processus de vigilance raisonnable)	RFA	4.1.6	140-141
ESRS 2 GOV-5 Gestion des risques et contrôles internes de l'information en matière de durabilité	RFA	4.1.6	140-141
ESRS 2 SBM-1 Stratégie, modèle économique et chaîne de valeur	RFA	4.1.7	142-148
ESRS 2 SBM-2 Intérêts et points de vue des parties prenantes	RFA	4.1.8	149-150
ESRS 2 SBM-3 Impacts, risques et opportunités matériels et leur lien avec la stratégie et le modèle économique	RFA	4.1.9	151-153
ESRS 2 IRO-1 Description des processus d'identification et d'évaluation des impacts, risques et opportunités matériels	RFA	4.1.10	154-155
ESRS 2 IRO-2 Exigences de publication au titre des ESRS couvertes par l'état de durabilité de l'entreprise	RFA	4.1.10 4.1.11	154-155 156
ESRS 2 MDR-P Politiques adoptées pour gérer les enjeux de durabilité matériels	RFA	4.1.12/4.2-4.4	156-192
ESRS 2 MDR-A Actions et ressources relatives aux enjeux de durabilité matériels	RFA	4.1.12/4.2-4.4	156-192
ESRS 2 MDR-M Indicateurs relatifs aux enjeux de durabilité matériels	RFA	n/a	n/a
ESRS 2 MDR-T Suivi de l'efficacité des politiques et des actions au moyen de cibles	RFA	n/a	n/a
3.4.2 Informations Environnementales- ESRS E1 à E5 et Taxonomie			
Taxonomie : part du chiffre d'affaires provenant de produits ou de services associés à des activités économiques pouvant être considérées comme durable sur le plan environnemental	RFA	4.2.6	167-169
Taxonomie : part des dépenses d'investissement et la part de leurs dépenses d'exploitation liée à des actifs ou à des processus associés à des activités économiques pouvant être considérées comme durables sur le plan environnemental	RFA	4.2.6	167-169
ESRS E1 Changement climatique	RFA	4.2	158-169
ESRS E2 Pollution	RFA	n/a	n/a
ESRS E3 Ressources aquatiques et marines	RFA	n/a	n/a
ESRS E4 Biodiversité et écosystèmes	RFA	n/a	n/a
ESRS E5 Utilisation des ressources et économie circulaire	RFA	n/a	n/a

Rubriques	Informations pour	Paragraphes	Pages
3.4.3 Informations sociales - ESRS S1 à S4			
ESRS S1 Effectifs de l'entreprise	RFA	4.3	170-189
ESRS S2 Travailleurs et chaîne de valeur	RFA	n/a	n/a
ESRS S3 Communautés touchées	RFA	4.3	170-189
ESRS S4 Consommateurs et utilisateurs finaux	RFA	n/a	n/a
3.4.4 Informations en matière de gouvernance - ESRS G1			
ESRS G1 Conduite des affaires	RFA	4.4	190-192
3.5. RISQUES			
Principaux risques et incertitudes auxquels la société et le groupe sont confrontés	RFA	2.1	50-53
Art. L. 232-1 II et L233-26 du Code de commerce		3.1	66,84,90
Indications sur les objectifs et la politique concernant la couverture de chaque catégorie principale de transactions et sur l'exposition aux risques de prix, de crédit, de liquidité et de trésorerie, ce qui inclut l'utilisation des instruments financiers	RFA	2.1	50-53
Art. L. 232-1 II et L233-26 du Code de commerce		3.1	84,90
Plan de vigilance et compte-rendu de sa mise en œuvre effective	RFA	4.5	193-195
Art. L. 225-102-4 du Code de commerce			
3.6 DISPOSITIF ANTI-CORRUPTION		4.4	190-191
Loi n°2016-1691 dite Sapin II		4.5	193-195
4. DECLARATION DES PERSONNES PHYSIQUES QUI ASSUMENT LA RESPONSABILITE DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL	RFA	7.1	242
5. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES SOCIAUX	RFA	3.2	128-131
6. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES	RFA	3.1	102-105
7. RAPPORT DU CONSEIL SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE (cf. table détaillé ci-après)	RFA	5	206-223

7.5.2. Table de concordance du rapport du conseil sur le gouvernement d'entreprise issu du Code de commerce

Rubriques	Informations Pour	Paragraphe	Pages
1. Informations relatives à la gouvernance			
Composition, conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil Art. L. 22-10-10, 1° du Code de commerce	RFA	5.1	206-215
Liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés dans toute société par chacun des mandataires durant l'exercice Art. L. 225-37-4, 1° du Code de commerce	RFA	5.1	207-210
Eventuelles limitations que le Conseil apporte aux pouvoirs du Directeur Général Art. L. 22-10-10, 3° du Code de commerce	RFA	5.1	215
Référence à un code de gouvernement d'entreprise et application du principe « comply or explain » Art. L. 22-10-10, 4° du Code de commerce	RFA	5.1	212-215
Modalités particulières de participation des actionnaires à l'assemblée générale Art. L. 22-10-10, 5° du Code de commerce	RFA	5.5	223
Modalités d'exercice de la Direction Générale en cas de modification Art. L. 225-37-4, 4° du Code de commerce	RFA	5.1	215
2. Informations relatives aux rémunérations			
Politique de rémunération des mandataires sociaux Art. L. 22-10-8, I, al. 2 du Code de commerce et R.22-10-14 du Code de commerce	RFA	5.2	220-222
Rémunérations et avantages de toute nature versés durant l'exercice ou attribués au titre de l'exercice à chaque mandataire social Art. L. 22-10-9, I, 1° du Code de commerce et R.22-10-15 du Code de commerce	RFA	5.2	216-217
Proportion relative de la rémunération fixe et variable Art. L. 22-10-9, I, 2° du Code de commerce	RFA	5.2	217,220, 221
Utilisation de la possibilité de demander la restitution d'une rémunération variable Art. L. 22-10-9, I, 3° du Code de commerce	RFA	5.2	n/a
Engagements de toute nature pris par la société au bénéfice de ses mandataires sociaux, correspondant à des éléments de rémunération, des indemnités ou des avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison de la prise, de la cessation ou du changement de leurs fonctions ou postérieurement à l'exercice de celles-ci Art. L. 22-10-9, I, 4° du Code de commerce et D.22-10-16 du Code de commerce	RFA	5.2	222
Rémunération versée ou attribuée par une entreprise comprise dans le périmètre de consolidation au sens de l'article L. 233-16 du code de commerce Art. L. 22-10-9, I, 5° du Code de commerce	RFA	5.2	216
Ratios entre le niveau de rémunération de chaque dirigeant mandataire social et les rémunérations moyenne et médiane des salariés de la société Art. L. 22-10-9, I, 6° du Code de commerce	RFA	5.2	218-219
Évolution annuelle de la rémunération, des performances de la société, de la rémunération moyenne des salariés de la société et des ratios susvisés au cours des cinq exercices les plus récents Art. L. 22-10-9, I, 7° du Code de commerce	RFA	5.2	218-219
Explication de la manière dont la rémunération totale respecte la politique de rémunération adoptée, y compris dont elle contribue aux performances à long terme de la société et de la manière dont les critères de performance ont été appliqués Art. L. 22-10-9, I, 8° du Code de commerce	RFA	5.2	220
Manière dont a été pris en compte le vote de la dernière assemblée générale ordinaire prévu au I de l'article L. 22-10-34 du code de commerce Art. L. 22-10-9, I, 9° du Code de commerce	RFA	5.2	220
Écart par rapport à la procédure de mise en œuvre de la politique de rémunération et toute dérogation Art. L. 22-10-9, I, 10° du Code de commerce	RFA	5.2	n/a

Rubriques	Informations Pour	Paragraphes	Pages
Application des dispositions du second alinéa de l'article L. 225-45 du code de commerce (suspension du versement de la rémunération des administrateurs en cas de non-respect de la mixité du conseil d'administration) Art. L. 22-10-9, I., 11° du Code de commerce	RFA		n/a
Attribution et conservation des options par les mandataires sociaux Art. L. 22-10-57 et L. 225-185 du Code de commerce	RFA		n/a
Attribution et conservation des actions attribuées gratuitement aux dirigeants mandataires sociaux Art. L. 22-10-59 et L. 225-197-1 du Code de commerce	RFA		n/a
3. Informations sur les conventions réglementées, procédures de contrôle interne			
Conventions conclues entre un mandataire ou un actionnaire détenant plus de 10 % des droits de vote et une filiale (hors conventions courantes) Art. L. 225-37-4, 2° du Code de commerce	RFA	5.3	222
Procédure d'évaluation des conventions courantes conclues à des conditions normales Art. L. 22-10-10, 6° du Code de commerce	RFA	5.3	222
Tableau récapitulatif des délégations en cours de validité accordées par l'Assemblée Générale en matière d'augmentations de capital Art. L. 225-37-4, 3° du Code de commerce	RFA	6.2	230
Description des principales caractéristiques des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques de l'entreprise dans le cadre du processus d'établissement de l'information financière Art. L. 22-10-10, 7° du Code de commerce	RFA	2.2	54-57
Éléments susceptibles d'avoir une influence en cas d'offre publique d'achat ou d'échange : art. L. 22-10-11 du Code de commerce	RFA	5.4	223
• La structure du capital de la société,	RFA	5.4	223
• Les restrictions statutaires à l'exercice des droits de vote et aux transferts d'actions ou les clauses des conventions portées à la connaissance de la société en application de l'article L. 233-11 du Code de commerce,	RFA	5.4	223
• Les participations directes ou indirectes dans le capital de la société dont elle a connaissance en vertu des articles L. 233-7 et L. 233-12 du Code de commerce,	RFA	5.4	223
• La liste des détenteurs de tout titre comportant des droits de contrôle spéciaux et la description de ceux-ci,	RFA	5.4	223
• Les mécanismes de contrôle prévus dans un éventuel système d'actionnariat du personnel, quand les droits de contrôle ne sont pas exercés par ce dernier,	RFA	5.4	223
• Les accords entre actionnaires dont la société a connaissance et qui peuvent entraîner des restrictions au transfert d'actions et à l'exercice des droits de vote,	RFA	5.4	223
• Les règles applicables à la nomination et au remplacement des membres du conseil d'administration ainsi qu'à la modification des statuts de la société,	RFA	5.4	223
• Les pouvoirs du conseil d'administration, en particulier l'émission ou le rachat d'actions,	RFA	5.4	223
• Les accords conclus par la société qui sont modifiés ou prennent fin en cas de changement de contrôle de la société, sauf si cette divulgation, hors les cas d'obligation légale de divulgation, porterait gravement atteinte à ses intérêts,	RFA	5.4	223
• Les accords prévoyant des indemnités pour les membres du conseil d'administration ou les salariés, s'ils démissionnent ou sont licenciés sans cause réelle et sérieuse ou si leur emploi prend fin en raison d'une offre publique	RFA	5.4	223

7.5.3. Table de concordance du document d'enregistrement universel

Afin de faciliter la lecture du présent document d'enregistrement universel, la table de concordance ci-dessous permet d'identifier les principales rubriques requises par l'annexe 1 et 2 du règlement délégué n° 2019/980 de la Commission Européenne complétant le règlement européen 2017/1129. Les informations non applicables à Groupe CRIT sont indiquées "n/a".

INFORMATIONS	Pages
1. PERSONNES RESPONSABLES, INFORMATIONS PROVENANT DE TIERS, RAPPORTS D'EXPERTS ET APPROBATION DE L'AUTORITÉ COMPÉTENTE	
1.1. Personne responsable des informations contenues dans le document	242
1.2. Attestation du responsable	242
1.3. Déclaration d'expert	n/a
1.4. Autres déclarations	n/a
1.5. Approbation par l'autorité compétente	n/a
2. CONTRÔLEURS LÉGAUX DES COMPTES	
2.1. Coordonnées	7,242
2.2. Changements	7,242
3. FACTEURS DE RISQUE	49-53
4. INFORMATIONS CONCERNANT L'ÉMETTEUR	226
4.1. Raison sociale	226
4.2. Lieu, numéro d'enregistrement et code LEI	226
4.3. Date de constitution et durée de vie de l'émetteur	226
4.4. Siège social, forme juridique et site web	226
5. APERÇU DES ACTIVITÉS	
5.1. Principales activités	
5.1.1. Nature des opérations effectuées par l'émetteur et ses principales activités	8-11,13-41
5.1.2. Nouveau produit et/ou service lancé sur le marché	n/a
5.2. Principaux marchés	18-22, 26-34
5.3. Événements importants dans les activités de l'émetteur	5,66, 98,112,122
5.4. Stratégie et perspectives	42-44
5.5. Degré de dépendance de l'émetteur à l'égard de brevets ou licences, de contrats industriels, commerciaux ou financiers ou de nouveaux procédés de fabrication	50-52,84
5.6. Éléments sur lesquels est fondée toute déclaration de l'émetteur concernant sa position concurrentielle	10-11, 19, 25
5.7. Investissements	
5.7.1. Investissements importants réalisés	44, 63, 75- 80, 115
5.7.2. Investissements importants en cours ou programmés	44
5.7.3. Informations sur les participations	66,99- 101,115,116
5.7.4. Impact environnemental de l'utilisation des immobilisations corporelles	n/a
6. STRUCTURE ORGANISATIONNELLE	
6.1. Synoptique	10-11,45
6.2. Liste des filiales importantes	99- 101,115,125
7. EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DU RÉSULTAT	
7.1. Situation financière	59-131
7.1.1. Évolution et résultat des activités de l'émetteur	59-131,35-41
7.1.2. Autres informations	66, 97,98,112,122
7.2. Résultat d'exploitation	60, 68, 108 35-41
7.2.1 Facteurs importants, y compris les événements inhabituels ou peu fréquents ou de nouveaux développements, influant sensiblement sur le revenu d'exploitation de l'émetteur	66,122

INFORMATIONS	Pages
7.2.2 Explication des changements intervenus dans les informations financières historiques	n/a
8. TRÉSORERIE ET CAPITAUX	
8.1. Capitaux de l'émetteur	62,86,106,107 119
8.2. Source et montant des flux de trésorerie	63,87-92,110
8.3. Conditions des besoins de financements et structure de financement	87-92, 118
8.4. Informations concernant toute restriction à l'utilisation des capitaux	90
8.5. Sources de financement attendues	87-92
9. ENVIRONNEMENT RÉGLEMENTAIRE	19,31, 51
10. INFORMATION SUR LES TENDANCES	
10.1 Principales tendances récentes depuis la fin du dernier exercice jusqu'à la date du document et changement significatif de performance financière du Groupe	44, 98, 122
10.2 Indications des tendances, incertitudes, contraintes, engagements ou événements connus ou susceptibles d'influer sensiblement sur les perspectives de l'émetteur	44, 98, 122
11. PRÉVISIONS OU ESTIMATIONS DU BÉNÉFICE	n/a
12. ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION, ET DE SURVEILLANCE ET DIRECTION GÉNÉRALE	
12.1. Informations concernant les membres des organes d'administration et de direction	206-223
12.2. Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration, de direction et de la Direction Générale	211
13. RÉMUNÉRATION ET AVANTAGES	
13.1. Rémunérations versées et avantages en nature octroyés par l'émetteur et ses filiales	97, 122, 216- 217
13.2. Montant total des sommes provisionnées ou constatées par ailleurs par l'émetteur ou ses filiales aux fins du versement de pensions, retraites ou autres avantages	69-70,122
14. FONCTIONNEMENT DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION	
14.1. Durée des mandats	206,210
14.2. Informations sur les contrats de service liant les membres des organes d'administration, de direction, ou de surveillance à l'émetteur ou ses filiales	212
14.3. Comités	214
14.4. Déclaration de conformité au régime de gouvernement d'entreprise en vigueur	212
14.5. Incidences significatives potentielles sur la gouvernance d'entreprise	n/a
15. SALARIÉS	
15.1. Nombre de salariés, répartition des effectifs	8,9, 69, 122, 172-176
15.2. Participations et stock-options	69, 86, 97, 239
15.3. Accord prévoyant une participation des salariés dans le capital de l'émetteur	69, 86, 97, 239
16. PRINCIPAUX ACTIONNAIRES	
16.1. Nom de toute personne non membre d'un organe d'administration, de direction ou de surveillance détenant directement ou indirectement, un pourcentage du capital social ou des droits de vote de l'émetteur devant être notifié	231-236
16.2. Droits de vote différents	227,232 234-236
16.3. Contrôle	231-236
16.4. Accord connu de l'émetteur dont la mise en œuvre pourrait, à une date ultérieure, entraîner un changement de son contrôle	223
17. TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES	97
18. INFORMATIONS FINANCIÈRES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS DE LA SOCIÉTÉ	
18.1. Informations financières historiques	8,9,59-131
18.2. Informations financières intermédiaires et autres	44
18.3. Audit des informations financières historiques annuelles	2 ^e de couverture
18.4. Informations financières pro forma	n/a
18.5. Politiques de distribution de dividendes	238

INFORMATIONS	Pages
18.6. Procédures administratives, judiciaires ou d'arbitrage	94
18.7. Changement significatif de la situation financière survenu depuis la fin du dernier exercice	98, 122
19. INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES	
19.1. Capital social	228
19.1.1. Montant du capital émis, capital autorisé, nombre d'actions émises, valeur nominale	228
19.1.2. Actions non représentatives du capital	228
19.1.3. Nombre, valeur comptable et valeur nominale des actions détenues par l'émetteur	86, 119, 228, 229
19.1.4. Valeurs mobilières convertibles, échangeables ou assorties de bons de souscription	n/a
19.1.5. Informations sur les conditions régissant tout droit d'acquisition et/ou toute obligation attaché(e) au capital autorisé, mais non émis, ou sur toute entreprise visant à augmenter le capital	n/a
19.1.6. Informations sur le capital de tout membre du Groupe faisant l'objet d'une option ou d'un accord prévoyant de le placer sous option	n/a
19.1.7. Historique du capital social pour la période couverte par les informations financières historiques	230
19.2. Acte constitutif et statuts	226
19.2.1. Registre et objet social de l'émetteur	226
19.2.2. Droits, privilèges et restrictions attachés à chaque catégorie d'actions existantes	227
19.2.3. Dispositions des statuts, charte ou règlement de l'émetteur qui pourrait avoir pour effet de retarder, de différer ou d'empêcher un changement de son contrôle	227
20. CONTRATS IMPORTANTS	n/a
21. DOCUMENTS DISPONIBLES	242

Calendrier prévisionnel des annonces financières du Groupe CRIT

Annonces financières	Exercice 2026
Chiffres d'affaires	
1 ^{er} trimestre	29 avril 2026 (après bourse)
2 ^e trimestre	22 juillet 2026 (après bourse)
3 ^e trimestre	28 octobre 2026 (après bourse)
4 ^e trimestre	27 janvier 2027 (après bourse)
Résultats 1^{er} semestre	
Communiqué financier	22 septembre 2026 (après bourse)
Réunion Sfaf Investisseurs	23 septembre 2026
Résultats annuels	
Communiqué financier	Mars 2027*
Réunion Sfaf Investisseurs	Mars 2027*
Assemblée générale	Juin 2027*
Dividendes	Juillet 2027*

(1) * Dates prévisionnelles

Crédits photos : ECM, Maser, GEH, Fotolia, iStock, Shutterstock, Studio Simon, X

Conception & réalisation : **POMELO-PARADIGM**



www.groupe-crit.com

6, rue Toulouse Lautrec - 75017 PARIS
Tél. : 01 49 18 55 55 - Fax : 01 49 18 55 00